



gouvernement du Québec
comptes publics

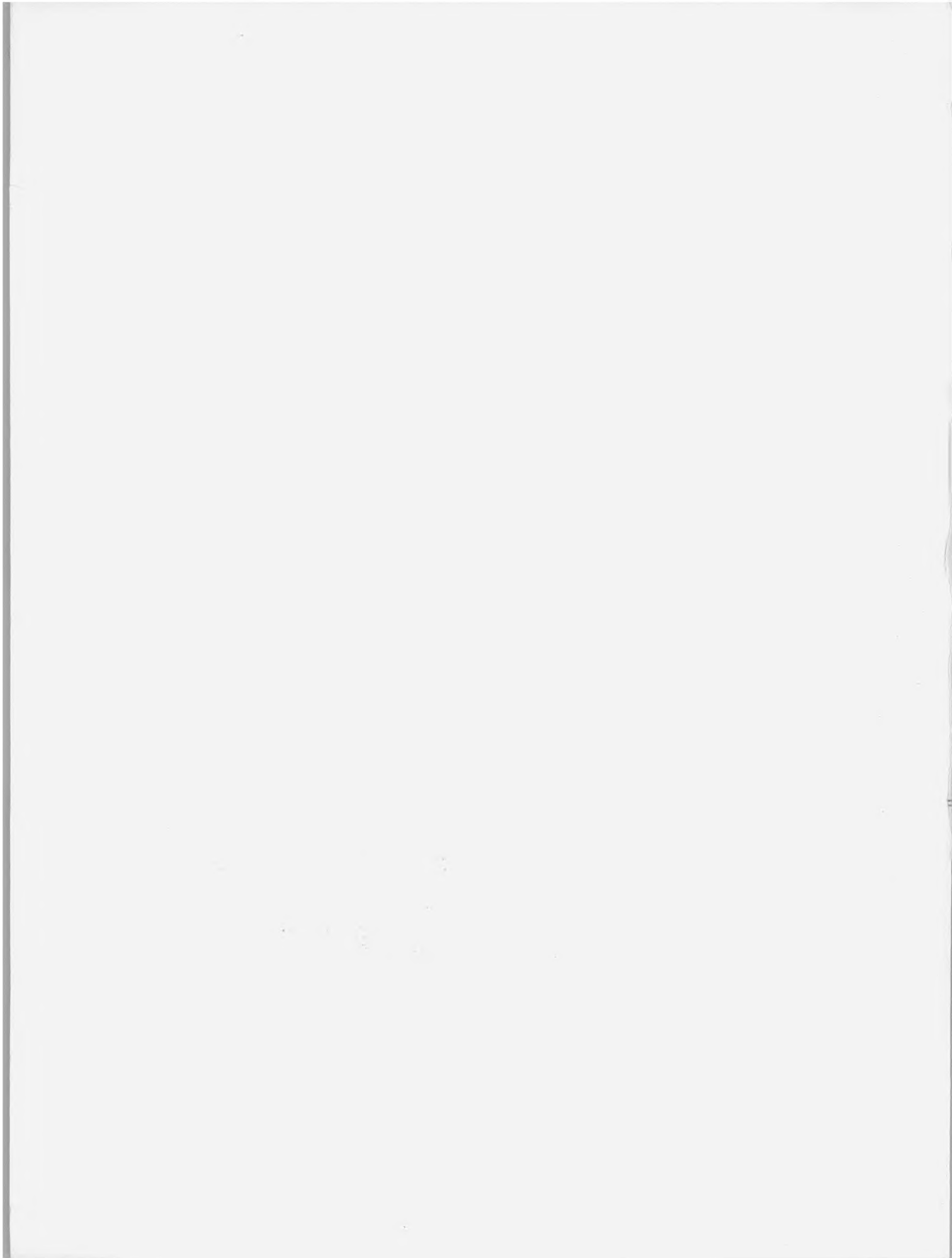
de l'année financière terminée le 31 mars 1977

1976-77

X0165255 9



volume 1
états financiers





gouvernement du Québec comptes publics

de l'année financière terminée le 31 mars 1977

1976-77

**Bibliothèque
Université du Québec UQAT
Case postale 8000
425, boul. du Collège
Rouyn, Québec, Canada
J9X 5M5**

volume 1 états financiers

Publiés conformément aux dispositions de l'article 71 de la
Loi de l'administration financière (chapitre 17 des lois de 1970)

F5 A1
Q6/1977
V.1

COMMUNICATION-QUÉBEC

176, rue Principale
Rouyn, Qué. — J9X 4P7

07-2051168

Bibliothèque
Université du Québec
Case postale 2000
425, boul. du Collège
Rouyn, Québec, Canada
J9X 4P7

ISSN 0382-3091
ISBN 0-7754-2864-7
Dépôt légal, 4e trimestre 1977
Bibliothèque nationale du Québec

L'Honorable Hugues LAPOINTE, C.P., C.R.
Lieutenant-gouverneur
de la Province de Québec

Qu'il plaise à votre Honneur,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes
publics du gouvernement du Québec de l'année financière
terminée le 31 mars 1977.

Respectueusement soumis,

Jacques PARIZEAU,
Ministre des Finances.

Québec, décembre 1977.

Monsieur Jacques PARIZEAU,
Ministre des Finances

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1977, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la Section VIII de la Loi de l'administration financière (chapitre 17 des lois de 1970).

Respectueusement soumis,

Marcel LEFAIVRE,
Contrôleur des Finances.

Québec, décembre 1977.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
COMMENTAIRES DU CONTRÔLEUR DES FINANCES	9
ÉTATS FINANCIERS	
Conventions comptables — Énoncé et exposé	11
Revenus et dépenses	16
Actif et passif	18
Continuité de la dette nette	20
Évolution du Fonds consolidé du revenu	21
Notes complémentaires	22
Opinion du Vérificateur général	23
Fonds en fidéicomis et Opinion du Vérificateur général	24
Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement et Opinion du Vérificateur général	26
Fonds spécial olympique et Opinion du Vérificateur général	29
Fonds des agents de voyage et Opinion du Vérificateur général	32
	SECTION
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	1
Revenus	
Dépenses	
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES	2
Placements	
OPÉRATIONS DE LA DETTE	3
Emprunts effectués	
Emprunts remboursés	
Contributions aux fonds d'amortissement	
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU	4
Provenance et utilisation des fonds	
Situation du Fonds consolidé du revenu	
ACTIF ET PASSIF	5
Actif et passif	
Continuité de la dette nette	
Notes complémentaires	
ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF	6
FONDS SPÉCIAUX	7
Fonds en fidéicomis	
Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement	
Fonds spécial olympique	
Fonds des agents de voyage	

COMMENTAIRES DU CONTRÔLEUR DES FINANCES

Je commente encore cette année quelques points particuliers pour le bénéfice du lecteur et afin d'assurer une meilleure compréhension de certains énoncés, tableaux et informations que l'on retrouve dans les Comptes publics. Ainsi:

1. En autant que les conventions comptables sont concernées, la Loi de l'administration financière s'oriente vers une comptabilité tenue selon une base de caisse mitigée, alors que les conventions comptables qui sont énoncées par le Conseil du trésor et que nous avons exposées plus en détail, s'orientent davantage vers une comptabilité tenue sur une base d'exercice mitigée. Il en résulte donc un certain nombre de difficultés qui ont maintes fois été mises en lumière.

Alors que l'on envisageait de présenter un certain nombre de recommandations visant à modifier tant la loi que les conventions comptables, une étude d'envergure a été entreprise à travers tout le Canada sous l'égide de l'Institut canadien des comptables agréés, en vue d'en arriver à émettre un certain nombre de recommandations qui pourraient être éventuellement entérinées, soit par la législation ou par des directives gouvernementales.

Le Québec participe activement à ces travaux de recherches et c'est pourquoi nous croyons devoir attendre les résultats de cette étude et les recommandations qui devraient en être l'aboutissement avant de procéder plus avant dans nos recommandations.

2. L'an dernier, nous avons introduit une nouvelle section au volume 1 des Comptes publics, afin de regrouper les états financiers des fonds spéciaux administrés par le gouvernement. Deux nouveaux fonds se sont ajoutés cette année à cette section, soit:

— le fonds des agents de voyage qui est administré par le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche;

— le fonds de la Régie des installations olympiques qui est administré par le ministre des Finances.

3. Il y a lieu de faire état que les crédits périmés (crédits non utilisés) et les dépassements statutaires, qui sont indiqués respectivement à \$761 millions et à \$315 millions à la page 1-9, devraient normalement se lire \$482 millions et \$36 millions. Toute comparaison avec les années antérieures doit se faire avec ces derniers montants. L'écart de \$279 millions, de part et d'autre, résulte du traitement comptable des revenus du fonds des services hospitaliers qui a été créé par le chapitre 27 des lois de 1976. En fait, les revenus du fonds ont été utilisés par le biais d'un crédit statutaire, d'où un dépassement de \$279 millions aux crédits statutaires et, en contrepartie, les crédits votés aux mêmes fins n'ont pas été utilisés, augmentant d'autant les crédits périmés.

Enfin, la réalisation de ce montant de \$482 millions de crédits périmés a été grandement influencée par l'opération "gel de crédits" et la suspension du droit d'engager dans certaines activités de dépenses, décrétées par la minute 103135 émise le 2 décembre 1976 par le Conseil du trésor. Le détail de ces gels, par ministères et par programmes, est publié aux pages 1-11 et suivantes, alors qu'une somme indéterminée de crédits périmés a été générée par la suspension du droit d'engager dans certaines activités de dépenses.

4. Les normes de publication des paiements aux fournisseurs et bénéficiaires, apparaissant au volume 2, ont été modifiées uniquement au chapitre des traitements, alors que le minimum a été porté de \$26 000 à \$28 000.

MARCEL LEFAIVRE,
Contrôleur des Finances,

CONVENTIONS COMPTABLES

ÉNONCÉ

Les conventions comptables actuellement en usage au gouvernement du Québec originent de la minute 55033 émise par le Conseil de la trésorerie le 17 février 1971 et ratifiée par le Conseil du trésor le 1^{er} avril de la même année.

Le texte de cette minute, qui est pertinent aux conventions comptables, se lit comme suit:

- I — Il ne sera plus fait de distinction entre les dépenses ordinaires et les dépenses en immobilisations dans l'établissement du résultat des comptes budgétaires;
- II — Les revenus en provenance du gouvernement du Canada seront comptabilisés selon la base de caisse;
- III — Les recettes jusqu'au 31 mars inclusivement seront incluses dans les revenus de l'année, sans égard à la date à laquelle ces sommes seront déposées à la banque. De plus, les cotisations et les comptes émis avant le 1^{er} avril seront compris dans le revenu de l'année financière qui se termine, et apparaîtront comme comptes à recevoir à l'état de l'actif et du passif;
- IV — Les remises encaissées par le Gouvernement pendant le mois d'avril et représentant des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1^{er} avril, seront comptabilisées comme revenus de l'année financière qui vient de se terminer. La compensation payable aux municipalités pour tenir lieu du droit d'imposer une taxe de vente en détail et afférente à ces remises, sera comptabilisée comme compte à payer de l'exercice écoulé;
- V — Les dépenses, de même que les contributions, les remboursements et les imputations applicables contre les dépenses, seront comptabilisées sur la base d'exercice. Cependant, le 30 avril sera retenu comme date limite pour la création d'un compte à payer couvrant des services rendus et des marchandises reçues avant le 1^{er} avril;
- VI — Pleine provision sera faite aux estimations budgétaires pour couvrir le coût estimé des subventions d'équilibre budgétaire des commissions scolaires, jusqu'à concurrence de 75% du déficit de l'année scolaire précédente, et de 25% du déficit de l'année scolaire courante basé sur le déficit de l'année scolaire précédente. Le rattrapage se ferait en fonction de la politique gouvernementale;
- VII — Les contributions du Gouvernement aux différents régimes de retraite seront maintenues au montant nécessaire pour satisfaire aux engagements venant à échéance dans l'année financière;
- VIII — Les escomptes sur la dette obligataire et les frais d'émission seront imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ces frais sont initiés;
- IX — Les frais reportés et les immobilisations n'apparaîtront plus à l'état de l'actif et du passif du Québec pour ne laisser apparaître à cet état que les postes compatibles avec un état fondé sur la dette nette. Cependant, un fichier de contrôle des immobilisations sera maintenu et une liste des immobilisations sera incorporée dans les Comptes publics;
- X — Les frais reportés et les immobilisations n'apparaissant plus à l'état de l'actif et du passif, il ne sera plus question de charger aux dépenses l'amortissement annuel comme par le passé.

EXPOSÉ

Pour les fins d'une application pratique, des précisions ont été apportées à cet énoncé par le Contrôleur des finances dans le sens des lignes directrices et de la philosophie qui ont présidé à ces décisions.

Dans l'exposé qui suit, on retrouve l'essentiel de ces précisions qui tiennent compte d'un certain nombre de contraintes administratives et légales et du nouveau mode de budgétisation instauré en 1975-76.

Selon ce mode de budgétisation, les contributions du gouvernement du Canada, dans le cadre des programmes à frais partagés avec compensation financière seulement, sont portées aux revenus de "Transferts du gouvernement du Canada", alors que les remboursements qui représentent des récupérations de dépenses faites pour le compte de municipalités, organismes, corporations ou individus sont inscrits aux revenus divers aux sous-rubriques "Ventes de biens et services" et "Intérêts". Auparavant, ces contributions et remboursements étaient appliqués en déduction des dépenses. Aussi, il ne se fait plus d'imputations pour services rendus entre les ministères ou leurs unités administratives.

I—GÉNÉRALITÉS

Il est opportun de souligner les différences qui caractérisent les deux méthodes de comptabilité généralement admises. Selon la comptabilité d'exercice, les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses, lorsqu'elles sont encourues. Selon la comptabilité de caisse, les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont encaissés et les dépenses, lorsqu'elles sont payées.

Le Gouvernement tient sa comptabilité selon une méthode mitigée de caisse et d'exercice. Cette méthode a été retenue parce que l'emploi de la comptabilité d'exercice intégrale au Gouvernement comporte trop de difficultés administratives, qu'elle nécessite un grand nombre d'estimations plus ou moins valables et que son application intégrale est difficile en raison même de certaines dispositions de la Loi de l'administration financière.

II—REVENUS

Définition

Les revenus proviennent de l'application de lois, règlements et ententes; ils sont groupés à l'état des opérations budgétaires en six catégories: les impôts sur le revenu et sur les biens, les taxes à la consommation, les droits et permis, les revenus divers, les transferts des sociétés d'Etat et, enfin, les transferts du gouvernement du Canada.

Les revenus divers découlent de certaines activités du Gouvernement et comprennent notamment les récupérations de dépenses faites pour le compte de municipalités, organismes, corporations et individus.

Quant aux transferts du gouvernement du Canada, ils comprennent les encaissements reçus en vertu des lois sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, de la loi sur les programmes établis (arrangements provisoires) pour les programmes d'assurance-hospitalisation et spécial de bien-être social, de l'entente sur le bilinguisme et d'autres lois, ainsi que les contributions du gouvernement du Canada afférentes aux programmes à frais partagés.

Comptabilisation

Sont inscrits comme revenus:

- Les sommes encaissées à titre de revenus au cours de l'année financière;

- Les cotisations, réclamations ou comptes émis au cours de l'année financière, en autant qu'ils représentent des sommes à recevoir à titre de revenus que la Province est en droit de réclamer;
- Les factures émises à des débiteurs jusqu'au 31 mai inclusivement, eu égard aux dépenses faites pour leur compte avant le 1er avril et qui ont été imputées à l'année financière écoulée.

Les soldes non perçus au 31 mars sont inclus aux comptes à recevoir à l'état de l'actif et du passif.

Sont également comptabilisées comme revenus de l'année financière et comme comptes à recevoir au 31 mars, les remises encaissées par le Gouvernement pendant le mois d'avril lorsqu'elles représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril.

Quant aux revenus en provenance du gouvernement du Canada, ils sont comptabilisés comme suit:

- Les transferts inconditionnels et les transferts pour les programmes à frais partagés avec compensation fiscale et financière tels ceux pour l'assurance-hospitalisation, le programme spécial de bien-être social et l'enseignement post-secondaire sont enregistrés selon la comptabilité de caisse. Il en est de même pour les transferts dans le cadre de la prime au bilinguisme.
- Les transferts pour les programmes à frais partagés avec compensation financière seulement sont enregistrés aux revenus de l'année financière selon les sommes encaissées avant le 1er avril et les comptes émis jusqu'au 31 mai eu égard aux dépenses qui ont été imputées à l'année financière écoulée.

Les revenus sont inscrits sans déduction des frais incidents à leur réalisation ou à leur perception. Ces frais sont portés aux dépenses.

Aucune provision n'est établie pour tenir compte des ajustements éventuels susceptibles d'être effectués à l'égard des comptes et cotisations émis avant le 1er avril.

III—DÉPENSES

Définition

Dans le cadre des opérations budgétaires, toutes les charges imputées sur les crédits autorisés constituent des dépenses, à l'exception de celles couvrant les prêts et avances. Ces dépenses comprennent les frais de fonctionnement, les dépenses en capital et les dépenses de transfert (subventions et allocations). Elles s'effectuent à même les allocations de ressources financières autorisées par l'Assemblée nationale dans le cadre des lois de subsides et de lois particulières qui en permettent le déboursé sur le Fonds consolidé du revenu.

En outre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans certaines conditions, donner un ordre de préparer un mandat spécial pour prélever, à même le Fonds consolidé du revenu, un montant alors jugé nécessaire. Ce mandat spécial est à toutes fins un crédit pour l'année financière au cours de laquelle il est émis.

Cependant, il doit être noté que la dépense relative à la provision pour pertes sur les comptes à recevoir et sur les prêts et avances n'est pas imputée sur un crédit autorisé. Elle représente pour l'année financière une estimation de la perte sur les créances. Cette dépense est établie en fonction de la valeur estimative de réalisation et en considérant les facteurs qui sont déterminants sur la valeur réelle de ces créances au 31 mars.

Comptabilisation

Nonobstant le paragraphe V de l'énoncé des conventions comptables et compte tenu de la Loi de l'administration financière, les dépenses sont comptabilisées comme suit:

Toutes les charges qui sont imputées sur les crédits autorisés par une loi particulière, ou votés par l'Assemblée nationale, ou autorisés par mandat spécial du lieutenant-gouverneur en conseil, sont inscrites aux dépenses. Les livres demeurent ouverts pour une période de 30 jours après le 31 mars pour permettre l'enregistrement des dépenses afférentes à l'année financière écoulée.

Les dépenses de transferts sont traitées différemment parce qu'elles ne constituent ni des paiements pour services rendus au Gouvernement, ni des achats. Elles sont comptabilisées comme dépenses de l'année en autant que l'engagement est autorisé avant le 1er avril. Ainsi, les dépenses de transfert pour les frais de

fonctionnement des organismes paragouvernementaux opérant à budget dans le cadre de politiques ministérielles, tels certaines institutions d'enseignement et certains établissements de santé et de bien-être, sont absorbées à même les crédits d'une année financière jusqu'à concurrence des paiements prévus dans une loi spécifique ou autorisés par le Gouvernement conformément aux règlements d'application de la Loi de l'administration financière. Ces paiements sont établis sur recommandation des ministères, à la lumière, dans un premier temps, des prévisions budgétaires des institutions et des établissements concernés et, dans un second temps, de leurs états financiers.

En ce qui concerne spécifiquement les subventions d'équilibre budgétaire des commissions scolaires, les prévisions budgétaires d'une année financière du Gouvernement doivent comprendre des crédits au moins égaux au déficit estimé de l'année scolaire écoulée.

Les coûts d'acquisition des biens en capital sont portés aux dépenses et, de ce fait affectent le résultat des opérations budgétaires d'une année financière. Par conséquent, les édifices gouvernementaux, les routes et ponts et autres biens en capital ne figurent pas à l'état de l'actif et du passif. Cependant, un fichier de contrôle de ces dépenses est tenu à jour et une liste en est publiée annuellement dans les Comptes publics.

La compensation payable aux municipalités, afférente aux remises de taxes à la consommation effectuées en avril par les agents ou mandataires, est comptabilisée comme dépense de l'année financière écoulée.

Les dépenses payées d'avance ne sont pas reportées; elles sont comptabilisées comme dépenses de l'année financière en cours et font partie des opérations budgétaires.

Service de la dette publique

Les intérêts sur la dette publique sont inscrits selon la comptabilité d'exercice.

Les frais d'émission des obligations sont imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont encourus. Les primes ou les escomptes sont inscrits aux revenus ou aux dépenses lors de la réalisation des emprunts. La fluctuation du change étranger entre la date de l'encaissement de l'emprunt et celle du remboursement est portée aux revenus ou imputée aux dépenses.

L'écart entre la valeur nominale et le coût des obligations acquises pour les fonds d'amortissement ainsi que l'écart entre la valeur nominale et le produit de leur disposition sont portés aux revenus ou aux dépenses.

Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Selon les dispositions de la Loi, les cotisations des employés et les contributions des organismes énumérés à l'article 107, moins les montants dont la Commission administrative du régime de retraite prévoit avoir un besoin immédiat, sont déposées pour le compte de la Commission à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

La contribution du Gouvernement aux sommes requises par la Commission dans le cadre de la Loi est prélevée sur le Fonds consolidé du revenu. En vertu des dispositions de l'article 109, le ministre détermine annuellement le montant à inscrire aux dépenses et à porter au passif à l'égard des engagements du Gouvernement dans le cadre de ce régime de retraite. Depuis l'entrée en vigueur de ce régime, la dépense annuelle correspond à 140% des cotisations des employés perçues par la Commission au cours de l'année financière.

Autres régimes

Les pensions payées ainsi que la portion courue des paiements échéant en avril sont inscrites comme dépenses. Les contributions reçues des participants pendant l'année financière, réduites des contributions remboursées, sont comptabilisées aux revenus.

IV—ACTIF ET PASSIF

L'état de l'actif et du passif est présenté en tenant compte également des notes explicatives qui suivent:

1. Placements temporaires

Les placements susceptibles de réalisation rapide sont portés à ce poste; ils comprennent les dépôts à terme et les valeurs négociables détenues à titre temporaire.

2. Comptes à recevoir

Les comptes à recevoir représentent les charges, réclamations ou cotisations émises à des débiteurs pour des revenus que la Province est en droit de réclamer.

Les comptes à recevoir comprennent aussi les avances et les petites caisses utilisées à des fins d'opérations budgétaires, les montants à recevoir pour des dépenses payées en trop, ainsi que les remises faites par les mandataires ou agents du Gouvernement au cours d'avril pour des sommes perçues ou prélevées par eux avant le 1^{er} avril.

Est déduite des comptes à recevoir une provision pour pertes qui est établie en fonction de leur valeur estimative de réalisation.

3. Intérêts courus et à recevoir

Ce compte représente les intérêts échus et courus sur les placements, y compris les intérêts sur les placements temporaires.

4. Placements

— Entreprises du gouvernement du Québec

Les états financiers des entreprises du gouvernement du Québec ne sont pas consolidés avec ceux de la Province. Par conséquent, les surplus ou déficits accumulés de ces entreprises ne sont pas reflétés à l'état de l'actif et du passif.

Les placements en actions et en obligations ainsi que les prêts, avances et apports de capitaux à ces entreprises sont montrés au coût.

— Municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres.

Les placements en obligations sont inscrits au coût et les prêts et avances sont montrés à leur valeur de réalisation estimative, c'est-à-dire en tenant compte d'une provision pour pertes.

5. Dette nette

La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs inscrits aux livres et elle est constituée principalement du déficit accumulé des opérations budgétaires depuis 1867.

6. Chèques en circulation moins encaissé

Ce poste représente les chèques émis par le Gouvernement et non présentés à la banque pour paiement au 31 mars, diminués des espèces en caisse, des dépôts en transit et des soldes des différents comptes de banque. Tel que mentionné au poste des comptes à recevoir, les espèces en caisse ne comprennent pas les avances et les petites caisses utilisées à des fins d'opérations budgétaires.

7. Avances des fonds en fidéicommiss

Ce compte interfonds représente la partie des dépôts confiés au Bureau général de dépôts pour la Province utilisée aux fins de l'administration courante du Gouvernement.

Les comptes du Bureau général de dépôts font l'objet d'une comptabilité distincte et le ministre des Finances rend compte, dans les Comptes publics, de la situation des dépôts et des fonds spéciaux qu'il administre.

8. Comptes à payer

Ce poste représente la partie du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée et non déboursée au 31 mars. Un compte à payer peut être inscrit jusqu'au 30 avril pour les dépenses de transfert autorisées et pour des marchandises reçues ou des services rendus avant le 1^{er} avril, en autant que les pièces justificatives sont transmises au service de la comptabilité et que les diverses prescriptions de la Loi de l'administration financière sont respectées.

Les comptes à payer comprennent également les obligations et les coupons d'intérêts échus et non réclamés, les retenues sur contrats d'entretien et de construction, la compensation payable aux municipalités afférente aux remises effectuées en avril par les agents ou mandataires et le montant devenu exigible et afférent aux engagements du Gouvernement dans le cadre du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

9. Intérêts courus

Ce compte représente la partie courue et non échue des intérêts sur la dette publique.

10. Provision pour le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Ce compte représente l'accumulation des montants déterminés annuellement par le ministre des Finances, moins les versements nets effectués à la Commission administrative du régime de retraite et les montants inscrits aux comptes à payer en vue de lui être versés.

11. Dette publique

La dette publique comprend les bons du trésor, les obligations, les autres emprunts et les dettes assumées. Les emprunts et les dettes assumées en monnaie du Canada sont inscrits à leur valeur nominale et ceux en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de leur valeur nominale au moment de leur encaissement ou de leur acceptation, exception faite des bons du trésor qui sont inscrits en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

12. Fonds d'amortissement

Les fonds d'amortissement sont déduits des obligations à payer à l'état de l'actif et du passif.

Les obligations en monnaie du Canada détenues à ces fonds sont inscrites à leur valeur nominale. Celles en monnaie étrangère, déjà émises par la Province, sont inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates d'encaissement des emprunts; les autres obligations en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates d'acquisition.

La Province a comme politique d'annuler les obligations d'une émission détenues dans un fonds d'amortissement créé en rapport avec la même émission.

V—PASSIF ÉVENTUEL

Emprunts garantis

Sous cette rubrique, on retrouve le solde au 31 mars des sommes empruntées par certaines entreprises d'État, municipalités, organismes et individus dont le remboursement est garanti par le Québec en vertu de dispositions législatives particulières.

Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

Autres

On ne retrouve sous ce titre que le passif éventuel relatif à certains contrats de cautionnement.

Il n'est pas tenu compte des réclamations en cours contre le Gouvernement.

VI—ENGAGEMENTS ET AUTRES PASSIFS

a) OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Ces engagements comprennent ceux autorisés par certaines lois, notamment la Loi de l'habitation familiale et la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais, les subventions accordées par le Conseil des ministres et le Conseil du trésor pour le remboursement d'emprunts à long terme contractés par des institutions d'enseignement, de santé et de bien-être pour des dépenses en capital. Les autres passifs couvrent les soldes dus sur les acquisitions de biens en capital payables par versements.

Les engagements en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

Ces engagements et autres passifs ne comprennent pas entre autres:

- 1) Les services et marchandises commandés qui n'ont pas encore été rendus ou livrés;
- 2) Les promesses de subventions accordées par le ministre de l'Éducation pour le remboursement d'emprunts à long terme contractés par des commissions scolaires pour des dépenses en capital.
- 3) Les promesses de subventions accordées pour d'autres fins que le remboursement d'emprunts à long terme contractés pour des dépenses en capital, notamment:
 - a) Le résidu entre la subvention totale devant être accordée à la suite de l'approbation des états financiers et les sommes déjà versées suivant les prévisions budgétaires des institutions d'enseignement, de santé et de bien-être pour leurs dépenses de fonctionnement;

- b) Le solde des subventions accordées par le lieutenant-gouverneur en conseil à être versé à des organismes municipaux pour des dépenses en capital.
- 4) Les engagements relatifs à la prise en charge par la Société de développement industriel du Québec d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises ainsi que les exonérations de remboursement d'emprunts dans le cadre de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec;
- 5) Les indemnités d'expropriation non imputées aux crédits;
- 6) Les obligations du Gouvernement à l'égard des avantages sociaux à ses employés.

b) OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

Les engagements non budgétaires sont autorisés par des lois. Ils comprennent principalement le solde à verser pour les souscriptions en actions au fonds social de certaines entreprises du Gouvernement.

Ces engagements, lorsqu'ils seront liquidés, n'auront aucune incidence, tant sur les dépenses que sur la dette nette, parce que le déboursé sera contrebalancé par une augmentation dans le poste "placements".

REVENUS ET DÉPENSES

de l'année financière terminée le 31 mars 1977

	1977	1976 (note 7)
REVENUS		
Impôts sur le revenu et sur les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	\$ 2 945 214 627	\$ 2 450 407 771
Contributions au financement des programmes d'hospitalisation (note 6)	278 807 930	
Impôt des sociétés	588 900 982	550 918 335
Droits de successions	27 384 519	32 755 321
	<u>3 840 308 058</u>	<u>3 034 081 427</u>
Taxes à la consommation		
Vente au détail	1 341 110 731	1 203 560 123
Carburants	428 449 625	421 742 105
Tabac	82 844 226	85 622 775
Repas et hôtellerie	125 331 703	108 100 335
Télécommunications	32 402 181	28 187 354
	<u>2 010 138 466</u>	<u>1 847 212 692</u>
Droits et permis		
Véhicules automobiles	182 962 362	193 316 225
Boissons alcooliques	54 568 036	52 600 404
Ressources forestières	30 104 760	38 303 463
Ressources minières	16 786 984	45 517 923
Ressources hydrauliques	3 970 002	5 987 893
Pari mutuel	22 233 933	20 852 693
Autres droits et permis	29 845 214	27 706 504
	<u>340 471 291</u>	<u>384 285 105</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services	168 618 602	153 283 585
Intérêts	160 791 666	111 815 394
Contributions à des régimes de retraite	98 667 788	71 501 621
Amendes et confiscations	17 281 452	14 391 970
Recouvrements et autre	35 480 136	31 392 967
	<u>480 839 644</u>	<u>382 385 537</u>
Transferts des sociétés d'État		
Société des alcools du Québec	165 000 000	155 000 000
Société d'exploitation des loteries et courses du Québec	70 048 109	55 371 020
Hydro-Québec	20 000 000	20 000 000
	<u>255 048 109</u>	<u>230 371 020</u>
Revenus autonomes	<u>6 926 805 568</u>	<u>5 878 335 781</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Inconditionnels	1 375 454 679	1 247 203 160
Programmes à frais partagés	915 004 584	792 176 966
	<u>2 290 459 263</u>	<u>2 039 380 126</u>
Total des revenus	<u>\$ 9 217 264 831</u>	<u>\$ 7 917 715 907</u>

	1977	1976
		(note 7)
DÉPENSES		
Affaires culturelles	\$ 43 911 454	\$ 37 489 448
Affaires intergouvernementales	21 708 456	17 066 502
Affaires municipales	207 872 189	223 709 986
Affaires sociales	3 473 876 840	2 969 520 183
Agriculture	198 614 560	194 429 462
Assemblée nationale	22 141 110	19 589 364
Communications	64 010 752	57 137 132
Conseil exécutif	47 397 159	39 727 048
Conseil du trésor	2 443 303	1 772 358
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	11 454 452	10 187 177
Éducation	3 037 342 841	2 417 775 446
Finances	525 766 792	423 577 582
Fonction publique	176 438 909	146 118 219
Immigration	10 147 754	8 647 112
Industrie et Commerce	90 056 822	71 423 907
Justice	320 703 613	257 263 002
Revenu	452 795 940	412 682 291
Richesses naturelles	54 783 775	57 845 112
Terres et Forêts	79 204 537	82 508 627
Tourisme, Chasse et Pêche	91 816 425	110 207 195
Transports	1 037 733 636	1 022 537 121
Travail et Main-d'œuvre	59 156 343	47 566 642
Travaux publics et Approvisionnement	138 452 854	138 250 101
Provision pour pertes sur les comptes à recevoir et sur les prêts et avances	40 598 996	24 090 737
Total des dépenses	10 208 429 512	8 791 121 754
Déficit des opérations budgétaires	\$ 991 164 681	\$ 873 405 847

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

ACTIF ET PASSIF**au 31 mars 1977****ACTIF**

	<u>1977</u>	<u>1976</u>
		(note 7)
Placements temporaires		
Institutions financières	\$ 389 657 200	\$ 632 443 428
Entreprise du gouvernement du Québec		155 000 000
	<u>389 657 200</u>	<u>787 443 428</u>
Comptes à recevoir	883 458 348	681 418 999
Intérêts courus et à recevoir	<u>19 929 648</u>	<u>21 707 850</u>
	<u>1 293 045 196</u>	<u>1 490 570 277</u>
Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances		
Entreprises du gouvernement du Québec	1 296 602 886	1 116 177 706
Municipalités et organismes municipaux	77 784 453	67 258 871
Particuliers, sociétés et autres	<u>40 479 371</u>	<u>34 407 607</u>
	<u>1 414 866 710</u>	<u>1 217 844 184</u>
Autres actifs	<u>2 251 118</u>	<u>2 251 118</u>
TOTAL DE L'ACTIF	2 710 163 024	2 710 665 579
DETTE NETTE	<u>5 014 919 406</u>	<u>4 023 754 725</u>
	<u>\$ 7 725 082 430</u>	<u>\$ 6 734 420 304</u>

Le Contrôleur des Finances,
MARCEL LEFAIVRE

Le Sous-ministre des Finances,
MICHEL CARON

PASSIF

	<u>1977</u>	<u>1976</u>
		(note 7)
Chèques en circulation moins encaisse	\$ 74 029 895	\$ 92 350 684
Avances des fonds en fidéicomis	34 526 111	31 039 614
Comptes à payer	1 101 000 215	1 304 965 616
Intérêts courus	<u>199 348 123</u>	<u>171 149 856</u>
	<u>1 408 904 344</u>	<u>1 599 505 770</u>
 Provision pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (note 2)	 <u>354 213 749</u>	 <u>179 133 126</u>
 DETTE PUBLIQUE (note 4)		
Bons du trésor		91 513 071
Obligations moins fonds d'amortissement	5 676 150 778	4 569 789 378
Autres emprunts	201 661 349	205 689 996
Dettes assumées	<u>84 152 210</u>	<u>88 788 963</u>
	<u>5 961 964 337</u>	<u>4 955 781 408</u>
 TOTAL DU PASSIF (notes 2, 3 et 5)	 <u><u>\$ 7 725 082 430</u></u>	 <u><u>\$ 6 734 420 304</u></u>

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

CONTINUITÉ DE LA DETTE NETTE

de l'année financière terminée le 31 mars 1977

	1977	1976
Solde au début	\$ 4 023 754 725	\$ 3 150 348 878
Déficit des opérations budgétaires	<u>991 164 681</u>	<u>873 405 847</u>
Solde à la fin	<u>\$ 5 014 919 406</u>	<u>\$ 4 023 754 725</u>

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

ÉVOLUTION DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

de l'année financière terminée le 31 mars 1977

	1977	1976
		(note 7)
Utilisation des fonds		
Opérations budgétaires		
Déficit	\$ 991 164 681	\$ 873 405 847
Déduire:		
Opérations budgétaires ne requérant pas de fonds		
Provision pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	175 080 623	111 934 996
Provision pour pertes sur les prêts et avances	759 061	(90 403)
	175 839 684	111 844 593
	815 324 997	761 561 254
Opérations non budgétaires		
Placements	197 781 587	193 003 878
	1 013 106 584	954 565 132
Provenance des fonds		
Opérations de la dette		
Emprunts effectués	1 354 616 351	1 206 265 125
Emprunts remboursés et contributions aux fonds d'amortissement	(348 433 422)	(276 030 556)
Augmentation de la dette publique	1 006 182 929	930 234 569
Accroissement du déficit du Fonds consolidé du revenu		
Déficit au début	6 923 655	24 330 563
	108 935 493	84 604 930
Déficit à la fin	\$ 115 859 148	\$ 108 935 493

Les notes afférentes aux états financiers en font intégrale ment partie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les conventions comptables apparaissant à la page 11.

2. Provision pour le Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics

Cette provision au 31 mars 1977 représente les obligations du Gouvernement comptabilisées et non versées à cette date; elle ne tient pas compte de l'insuffisance de la participation gouvernementale de l'ordre de \$100 millions au 31 décembre 1975 établie à la suite d'une évaluation actuarielle de ce régime. De plus, elle ne tient pas compte de l'insuffisance des montants qui ont été portés annuellement à la provision depuis cette date provenant en bonne partie du fait qu'il n'est pas tenu compte des intérêts dans le calcul de la provision annuelle. Cette provision ne couvre pas également les obligations du Gouvernement établies à environ \$230 millions au 31 décembre 1975, selon les actuaires, pour les participants au Régime de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce régime de retraite.

3. Autres régimes de retraite

Au 31 mars 1977, aucun passif n'est inscrit relativement aux obligations du Gouvernement à l'égard des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et autres envers leurs participants. Ces obligations sont assumées annuellement par le Gouvernement à même le Fonds consolidé du revenu. Le passif envers ces régimes au 31 décembre 1975 s'élevait à environ \$4.5 milliards selon les évaluations actuarielles.

4. Dette publique en monnaie étrangère

La dette publique en monnaie étrangère est inscrite en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des dettes assumées. Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1977 avaient été appliqués au montant total de la dette publique en monnaie étrangère, cette dette aurait été augmentée de \$101 807 550 dont \$14 395 359 pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1977-78.

5. Passif éventuel et engagements

Le passif ne comprend pas les emprunts garantis de \$8 147 327 494 qui apparaissent à la page 6-46, les autres passifs éventuels ainsi que les engagements de \$1 926 998 813 qui apparaissent à la page 6-58.

6. Contributions au financement des programmes d'hospitalisation et Fonds des services hospitaliers

La Loi pourvoyant au financement des programmes de santé sanctionnée le 30 juin 1976 (Lois de 1976, chapitre 27) prévoit des contributions additionnelles des particuliers et des employeurs et la création d'un fonds spécial.

Son article 8 stipule ce qui suit:

"Afin de pourvoir au financement des programmes d'hospitalisation, un fonds spécial, désigné sous l'appellation de "fonds

des services hospitaliers" est créé par la présente loi au ministère des Finances.

Ce fonds, affecté exclusivement au financement des services hospitaliers, est constitué et alimenté par les sommes qu'y verse le ministre du Revenu conformément au premier alinéa de l'article 7.

Le ministre des Finances dispose de ce fonds conformément aux directives que lui donne le ministre des Affaires sociales."

En pratique, les opérations du Fonds des services hospitaliers ont été incorporées à celles du Fonds consolidé du revenu.

Les contributions de \$278 807 930 pour la période du 30 juin 1976 au 31 mars 1977 sont montrées aux revenus de la Province à titre de "Contributions au financement des programmes d'hospitalisation".

Une somme équivalente à ces contributions est montrée au ministère des Affaires sociales comme dépenses effectuées à même un crédit permanent, alors que des crédits votés ont été périmés pour autant.

7. Chiffres comparatifs

a) Actif et passif

Au 31 mars 1977, les obligations et les coupons échus non réclamés sont présentés comme comptes à payer alors que les dépôts bancaires relatifs sont incorporés à l'encaisse et les dépôts en fidéicommiss y afférents sont appliqués en réduction des avances des fonds en fidéicommiss. C'est pourquoi au 31 mars 1976, les comptes à payer sont augmentés de \$11 781 483, les espèces en caisse de \$3 949 733 et les avances des fonds en fidéicommiss réduites de \$7 831 750.

Les chiffres de 1976 ont été redressés par l'élimination des intérêts à recevoir de la Société du parc industriel du centre du Québec au montant de \$1 797 322 payables par le ministère de l'Industrie et du Commerce et inscrits à ses comptes à payer.

De plus, les comptes à payer et la provision pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics au 31 mars 1976 ont été redressés de \$2 234 441 pour tenir compte d'une augmentation des contributions exigibles à cette date. Ce redressement a eu pour effet d'augmenter le déficit du Fonds consolidé du revenu d'un même montant au 31 mars 1976.

b) Revenus et dépenses

Pour fins de comparaison, les chiffres de 1976 ont été redressés pour tenir compte des transferts de juridiction et de certaines reclassifications budgétaires de 1977.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

(art. 71a de la Loi de l'administration financière)

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Gouvernement du Québec au 31 mars 1977 ainsi que l'état de la continuité de la dette nette, l'état des revenus et dépenses et l'état de l'évolution du fonds consolidé du revenu de l'année financière terminée à cette date. Les conventions comptables en vertu desquelles les données financières relatives aux actifs, passifs, revenus et dépenses doivent être inscrites à ces états, sont énoncées dans une directive du Conseil du trésor du 17 février 1971 et sont précisées par le Contrôleur des finances dans un exposé aux Comptes publics.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, sous réserve des commentaires formulés dans mon rapport à l'Assemblée nationale, ces états présentent fidèlement les données financières de l'année terminée le 31 mars 1977 selon les conventions comptables susmentionnées, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Gérard LAROSE, c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 2 décembre 1977

FONDS EN FIDÉICOMMIS

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1977 (note 1)

	<u>1977</u>	<u>1976</u>
		(note 2)
ACTIF		
Encaisse	\$ 2 236 281	\$ 3 267 258
Avances au fonds consolidé du revenu	34 526 111	31 039 614
Valeurs détenues		
Chèques visés	71 599	323 577
Dépôts à terme	14 779 880	5 766 600
Obligations (note 1)	<u>16 975 250</u>	<u>14 709 950</u>
	<u>\$ 68 589 121</u>	<u>\$ 55 106 999</u>
PASSIF		
Dépôts judiciaires et autres	<u>\$ 68 589 121</u>	<u>\$ 55 106 999</u>

Les notes afférentes à cet état financier
en font intégralement partie.

Le Sous-ministre des Finances,

MICHEL CARON

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. CONVENTIONS

Cet état comprend les comptes des fonds en fidéicomis inscrits aux ministères des Finances (Bureau général de dépôts) et de la Justice.

Les obligations détenues sont montrées à leur valeur nominale.

L'article 55 de la Loi des dépôts et consignations se lit comme suit:

"Le ministre des Finances doit voir à ce que les dépenses du Bureau général de dépôts n'excèdent pas les intérêts ou les profits qui reviennent au trésor sur les sommes d'argent déposées; il déduit ces dépenses des intérêts ou profits, et, s'il reste un surplus, il est transporté au fonds consolidé du revenu et en forme partie".

En pratique:

- Les revenus des dépôts à terme et des obligations sont remis aux déposants de ces valeurs;
- Les avances au fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts;
- Les frais de fonctionnement relatifs à l'administration des fonds en fidéicomis sont assumés par le fonds consolidé du revenu.

2. CHIFFRES COMPARATIFS

Les dépôts relatifs aux obligations et coupons de la province échus et non réclamés de \$ 8 687 649 ont été virés au passif du fonds consolidé du revenu au 31 mars 1977; les chiffres de 1976 ont été redressés de \$ 7 831 750 pour les rendre comparatifs.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1977 des fonds en fidéicomis administrés par le gouvernement du Québec. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ces fonds en fidéicomis au 31 mars 1977 selon les conventions décrites à la note 1, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

GÉRARD LAROSE, c.a.,
Vérificateur général.

QUÉBEC, le 14 octobre 1977.

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE DES ACHATS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1977

	1977	1976
ACTIF		
Encaisse	\$ 995 406	\$ 780 247
Intérêts courus sur dépôts bancaires	5 234	5 117
Comptes à recevoir		
Ministères et entreprises du gouvernement du Québec	598 564	727 928
Stocks—évalués au dernier coût d'acquisition	811 184	886 943
	<u>\$ 2 410 388</u>	<u>\$ 2 400 235</u>
PASSIF		
Fournisseurs	\$ 364 492	\$ 373 632
Bénéfice net de l'année financière à verser au Fonds consolidé du revenu (note 2)	102 517	83 224
	<u>467 009</u>	<u>456 856</u>
Apport du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement		
Avance	900 000	900 000
Valeur des stocks mis initialement à la disposition du Fonds renouvelable	<u>1 043 379</u>	<u>1 043 379</u>
Solde du Fonds au 31 mars	<u>1 943 379</u>	<u>1 943 379</u>
	<u>\$ 2 410 388</u>	<u>\$ 2 400 235</u>

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

Approuvé par:

GASTON OUIMET, Directeur général des achats

ÉTIENNE GENEST, Directeur du Service de la comptabilité

ÉTAT DES OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1977

	1977	1976
VENTES	<u>\$ 4 117 540</u>	<u>\$ 4 062 299</u>
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES		
Stocks au début	886 943	1 043 379
Achats	<u>4 028 797</u>	<u>3 879 475</u>
	4 915 740	4 922 854
Stocks à la fin	<u>811 184</u>	<u>886 943</u>
	<u>4 104 556</u>	<u>4 035 911</u>
BÉNÉFICE BRUT	<u>12 984</u>	<u>26 388</u>
AUTRES REVENUS		
Escomptes au comptant sur achats	19 923	16 022
Intérêts sur dépôts bancaires	<u>69 610</u>	<u>40 814</u>
	<u>89 533</u>	<u>56 836</u>
BÉNÉFICE NET (note 2)	<u>\$ 102 517</u>	<u>\$ 83 224</u>

Les notes afférentes aux états financiers en font
intégralement partie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. FRAIS D'OPÉRATION

Les frais d'opération du Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement, à l'exception du coût des marchandises vendues, sont assumés par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

2. BÉNÉFICE NET DE L'ANNÉE FINANCIÈRE

Selon la directive du Conseil du trésor, tous les surplus découlant de l'opération du Fonds renouvelable doivent être versés annuellement au Fonds consolidé du revenu de la Province.

**FONDS RENOUVELABLE
DU SERVICE DES ACHATS
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec au 31 mars 1977 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1977 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année terminée à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

GÉRARD LAROSE, c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 9 juin 1977.

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

(Chapitre 14 des lois de 1976)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1977

ACTIF

Encaisse	\$ 8 848 605
Placements temporaires - (au coût)	80 703 896
Comptes à recevoir	5 199 471
Intérêts courus et à recevoir	517 420
	<u>\$ 95 269 392</u>

PASSIF

Intérêts courus sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques	\$ 7 180 282
Fonds administrés pour le compte de la Régie des installations olympiques (note 1)	33 618 709
Solde du fonds (note 2)	<u>54 470 401</u>
	<u>\$ 95 269 392</u>

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

Le Sous-ministre des Finances

MICHEL CARON

OPÉRATIONS DE L'EXERCICE

du 30 juin 1976, date de sa constitution, au 31 mars 1977

PROVENANCE DES FONDS

Taxe spéciale sur le tabac (note 3)		\$ 65 080 047
Loto-Canada:		
Part destinée à la Régie des installations olympiques	\$ 22 343 425	
Part destinée au gouvernement du Québec	<u>1 623 460</u>	23 966 885
Intérêts sur dépôts bancaires et placements temporaires		2 959 736
Produit de l'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie des installations olympiques		<u>664 217</u>
		92 670 885

UTILISATION DES FONDS

Intérêts sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques	<u>38 200 484</u>
---	-------------------

SOLDE DU FONDS AU 31 MARS 1977

\$ 54 470 401

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. FONDS ADMINISTRÉS POUR LE COMPTE DE LA RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES

La Régie a confié au Fonds spécial olympique l'administration d'un surplus d'encaisse de \$ 56 770 709 sujet à rappel pour ses déboursés relatifs aux travaux de construction; des sommes totalisant \$ 23 152 000 ont été remises à la Régie à cet égard.

2. AFFECTATION DU FONDS SPECIAL OLYMPIQUE

Selon la Loi constituant un Fonds spécial olympique, ce

fonds et les revenus qu'il produit sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques.

3. TAXE SPÉCIALE SUR LE TABAC

Les fonds provenant du ministère du Revenu concernant la taxe spéciale sur le tabac couvrent la perception de cette taxe auprès des consommateurs du 12 mai 1976 au 31 mars 1977.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1977 du Fonds spécial olympique géré par le ministre des Finances du Québec ainsi que l'état des opérations de l'exercice du 30 juin 1976, date de sa constitution, au 31 mars 1977. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds spécial olympique au 31 mars 1977 ainsi que ses opérations de l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus.

GÉRARD LAROSE, c.a.,
Vérificateur général.

QUEBEC, le 21 octobre 1977.

FONDS DES AGENTS DE VOYAGE
administrés par le Ministre
du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche

(Chapitre 53 des lois de 1974)

ACTIF ET PASSIF (note 1)
au 31 mars 1977

FONDS EN FIDÉICOMMIS—CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS

ACTIF

Encaisse	\$ 155 000
Obligations détenues (note 1)	<u>732 000</u>
	<u>\$ 887 000</u>

PASSIF

Cautionnements individuels des agents de voyage (note 2)	<u>\$ 887 000</u>
	<u>\$ 887 000</u>

FONDS DES CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

ACTIF

Encaisse et dépôts à terme	\$ 713 750
Intérêts courus (note 1)	<u>5 019</u>
	<u>\$ 718 769</u>

PASSIF

Fonds des cautionnements collectifs (note 3)	
Contributions de base	\$ 713 750
Revenus de placements de l'exercice	<u>5 019</u>
	<u>\$ 718 769</u>

Les notes afférentes à cet état financier en font
 intégralement partie.

Approuvé par:
 Le Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche
 YVES DUHAIME

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Le présent état de l'actif et du passif des fonds des agents de voyage est le premier état financier préparé depuis la constitution de ces fonds dont l'administration est confiée au ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Avant le 29 septembre 1976, les cautionnements individuels des agents de voyage étaient déposés par le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche au Bureau général de dépôts du ministre des Finances. Le règlement relatif aux agents de voyage approuvé par l'arrêté en conseil 3351 du 29 septembre 1976, a constitué des fonds de cautionnements collectifs propres à chaque catégorie d'agents de voyage.

Les cautionnements individuels et les contributions de base aux fonds des cautionnements collectifs sont comptabilisés selon la méthode de caisse.

Les obligations détenues sont montrées à leur valeur nominale. Les revenus de placements des fonds des cautionnements collectifs sont comptabilisés selon la méthode d'exercice.

2. CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGE

Les cautionnements fournis par les agents de voyage sous forme de polices individuelles de garantie, inscrits à un registre spécial, se totalisent à \$ 3 925 000 au 31 mars 1977.

3. FONDS DES CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

Provenance des fonds propres à chaque catégorie d'agents de voyage et solde au 31 mars 1977:

Exercice du 29 septembre 1976
au 31 mars 1977

	Contributions de base	Revenus de placements	Solde au 31 mars 1977
Fonds des cautionnements collectifs			
Agents de voyage - détaillants	\$ 371 250	\$ 2 660	\$ 373 910
Agents de voyage - grossistes	342 500	2 359	344 859
	<u>\$ 713 750</u>	<u>\$ 5 019</u>	<u>\$ 718 769</u>

Chacun des fonds des cautionnements collectifs doit être débité des frais de gestion qui lui sont imputables; il n'y a pas eu de frais de gestion imputés pour l'exercice terminé le 31 mars 1977.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1977 des fonds des agents de voyage administrés par le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ces fonds au 31 mars 1977 et la provenance des fonds des cautionnements collectifs (note 3) pour l'exercice du 29 septembre 1976 au 31 mars 1977, selon les conventions comptables décrites à la note 1.

GÉRARD LAROSE, c.a.,
Vérificateur général.

QUÉBEC, le 10 novembre 1977.

SECTION 1

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Les opérations budgétaires sont celles qui regroupent les transactions afférentes aux revenus et dépenses du Gouvernement, y compris celles relatives aux dépenses en capital.

Le résultat net de l'ensemble de ces opérations a une incidence directe sur la dette nette.

SECTION 1

TABLE DES MATIÈRES

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	PAGE
Sommaire	
Revenus	1-4
Dépenses	1-5
Revenus	
Sommaire par ministères et par sources	1-6
Dépenses	
Sommaire des crédits, dépenses et variations, par ministères	1-8
État des mandats spéciaux	1-10
État des crédits dont le droit d'engager a été suspendu par le Conseil du trésor	1-11
Sommaire des dépenses par ministères et par missions	1-15
Sommaire des dépenses par ministères et par missions, domaines et secteurs	1-16
Liste et définitions des catégories et super-catégories de dépenses	1-27
Sommaire des dépenses par ministères et par super-catégories et catégories	1-32
Détail des revenus, des crédits et des dépenses par ministères	
Affaires culturelles	1-36
Affaires intergouvernementales	1-44
Affaires municipales	1-52
Affaires sociales	1-72
Agriculture	1-96
Assemblée nationale	1-112
Communications	1-122
Conseil exécutif	1-134
Conseil du trésor	1-148
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	1-154
Éducation	1-162
Finances	1-194
Fonction publique	1-210
Immigration	1-218
Industrie et Commerce	1-222
Justice	1-236
Revenu	1-262
Richesses naturelles	1-272
Terres et Forêts	1-288
Tourisme, Chasse et Pêche	1-300
Transports	1-312
Travail et Main-d'oeuvre	1-326
Travaux publics et Approvisionnement	1-338

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
de l'année financière terminée le 31 mars 1977

SOMMAIRE

Revenus	\$ 9 217 264 831
Dépenses	<u>10 208 429 512</u>
DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	<u>\$ 991 164 681</u>

REVENUS

Impôts sur le revenu et sur les biens

Impôt sur le revenu des particuliers	\$ 2 945 214 627	
Contributions au financement des programmes d'hospitalisation (note 6)	278 807 930	
Impôt des sociétés	588 900 982	
Droits de successions	<u>27 384 519</u>	\$ 3 840 308 058

Taxes à la consommation

Vente au détail	1 341 110 731	
Carburants	428 449 625	
Tabac	82 844 226	
Repas et hôtellerie	125 331 703	
Télécommunications	<u>32 402 181</u>	2 010 138 466

Droits et permis

Véhicules automobiles	182 962 362	
Boissons alcooliques	54 568 036	
Ressources forestières	30 104 760	
Ressources minières	16 786 984	
Ressources hydrauliques	3 970 002	
Pari mutuel	22 233 933	
Autres droits et permis	<u>29 845 214</u>	340 471 291

Revenus divers

Ventes de biens et services	168 618 602	
Intérêts	160 791 666	
Contributions à des régimes de retraite	98 667 788	
Amendes et confiscations	17 281 452	
Recouvrements et autre	<u>35 480 136</u>	480 839 644

Transferts des sociétés d'État

Société des alcools du Québec	165 000 000	
Société d'exploitation des loteries et courses du Québec	70 048 109	
Hydro-Québec	<u>20 000 000</u>	<u>255 048 109</u>

Revenus autonomes

6 926 805 568

Transferts du gouvernement du Canada

Inconditionnels	1 375 454 679	
Programmes à frais partagés	<u>915 004 584</u>	<u>2 290 459 263</u>

Total des revenus

\$ 9 217 264 831

DÉPENSES

	Dépenses en capital	Dépenses totales y compris dépenses en capital
Affaires culturelles	\$ 2 802 491	\$ 43 911 454
Affaires intergouvernementales	109 906	21 708 456
Affaires municipales	339 856	207 872 189
Affaires sociales (note 6)	531 973	3 473 876 840
Agriculture	3 660 001	198 614 560
Assemblée nationale	69 454	22 141 110
Communications	756 520	64 010 752
Conseil exécutif	113 840	47 397 159
Conseil du trésor		2 443 303
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	42 878	11 454 452
Éducation	235 834	3 037 342 841
Finances	105 724	525 766 792
Fonction publique	76 920	176 438 909
Immigration	90 682	10 147 754
Industrie et Commerce	5 496 694	90 056 822
Justice	4 055 835	320 703 613
Revenu	189 847	452 795 940
Richesses naturelles	8 912 162	54 783 775
Terres et Forêts	10 076 981	79 204 537
Tourisme, Chasse et Pêche	19 679 033	91 816 425
Transports	509 249 786	1 037 733 636
Travail et Main-d'oeuvre	78 047	59 156 343
Travaux publics et Approvisionnement	23 250 673	138 452 854
Provision pour pertes sur les comptes à recevoir et sur les prêts et avances		40 598 996
	<u>\$ 589 925 137</u>	<u>\$ 10 208 429 512</u>

Les notes à la page 5-7 font partie intégrante de l'état des revenus et dépenses.

SOMMAIRE DES REVENUS PAR MINISTÈRES ET PAR SOURCES
de l'année financière terminée le 31 mars 1977

Détail page	Ministères	Impôts sur le revenu et sur les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1	1-36 Affaires culturelles			
2	1-44 Affaires intergouvernementales			
3	1-52 Affaires municipales			\$ 1 070 828
4	1-72 Affaires sociales			162 725
5	1-96 Agriculture			76 273
6	1-112 Assemblée nationale			
7	1-122 Communications			593 462
8	1-134 Conseil exécutif			
9	1-148 Conseil du trésor			
10	1-154 Consommateurs, Coopératives et Institutions financières			4 317 394
11	1-162 Éducation			
12	1-194 Finances			34 520 413
13	1-210 Fonction publique			
14	1-218 Immigration			
15	1-222 Industrie et Commerce			114 040
16	1-236 Justice			23 744 970
17	1-262 Revenu	\$ 3 840 308 058	\$ 2 010 138 466	32 143 916
18	1-272 Richesses naturelles			22 845 593
19	1-288 Terres et Forêts			21 587 314
20	1-300 Tourisme, Chasse et Pêche			6 445 720
21	1-312 Transports			182 911 251
22	1-326 Travail et Main-d'oeuvre			9 937 392
23	1-338 Travaux publics et Approvisionnement			
		<u>\$ 3 840 308 058</u>	<u>\$ 2 010 138 466</u>	<u>\$ 340 471 291</u>

Pour fins de comparaison, les chiffres de 1975-76 ont été
redressés pour tenir compte des transferts de juridiction et
de certaines reclassifications budgétaires en 1976-77.

Revenus divers	Transferts des sociétés d'Etat	Revenus autonomes	Transferts du gouvernement du Canada	Total	
				1976-77	1975-76
\$ 264 796		\$ 264 796	\$ 370 220	\$ 635 016	\$ 229 182 1
406 155		406 155	1 917 119	2 323 274	2 385 578 2
4 039 150		5 109 978	21 348 735	26 458 713	25 053 996 3
89 363 583		89 526 308	6 097 169	95 623 477	95 140 172 4
6 170 089		6 246 362	2 677 746	8 924 108	9 580 833 5
881 716		881 716	166	881 882	790 888 6
4 067 633		4 661 095		4 661 095	4 812 743 7
4 485 121		4 485 121	52 534 583	57 019 704	67 191 923 8
2 167		2 167		2 167	163 9
1 230 341		5 547 735		5 547 735	5 160 389 10
4 300 230		4 300 230	3 296 538	7 596 768	11 715 913 11
113 310 659	\$ 255 048 109	402 879 181	2 082 293 179	2 485 172 360	2 168 799 759 12
97 993 583		97 993 583		97 993 583	67 034 368 13
96 976		96 976	410 260	507 236	562 884 14
660 000		774 040	42 705	816 745	956 392 15
41 465 522		65 210 492	12 726 378	77 936 870	70 479 716 16
62 220 679		5 944 811 119		5 944 811 119	4 948 431 926 17
3 708 456		26 554 049	1 550 128	28 104 177	56 995 150 18
11 492 920		33 080 234		33 080 234	40 442 815 19
11 387 816		17 833 536	233 071	18 066 607	17 192 199 20
14 413 516		197 324 767	12 046 356	209 371 123	218 614 439 21
3 328 783		13 266 175	92 914 910	106 181 085	99 119 269 22
5 549 753		5 549 753		5 549 753	7 025 210 23
\$ 480 839 644	\$ 255 048 109	\$ 6 926 805 568	\$ 2 290 459 263	\$ 9 217 264 831	\$ 7 917 715 907

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS, PAR MINISTÈRES
de l'année financière terminée le 31 mars 1977

Détail	Ministères	Crédits	Crédits supplémentaires et mandats spéciaux(1)	Virements(2)
page				
1	1-37 Affaires culturelles	\$ 42 789 900	\$ 1 731 900	\$ 3 464 200
2	1-45 Affaires intergouvernementales	22 758 500		1 106 583
3	1-53 Affaires municipales	221 839 900	5 924 300	4 334 660
4	1-74 Affaires sociales	3 261 755 000	74 200 000	175 338 066
5	1-98 Agriculture	187 208 900	17 350 000	17 216 105
6	1-113 Assemblée nationale	22 940 800		329 400
7	1-123 Communications	60 757 000	2 519 900	4 484 081
8	1-135 Conseil exécutif	116 803 300	21 790 000	(67 544 285)
9	1-149 Conseil du trésor	2 656 300		69 000
10	1-155 Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	12 973 000		72 000
11	1-163 Education	2 774 044 600	177 293 000	230 031 642
12	1-198 Finances	577 364 800	447 900 000	(473 331 220)
13	1-211 Fonction publique	177 857 900	750 000	9 319 270
14	1-219 Immigration	10 576 300		(20 108)
15	1-223 Industrie et Commerce	86 951 700	1 123 100	13 571 742
16	1-238 Justice	282 841 800	35 810 400	16 416 130
17	1-264 Revenu	459 820 500	40 000 000	337 713
18	1-275 Richesses naturelles	47 133 900	4 050 100	8 706 042
19	1-290 Terres et Forêts	76 055 800	5 216 000	4 774 245
20	1-302 Tourisme, Chasse et Pêche	83 176 000	2 593 700	12 507 022
21	1-314 Transports	1 018 300 400	35 900 000	28 841 800
22	1-328 Travail et Main-d'œuvre	53 074 400	1 028 000	9 956 012
23	1-339 Travaux publics et Approvisionnement	159 277 400	250 000	19 900
24	Provision pour pertes sur les comptes à recevoir et sur les prêts et avances			
		<u>9 758 958 100</u>	<u>875 430 400</u>	
25	Moins: Prêts et avances			
26	Affaires municipales			250 000
27	Agriculture			
28	Conseil exécutif	12 773 100		
29	Education		7 126 000	
30	Industrie et Commerce	400 000		(309 000)
31	Richesses naturelles	760 000		(445 000)
32	Terres et Forêts			
33	Transports			
	Travaux publics et Approvisionnement	25 000		(25 000)
		<u>13 958 100</u>	<u>7 126 000</u>	<u>(529 000)</u>
		<u>\$ 9 745 000 000</u>	<u>\$ 868 304 400</u>	<u>\$ 529 000</u>
(1)	Crédits supplémentaires 1	\$ 232 500 000		
	Crédits supplémentaires 2	590 230 400		
	Mandats spéciaux	<u>52 700 000</u>		
		875 430 400		
	Moins: Prêts et avances	<u>7 126 000</u>		
		<u>\$ 868 304 400</u>		

L'état des mandats spéciaux est fourni à la page 1-10

(2) Autorisés par lois et arrêtés en conseil.

Crédits autorisés	Crédits non utilisés	Dépassements		Dépenses(3)		
		Crédits statutaires	Divers	1976-77	1975-76	
\$47 986 000	\$ 4 119 239	\$ 44 693		\$ 43 911 454	\$ 37 489 448	1
23 865 083	2 156 627			21 708 456	17 066 502	2
232 098 860	24 606 671	380 000		207 872 189	231 267 688	3
3 511 293 066	341 449 943	304 033 717		3 473 876 840	2 969 520 183	4
221 775 005	23 938 099	1 027 654		198 864 560	194 429 462	5
23 270 200	1 428 923	299 833		22 141 110	19 589 364	6
67 760 981	3 750 229			64 010 752	57 137 132	7
71 049 015	11 789 662	88 935		59 348 288	47 747 574	8
2 725 300	281 997			2 443 303	1 772 358	9
13 045 000	1 598 701	8 153		11 454 452	10 187 177	10
3 181 369 242	136 900 832			3 044 468 410	2 417 775 446	11
551 933 580	29 105 229	2 938 441		525 766 792	423 577 582	12
187 927 170	11 987 346	499 085		176 438 909	146 118 219	13
10 556 192	408 438			10 147 754	8 647 112	14
101 646 542	16 498 720	5 000 000		90 147 822	71 423 907	15
335 068 330	14 526 159	161 442		320 703 613	257 263 002	16
500 158 213	47 553 065	190 792		452 795 940	412 682 291	17
59 890 042	5 056 267			54 833 775	58 545 612	18
86 046 045	6 841 508			79 204 537	83 388 627	19
98 276 722	6 460 297			91 816 425	110 207 195	20
1 083 042 200	45 451 928	143 364		1 037 733 636	1 025 104 121	21
64 058 412	5 014 749	112 680		59 156 343	47 566 642	22
159 547 300	21 566 004	471 558		138 452 854	139 150 101	23
			40 598 996	40 598 996	24 090 737	24
10 634 388 500	762 490 633	315 400 347	40 598 996	10 227 897 210	8 811 747 482	
					7 557 702	25
250 000				250 000		26
12 773 100	821 971			11 951 129	2 520 526	27
7 126 000	431			7 125 569		28
91 000				91 000		29
315 000	265 000			50 000	6 200 500	30
					880 000	31
					2 567 000	32
					900 000	33
20 555 100	1 087 402			19 467 698	20 625 728	
\$ 10 613 833 400	\$ 761 403 231	\$ 315 400 347	\$ 40 598 996	\$ 10 208 429 512(4)	\$ 8 791 121 754(4)	

(3) Pour fins de comparaison, les chiffres de 1975-76 ont été redressés pour tenir compte des transferts de juridiction et de certaines reclassifications en 1976-77

(4) Y compris, les montants suivants pour les engagements du gouvernement du Québec dans le cadre du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics:

1976-77	1975-76
<u>\$ 202 569 840</u>	<u>\$ 125 101 400</u>

MANDATS SPÉCIAUX ÉMIS SUR L'ORDRE DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL
durant l'année financière terminée le 31 mars 1977

1970, c. 17, a. 41 et a. 71

	Crédits autorisés	Dépenses
Affaires sociales		
Prog. 4 – Services communautaires (A.C. 3629-76)	\$ 3 500 000	\$ 1 891 777
Prog. 2 – Aide sociale (A.C. 542-77)	13 600 000	9 352 591
Prog. 17 – Contribution à l'impôt foncier scolaire (A.C. 542-77)	<u>3 200 000</u>	<u>2 009 333</u>
	<u>20 300 000</u>	<u>13 253 701</u>
Agriculture		
Prog. 5 – Commercialisation agricole (A.C. 3440-76)	<u>10 000 000</u>	<u>9 915 230</u>
Justice		
Prog. 16 – Protection civile (A.C. 2692-76) (A.C. 3641-76)	10 000 000 } <u>10 000 000</u>	14 475 776
	<u>20 000 000</u>	<u>14 475 776</u>
Richesses naturelles		
Prog. 1 – Inventaires et recherches	600 000	600 000
Prog. 2 – Soutien et surveillance de l'industrie minière (A.C. 2875-76)	<u>500 000</u>	<u>382 924</u>
	1 100 000	982 924
Prog. 5 – Contrôle de la ressource eau et de ses usages (A.C. 2704-76)	<u>1 300 000</u>	<u>1 236 208</u>
	<u>2 400 000</u>	<u>2 219 132</u>
	<u>\$ 52 700 000</u>	<u>\$ 39 863 839</u>

**ÉTAT DES CRÉDITS DONT LE DROIT D'ENGAGER A ÉTÉ SUSPENDU PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR
au cours de l'année financière 1976-77**

1970, c. 17, a. 46

(\$ milliers)

Prog. nos	Ministères et programmes	Montants
Affaires culturelles		
1	Livres et autres imprimés	28.9
2	Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	2 129.1
3	Gestion interne et soutien	63.4
4	Arts plastiques	76.1
5	Arts d'interprétation	469.3
		<u>2 766.8</u>
Affaires intergouvernementales		
1	Affaires fédérales-provinciales et inter-provinciales	120.0
2	Affaires internationales	675.0
4	Gestion interne et soutien	125.0
		<u>920.0</u>
Affaires municipales		
1	Aide à la planification et à la restructuration municipale	318.7
2	Aide et surveillance administratives et financières	1 380.6
3	Gestion interne et soutien	325.0
5	Sécurité-incendie	103.0
6	Aide à l'amélioration de l'habitation	4 470.0
8	Administration des hypothèques et des propriétés et aide financière à l'exploitation des logements municipaux	3 625.0
9	Gestion interne du secteur habitation	13.4
10	Salubrité du milieu	191.0
11	Aide financière à la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts	203.6
12	Aide à la gestion de l'eau	3 174.0
13	Direction et gestion interne des programmes de l'environnement	25.0
14	Conciliation entre locataires et propriétaires	1 205.0
		<u>15 034.3</u>
Affaires sociales		
4	Services communautaires	513.0
7	Consultation psycho-sociale	68.1
9	Protection et hébergement	13.3
16	Direction et gestion du ministère	911.2
		<u>1 505.6</u>
Agriculture		
1	Recherche et enseignement	300.0
2	Financement agricole	268.3
3	Aide à la production agricole	250.0
4	Régie de l'assurance-récolte du Québec	1 617.4
5	Commercialisation agricole	2 887.0
6	Régie des marchés agricoles du Québec	105.0
7	Assurance-stabilisation des revenus agricoles	7 579.4
8	Gestion interne et soutien	125.0
		<u>13 132.1</u>

**ÉTAT DES CRÉDITS DONT LE DROIT D'ENGAGER A ÉTÉ SUSPENDU PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR
au cours de l'année financière 1976-77 (suite)**

1970, c. 17, a. 46

(\$ milliers)

Prog. nos	Ministères et programmes	Montants
Communications		
1	Réseaux et équipements gouvernementaux de communication	266.4
2	Communications gouvernementales et renseignements	381.0
3	Edition gouvernementale	215.6
4	Gestion interne et soutien	54.5
5	Développement des télécommunications	318.2
6	Régie des services publics	138.3
8	Cinéma et audio-visuel	609.9
		<u>1 983.9</u>
Conseil exécutif		
1	Bureau du lieutenant-gouverneur	22.0
3	Organismes-conseils auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif	94.7
4	Coordination du développement économique et régional et interventions de développement régional	4 749.9
5	Planification économique et régionale, consultation et administration de L'O.P.D.Q.	204.3
6	Consultation des agents socio-économiques	62.0
8	Promotion du droit et du statut de la femme	63.0
9	Office de la langue française	589.8
		<u>5 785.7</u>
Conseil du trésor		
1	Gestion budgétaire et politique administrative	<u>158.4</u>
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières		
1	Protection du public	384.6
2	Contrôle et surveillance du développement des entreprises	175.7
3	Contrôle, surveillance et développement des institutions financières	424.1
4	Gestion interne et soutien	215.6
		<u>1 200.0</u>
Éducation		
1	Administration et conception	427.5
2	Soutien technique	1 465.5
3	Moyens d'enseignement	407.0
4	Conseil supérieur de l'éducation	81.0
7	Gestion interne et soutien du secteur élémentaire et secondaire public	662.0
9	Enseignement collégial public	40.0
11	Enseignement universitaire	1 003.5
12	Conseil des universités	101.0
14	Gestion interne et soutien à l'éducation des adultes	115.0
15	Promotion du sport	787.7
16	Développement des loisirs	1 170.8
18	Organisation et réglementation des professions	149.9
		<u>6 410.9</u>

Prog. nos	Ministères et programmes	Montants
Finances		
2	Gestion de la caisse et de la dette publique	71.3
3	Comptabilité gouvernementale	52.5
6	Mesures anti-inflationnistes	529.0
8	Curatelle publique	23.0
		<u>675.8</u>
Fonction publique		
1	Gestion du personnel et aménagement des conditions de travail dans les secteurs de la fonction publique et du péri-public	72.0
4	Commission de la fonction publique	5.0
		<u>77.0</u>
Immigration		
1	Immigration	<u>181.9</u>
Industrie et Commerce		
1	Gestion interne et soutien	445.6
3	Orientation et développement de l'industrie secondaire	1 909.9
4	Centre de recherche industrielle du Québec	5 000.0
5	Administration de la Société de développement industriel du Québec	5.5
6	Administration de la Société du parc industriel du centre du Québec	31.9
7	Services aux établissements commerciaux	155.1
8	Développement des pêches maritimes	1 551.0
9	Services statistiques centraux	8.5
10	Normalisation et spécifications	69.3
		<u>9 176.8</u>
Justice		
1	Fonctionnement du système judiciaire	160.0
3	Gestion interne et soutien	663.5
4	Garde des prévenus et des détenus	75.0
5	Réinsertion sociale des délinquants	60.0
9	Contrôle des permis d'alcool	15.0
10	Contentieux général du gouvernement	5.0
12	Contentieux pénal	410.0
15	Normalisation et surveillance de police	8.0
16	Protection civile	4 000.0
18	Gestion interne et soutien à la Sûreté du Québec	500.0
19	Enquêtes et expertises scientifiques pour fins judiciaires	12.0
		<u>5 908.5</u>
Revenu		
1	Administration fiscale	110.0
5	Contrôle des jeux de hasard et des courses	137.0
		<u>247.0</u>

**ÉTAT DES CRÉDITS DONT LE DROIT D'ENGAGER A ÉTÉ SUSPENDU PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR
au cours de l'année financière 1976-77 (suite)**

1970, c. 17, a. 46

(\$ milliers)

Prog. nos	Ministères et programmes	Montants
Richesses naturelles		
1	Inventaires et recherches	329.8
2	Soutien et surveillance de l'industrie minière	676.5
3	Gestion interne et soutien	198.4
4	Inventaires et recherches	95.3
5	Contrôle de la ressource eau et de ses usages	854.7
8	Régie de l'électricité et du gaz	100.0
		<u>2 254.7</u>
Terres et Forêts		
1	Connaissance de la forêt	96.8
2	Amélioration de la forêt	140.5
3	Protection de la forêt	433.6
4	Utilisation de la forêt	2 169.8
5	Gestion interne et soutien	209.4
7	Gestion des terres publiques	45.0
8	Connaissance géographique du territoire	585.3
		<u>3 680.4</u>
Tourisme, Chasse et Pêche		
1	Maintien et amélioration de la faune	64.6
2	Protection de la faune	83.5
3	Promotion du tourisme	132.5
4	Services à la clientèle	28.6
6	Réseau de parcs et réserves et d'établissements touristiques et récréatifs	3 271.6
7	Gestion interne et soutien	120.6
		<u>3 701.4</u>
Transports		
1	Systèmes de transports terrestres	5 520.0
2	Information, contrôle et sécurité	205.0
3	Construction du réseau routier	29 697.4
5	Gestion interne et soutien	1 000.0
6	Commission des transports	319.3
7	Transports maritime et aérien	3,200.0
8	Transport aérien gouvernemental	100.0
9	Transport scolaire	150.0
		<u>40 191.7</u>
Travail et Main-d'oeuvre		
1	Relations de travail	209.0
2	Normes de travail	21.0
3	Gestion interne et soutien	839.3
4	Services de main-d'oeuvre	1 237.2
5	Placement d'étudiants et initiatives locales	175.6
6	Sécurité au travail et dans les lieux publics	25.0
7	Qualification professionnelle des entrepreneurs en construction	495.8
		<u>3 002.9</u>
Travaux publics et Approvisionnement		
1	Allocation de l'espace et de l'équipement	13 477.3
2	Exploitation des immeubles	2 871.3
4	Gestion interne et soutien	188.4
		<u>16 537.0</u>
		<u>134 532.8</u>

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1977

(\$ milliers)

Ministères	I— Mission économique	II— Mission éducative et culturelle	III— Mission sociale	IV— Mission gouverne- mentale et admi- nistrative	Total
Affaires culturelles		43 911			43 911
Affaires intergouvernementales				21 708	21 708
Affaires municipales	35 526		54 737	117 609	207 872
Affaires sociales			3 473 877		3 473 877
Agriculture	198 615				198 615
Assemblée nationale				22 141	22 141
Communications	3 218	19 726		41 067	64 011
Conseil exécutif		5 059		42 338	47 397
Conseil du trésor				2 443	2 443
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	7 144			4 310	11 454
Éducation	55 539	2 981 349		455	3 037 343
Finances				566 366	566 366
Fonction publique				176 439	176 439
Immigration	10 148				10 148
Industrie et Commerce	85 836			4 221	90 057
Justice			35 829	284 875	320 704
Revenu	1 110		2 470	449 216	452 796
Richesses naturelles	37 737			17 047	54 784
Terres et Forêts	68 122			11 083	79 205
Tourisme, Chasse et Pêche	33 643	58 173			91 816
Transports	872 485	156 494		8 755	1 037 734
Travail et Main d'œuvre	43 418			15 738	59 156
Travaux publics et Approvisionnement				138 453	138 453
	1 452 541	3 264 712	3 566 913	1 924 264	10 208 430*

* Y compris \$202 569 840 pour les engagements du gouvernement du Québec dans le cadre du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS, DOMAINES ET SECTEURS
de l'année financière terminée le 31 mars 1977

(\$ milliers)

	Affaires municipales	Agriculture	Commu- nications
Mission économique			
I— RESSOURCES NATURELLES ET INDUSTRIE PRIMAIRE			
1 Agriculture		198 615	
2 Forêts			
3 Mines			
4 Eau	35 526		
5 Énergie			
6 Pêches maritimes			
7 Faune			
	<u>35 526</u>	<u>198 615</u>	
II— INDUSTRIES SECONDAIRES			
1 Industries secondaires			
III— SERVICES			
1 Commerce			
2 Tourisme			
3 Marché financier			
4 Communications			<u>3 218</u>
			<u>3 218</u>
IV— RESSOURCES HUMAINES			
1 Immigration			
2 Relations et conditions de travail			
3 Main-d'œuvre et emploi			
V— TRANSPORTS			
1 Transports terrestres			
2 Transports maritime et aérien			
	<u>35 526</u>	<u>198 615</u>	<u>3 218</u>

Consomma- teurs, Coo- pératives et Institutions financières	Éducation	Immigration	Industrie et Commerce	Revenu	Richesses naturelles	
				1 110		1
					17 977	2
					16 453	3
			12 518		3 307	4
						5
						6
						7
			12 518	1 110	37 737	
			72 598			1
			72 598			
			720			1
7 144						2
						3
7 144			720			4
		10 148				1
	55 539					2
	55 539	10 148				3
						1
						2
7 144	55 539	10 148	85 836	1 110	37 737	

SI REQUIS, PLIER ICI

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS, DOMAINES ET SECTEURS
de l'année financière terminée le 31 mars 1977 (suite)

(\$ milliers)

	Terres et Forêts	Tourisme Chasse et Pêche	Transports	Travail et Main- d'oeuvre	Total
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
1					199 725
2	68 122				68 122
3					17 977
4					51 979
5					3 307
6					12 518
7		17 763			17 763
	<hr/>	<hr/>			<hr/>
	68 122	17 763			371 391
	<hr/>	<hr/>			<hr/>
1					72 598
					<hr/>
					72 598
					<hr/>
1					720
2		15 880			15 880
3					7 144
4					3 218
		<hr/>			<hr/>
		15 880			26 962
		<hr/>			<hr/>
1					10 148
2				10 213	10 213
3				33 205	88 744
				<hr/>	<hr/>
				43 418	109 105
				<hr/>	<hr/>
1			857 518		857 518
2			14 967		14 967
			<hr/>		<hr/>
			872 485		872 485
			<hr/>		<hr/>
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	68 122	33 643	872 485	43 418	1 452 541
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS, DOMAINES ET SECTEURS
de l'année financière terminée le 31 mars 1977 (suite)**

(\$ milliers)

	Affaires culturelles	Communications	Conseil exécutif
Missions éducative et culturelle			
I—ÉDUCATION			
1 Éducation permanente			
2 Enseignement élémentaire et secondaire			
3 Enseignement collégial			
4 Enseignement supérieur			
5 Administration et services		17 560	
		<u>17 560</u>	
II—CULTURE			
1 Arts	20 958	2 166	
2 Lettres et biens culturels	<u>22 953</u>		<u>5 059</u>
	<u>43 911</u>	<u>2 166</u>	<u>5 059</u>
III—LOISIRS ET SPORTS			
1 Sports et jeunesse			
2 Loisirs et récréation de plein air			
	<u>43 911</u>	<u>19 726</u>	<u>5 059</u>

Éducation	Tourisme, Chasse et Pêche	Transports	Total	
38 009			38 009	1
1 943 613			1 943 613	2
408 735			408 735	3
503 707			503 707	4
48 560		156 494	222 614	5
<u>2 942 624</u>		<u>156 494</u>	<u>3 116 678</u>	
			23 124	1
			<u>28 012</u>	2
			<u>51 136</u>	
11 885			11 885	1
26 840	58 173		85 013	2
<u>38 725</u>	<u>58 173</u>		<u>96 898</u>	
<u>2 981 349</u>	<u>58 173</u>	<u>156 494</u>	<u>3 264 712</u>	

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS, DOMAINES ET SECTEURS
de l'année financière terminée le 31 mars 1977 (suite)**

(\$ milliers)

	Affaires municipales	Affaires sociales
Mission sociale		
I—SÉCURITÉ DU REVENU		
1 Régimes de compensation du revenu		809 116
2 Régimes de protection du revenu		
		<u>809 116</u>
II—SANTÉ ET ADAPTATION SOCIALE		
1 Prévention et amélioration	4 048	199 854
2 Recouvrement de la santé		1 830 440
3 Réadaptation sociale		576 986
4 Administration et services		57 481
	<u>4 048</u>	<u>2 664 761</u>
III—HABITATION		
1 Habitation	<u>50 689</u>	
	<u>50 689</u>	
	<u>54 737</u>	<u>3 473 877</u>

Justice	Revenu	Total	
		809 116	1
	<u>2 470</u>	<u>2 470</u>	2
	<u>2 470</u>	<u>811 586</u>	
		203 902	1
34 271		1 830 440	2
		611 257	3
		<u>57 481</u>	4
<u>34 271</u>		<u>2 703 080</u>	
<u>1 558</u>		<u>52 247</u>	1
<u>1 558</u>		<u>52 247</u>	
<u>35 829</u>	<u>2 470</u>	<u>3 566 913</u>	

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS, DOMAINES ET SECTEURS
de l'année financière terminée le 31 mars 1977 (suite)**

(\$ milliers)

	Affaires intergouver- nementales	Affaires municipales	Assemblée nationale
Mission gouvernementale et administrative			
I—INSTITUTIONS POLITIQUES			
1 Assemblée nationale			21 427
2 Direction du gouvernement			714
3 Institutions judiciaires			
4 Gestion municipale		111 000	
		<u>111 000</u>	<u>22 141</u>
II—GESTION ADMINISTRATIVE CENTRALE			
1 Administration du personnel			
2 Administration financière			
3 Service de soutien			
4 Statistiques, planification et coordination		3 000	
		<u>3 000</u>	
III—RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES			
1 Relations intergouvernementales	21 708		
	<u>21 708</u>		
IV—PROTECTION DE LA PERSONNE ET DE LA PROPRIÉTÉ			
1 Gestion juridique du cadre socio-économique			
2 Contentieux			
3 Sécurité publique		3 609	
4 Institutions pénales			
		<u>3 609</u>	
	<u>21 708</u>	<u>117 609</u>	<u>22 141</u>

Communi- cations	Conseil exécutif	Conseil du trésor	Consomma- teurs, Coo- pératives et Institutions financières	Éducation	Finances	Fonction publique	Industrie et Commerce
	22 579						1 2 3 4
	<u>22 579</u>						
41 067	18 334	2 443			556 834 7 717	176 439	1 2 3 4
<u>41 067</u>	<u>18 334</u>	<u>2 443</u>			<u>564 551</u>	<u>176 439</u>	<u>3 664</u> <u>4 221</u>
							1
	1 425		4 310	455	1 815		1 2 3 4
	<u>1 425</u>		<u>4 310</u>	<u>455</u>	<u>1 815</u>		
<u>41 067</u>	<u>42 338</u>	<u>2 443</u>	<u>4 310</u>	<u>455</u>	<u>566 366</u>	<u>176 439</u>	<u>4 221</u>

SI REQUIS, PLIER ICI

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR MISSIONS, DOMAINES ET SECTEURS
de l'année financière terminée le 31 mars 1977 (suite)

(\$ milliers)

	Justice	Revenu	Richesses naturelles	Terres et Forêts	Transports	Travail et main- d'oeuvre	Travaux publics et Approvi- sionnement	Total
1								21 427
2								23 293
3	64 345							64 345
4	<u>64 345</u>	<u>353 413</u>						<u>464 413</u>
	<u>64 345</u>	<u>353 413</u>						<u>573 478</u>
1								176 439
2		95 629						654 906
3	7 520				8 755		138 453	204 069
4	<u>7 520</u>	<u>95 629</u>	<u>17 047</u>	<u>8 196</u>	<u>8 755</u>		<u>138 453</u>	<u>50 241</u>
	<u>7 520</u>	<u>95 629</u>	<u>17 047</u>	<u>8 196</u>	<u>8 755</u>		<u>138 453</u>	<u>1 085 655</u>
1								21 708
								<u>21 708</u>
1	12 274	174		2 887		1 056		24 396
2	9 129							9 129
3	151 787					14 682		170 078
4	<u>39 820</u>							<u>39 820</u>
	<u>213 010</u>	<u>174</u>		<u>2 887</u>		<u>15 738</u>		<u>243 423</u>
	<u>284 875</u>	<u>449 216</u>	<u>17 047</u>	<u>11 083</u>	<u>8 755</u>	<u>15 738</u>	<u>138 453</u>	<u>1 924 264</u>

LISTE ET DÉFINITIONS DES CATÉGORIES ET SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

LISTE DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

Titre complet

Titre abrégé

1—Traitements, salaires et allocations	Traitements
2—Autres rémunérations	Autres rémunérations
3—Services de transport et de communication	Communications
4—Services professionnels, administratifs et autres	Services
5—Entretien et réparations	Entretien
6—Loyers	Loyers
7—Fournitures et approvisionnements	Fournitures
8—Matériel et équipement	Équipement
9—Terrains, immeubles et travaux de génie	Immobilisations
10—Dépenses de transfert	Transfert
11—Autres dépenses	Autres dépenses
12—Service de la dette	Service de la dette

DÉFINITIONS DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

1—Traitements, salaires et allocations

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents du secteur public. Elle comprend en plus le traitement et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux ministres, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur, ainsi que les pensions de retraite ou autres pensions versées directement par le Gouvernement.

2—Autres rémunérations

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le Gouvernement aux employés à temps partiel tels les étudiants, les occasionnels, les saisonniers et les surnuméraires du secteur public. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur.

3—Services de transport et de communication

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des individus, les frais de poste et de messagerie, les dépenses de communication, de publicité et d'information.

4—Services professionnels, administratifs et autres

Cette catégorie regroupe les achats de services suivants: a) services professionnels et administratifs; b) honoraires et dépenses des membres de jurys, comités et commissions; c) assurances et indemnités; d) taxes et services gouvernementaux; e) services divers.

5—Entretien et réparations

Cette catégorie comprend l'entretien et la réparation du matériel, de l'équipement et des biens immobiliers effectués en

vertu d'un contrat; elle inclut également certains travaux sur les territoires forestiers ou agricoles qui s'apparentent à de l'entretien.

6—Loyers

Cette catégorie comprend les loyers d'immeubles ainsi que la location de matériel ou d'équipement.

7—Fournitures et approvisionnements

Cette catégorie regroupe les achats de biens de consommation courante.

8—Matériel et équipement

Cette catégorie regroupe les achats de biens meubles durables.

9—Terrains, immeubles et travaux de génie

Cette catégorie comprend l'achat de biens immobiliers existants ainsi que les contrats passés pour l'acquisition de nouveaux biens immobiliers.

10—Dépenses de transfert

Cette catégorie regroupe les paiements effectués à des personnes, corporations ou institutions et qui ne constituent ni des paiements pour services au Gouvernement, ni des achats.

11—Autres dépenses

Cette catégorie est prévue pour les dépenses qui ne peuvent pas être incluses dans les autres catégories.

12—Service de la dette

Cette catégorie comprend les intérêts et autres frais occasionnés par les emprunts du Gouvernement.

LISTE DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

Titre complet

Titre abrégé

Dépenses de fonctionnement
Dépenses en capital
Dépenses de transfert

Fonctionnement
Capital
Transfert

DÉFINITIONS DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

Dépenses de fonctionnement

Cette super-catégorie regroupe les catégories 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 11, ainsi que les dépenses des catégories 8 et 9 lorsqu'elles sont inférieures à \$1 000 par élément de programme. À l'exception de la catégorie 12 "Service de la dette", elle représente les dépenses courantes en biens et services du gouvernement.

Dépenses en capital

Cette super-catégorie couvre principalement les catégories 8 et 9. Elle inclut également les catégories 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 11 pour les travaux de construction exécutés en régie.

Dépenses de transfert

Cette super-catégorie correspond à la seule catégorie 10 en raison de l'importance des montants en jeu.

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

Ce compte regroupe les paiements à effectueur en vue d'acquiescer certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et avances aux sociétés d'Etat, les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds renouvelables ainsi que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes sans but lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES
de l'année financière terminée le 31 mars 1977
(\$ milliers)

Ministère			Fonctionnement et Capital		
			Traitements	Autres rémunérations	Communication
1	Affaires culturelles	F	12 665	1 722	791
2	Affaires intergouvernementales	C	9 035	1 958	4 215
3	Affaires municipales	F	20 975	2 695	2 088
4	Affaires sociales	C	56 328	1 392	4 907
5	Agriculture	F	49 778	5 616	6 064
6	Assemblée nationale	C	16 476	327	3
7	Communications	F	23 904	2 029	1 595
8	Conseil exécutif	C	11 556	2 627	24 891
9	Conseil du trésor	F	2 273	2 041	1 727
10	Consommateur, Coopératives et Institutions Financières	C	23 904	23	59
11	Éducation	F	9 088	462	737
12	Finances	C	39 207	4 753	4 788
13	Fonction publique	F	20 922	1 404	400
14	Immigration	C	168 494	5 572	902
15	Industrie et Commerce	F	6 353	577	292
16	Justice	C	19 648	1 545	1 984
17	Revenu	F	214 862	9 665	9 169
18	Richesses naturelles	C	50 900	5 450	4 157
19	Terres et Forêts	F	18 622	4 418	3 764
20	Tourisme, Chasse et Pêche	C	27 602	603	93
21	Transports	F	31 172	6 432	2 766
22	Travail et Main-d'oeuvre	C	97 271	652	672
23	Travaux publics et Approvisionnement	F	34 426	16 263	5 132
24	Provision pour pertes sur les comptes à recevoir et sur les prêts et avances	C	32 540	269	7
		F	967 452	27 855	5 185
		F	34 426	11 963	3 823
		C	27 781	1 427	3 766
				665	6 154
					1
			<u>967 452</u>	<u>106 591</u>	<u>95 533</u>
			<u>34 426</u>	<u>13 814</u>	<u>4 599</u>
			1 001 878	120 405	100 132

F—Super-catégorie: Fonctionnement et transfert.

C—Super-catégorie: Capital.

* Super-catégorie et catégorie.

** Y compris \$202 569 840 pour les engagements du gouvernement du Québec dans le cadre du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

Fonctionnement et capital

Services	Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	
2 419	696	192	758	1	1
498				266	
864	79	286	585	110	2
11 783	227	424	954	2	3
13 564	196	2 287	2 028	340	
15 304	11 495	1 500	8 203	1	4
153		44	260	232	
372	24	824	733	1 268	5
4 754	1 007	2 396	3 034	69	6
2 312	24	307	929	1	7
39		30	17	756	
				1	8
				114	
				1	9
					10
480	10	178	218	2	
8 669	50	5 243	1 855	43	
1 554	36	2 661	807	2	11
700	12	319	348	236	
2 193	4	66	229	1	12
2 587	341	432	1 007	106	
550				1	13
16 322	2 657	5 561	13 203	77	
24 419	75	2 236	3 173	91	14
3 290	782	999	4 160	764	
291		1 279	388	2	15
22 569	483	1 167	7 731	1 024	
765		1 915	667	1	18
4 934	2 029	1 362	8 627	1 318	
2 485		197	310	1	19
7 939	43 548	23 429	62 941	2 848	
46 255		14 481	20 976	1	20
1 944	31	301	577	8 317	
7 594	20 481	43 096	9 412	2	21
2 402			122	78	
				1	22
				9 124	
					23
					24
156 605	84 287	95 296	131 529	23	
53 399		17 916	22 723	31 427	
210 004	84 287	113 212	154 252	31 450	

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRES ET PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES
de l'année financière terminée le 31 mars 1977 (suite)
(\$ milliers)

Fonctionnement et Capital					
	Immobi- li-sations	Autres dépenses	Service de la dette	Transfert*	Total
1		570		21 295	41 109
2	2 038	46		4 530	2 802
3		1 415		166 969	21 598
4		29		3 392 613	110
5	300	1 084		95 912	207 532
6	1 604	19			340
7		14		627	3 473 345
8		13 488		14 898	532
9		1			194 956
10		10		226	3 659
11		1 141		2 971 399	22 072
12		12	497 861	3	69
13		14			63 255
14		42		301	756
15		2 230		54 786	47 283
16	4 183	649		44 558	114
17		5 203		356 993	2 443
18		5		9 830	11 411
19	5 234	37		340	43
20	4 088	137		2 480	3 037 107
21	13 563	333		259 982	236
22	369 009	92		18 398	525 661
23		14		4	106
24	11 339	263			176 362
		40 599			77
		67 184	497 861	7 416 144	10 057
	411 358	263			91
	411 358	67 447	497 861	7 416 144	84 560
					5 497
					316 648
					4 056
					452 606
					190
					45 872
					8 912
					69 128
					10 077
					72 137
					19 679
					528 484
					509 250
					59 078
					78
					115 202
					23 251
					40 599
					9 618 505
					589 925
					10 208 430**

AFFAIRES CULTURELLES**REVENUS**

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	\$ 31 552	\$ 45 998
Matériel et fournitures	410	444
Photocopie de documents	15 312	
Véhicules usagés	49	
Location de terrains et bâtisses	170 842	127 323
Location de machinerie et d'équipement		14 274
Location d'espaces de stationnement	4 190	
Location d'espaces pour cabines téléphoniques	96	44
Assurance-édition	455	140
	<u>222 906</u>	<u>188 223</u>
Amendes et confiscations		
Amendes et confiscations		<u>25</u>
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures		9 000
Dépenses sous forme d'indemnités	8 082	560
Autres dépenses	33 808	30 696
	<u>41 890</u>	<u>40 256</u>
Revenus autonomes	<u>264 796</u>	<u>228 504</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programme à frais partagés		
Aide aux musées associés	370 220	678
	<u>\$ 635 016</u>	<u>\$ 229 182</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Lettres et biens culturels			
1—Livres et autres imprimés	\$ 8 299 800	\$ 8 199 212	\$ 6 386 557
2—Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	12 518 800	9 436 328	8 787 846
3—Gestion interne et soutien	5 488 400	5 317 987	5 194 459
Secteur: Arts			
4—Arts plastiques	5 742 400	5 535 717	4 370 980
5—Arts d'interprétation	15 936 600	15 422 210	12 749 606
	<u>\$ 47 986 000</u>	<u>\$ 43 911 454</u>	<u>\$ 37 489 448</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 46 120 200	\$ 42 000 961	
Crédits statutaires	<u>1 865 800</u>	<u>1 910 493</u>	
	47 986 000	43 911 454	
Crédits non utilisés			
Votés	(4 119 239)		
Dépassements aux crédits statutaires	<u>44 693</u>		
	<u>\$ 43 911 454</u>	<u>\$ 43 911 454</u>	

AFFAIRES CULTURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

LIVRES ET AUTRES IMPRIMÉS

Ce programme vise à favoriser l'essor de la littérature et à en faciliter l'accès à la population

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Aide à la publication et à la vente du livre	Développement d'un réseau de bibliothèques publiques	Bibliothèque nationale	Total
Crédits	\$ 1 299 500	\$ 4 662 200	\$ 2 280 700	\$ 8 242 400
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires 2		30 000	22 900	52 900
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances			4 500	4 500
Crédits autorisés	1 299 500	4 692 200	2 308 100	8 299 800
Dépenses	1 270 929	4 654 398	2 273 885	8 199 212
Crédits non utilisés	\$ 28 571	\$ 37 802	\$ 34 215	\$ 100 588

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 149 398	\$ 152 296	\$ 1 807 920	\$ 2 109 614
2—Autres rémunérations			42 788	42 788
3—Communications	14 318	10 661	75 730	100 709
4—Services	81 251	10 443	166 652	258 346
5—Entretien	39	84	5 852	5 975
6—Loyers	1 318	1 230	23 281	25 829
7—Fournitures	4 482	7 982	129 811	142 275
11—Autres dépenses			2 343	2 343
	250 806	182 696	2 254 377	2 687 879
Capital				
8—Équipement	1 784	2 496	19 508	23 788
Transfert				
10—Transfert	1 018 339	4 469 206		5 487 545
	\$ 1 270 929	\$ 4 654 398	\$ 2 273 885	\$ 8 199 212

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

**SAUVEGARDE ET MISE EN VALEUR
DES BIENS CULTURELS**

Ce programme vise la conservation et la mise en valeur des objets, oeuvres d'art, documents, meubles ou immeubles présentant un intérêt historique, esthétique ou pittoresque pour le Québec

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Conservation et utilisation des archives	Conservation des sites et des biens historiques et archéolo- giques	Commission des biens culturels	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	\$ 988 600	\$ 9 335 100	\$ 82 000	\$ 10 405 700
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	17 500	268 000		285 500
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		1 822 500		1 822 500
Du ministère des Communications	5 100			5 100
Crédits autorisés	1 011 200	11 425 600	82 000	12 518 800
Dépenses	941 281	8 424 654	70 393	9 436 328
Crédits non utilisés	\$ 69 919	\$ 3 000 946	\$ 11 607	\$ 3 082 472
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 708 544	\$ 1 431 831	\$ 41 956	\$ 2 182 331
2—Autres rémunérations	66 353	687 827		754 180
3—Communications	31 443	162 759	4 271	198 473
4—Services	7 493	1 356 905	21 955	1 386 353
5—Entretien	1 121	634 303		635 424
6—Loyers	9 441	26 569	96	36 106
7—Fournitures	62 502	286 180	637	349 319
11—Autres dépenses	300	1 100		1 400
	887 197	4 587 474	68 915	5 543 586
Capital				
4—Services		496 364		496 364
8—Équipement	17 084	45 996	1 478	64 558
9—Immobilisations		2 034 657		2 034 657
	17 084	2 577 017	1 478	2 595 579
Transfert				
10—Transfert	37 000	1 260 163		1 297 163
	\$ 941 281	\$ 8 424 654	\$ 70 393	\$ 9 436 328

AFFAIRES CULTURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Direction et gestion interne	Planification du développement culturel	Total
Crédits	\$ 3 151 600	\$ 2 046 900	\$ 5 198 500
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires 2	48 800	50 000	98 800
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	92 950	86 150	179 100
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		25 000	25 000
Au ministère des Affaires inter-gouvernementales		(17 100)	(17 100)
Du ministère des Communications	4 100		4 100
Autres	100 000	(100 000)	
Crédits autorisés	3 397 450	2 090 950	5 488 400
Dépenses	3 325 661	1 992 326	5 317 987
Crédits non utilisés	\$ 71 789	\$ 98 624	\$ 170 413

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 525 799	\$ 832 019	\$ 2 357 818
2—Autres rémunérations	152 921	64 499	217 420
3—Communications	105 426	68 512	173 938
4—Services	219 070	71 677	290 747
5—Entretien	10 606	28	10 634
6—Loyers	57 040	15 931	72 971
7—Fournitures	99 826	14 185	114 011
11—Autres dépenses	3 069	972	4 041
	<u>2 173 757</u>	<u>1 067 823</u>	<u>3 241 580</u>
Capital			
8—Équipement	<u>26 904</u>	<u>5 403</u>	<u>32 307</u>
Transfert			
10—Transfert	<u>1 125 000</u>	<u>919 100</u>	<u>2 044 100</u>
	<u>\$ 3 325 661</u>	<u>\$ 1 992 326</u>	<u>\$ 5 317 987</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

ARTS PLASTIQUES**Ce programme vise à développer les arts plastiques et à en favoriser l'accès au public**

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Incitation à la création et à la recherche	Conservation et diffusion des arts plastiques	Total
Crédits	\$ 274 200	\$ 4 463 600	\$ 4 737 800
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires 2		869 300	869 300
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		19 500	19 500
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		105 800	105 800
Du ministère des Communications		10 000	10 000
Crédits autorisés	274 200	5 468 200	5 742 400
Dépenses	216 450	5 319 267	5 535 717
Crédits non utilisés	\$ 57 750	\$ 148 933	\$ 206 683
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 83 974	\$ 729 382	\$ 813 356
2—Autres rémunérations		177 323	177 323
3—Communications	6 075	150 376	156 451
4—Services	3 317	316 848	320 165
5—Entretien		17 081	17 081
6—Loyers	1 428	8 567	9 995
7—Fournitures	822	107 419	108 241
8—Équipement	834		834
11—Autres dépenses		561 760	561 760
	96 450	2 068 756	2 165 206
Capital			
8—Équipement		69 885	69 885
Transfert			
10—Transfert	120 000	3 180 626	3 300 626
	\$ 216 450	\$ 5 319 267	\$ 5 535 717

AFFAIRES CULTURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

ARTS D'INTERPRÉTATION

Ce programme vise à favoriser l'accès du public aux arts d'interprétation par la formation d'artistes de la scène et par l'aide à la production

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Enseignement des arts d'interprétation	Soutien aux arts d'interprétation	Total
Crédits	\$ 6 628 000	\$ 7 577 500	\$ 14 205 500
Additions et modifications			
Crédits supplémentaires 2	225 100	485 800	710 900
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	930 200		930 200
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		90 000	90 000
Autres	(406 000)	406 000	
*Crédits autorisés	7 377 300	8 559 300	15 936 600
*Dépenses	6 896 158	8 526 052	15 422 210
Crédits non utilisés	\$ 481 142	\$ 77 941	\$ 559 083
Dépassements aux crédits statutaires		\$ (44 693)	\$ (44 693)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 5 102 048	\$ 100 369	\$ 5 202 417
2—Autres rémunérations	530 045		530 045
3—Communications	158 358	2 751	161 109
4—Services	146 372	17 010	163 382
5—Entretien	26 706		26 706
6—Loyers	46 688		46 688
7—Fournitures	44 382	220	44 602
11—Autres dépenses	686		686
	6 055 285	120 350	6 175 635
Capital			
4—Services		2 568	2 568
8—Équipement	52 573	22 769	75 342
9—Immobilisations		3 022	3 022
	52 573	28 359	80 932
Transfert			
10—Transfert Statutaires	788 300	6 466 850	7 255 150
		1 910 493	1 910 493
	788 300	8 377 343	9 165 643
	\$ 6 896 158	\$ 8 526 052	\$ 15 422 210

* Y compris, à l'élément 2, une prévision statutaire de \$1 865 800 alors que la dépense s'est établie à \$1 910 493 pour une subvention à la Régie de la Place des Arts, 1964, c.19 et modifications.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-
CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 12 665 536			\$ 12 665 536
2—Autres rémunérations	1 721 756			1 721 756
3—Communications	790 680			790 680
4—Services	2 418 993	\$ 498 932		2 917 925
5—Entretien	695 820			695 820
6—Loyers	191 589			191 589
7—Fournitures	758 448			758 448
8—Équipement	834	265 880		266 714
9—Immobilisations		2 037 679		2 037 679
10—Transfert			\$ 21 295 077	21 295 077
11—Autres dépenses	570 230			570 230
	<u>\$ 19 813 886</u>	<u>\$ 2 802 491</u>	<u>\$ 21 295 077</u>	<u>\$ 43 911 454</u>

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

REVENUS

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	\$ 826	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	107 038	\$ 49 907
Autres dépenses	298 291	198 200
	<u>405 329</u>	<u>248 107</u>
Revenus autonomes	<u>406 155</u>	<u>248 107</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programme à frais partagés	1 917 119	2 137 471
Coopération internationale	<u>\$ 2 323 274</u>	<u>\$ 2 385 578</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Relations intergouvernementales			
1—Affaires fédérales-provinciales et interprovinciales	\$ 1 388 100	\$ 1 206 490	\$ 1 004 706
2—Affaires internationales	17 920 333	16 215 660	12 909 600
3—Office franco-québécois pour la jeunesse	1 267 000	1 267 000	1 139 000
4—Gestion interne et soutien	3 289 650	3 019 306	2 013 196
	<u>\$ 23 865 083</u>	<u>\$ 21 708 456</u>	<u>\$ 17 066 502</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 23 865 083	\$ 21 708 456	
Crédits non utilisés			
Votés	<u>(2 156 627)</u>	<u></u>	
	<u>\$ 21 708 456</u>	<u>\$ 21 708 456</u>	

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

AFFAIRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES ET INTERPROVINCIALES	Ce programme vise à maintenir et à développer les relations entre le gouvernement du Québec et les autres gouvernements au Canada		
---	---	--	--

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Relations fédérales- provinciales et inter- provinciales	Coopération inter- provinciale	Total
Crédits	\$ 1 071 100	\$ 178 700	\$ 1 249 800
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	138 300		138 300
Crédits autorisés	1 209 400	178 700	1 388 100
Dépenses	1 038 090	168 400	1 206 490
Crédits non utilisés	\$ 171 310	\$ 10 300	\$ 181 610

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 763 153	\$ 1 480	\$ 764 633
2—Autres rémunérations	54 027	4 248	58 275
3—Communications	53 979	44 252	98 231
4—Services	12 323	8 459	20 782
5—Entretien	95		95
6—Loyers	2 721	660	3 381
7—Fournitures	9 736	2 615	12 351
	896 034	61 714	957 748
Capital			
8—Équipement	4 056		4 056
Transfert			
10—Transfert	138 000	106 686	244 686
	\$ 1 038 090	\$ 168 400	\$ 1 206 490

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

AFFAIRES INTERNATIONALES

Ce programme vise à assurer le prolongement international des responsabilités constitutionnelles et politiques du gouvernement

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Relations inter-nationales	Coopération inter-nationale	Total
Crédits	\$ 7 052 200	\$ 10 108 300	\$ 17 160 500
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		600 000	600 000
Des ministères suivants			
Affaires culturelles	17 100		17 100
Conseil exécutif	12 186		12 186
Industrie et Commerce	99 527		99 527
Travail et Main-d'oeuvre	31 020		31 020
Crédits autorisés	7 212 033	10 708 300	17 920 333
Dépenses	7 017 635	9 198 025	16 215 660
Crédits non utilisés	\$ 194 398	\$ 1 510 275	\$ 1 704 673

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 4 198 811	\$ 2 273 454	\$ 6 472 265
2—Autres rémunérations	52 919	1 560 089	1 613 008
3—Communications	1 427 376	2 388 557	3 815 933
4—Services	291 893	258 518	550 411
5—Entretien	29 586	3 258	32 844
6—Loyers	112 573	58 149	170 722
7—Fournitures	218 252	227 627	445 879
11—Autres dépenses	4 445	1 772	6 217
	<u>6 335 855</u>	<u>6 771 424</u>	<u>13 107 279</u>
Capital			
8—Équipement	<u>51 679</u>	<u>38 640</u>	<u>90 319</u>
Transfert			
10—Transfert	<u>630 101</u>	<u>2 387 961</u>	<u>3 018 062</u>
	<u>\$ 7 017 635</u>	<u>\$ 9 198 025</u>	<u>\$ 16 215 660</u>

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA JEUNESSE

Ce programme vise le rapprochement de deux communautés francophones en permettant aux jeunes de les mieux connaître par le moyen de voyages-échanges

	Élément 1	Élément 2	
	Recrutement et prépa- ration des stagiaires québécois	Préparation du stage, accueil et encadre- ment des stagiaires français	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits autorisés	\$ 603 400	\$ 663 600	\$ 1 267 000
Dépenses	<u>\$ 603 400</u>	<u>\$ 663 600</u>	<u>\$ 1 267 000</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert	<u>\$ 603 400</u>	<u>\$ 663 600</u>	<u>\$ 1 267 000</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Direction	Soutien administratif	Service du protocole	Total
Crédits	\$1 178 000	\$1 287 700	\$ 615 500	\$ 3 081 200
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		66 700	120 000	186 700
Des ministères suivants				
Conseil exécutif		7 750	2 400	10 150
Fonction publique		11 600		11 600
Autres	(96 000)	96 000		
Crédits autorisés	1 082 000	1 469 750	737 900	3 289 650
Dépenses	969 054	1 341 964	708 288	3 019 306
Crédits non utilisés	\$ 112 946	\$ 127 786	\$ 29 612	\$ 270 344

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 787 893	\$ 854 631	\$ 155 448	\$ 1 797 972
2—Autres rémunérations	41 544	83 285	162 593	287 422
3—Communications	56 701	214 423	29 918	301 042
4—Services	36 307	95 760	160 668	292 735
5—Entretien	16 434	363	28 939	45 736
6—Loyers	11 561	66 558	34 427	112 546
7—Fournitures	17 303	23 410	85 977	126 690
11—Autres dépenses			39 632	39 632
	967 743	1 338 430	697 602	3 003 775
Capital				
8—Équipement	1 311	3 534	10 686	15 531
	\$ 969 054	\$ 1 341 964	\$ 708 288	\$ 3 019 306

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALESSOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPER-
CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 9 034 870			\$ 9 034 870
2—Autres rémunérations	1 958 705			1 958 705
3—Communications	4 215 206			4 215 206
4—Services	863 928			863 928
5—Entretien	78 675			78 675
6—Loyers	286 649			286 649
7—Fournitures	584 920			584 920
8—Équipement		\$109 906		109 906
10—Transfert			\$ 4 529 748	4 529 748
11—Autres dépenses	45 849			45 849
	<u>\$17 068 802</u>	<u>\$109 906</u>	<u>\$ 4 529 748</u>	<u>\$ 21 708 456</u>

AFFAIRES MUNICIPALES

REVENUS

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Prêts de la Société d'habitation du Québec	\$ 1 070 828	
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	15 530	\$ 282
Photocopie de documents	569	
Équipement usagé	446	176
Bois		163
Location d'espaces de stationnement	5 920	3 595
Location de logements	661 391	1 576 549
Location de services de personnel	33 926	
Location de services		112
Cours		480
	<u>717 782</u>	<u>1 581 357</u>
Intérêts		
Bourses d'études	71	168
Prêts	2 436 132	2 807 056
	<u>2 436 203</u>	<u>2 807 224</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	885 010	622 404
Dépenses sous forme d'indemnités	155	539
	<u>885 165</u>	<u>622 943</u>
	<u>4 039 150</u>	<u>5 011 524</u>
Revenus autonomes	<u>5 109 978</u>	<u>5 011 524</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Recherche sur le logement et urbanisme	50 000	
Rénovation urbaine	2 121 001	3 554 612
Déficits d'exploitation de logements municipaux	18 749 907	7 598 564
Inventaire de la qualité de l'eau	427 827	400 000
Urbanisme — Habitat 76		136 200
Innovation urbaine — Mirabel		48 000
Étude sur le développement du centre-ville de Québec		50 000
Aide à la croissance de l'emploi		8 255 096
	<u>21 348 735</u>	<u>20 042 472</u>
	<u>\$ 26 458 713</u>	<u>\$ 25 053 996</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Gestion municipale			
1—Aide à la planification et à la re- structuration municipale	\$ 4 655 600	\$ 4 101 084	\$ 6 395 177
2—Aide et surveillance administratives et financières	103 650 200	101 337 253	119 667 880
3—Gestion interne et soutien	6 224 700	5 561 660	4 959 013
Secteur: Statistiques, planification et coordination			
4—Aide financière à la Société d'aména- gement de l'Outaouais	3 000 000	3 000 000	4 000 000
Secteur: Sécurité publique			
5—Sécurité-incendie	3 970 900	3 609 310	3 312 227
Secteur: Habitation			
6—Aide à l'amélioration de l'habitation	12 811 000	6 472 016	8 215 268
7—Aide à la réalisation et l'acqui- sition de logements	8 621 300	8 235 447	8 807 511
8—Administration des hypothèques et des propriétés et aide financière à l'ex- ploitation des logements municipaux	39 695 600	32 770 754	27 021 924
9—Gestion interne du secteur habitation	1 342 700	1 225 329	1 090 881
Secteur: Prévention et amélioration			
10—Salubrité du milieu	4 406 000	4 047 524	3 707 088
Secteur: Eau			
11—Aide financière à la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts	25 920 000	25 386 764	26 427 412
12—Aide à la gestion de l'eau	12 380 050	8 170 450	14 388 986
13—Direction et gestion interne des pro- grammes de l'environnement	2 065 700	1 969 087	1 766 322
Secteur: Habitation			
14—Conciliation entre locataires et propriétaires	3 355 110	1 985 511	1 507 999
	<u>\$ 232 098 860</u>	<u>\$ 207 872 189</u>	<u>\$ 231 267 688</u>

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES (suite)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Crédits votés	\$ 171 352 360	\$ 147 111 009	
Crédits statutaires	<u>60 746 500</u>	<u>60 761 180</u>	
	232 098 860	207 872 189	
Crédits non utilisés			
Votés	(24 241 351)		
Statutaires	<u>(365 320)</u>		
Dépassements aux crédits statutaires	<u>380 000</u>		
	<u>\$ 207 872 189</u>	<u>\$ 207 872 189</u>	

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

AIDE À LA PLANIFICATION ET À LA RESTRUCTURATION MUNICIPALE

Ce programme vise à aider les municipalités à planifier leur développement par une aide à la réalisation de projets de restructuration, de schémas d'aménagement et d'urbanisme

	Élément 1	Élément 2	
	Aide à la restructuration municipale	Aide à la préparation de plans d'urbanisme, et d'aménagement	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 2 383 300	\$ 1 724 100	\$ 4 107 400
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires 2	280 900		280 900
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	25 700	25 800	51 500
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		167 000	167 000
De la Société d'habitation du Québec		48 800	48 800
*Crédits autorisés	2 689 900	1 965 700	4 655 600
*Dépenses	2 549 677	1 551 407	4 101 084
Crédits non utilisés	\$ 140 223	\$ 414 293	\$ 554 516

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 274 878	\$ 829 630	\$ 1 104 508
2—Autres rémunérations	5 406	103 123	108 529
3—Communications	7 479	66 119	73 598
4—Services	17 590	290 830	308 420
5—Entretien		196	196
6—Loyers		564	564
7—Fournitures	728	12 381	13 109
	306 081	1 302 843	1 608 924
Transfert			
10—Transfert Statutaires	2 143 596	248 564	2 392 160
	100 000		100 000
	2 243 596	248 564	2 492 160
	\$ 2 549 677	\$ 1 551 407	\$ 4 101 084

*Y compris à l'élément 1, une prévision et dépense statutaires de \$ 100 000 concernant une subvention spéciale à la ville de Laval, 1966-67, c. 12.

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

AIDE ET SURVEILLANCE ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES		Ce programme vise à fournir aux municipalités l'assistance technique et à exercer la surveil- lance requise en matière de gestion et d'évalua- tion foncière ainsi qu'à alléger leur fardeau fiscal		
		Élément 1	Élément 2	Élément 3
Crédits et dépenses par éléments		Aide à la gestion municipale	Surveillance de la gestion municipale	Évaluation foncière
Crédits		\$ 415 200	\$ 2 456 500	\$ 3 352 200
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires 2				
Virements				
Du Fonds de suppléance du				97 900
ministère des Finances				(1 718 900)
Autres				
*Crédits autorisés		415 200	2 456 500	1 731 200
*Dépenses		264 392	2 429 237	1 461 572
Crédits non utilisés		\$ 150 808	\$ 27 263	\$ 269 628
Dépassements aux crédits statutaires				
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements		\$ 171 666	\$ 2 071 613	\$ 687 989
2—Autres rémunérations		36 993	53 343	16 675
3—Communications		12 446	208 862	254 271
4—Services		37 737	53 565	461 401
5—Entretien		83	696	675
6—Loyers		591	19 773	22 600
7—Fournitures		3 912	19 443	15 832
8—Équipement		964		
		264 392	2 427 295	1 459 443
Capital				
8—Équipement			1 942	1 029
Transfert				
10—Transfert				1 100
Statutaires				
				1 100
		\$ 264 392	\$ 2 429 237	\$ 1 461 572

* Y compris à l'élément 5, une prévision statutaire de \$ 53 577 700 alors que la dépense s'est établie à \$ 53 957 700 pour les subventions aux municipalités de 15 000 habitants ou plus, 1975, c. 71; à l'élément 6, une prévision statutaire de \$ 498 800 alors que la dépense s'est établie à \$ 390 348 pour l'exécution de la Loi de la communauté urbaine de Québec, 1969, c. 83 et modifications.

Élément 4	Élément 5	Élément 6	Total
Compensation en guise d'impôt foncier municipal	Aide finan- cière aux municipalités	Aide finan- cière aux communautés urbaines	
\$ 6 577 300	\$ 67 515 800	\$ 18 591 900	\$ 98 908 900
	4 643 400		4 643 400
			97 900
<u>1 718 900</u>	<u>600 000</u>	<u>(600 000)</u>	
8 296 200	72 759 200	17 991 900	103 650 200
<u>8 296 200</u>	<u>72 135 504</u>	<u>16 750 348</u>	<u>101 337 253</u>
	\$ 1 003 696	\$ 1 241 552	\$ 2 692 947
	<u>\$ (380 000)</u>		<u>\$ (380 000)</u>
			\$ 2 931 268
			107 011
\$ 8 296 200			475 579
			8 848 903
			1 454
			42 964
			39 187
			<u>964</u>
<u>8 296 200</u>			<u>12 447 330</u>
			2 971
	\$ 18 177 804	\$ 16 360 000	34 538 904
	<u>53 957 700</u>	<u>390 348</u>	<u>54 348 048</u>
	72 135 504	16 750 348	88 886 952
<u>\$ 8 296 200</u>	<u>\$ 72 135 504</u>	<u>\$ 16 750 348</u>	<u>\$ 101 337 253</u>

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

GESTION INTERNE ET SOUTIEN		Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère		
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Direction et gestion interne du ministère	Services quasi-judiciaires en gestion municipale	Services quasi-judiciaires en évaluation foncière	Total
Crédits	\$ 3 210 400	\$ 889 900	\$ 1 743 400	\$ 5 843 700
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	243 200	70 000	67 800	381 000
Crédits autorisés	3 453 600	959 900	1 811 200	6 224 700
Dépenses	2 972 396	943 732	1 645 532	5 561 660
Crédits non utilisés	\$ 481 204	\$ 16 168	\$ 165 668	\$ 663 040
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 956 943	\$ 748 783	\$ 1 445 729	\$ 4 151 455
2—Autres rémunérations	232 638	16 389	75 526	324 553
3—Communications	248 090	47 516	65 721	361 327
4—Services	219 563	121 775	964	342 302
5—Entretien	9 347		1 019	10 366
6—Loyers	46 945	4 076	25 059	76 080
7—Fournitures	90 918	5 193	25 473	121 584
11—Autres dépenses	6 919			6 919
	2 811 363	943 732	1 639 491	5 394 586
Capital				
8—Équipement	21 118		6 041	27 159
Transfert				
10—Transfert	139 915			139 915
	\$ 2 972 396	\$ 943 732	\$ 1 645 532	\$ 5 561 660

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

**AIDE FINANCIÈRE À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT
DE L'OUTAOUAIS**

Ce programme vise à favoriser l'essor économique de la région de l'Outaouais par la réalisation de projets d'équipement industriel, commercial, récréatif et touristique

Crédits et dépenses**Montant****Crédits autorisés**

\$ 3 000 000

Dépenses\$ 3 000 000**DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES****Transfert**

10—Transfert

\$ 3 000 000

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

SÉCURITÉ-INCENDIE

Ce programme vise à prévenir et à réduire, par l'assistance technique et financière, les pertes de vie et de biens causées par le feu

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Prévention	Aide aux municipalités	Gestion interne	Total
Crédits autorisés	\$ 435 200	\$ 3 369 000	\$ 166 700	\$ 3 970 900
Dépenses	402 296	3 051 247	155 767	3 609 310
Crédits non utilisés	<u>\$ 32 904</u>	<u>\$ 317 753</u>	<u>\$ 10 933</u>	<u>\$ 361 590</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 229 939	\$ 543 104	\$ 130 001	\$ 903 044
2—Autres rémunérations		3 670		3 670
3—Communications	16 673	96 294	3 461	116 428
4—Services	155 651	41 357	1 601	198 609
5—Entretien		11 093		11 093
6—Loyers			5 257	5 257
7—Fournitures	33	6 642	15 447	22 122
	<u>402 296</u>	<u>702 160</u>	<u>155 767</u>	<u>1 260 223</u>
Capital				
8—Équipement		1 009		1 009
Transfert				
10—Transfert		2 348 078		2 348 078
	<u>\$ 402 296</u>	<u>\$ 3 051 247</u>	<u>\$ 155 767</u>	<u>\$ 3 609 310</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

AIDE À L'AMÉLIORATION DE L'HABITATION

Ce programme vise à permettre aux municipalités d'améliorer la qualité de l'habitation et des équipements complémentaires, de même qu'aider financièrement les propriétaires intéressés à restaurer leurs immeubles résidentiels

	Élément 1	Élément 2	
	Aide à la mise en oeuvre des projets de rénovation	Aide financière pour la restauration, la démolition et la reconstruction d'immeubles résidentiels	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 10 690 000	\$ 2 000 000	\$ 12 690 000
Additions et modifications:			
Virements			
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	158 600		158 600
Au programme 1— Aide à la planification et à la restructuration municipale	(37 600)		(37 600)
Crédits autorisés	10 811 000	2 000 000	12 811 000
Dépenses	5 309 483	1 162 533	6 472 016
Crédits non utilisés	\$ 5 501 517	\$ 837 467	\$ 6 338 984
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 546 952		\$ 546 952
2—Autres rémunérations	42 613		42 613
3—Communications	36 064		36 064
4—Services	26 945		26 945
11—Autres dépenses	114 784		114 784
	767 358		767 358
Transfert			
10—Transfert	4 542 125	\$ 1 162 533	5 704 658
	\$ 5 309 483	\$ 1 162 533	\$ 6 472 016

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

AIDE À LA RÉALISATION ET À L'ACQUISITION DE LOGEMENTS

Ce programme vise à réaliser des logements convenables pour les familles ou individus à revenu insuffisant et à rendre accessible à un nombre accru de familles la propriété de leur logement

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Analyse et négociation des projets des municipalités et des organismes sans but lucratif	Aide financière pour faciliter l'accès à la propriété	Total
Crédits	\$ 1 978 500	\$ 6 672 900	\$ 8 651 400
Additions et modifications:			
Virements			
Au programme 1— Aide à la planification et à la restructuration municipale	(11 200)		(11 200)
Aux Services de protection de l'environnement	(18 900)		(18 900)
*Crédits autorisés	1 948 400	6 672 900	8 621 300
*Dépenses	1 819 430	6 416 017	8 235 447
Crédits non utilisés	\$ 128 970	\$ 256 883	\$ 385 853
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 652 961	\$ 102 676	\$ 1 755 637
2—Autres rémunérations	100 667		100 667
3—Communications	62 177	209	62 386
6—Loyers	1 278		1 278
11—Autres dépenses	305		305
	1 817 388	102 885	1 920 273
Capital			
8—Équipement	2 042		2 042
Transfert			
10—Transfert Statutaires		6 313 132	6 313 132
	\$ 1 819 430	\$ 6 416 017	\$ 8 235 447

*Y compris à l'élément 2, une prévision statutaire de \$6 570 000 alors que la dépense s'est établie à \$6 313 132 concernant la subvention pour faciliter la construction de nouveaux logements: Loi de l'habitation familiale, S.R., c. 110 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

**ADMINISTRATION DES HYPOTHÈQUES ET DES
PROPRIÉTÉS ET AIDE FINANCIÈRE À L'EXPLOITA-
TION DES LOGEMENTS MUNICIPAUX**

**Ce programme vise à aider financièrement les
municipalités dans l'exploitation des logements
sociaux et à s'assurer du remboursement des
prêts de la Société d'habitation du Québec**

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Administra- tion des hypothèques et des propriétés	Financement des déficits d'exploita- tion des logements municipaux	Total
Crédits	\$ 1 195 600	\$ 38 500 000	\$ 39 695 600
Additions et modifications:			
Virements			
Autres	1 441 000	(1 441 000)	
Crédits autorisés	2 636 600	37 059 000	39 695 600
Dépenses	2 474 457	30 296 297	32 770 754
Crédits non utilisés	\$ 162 143	\$ 6 762 703	\$ 6 924 846
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 058 915		\$ 1 058 915
2—Autres rémunérations	34 584		34 584
3—Communications	43 721		43 721
4—Services	44 266		44 266
6—Loyers	1 497		1 497
11—Autres dépenses	1 289 969		1 289 969
	2 472 952		2 472 952
Capital			
8—Équipement	1 505		1 505
Transfert			
10—Transfert		\$ 30 296 297	30 296 297
	\$ 2 474 457	\$ 30 296 297	\$ 32 770 754

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

GESTION INTERNE DU SECTEUR HABITATION

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du secteur

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Direction et soutien administratif du secteur	Recherches et normes	Total
Crédits autorisés	\$ 1 067 400	\$ 275 300	\$ 1 342 700
Dépenses	991 321	234 008	1 225 329
Crédits non utilisés	\$ 76 079	\$ 41 292	\$ 117 371
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 754 180	\$ 126 950	\$ 881 130
2—Autres rémunérations	40 677	2 494	43 171
3—Communications	48 190	4 718	52 908
4—Services	45 521	99 400	144 921
5—Entretien	331		331
6—Loyers	25 387	446	25 833
7—Fournitures	44 526		44 526
11—Autres dépenses	2 568		2 568
	961 380	234 008	1 195 388
Capital			
8—Équipement	4 815		4 815
Transfert			
10—Transfert	25 126		25 126
	\$ 991 321	\$ 234 008	\$ 1 225 329

DÉTAIL DU PROGRAMME 10

SALUBRITÉ DU MILIEU

Ce programme vise à assurer des conditions acceptables de salubrité du milieu en particulier par le contrôle de la pollution de l'air et de la pollution causée par les déchets

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Lutte contre la pollution de l'air	Gestion des déchets	Assainissement du milieu de travail	Assainissement du milieu	Total
Crédits	\$ 1 113 600	\$ 624 900	\$ 675 800	\$ 1 842 700	\$ 4 257 000
Additions et modifications:					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	9 200	23 100	6 400	109 800	148 500
Du ministère des Affaires sociales				500	500
Crédits autorisés	1 122 800	648 000	682 200	1 953 000	4 406 000
Dépenses	1 033 436	512 046	631 012	1 871 030	4 047 524
Crédits non utilisés	\$ 89 364	\$ 135 954	\$ 51 188	\$ 81 970	\$ 358 476

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 760 998	\$ 338 587	\$ 532 420	\$ 1 559 837	\$ 3 191 842
2—Autres rémunérations	61 849	26 172	14 754	9 389	112 164
3—Communications	67 425	30 617	42 621	282 473	423 136
4—Services	2 503	106 791	789		110 083
5—Entretien	13 687		2 861	1 258	17 806
6—Loyers	3 089	2 411	500	1 900	7 900
7—Fournitures	74 770	6 920	14 206	10 908	106 804
8—Équipement		548			548
	984 321	512 046	608 151	1 865 765	3 970 283
Capital					
8—Équipement	49 115		22 861	5 265	77 241
	\$ 1 033 436	\$ 512 046	\$ 631 012	\$ 1 871 030	\$ 4 047 524

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 11

AIDE FINANCIÈRE À LA CONSTRUCTION DE RÉSEAUX D'AQUEDUCS ET D'ÉGOUTS

Ce programme vise à faciliter la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts dans les municipalités, à capacité financière insuffisante

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 25 620 000
Additions et modifications:	
Crédits supplémentaires 2	1 000 000
Virements	
A la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	(700 000)
Crédits autorisés	25 920 000
Dépenses	25 386 764
Crédits non utilisés	\$ 533 236

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Transfert**

10—Transfert

\$ 25 386 764

DÉTAIL DU PROGRAMME 12

AIDE À LA GESTION DE L'EAU

Ce programme vise à surveiller la qualité de l'eau et à contribuer à son traitement en fonction de l'usage auquel on la destine

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Inventaire de la qualité des cours d'eau	Alimentation en eau	Disposition des eaux usées	Total
Crédits	\$ 2 788 400	\$ 1 732 400	\$ 7 246 400	\$ 11 767 200
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	147 800	68 600	54 100	270 500
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	21 500		66 150	87 650
Du ministère des Affaires sociales	254 700			254 700
Autres		20 000	(20 000)	
Crédits autorisés	3 212 400	1 821 000	7 346 650	12 380 050
Dépenses	2 984 609	1 021 823	4 164 018	8 170 450
Crédits non utilisés	\$ 227 791	\$ 799 177	\$ 3 182 632	\$ 4 209 600
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 132 669	\$ 579 363	\$ 1 252 297	\$ 2 964 329
2—Autres rémunérations	608 147	27 849	43 732	679 728
3—Communications	132 484	58 445	84 362	275 291
4—Services	498 040	328 205	33 601	859 846
5—Entretien	25 000	1 642	157 809	184 451
6—Loyers	188 191		375	188 566
7—Fournitures	250 594	10 705	239 964	501 263
11—Autres dépenses	42			42
	2 835 167	1 006 209	1 812 140	5 653 516
Capital				
8—Équipement	149 442	15 614	25 985	191 041
Transfert				
10—Transfert			2 325 893	2 325 893
	\$ 2 984 609	\$ 1 021 823	\$ 4 164 018	\$ 8 170 450

AFFAIRES MUNICIPALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 13

DIRECTION ET GESTION INTERNE DES PROGRAMMES DE L'ENVIRONNEMENT

Ce programme vise à assurer l'orientation, la coordination et le soutien des programmes de l'environnement

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Direction et gestion interne des services de protection de l'environnement	Conseil consultatif de l'environnement	Total
Crédits	\$ 1 781 300	\$ 203 800	\$ 1 985 100
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	51 800		51 800
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	9 900		9 900
De la Société d'habitation du Québec (prog. 7)	18 900		18 900
Crédits autorisés	1 861 900	203 800	2 065 700
Dépenses	1 799 594	169 493	1 969 087
Crédits non utilisés	\$ 62 306	\$ 34 307	\$ 96 613
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 363 873	\$ 121 872	\$ 1 485 745
2—Autres rémunérations	83 117	7 651	90 768
3—Communications	88 792	9 145	97 937
4—Services	57 251	19 146	76 397
5—Entretien	1 026	25	1 051
6—Loyers	53 011	8 224	61 235
7—Fournitures	74 454	3 206	77 660
8—Équipement		224	224
11—Autres dépenses	83		83
	1 721 607	169 493	1 891 100
Capital			
8—Équipement	27 987		27 987
Transfert			
10—Transfert	50 000		50 000
	\$ 1 799 594	\$ 169 493	\$ 1 969 087

DÉTAIL DU PROGRAMME 14

**CONCILIATION ENTRE LOCATAIRES
ET PROPRIÉTAIRES****Ce programme vise à concilier les relations en-
tre locataires et propriétaires, et à régler leurs
conflits**

Crédits et dépenses	Montant
Additions et modifications:	
Virements	
Du ministère de la Justice	\$ 3 355 110
Crédits autorisés	3 355 110
Dépenses	1 985 511
Crédits non utilisés	\$ 1 369 599

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
2—Autres rémunérations	\$ 1 047 262
3—Communications	70 105
4—Services	822 493
5—Entretien	518
6—Loyers	12 478
7—Fournitures	27 633
11—Autres dépenses	938
	1 981 427
Capital	
8—Équipement	4 084
	\$ 1 985 511

AFFAIRES MUNICIPALESSOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 20 974 824			\$ 20 974 824
2—Autres rémunérations	2 694 720			2 694 720
3—Communications	2 088 480			2 088 480
4—Services	11 783 185			11 783 185
5—Entretien	227 265			227 265
6—Loyers	423 652			423 652
7—Fournitures	953 888			953 888
8—Équipement	1 736	\$ 339 856		341 592
10—Transfert			\$ 166 968 975	166 968 975
11—Autres dépenses	1 415 608			1 415 608
	<u>\$ 40 563 358</u>	<u>\$ 339 856</u>	<u>\$ 166 968 975</u>	<u>\$ 207 872 189</u>

AFFAIRES SOCIALES

REVENUS

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Hôpitaux privés et autres institutions	\$ 162 725	\$ 149 025
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	88 329	374 233
Matériel et fournitures	4 550	9 979
Terrains et bâtisses	61 011	5 697
Statistiques démographiques	25 423	29 758
Certificats de naissance, mariage et décès	122 225	81 629
Location de terrains et bâtisses	4 865	1 875
Location de services de personnel	42 027	
Service communautaire hospitalier de Québec	258 980	258 980
Contribution à la réadaptation sociale		
Régie des rentes du Québec	10 560 043	10 954 433
Régie de l'assurance-maladie du Québec	923 049	914 897
Autres	55 365	280 481
Contribution à la prévention, l'amélioration et le recouvrement de la santé		
Régie de l'assurance-maladie du Québec	53 461 516	48 218 575
Autres	8 668 363	6 871 374
	<u>74 275 746</u>	<u>68 001 911</u>
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	1 418 285	147 150
Aide sociale	12 656 357	7 631 506
Dépenses sous forme d'indemnités	3 662	410
Autres dépenses	1 009 533	1 604 959
	<u>15 087 837</u>	<u>9 384 025</u>
	<u>89 363 583</u>	<u>77 385 936</u>
Revenus autonomes	<u>89 526 308</u>	<u>77 534 961</u>

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Caisse d'aide à la santé	\$ 3 871 787	\$ 12 817 803
Information sur la planification familiale		215 000
Placement d'enfants indiens	(12 343)	249 232
Développement de service consultatif	300 150	220 000
Formation professionnelle	627 183	621 083
Adaptation au travail	1 310 392	3 482 093
	<u>6 097 169</u>	<u>17 605 211</u>
	<u>\$ 95 623 477</u>	<u>\$ 95 140 172</u>

AFFAIRES SOCIALES

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Régimes de compensation du revenu			
1—Soutien du revenu familial	\$ 113 738 400	\$ 115 465 786	\$ 108 538 435
2—Aide sociale	660 104 800	650 561 392	539 844 206
3—Assistance-maladie	31 256 700	31 207 567	27 061 186
Secteur: Prévention et amélioration			
4—Services communautaires	185 748 800	184 277 283	142 348 213
5—Services en milieu scolaire	14 418 400	14 112 861	12 239 737
6—Soutien aux organismes volontaires	1 490 200	1 463 480	1 394 380
Secteur: Réadaptation sociale			
7—Consultation psycho-sociale	92 151 400	94 371 899	75 625 182
8—Réadaptation de l'enfance et des adultes	235 119 100	227 458 051	179 239 225
9—Protection et hébergement	227 993 500	220 766 000	160 628 295
10—Équipement des services sociaux	43 837 400	34 390 328	33 058 036
Secteur: Recouvrement de la santé			
11—Soins spécialisés et ultra-spécialisés	1 463 940 200	1 472 839 342	1 361 914 907
12—Soins prolongés	261 880 100	260 589 770	161 386 222
13—Équipement des services de santé	99 579 500	97 010 829	112 908 836
Secteur: Administration et services			
14—Recherche	8 341 500	7 757 123	7 587 727
15—Développement de moyens d'intervention	7 991 600	5 552 591	3 666 198
16—Direction et gestion du ministère	50 501 466	44 170 909	42 079 398
Secteur: Régimes de compensation du revenu			
17—Contribution à l'impôt foncier scolaire	13 200 000	11 881 629	
	<u>\$ 3 511 293 066</u>	<u>\$ 3 473 876 840</u>	<u>\$ 2 969 520 183</u>

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Crédits votés et mandats spéciaux	\$ 3 291 088 066	\$ 2 954 157 008	
Crédits statutaires	<u>220 205 000</u>	<u>519 719 832</u>	
	\$ 3 511 293 066	\$ 3 473 876 840	
Crédits non utilisés			
Votés et mandats spéciaux	(336 931 056)		
Statutaires	(4 518 887)		
Dépassements aux crédits statutaires	<u>304 033 717</u>		
	<u>\$ 3 473 876 840</u>	<u>\$ 3 473 876 840*</u>	

* Y compris \$129 295 648 pour les engagements du gouvernement du Québec dans le cadre du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

SOUTIEN DU REVENU FAMILIAL

Ce programme vise à compenser une partie des charges familiales

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Allocations familiales	Administration	Total
* Crédits autorisés	\$ 108 776 400	\$ 4 962 000	\$ 113 738 400
* Dépenses	<u>111 384 653</u>	<u>4 081 133</u>	<u>115 465 786</u>
Crédits non utilisés		\$ 880 867	\$ 880 867
Dépassements aux crédits statutaires	<u>\$ (2 608 253)</u>		<u>\$ (2 608 253)</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
4—Services		<u>\$ 4 081 133</u>	<u>\$ 4 081 133</u>
Transfert			
10—Transfert			
Statutaires	<u>\$ 111 384 653</u>		<u>111 384 653</u>
	<u>\$ 111 384 653</u>	<u>\$ 4 081 133</u>	<u>\$ 115 465 786</u>

* Y compris, à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 108 776 400 alors que la dépense s'est établie à \$ 111 384 653 concernant le Régime des allocations familiales du Québec, 1973, c. 36.

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

AIDE SOCIALE

Ce programme vise à assurer à tout ménage un revenu fondé sur la différence entre ses ressources et ses besoins essentiels

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Aide aux ménages privés de moyens de subsistance	Aide préventive	Administration	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	\$562 250 000	\$17 250 000	\$30 880 400	\$610 380 400
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires 2	34 800 000			34 800 000
Mandats spéciaux	13 600 000			13 600 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances			1 324 400	1 324 400
Autres	4 600 000	(4 600 000)		
Credits autorisés	615 250 000	12 650 000	32 204 800	660 104 800
Dépenses	606 111 963	12 467 921	31 981 508	650 561 392
Crédits non utilisés	\$ 9 138 037	\$ 182 079	\$ 223 292	\$ 9 543 408

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements			\$ 21 431 901	\$ 21 431 901
2—Autres rémunérations			550 421	550 421
3—Communications			1 169 879	1 169 879
4—Services			65 637	65 637
7—Fournitures			13 470	13 470
11—Autres dépenses			10 094	10 094
			<u>23 241 402</u>	<u>23 241 402</u>

Transfert

10—Transfert	\$ 606 111 963	\$ 12 467 921	8 740 106	627 319 990
	<u>\$ 606 111 963</u>	<u>\$ 12 467 921</u>	<u>\$ 31 981 508</u>	<u>\$ 650 561 392</u>

AFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

ASSISTANCE-MALADIE		Ce programme vise à défrayer le coût de médicaments et de services dentaires et optométriques requis par les bénéficiaires de l'aide sociale		
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Prestations de médicaments et d'appareils médicaux	Prestations de services	Administration	Total
Crédits	\$24 543 000	\$ 2 148 700	\$ 2 915 000	\$29 606 700
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires 2	600 000	200 000	800 000	1 600 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		50 000		50 000
Autres	(700 000)	1 018 300	(318 300)	
Crédits autorisés	24 443 000	3 417 000	3 396 700	31 256 700
Dépenses	24 424 821	3 397 528	3 385 218	31 207 567
Crédits non utilisés	\$ 18 179	\$ 19 472	\$ 11 482	\$ 49 133
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
3—Communications		\$ 838 847		\$ 838 847
4—Services			\$ 3 385 218	3 385 218
		838 847	3 385 218	4 224 065
Transfert				
10—Transfert	\$ 24 424 821	2 558 681		26 983 502
	\$ 24 424 821	\$ 3 397 528	\$ 3 385 218	\$ 31 207 567

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

SERVICES COMMUNAUTAIRES

Ce programme vise à assurer aux individus, aux groupes et aux communautés locales l'accès à des services de santé et à des services sociaux de base

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Soins généraux	Soins à domicile	Total
Crédits	\$ 148 053 900	\$ 20 541 700	\$ 168 595 600
Additions et modifications:			
Mandats spéciaux	3 500 000		3 500 000
Virements			
Du Fonds de suppléance			
du ministère des Finances	11 954 300	1 698 900	13 653 200
* Crédits autorisés	163 508 200	22 240 600	185 748 800
* Dépenses	162 085 228	22 192 055	184 277 283
Crédits non utilisés	2 957 642	304 280	3 261 922
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (1 534 670)	\$ (255 735)	\$ (1 790 405)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 2 662 004		\$ 2 662 004
3—Communications	99 292		99 292
4—Services	19 776		19 776
7—Fournitures	104 524		104 524
	<u>2 885 596</u>		<u>2 885 596</u>
Transfert			
10—Transfert	157 186 062	\$ 21 847 520	179 033 582
Statutaires	2 013 570	344 535	2 358 105
	<u>159 199 632</u>	<u>22 192 055</u>	<u>181 391 687</u>
	<u>\$ 162 085 228</u>	<u>\$ 22 192 055</u>	<u>\$ 184 277 283</u>

*Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 478 900 alors que la dépense s'est établie à \$2 013 570 et à l'élément 2, une prévision statutaire de \$88 800 alors que la dépense s'est établie à \$344 535 pour l'exécution de la loi du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

SERVICES EN MILIEU SCOLAIRE

Ce programme vise à promouvoir la santé et l'équilibre psycho-social de la jeunesse par la prévention et le dépistage en milieu scolaire

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Services de santé en milieu scolaire	Services sociaux en milieu scolaire	Total
Crédits	\$ 8 050 000	\$ 6 007 300	\$ 14 057 300
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	125 900	235 200	361 100
Crédits autorisés	8 175 900	6 242 500	14 418 400
* Dépenses	8 068 624	6 044 237	14 112 861
Crédits non utilisés	\$ 113 297	\$ 198 263	\$ 311 560
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (6 021)		\$ (6 021)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert	\$ 8 062 603	\$ 6 044 237	\$ 14 106 840
Statutaires	6 021		6 021
	\$ 8 068 624	\$ 6 044 237	\$ 14 112 861

* Y compris à l'élément 1, une dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$6 021, afférente à la loi du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

SOUTIEN AUX ORGANISMES VOLONTAIRES

Ce programme vise à favoriser la participation de groupes volontaires dont les services contribuent à la réalisation des programmes de santé et de services sociaux

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Soutien aux organismes de santé	Soutien aux organismes sociaux	Total
Crédits autorisés	\$ 955 200	\$ 535 000	\$ 1 490 200
Dépenses	<u>944 424</u>	<u>519 056</u>	<u>1 463 480</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 10 776</u>	<u>\$ 15 944</u>	<u>\$ 26 720</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert	<u>\$ 944 424</u>	<u>\$ 519 056</u>	<u>\$ 1 463 480</u>

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

CONSULTATION PSYCHO-SOCIALE

Ce programme offre des services de consultation, de traitement et d'orientation visant à restaurer l'autonomie des personnes et des groupes

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 86 719 600
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	5 431 800
* Crédits autorisés	92 151 400
* Dépenses	94 371 899
Crédits non utilisés	\$ 924 439
Dépassements aux crédits statutaires	<u>\$ (3 144 938)</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 588 842
3—Communications	34 204
	<u>623 046</u>
Transfert	
10—Transfert	86 702 915
Statutaires	7 045 938
	<u>93 748 853</u>
	<u>\$ 94 371 899</u>

* Y compris une prévision statutaire de \$ 3 901 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 7 045 938 pour l'exécution de la loi du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

RÉADAPTATION DE L'ENFANCE ET DES ADULTES

Ce programme vise à promouvoir la réadaptation de certains enfants en leur fournissant en milieu interne des services adaptés à leurs besoins; il vise également à permettre aux adultes inadaptés la pratique d'activités de nature à faciliter leur retour à une vie normale

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
	Service aux enfants mésadaptés sociaux	Service aux enfants déficients mentaux	Service aux enfants handicapés moteurs ou sensoriels	Réadaptation des adultes	Total
Crédits et dépenses par éléments					
Crédits	\$ 109 284 200	\$ 78 179 500	\$ 18 879 800	\$ 18 122 400	\$ 224 465 900
Additions et modifications:					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	5 473 200	3 970 600	530 100	679 300	10 653 200
Autres	(446 100)	(160 600)	261 700	345 000	
* Crédits autorisés	114 311 300	81 989 500	19 671 600	19 146 700	235 119 100
* Dépenses	109 912 361	80 591 649	18 462 883	18 491 158	227 458 051
Crédits non utilisés	\$ 4 398 939	\$ 1 397 851	\$ 1 208 717	\$ 655 542	\$ 7 661 049
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 117 107				\$ 117 107
Transfert					
10—Transfert	105 112 139	\$ 76 866 663	\$ 17 808 770	\$ 18 109 268	217 896 840
Statutaires	4 683 115	3 724 986	654 113	381 890	9 444 104
	109 795 254	80 591 649	18 462 883	18 491 158	227 340 944
	\$ 109 912 361	\$ 80 591 649	\$ 18 462 883	\$ 18 491 158	\$ 227 458 051

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$5 555 700, alors que la dépense s'est établie à \$4 683 115, à l'élément 2, une prévision statutaire de \$4 211 800, alors que la dépense s'est établie à \$3 724 986, à l'élément 3, une prévision statutaire de \$1 069 900 alors que la dépense s'est établie à \$654 113, à l'élément 4, une prévision statutaire de \$1 035 700 alors que la dépense s'est établie à \$381 890 pour l'exécution de la loi du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics 1973, c. 12 et modifications.

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

PROTECTION ET HÉBERGEMENT

Ce programme vise à procurer un milieu de vie aussi normal que possible aux personnes qui en seraient privées

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Protection de l'enfance	Hébergement des adultes et personnes âgées	Total
Crédits	\$ 41 573 200	\$ 176 931 200	\$ 218 504 400
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	30 300	9 458 800	9 489 100
* Crédits autorisés	41 603 500	186 390 000	227 993 500
* Dépenses	35 034 864	185 731 136	220 766 000
Crédits non utilisés	\$ 7 081 564	\$ 1 203 283	\$ 8 284 847
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (512 928)	\$ (544 419)	\$ (1 057 347)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
4—Services	\$ 46 176		\$ 46 176
Transfert			
10—Transfert	34 475 760	\$ 175 165 317	209 641 077
Statutaires	512 928	10 565 819	11 078 747
	34 988 688	185 731 136	220 719 824
	\$ 35 034 864	\$ 185 731 136	\$ 220 766 000

* Y compris à l'élément 1, une dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$512 928 et à l'élément 2, une prévision statutaire de \$10 021 400 alors que la dépense s'est établie à \$10 565 819 pour l'exécution de la loi du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 10

ÉQUIPEMENT DES SERVICES SOCIAUX

Ce programme vise à assurer le maintien et le développement de l'équipement nécessaire à la prestation des services sociaux

	Élément 1	Élément 2	
	Acquisition, location, amélioration et conservation de l'équipement	Service de la dette	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits autorisés	\$ 24 166 400	\$ 19 671 000	\$ 43 837 400
Dépenses	20 262 925	14 127 403	34 390 328
Crédits non utilisés	<u>\$ 3 903 475</u>	<u>\$ 5 543 597</u>	<u>\$ 9 447 072</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
4—Services	\$ 16 013		\$ 16 013
5—Entretien	19 804		19 804
	<u>35 817</u>		<u>35 817</u>
Transfert			
10—Transfert	20 227 108	\$ 14 127 403	34 354 511
	<u>\$ 20 262 925</u>	<u>\$ 14 127 403</u>	<u>\$ 34 390 328</u>

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 11

SOINS SPÉCIALISÉS ET ULTRA-SPÉCIALISÉS

Ce programme vise à rendre accessibles aux personnes malades les soins spécialisés et ultra-spécialisés que requiert leur état

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Soins des maladies physiques	Soins des maladies mentales	Autres soins spécialisés et ultra-spécialisés	Total
Crédits	\$ 1 074 472 200	\$ 110 540 400	\$ 163 337 300	\$ 1 348 349 900
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires 2	3 500 000			3 500 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	87 899 800	12 897 900	11 292 600	112 090 300
* Crédits autorisés	1 165 872 000	123 438 300	174 629 900	1 463 940 200
* Dépenses	1 177 244 822	123 483 908	172 110 612	1 472 839 342
Crédits non utilisés	\$ 244 496 109	\$ 33 718	\$ 38 373 988	\$ 282 903 815
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (255 868 931)	\$ (79 326)	\$ (35 854 700)	\$ (291 802 957)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement

4—Services	\$ 485 784	\$ 485 784
6—Loyers	359	359
	<u>486 143</u>	<u>486 143</u>

Transfert

10—Transfert Statutaires	864 941 748	\$ 115 702 682	\$ 127 870 334	1 108 514 764
	<u>311 816 931</u>	<u>7 781 226</u>	<u>44 240 278</u>	<u>363 838 435</u>
	1 176 758 679	123 483 908	172 110 612	1 472 353 199
	<u>\$ 1 177 244 822</u>	<u>\$ 123 483 908</u>	<u>\$ 172 110 612</u>	<u>\$ 1 472 839 342</u>

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$55 948 000 alors que la dépense s'est établie à \$68 863 701, à l'élément 2, une prévision statutaire de \$7 701 900 alors que la dépense s'est établie à \$7 781 226, à l'élément 3, une prévision statutaire de \$8 412 100 alors que la dépense s'est établie à \$8 385 578 pour l'exécution de la loi du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications; y compris aussi à l'élément 1, une dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$242 953 230 et à l'élément 3, une dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$35 854 700 afférentes à la Loi pourvoyant au financement des programmes de santé, 1976, c. 27 (voir note 6 à la page 5-7).

DÉTAIL DU PROGRAMME 12

SOINS PROLONGÉS

Ce programme vise à assurer aux convalescents et aux malades à long terme les soins prolongés que requiert leur état

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Soins aux malades à long terme	Soins aux convalescents	Total
Crédits	\$ 228 824 200	\$ 11 208 300	\$ 240 032 500
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance			
du ministère des Finances	20 795 900	1 051 700	21 847 600
* Crédits autorisés	249 620 100	12 260 000	261 880 100
* Dépenses	245 500 482	15 089 288	260 589 770
Crédits non utilisés	\$ 4 119 618	\$ 471 317	\$ 4 590 935
Dépassements aux crédits statutaires		\$ (3 300 605)	\$ (3 300 605)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert	\$ 235 361 951	\$ 11 209 283	\$ 246 571 234
Statutaires	10 138 531	3 880 005	14 018 536
	<u>\$ 245 500 482</u>	<u>\$ 15 089 288</u>	<u>\$ 260 589 770</u>

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 12 201 900 alors que la dépense s'est établie à \$10 138 531 et à l'élément 2, une prévision statutaire de \$579 400 alors que la dépense s'est établie à \$3 880 005 pour l'exécution de la loi du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 13

ÉQUIPEMENT DES SERVICES DE SANTÉ

Ce programme vise à assurer le maintien et le développement de l'équipement nécessaire à la prestation des services de santé

	Élément 1	Élément 2	
	Acquisition, location, amélioration et conser- vation de l'équipement	Service de la dette	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 34 323 600	\$ 61 705 900	\$ 96 029 500
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires 2		4 000 000	4 000 000
Virements			
À la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	(450 000)		(450 000)
Autres	(1 000 000)	1 000 000	
Crédits autorisés	32 873 600	66 705 900	99 579 500
Dépenses	30 616 831	66 393 998	97 010 829
Crédits non utilisés	\$ 2 256 769	\$ 311 902	\$ 2 568 671
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Capital			
9—Immobilisations	\$ 299 993		\$ 299 993
Transfert			
10—Transfert	30 316 838	\$ 66 393 998	96 710 836
	\$ 30 616 831	\$ 66 393 998	\$ 97 010 829

DÉTAIL DU PROGRAMME 14

RECHERCHE

Ce programme vise à favoriser l'acquisition des connaissances nécessaires à la définition et à la mise en oeuvre des programmes d'intervention dans les domaines de la sécurité du revenu, de la santé et des services sociaux

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Recherche dans le domaine de la santé	Recherche socio-économique	Total
Crédits	\$ 7 576 100	\$ 685 500	\$ 8 261 600
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	79 900		79 900
Autres	(100 000)	100 000	
Crédits autorisés	7 556 000	785 500	8 341 500
Dépenses	7 104 096	653 027	7 757 123
Crédits non utilisés	\$ 451 904	\$ 132 473	\$ 584 377
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
4—Services	\$ 56 857		\$ 56 857
Transfert			
10—Transfert	7 047 239	\$ 653 027	7 700 266
	\$ 7 104 096	\$ 653 027	\$ 7 757 123

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 15

DÉVELOPPEMENT DE MOYENS D'INTERVENTION

Ce programme vise à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins et l'expérimentation de moyens d'intervention dans les domaines de la sécurité du revenu, de la santé et des services sociaux

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Démonstration	Participation	Total
Crédits	\$ 858 900	\$ 6 133 800	\$ 6 992 700
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du			
ministère des Finances		998 900	998 900
* Crédits autorisés	858 900	7 132 700	7 991 600
* Dépenses	848 915	4 703 676	5 552 591
Crédits non utilisés	\$ 9 985	\$ 2 752 215	\$ 2 762 200
Dépassements aux crédits statutaires		\$ (323 191)	\$ (323 191)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement

2—Autres rémunérations			
Statutaires		\$ 50 015	\$ 50 015
3—Communications			
Statutaires		33 430	33 430
4—Services			
Statutaires		138 612	138 612
7—Fournitures			
Statutaires		577	577
		222 634	222 634

Transfert

10—Transfert	\$ 848 915	4 158 385	5 007 300
Statutaires		322 657	322 657
	848 915	4 481 042	5 329 957
	\$ 848 915	\$ 4 703 676	\$ 5 552 591

* Y compris à l'élément 2, une prévision statutaire de \$222 100 alors que la dépense s'est établie à \$313 692 pour l'exécution de la loi du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications, et \$231 599 pour la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois, 1976, c. 46.

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 16

DIRECTION ET GESTION DU MINISTÈRE		Ce programme vise à procurer au ministère les ressources et les services requis pour établir et mettre en œuvre ses politiques en matière de sécurité du revenu, de santé et de services sociaux			
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Direction et administration interne	Conseil des affaires sociales	Commission des affaires sociales	Agrément	
Crédits	\$ 27 078 000	\$ 440 500	\$ 1 209 700	\$ 4 490 700	
Additions et modifications:					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	73 022				
Aux ministères suivants					
Affaires municipales				(254 700)	
Agriculture				(7 800)	
Travaux publics et Approvisionnement	(5 700)				
Du ministère du Conseil exécutif	4 244				
Autres	(551 700)	(20 000)		193 000	
Crédits autorisés	26 597 866	420 500	1 209 700	4 421 200	
Dépenses	21 740 029	372 043	970 821	4 054 033	
Crédits non utilisés	\$ 4 857 837	\$ 48 457	\$ 238 879	\$ 367 167	
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 12 315 291	\$ 282 604	\$ 735 392	\$ 2 954 757	
2—Autres rémunérations	404 696	3 009	105 193	59 206	
3—Communications	1 734 975	19 645	81 956	181 093	
4—Services	3 484 114	60 030	31 904	60 591	
5—Entretien	83 285		38	93 059	
6—Loyers	2 271 541	6 018	7 006	1 873	
7—Fournitures	1 259 199	549	8 642	641 684	
8—Équipement		188	690		
11—Autres dépenses	16 718				
	21 569 819	372 043	970 821	3 992 263	
Capital					
8—Équipement	170 210			61 770	
	\$ 21 740 029	\$ 372 043	\$ 970 821	\$ 4 054 033	

Élément 5	Élément 6	Élément 7	Élément 8	Élément 9	
Planifi- cation	Program- mation	Finance- ment	Relations profes- sionnelles	Équipe- ment	Total
\$ 2 801 900	\$ 5 091 200	\$ 4 574 200	\$ 2 955 900	\$ 2 050 800	\$ 50 692 900
					73 022
	(500)				(255 200)
					(7 800)
					(5 700)
					4 244
(56 000)	69 800	166 800	73 100	125 000	
2 745 900	5 160 500	4 741 000	3 029 000	2 175 800	50 501 466
2 535 215	4 933 229	4 438 561	2 980 297	2 146 681	44 170 909
<u>\$ 210 685</u>	<u>\$ 227 271</u>	<u>\$ 302 439</u>	<u>\$ 48 703</u>	<u>\$ 29 119</u>	<u>\$ 6 330 557</u>
\$ 2 332 257	\$ 4 472 957	\$ 4 132 810	\$ 2 332 333	\$ 1 969 534	\$ 31 527 935
62 512	62 161	36 009	14 947	43 262	790 995
63 508	288 927	123 854	135 825	101 694	2 731 477
76 938	108 581	145 888	495 487	32 191	4 495 724
	450				176 382
	153		1 705		2 286 888
2 535 215	4 933 229	4 438 561	2 980 297	2 146 681	1 910 074
					878
					18 576
					43 938 929
					231 980
<u>\$ 2 535 215</u>	<u>\$ 4 933 229</u>	<u>\$ 4 438 561</u>	<u>\$ 2 980 297</u>	<u>\$ 2 146 681</u>	<u>\$ 44 170 909</u>

AFFAIRES SOCIALES

DÉTAIL DU PROGRAMME 17

CONTRIBUTION À L'IMPÔT FONCIER SCOLAIRE

Ce programme vise à alléger le fardeau de l'impôt foncier scolaire pour les personnes âgées

Crédits et dépenses	Montant
Additions et modifications:	
Crédits supplémentaires 1	\$ 10 000 000
Mandats spéciaux	3 200 000
Crédits autorisés	13 200 000
Dépenses	11 881 629
Crédits non utilisés	\$ 1 318 371

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
4—Services	\$ 772 961
Transfert	
10—Transfert	11 108 668
	\$ 11 881 629

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 56 327 789			\$ 56 327 789
2—Autres rémunérations	1 391 431			1 391 431
3—Communications	4 907 129			4 907 129
4—Services	13 563 890			13 563 890
5—Entretien	196 186			196 186
6—Loyers	2 287 247			2 287 247
7—Fournitures	2 028 645			2 028 645
8—Équipement	878	\$ 231 980		232 858
9—Immobilisations		299 993		299 993
10—Transfert			\$ 3 392 613 002	3 392 613 002
11—Autres dépenses	28 670			28 670
	<u>\$ 80 731 865</u>	<u>\$ 531 973</u>	<u>\$ 3 392 613 002</u>	<u>\$ 3 473 876 840</u>

AGRICULTURE**REVENUS**

	1976-77	1975-76
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles du Québec	\$ 51 111	
Autres		
Mise en marché	24 034	\$ 25 602
Inséminateurs	1 128	1 029
	25 162	26 631
	76 273	26 631
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	16 256	4 024
Matériel et fournitures	3 123	82 810
Terrains et bâtisses	500	
Plans et devis	8 770	7 830
Animaux	82 397	54 054
Produits de la ferme	191 374	222 376
Spermes	578 766	622 578
Médicaments	3 341 997	4 263 270
Lots de colonisation	1 980	44 842
Location de terrains et bâtisses	19 681	42 151
Location de chambres		27 841
Cours	900	1 491
Constitution de titres de lots de colonisation	4 460	3 274
Entreposage et congélation	216 984	236 501
Amélioration des terres	57 494	91 160
Creusage de puits	55 078	75 232
Décoration des expositions agricoles	5 375	12 437
Autres aides aux agriculteurs	140 986	124 305
Aide financière aux entreprises agricoles	1 027 654	659 935
	5 753 775	6 576 111
Intérêts		
Comptes de banque	409	233
Ristournes	640	278
Paiements de lots de colonisation	14 406	10 035
	15 455	10 546
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	3 588	20 867

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	\$ 3 749	\$ 296
Autres dépenses	393 522	371 833
	<u>397 271</u>	<u>372 129</u>
	<u>6 170 089</u>	<u>6 979 653</u>
Revenus autonomes	<u>6 246 362</u>	<u>7 006 284</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Indemnisation des propriétaires d'animaux		
morts de la rage	4 952	8 661
Jeunes ruraux	23 940	20 540
Assurance-récolte	2 364 790	2 007 011
Main-d'oeuvre agricole	264 711	728
Transport d'animaux à l'exposition de		
Toronto	16 119	8 040
Transport de moutons	3 234	
Achat de sirop d'érable 1974		529 569
	<u>2 677 746</u>	<u>2 574 549</u>
	<u>\$ 8 924 108</u>	<u>\$ 9 580 833</u>

AGRICULTURE

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Agriculture			
1—Recherche et enseignement	\$ 13 533 949	\$ 12 684 547	\$ 11 266 090
2—Financement agricole	37 414 400	35 323 574	32 075 366
3—Aide à la production agricole	99 736 456	96 019 351	97 160 480
4—Régie de l'assurance-récolte du Québec	5 961 551	4 028 323	3 798 899
5—Commercialisation agricole	31 150 991 (1)	25 676 464 (1)	30 113 283
6—Régie des marchés agricoles du Québec	1 058 700	854 469	771 836
7—Assurance-stabilisation des revenus agricoles	9 279 000	1 325 179	56 782
8—Gestion interne et soutien	23 639 958	22 952 653	19 186 726
	<u>\$ 221 775 005 (1)</u>	<u>\$ 198 864 560 (1)</u>	<u>\$ 194 429 462</u>
<hr/>			
Crédits votés et mandats spéciaux	\$ 206 482 705	\$ 183 357 992	
Crédits statutaires	<u>15 292 300</u>	<u>15 506 568</u>	
	221 775 005	198 864 560	
Crédits non utilisés			
Votés et mandats spéciaux	(23 124 713)		
Statutaires	(813 386)		
Dépassements aux crédits statutaires	<u>1 027 654</u>		
	<u>\$ 198 864 560</u>	<u>\$ 198 864 560</u>	

(1) Y compris pour les prêts \$250 000 aux crédits autorisés et \$250 000 aux dépenses.

AGRICULTURE

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT

Ce programme vise à élaborer des solutions aux problèmes techniques et économiques ainsi que de formation professionnelle en agriculture

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Recherche agricole	Enseignement agricole	Total
Crédits	\$ 7 389 100	\$ 5 436 000	\$ 12 825 100
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	314 900	373 300	688 200
De la Régie de l'assurance-récolte du Québec (prog. 4)	20 649		20 649
Autres	(35 000)	35 000	
Crédits autorisés	7 689 649	5 844 300	13 533 949
Dépenses	6 934 272	5 750 275	12 684 547
Crédits non utilisés	\$ 755 377	\$ 94 025	\$ 849 402
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 3 852 714	\$ 3 438 623	\$ 7 291 337
2—Autres rémunérations	341 554	323 838	665 392
3—Communications	167 194	86 295	253 489
4—Services	76 349	169 514	245 863
5—Entretien	79 306	267 574	346 880
6—Loyers	69 880	41 184	111 064
7—Fournitures	615 456	378 427	993 883
11—Autres dépenses	251	82	333
	5 202 704	4 705 537	9 908 241
Capital			
2—Autres rémunérations		24 351	24 351
4—Services	32 083		32 083
6—Loyers		439	439
7—Fournitures	1 897	55 689	57 586
8—Équipement	236 474	109 097	345 571
9—Immobilisations	29 179	185 162	214 341
	299 633	374 738	674 371
Transfert			
10—Transfert	1 431 935	670 000	2 101 935
	\$ 6 934 272	\$ 5 750 275	\$ 12 684 547

AGRICULTURE

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

FINANCEMENT AGRICOLE		Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat			
		Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4
Crédits et dépenses par éléments		Gestion interne et soutien	Crédit agricole	Amélioration des fermes	Crédit à la production
Crédits		\$ 5 236 800	\$ 16 236 300	\$ 3 932 300	\$ 100 000
Additions et modifications:					
Virements					
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif					
Au ministère de la Fonction publique					
Autres		(21 700)	11 750	(513 550)	
		(236 925)			
* Crédits autorisés		4 978 175	16 248 050	3 418 750	100 000
* Dépenses		4 769 237	15 491 431	3 269 860	32 952
Crédits non utilisés		\$ 208 938	\$ 756 619	\$ 148 890	\$ 67 048
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements		\$ 4 223 483			
2—Autres rémunérations		78 767			
3—Communications		289 445			
4—Services		58 783			
5—Entretien		641			
6—Loyers		33 457			
7—Fournitures		73 722			
		4 758 298			
Capital					
4—Services					
8—Équipement		10 939			
9—Immobilisations					
		10 939			
Transfert					
10—Transfert Statutaires			\$ 1 114 450	\$ 3 255 266	
			14 376 981	14 594	\$ 32 952
			15 491 431	3 269 860	32 952
		\$ 4 769 237	\$ 15 491 431	\$ 3 269 860	\$ 32 952

* Y compris, à l'élément 2, une prévision statutaire de \$15 031 000 alors que la dépense s'est établie à \$14 376 981 concernant la Loi du crédit agricole, S.R., c. 108 et modifications; à l'élément 3, une prévision statutaire de \$100 000 alors que la dépense s'est établie à \$14 594 pour la garantie payable par le gouvernement: Loi de l'amélioration des fermes, S.R., c. 109 et modifications; à l'élément 4, une prévision statutaire de \$100 000 alors que la dépense s'est établie à \$32 952 pour la

garantie payable par le gouvernement: Loi favorisant le crédit à la production agricole, 1972, c. 38 et modifications et à l'élément 5, une prévision statutaire de \$11 300 alors que la dépense s'est établie à \$5 041 pour la garantie payable par le gouvernement: Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques, 1972, c. 39 et modifications.

Élément 5	Élément 6	Élément 7	Élément 8	
Crédit spécial	Prêt agricole	Mise en valeur des exploitations agricoles	Réaména- gement foncier	Total
\$ 235 200	\$ 4 149 500	\$ 5 600 000	\$ 246 000	\$ 35 736 100
			1 700 000	1 700 000
				(21 700)
65 000	566 800	169 999	(63 074)	
300 200	4 716 300	5 769 999	1 882 926	37 414 400
284 804	4 716 200	5 558 693	1 200 397	35 323 574
\$ 15 396	\$ 100	\$ 211 306	\$ 682 529	\$ 2 090 826
			\$ 82 008	\$ 4 305 491
			20 396	99 163
			9 999	299 444
			45	58 783
			266	686
				33 457
				73 988
			112 714	4 871 012
			11 371	11 371
			583 536	10 939
			594 907	583 536
				605 846
\$ 279 763	\$ 4 716 200	\$ 5 558 693	492 776	15 417 148
5 041				14 429 568
284 804	4 716 200	5 558 693	492 776	29 846 716
\$ 284 804	\$ 4 716 200	\$ 5 558 693	\$ 1 200 397	\$ 35 323 574

AGRICULTURE

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

AIDE À LA PRODUCTION AGRICOLE		Ce programme vise à améliorer le rendement des cultures et de l'élevage et à diversifier la production selon les possibilités du milieu			
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Mise en valeur des productions animales	Mise en valeur des productions végétales	Amélioration foncière, assainissement des sols et conservation des eaux	Vulgarisation et gestion des fermes	Total
Crédits	\$ 27 930 600	\$ 5 541 600	\$ 33 587 800	\$ 16 241 400	\$ 83 301 400
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires 2		1 200 000	5 150 000		6 350 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	239 900	35 700	427 600	516 200	1 219 400
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	949 500	462 000	7 022 154	430 000	8 863 654
Du ministère des Terres et Forêts				2 002	2 002
Autres	(480 000)	(167 000)	630 000	17 000	
Crédits autorisés	28 640 000	7 072 300	46 817 554	17 206 602	99 736 456
Dépenses	26 974 304	6 386 875	46 362 902	16 295 270	96 019 351
Crédits non utilisés	\$ 1 665 696	\$ 685 425	\$ 454 652	\$ 911 332	\$ 3 717 105
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 2 812 102	\$ 929 417	\$ 4 057 635	\$ 13 263 610	\$ 21 062 764
2—Autres rémunérations	264 649	377 186	1 855 020	581 633	3 078 488
3—Communications	450 441	106 969	642 790	1 468 215	2 668 415
4—Services	5 829 588	61 341	7 225 082	327 080	13 443 091
5—Entretien	59 026	44 843	10 906 847	12 379	11 023 095
6—Loyers	112 911	12 420	855 142	154 932	1 135 405
7—Fournitures	5 373 375	141 132	134 724	157 427	5 806 658
11—Autres dépenses	134	217	1	710	1 062
	14 902 226	1 673 525	25 677 241	15 965 986	58 218 978
Capital					
4—Services	31 690			49 884	81 574
8—Équipement	76 778	46 836	80 403	109 370	313 387
9—Immobilisations	694 195				694 195
	802 663	46 836	80 403	159 254	1 089 156
Transfert					
10—Transfert	11 269 415	4 666 514	20 605 258	170 030	36 711 217
	\$ 26 974 304	\$ 6 386 875	\$ 46 362 902	\$ 16 295 270	\$ 96 019 351

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

RÉGIE DE L'ASSURANCE-RÉCOLTE DU QUÉBEC

Ce programme vise à compenser en partie les pertes de rendement dans les récoltes, causées par la mauvaise température

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 5 902 200
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance	80 000
du ministère des Finances	(20 649)
Au programme 1—Recherche et enseignement	
Crédits autorisés	5 961 551
Dépenses	4 028 323
Crédits non utilisés	<u>\$ 1 933 228</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 1 407 386
2—Autres rémunérations	227 196
3—Communications	302 593
4—Services	621 108
5—Entretien	6 318
6—Loyers	23 138
7—Fournitures	55 312
11—Autres dépenses	1 277
	<u>2 644 328</u>
Capital	
8—Équipement	<u>26 925</u>
Transfert	
10—Transfert	<u>1 357 070</u>
	<u>\$ 4 028 323</u>

AGRICULTURE

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

COMMERCIALISATION AGRICOLE		Ce programme vise à consolider le secteur secondaire agro-alimentaire et à assurer des prix équitables aux producteurs et des produits de qualité aux consommateurs			
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Développement de la transformation des produits agricoles	Études économiques agro-alimentaires	Rationalisation de la mise en marché agricole	Contrôle de la qualité des produits	Total
Crédits	\$ 8 555 700	\$ 918 900	\$ 1 280 400	\$ 6 976 200	\$ 17 731 200
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires 2	1 000 000				1 000 000
Mandats spéciaux			10 000 000		10 000 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	191 100	800		861 200	1 053 100
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	1 338 891	20 000			1 358 891
Du ministère des Affaires sociales				7 800	7 800
Autres	(1 765 000)**	(35 000)	1 860 000	(60 000)	
Crédits autorisés	9 320 691**	904 700	13 140 400	7 785 200	31 150 991**
*Dépenses	5 371 401**	691 613	12 416 924	7 196 526	25 676 464**
Crédits non utilisés	\$ 4 976 944	\$ 213 087	\$ 723 476	\$ 588 674	\$ 6 502 181
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (1 027 654)				\$ (1 027 654)

* Y compris, l'élément 1, une dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$1 027 654 pour la garantie payable par le gouvernement en vertu de la loi du ministère de l'Agriculture, S.R., c. 101 et modifications.

** Y compris, par un virement de la super-catégorie "Transfert", \$250 000 pour les prêts aux crédits autorisés ainsi qu'aux dépenses.

**DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES
ET CATÉGORIES**

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	Total
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 447 499	\$ 555 013	\$ 560 862	\$ 5 631 044	\$ 7 194 418
2—Autres rémunérations	8 903	26 205	31 257	179 521	245 886
3—Communications	38 441	30 782	58 579	900 199	1 028 001
4—Services	130 506	51 350	2 220	208 917	392 993
5—Entretien	6 090		182	7 690	13 962
6—Loyers		1 430	5	8 776	10 211
7—Fournitures		2 938	2 108	148 653	153 699
8—Équipement		175			175
11—Autres dépenses Statutaires			1	266	267
	<u>1 027 654</u>				<u>1 027 654</u>
	<u>1 659 093</u>	<u>667 893</u>	<u>655 214</u>	<u>7 085 066</u>	<u>10 067 266</u>
Capital					
2—Autres rémunérations	290 598				290 598
3—Communications	740				740
4—Services	1 336				1 336
6—Loyers	23 633				23 633
7—Fournitures	130 004				130 004
8—Équipement	17 960		64 712	111 460	194 132
9—Immobilisations	94 055				94 055
	<u>558 326</u>		<u>64 712</u>	<u>111 460</u>	<u>734 498</u>
Transfert					
10—Transfert	<u>2 903 982</u>	<u>23 720</u>	<u>11 696 998</u>		<u>14 624 700</u>
Prêts					
13—Prêts	<u>250 000</u>				<u>250 000</u>
	<u>\$ 5 371 401</u>	<u>\$ 691 613</u>	<u>\$ 12 416 924</u>	<u>\$ 7 196 526</u>	<u>\$ 25 676 464</u>

AGRICULTURE

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

Ce programme vise à surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits agricoles ainsi qu' à renforcer le pouvoir de marchandage des producteurs

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 1 007 200
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	51 500
Crédits autorisés	1 058 700
Dépenses	854 469
Crédits non utilisés	\$ 204 231

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 682 303
2—Autres rémunérations	51 955
3—Communications	64 815
4—Services	40 254
5—Entretien	568
6—Loyers	5 272
7—Fournitures	5 806
	850 973
Capital	
8—Équipement	3 496
	\$ 854 469

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

ASSURANCE-STABILISATION DES REVENUS AGRICOLES

Ce programme vise à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles qui opèrent selon les structures de production et de mise en marché prévues par un régime

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$ 9 279 000
Dépenses	<u>1 325 179</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 7 953 821</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	
Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 176 783
2—Autres rémunérations	58 516
3—Communications	9 141
4—Services	74 534
6—Loyers	153
7—Fournitures	<u>10 440</u>
	<u>329 567</u>
Capital	
8—Équipement	<u>1 574</u>
Transfert	
10—Transfert	<u>994 038</u>
	<u>\$ 1 325 179</u>

AGRICULTURE

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

GESTION INTERNE ET SOUTIEN		Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère		
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Direction	Soutien administratif et technique	Contribution aux taxes foncières municipales et scolaires sur les fermes	Total
Crédits	\$ 1 100 900	\$ 12 425 800	\$ 7 900 000	\$ 21 426 700
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	75 200	707 958		783 158
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		1 457 000		1 457 000
Aux ministères suivants				
Communications	(4 100)			(4 100)
Finances		(6 500)		(6 500)
Terres et Forêts	(19 300)			(19 300)
Du ministère du Conseil exécutif	3 000			3 000
Autres	(140 000)	140 000		
*Crédits autorisés	1 015 700	14 724 258	7 900 000	23 639 958
*Dépenses	944 001	14 217 916	7 790 736	22 952 653
Crédits non utilisés	\$ 71 699	\$ 506 342	\$ 109 264	\$ 687 305

* Y compris à l'élément 2, une prévision statutaire de \$50 000 alors que la dépense s'est établie à \$49 346 pour les subventions aux sociétés d'agriculture, S.R., c. 112 et modifications.

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Total
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 868 957	\$ 6 788 641		\$ 7 657 598
2—Autres rémunérations	33 466	1 156 092		1 189 558
3—Communications	41 569	1 396 927		1 438 496
4—Services	9	426 844		426 853
5—Entretien		103 019		103 019
6—Loyers		181 585		181 585
7—Fournitures		1 102 803		1 102 803
11—Autres dépenses		53 535		53 535
	<u>944 001</u>	<u>11 209 446</u>		<u>12 153 447</u>
Capital				
2—Autres rémunérations		12 345		12 345
3—Communications		2 483		2 483
4—Services		26 745		26 745
6—Loyers		19 931		19 931
7—Fournitures		72 600		72 600
8—Équipement		371 607		371 607
9—Immobilisations		18 424		18 424
		<u>524 135</u>		<u>524 135</u>
Transfert				
10—Transfert Statutaires		2 434 989	\$ 7 790 736	10 225 725
		49 346		49 346
		<u>2 484 335</u>	<u>7 790 736</u>	<u>10 275 071</u>
	<u>\$ 944 001</u>	<u>\$ 14 217 916</u>	<u>\$ 7 790 736</u>	<u>\$ 22 952 653</u>

AGRICULTURESOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 49 778 080			\$ 49 778 080
2—Autres rémunérations	5 616 154	\$ 327 294		5 943 448
3—Communications	6 064 394	3 223		6 067 617
4—Services	15 303 479	153 109		15 456 588
5—Entretien	11 494 528			11 494 528
6—Loyers	1 500 285	44 003		1 544 288
7—Fournitures	8 202 589	260 190		8 462 779
8—Équipement	175	1 267 631		1 267 806
9—Immobilisations		1 604 551		1 604 551
10—Transfert			\$ 95 910 747	95 910 747
11—Autres dépenses	1 084 128			1 084 128
	<u>\$ 99 043 812</u>	<u>\$ 3 660 001</u>	<u>\$ 95 910 747</u>	<u>\$ 198 614 560*</u>

*Excluant \$250 000 pour les prêts.

ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS

	1976-77	1975-76
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	\$ 502	\$ 372
Photocopie de documents	5 177	3 354
Projets de loi	27 679	19 063
Projets de loi privés	39 516	2 995
Journaux de la Chambre	40 617	24 473
Restaurant Le Parlementaire	418 126	352 696
Livres, journaux et souvenirs	6 911	5 520
Location d'espaces de stationnement — députés	9 245	6 400
	<u>547 773</u>	<u>414 873</u>
Contributions des membres de l'Assemblée nationale au régime de retraite	<u>234 192</u>	<u>360 920</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>2 949</u>	<u>15 095</u>
Contributions volontaires des membres de l'Assemblée nationale	<u>96 802</u>	<u>-----</u>
Revenus autonomes	<u>881 716</u>	<u>790 888</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programme à frais partagés		
Assurance-hospitalisation—contribution	166	
	<u>\$ 881 882</u>	<u>\$ 790 888</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Assemblée nationale			
1—Législation	\$ 7 983 500	\$ 8 009 675	\$ 7 096 929
2—Gestion interne et soutien	11 189 600	10 046 453	9 143 841
3—Protecteur du citoyen	651 500	611 118	525 898
4—Vérificateur général	2 773 700	2 760 106	2 165 031
Secteur: Direction du gouvernement			
5—Traitements et allocations de l'exécutif	671 900	713 758	657 665
	<u>\$ 23 270 200</u>	<u>\$ 22 141 110</u>	<u>\$ 19 589 364</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 15 297 700	\$ 13 868 777	
Crédits statutaires	<u>7 972 500</u>	<u>8 272 333</u>	
	23 270 200	22 141 110	
Crédits non utilisés			
Votés	(1 428 923)		
Dépassements aux crédits statutaires	<u>299 833</u>		
	<u>\$ 22 141 110</u>	<u>\$ 22 141 110</u>	

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

LÉGISLATION

Ce programme vise à assurer à l'Assemblée nationale les moyens nécessaires à l'exercice du pouvoir législatif

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Traitements et allocations des députés	Commissions parlemen- taires	Services de recherche	Total
Crédits et dépenses par éléments				
*Crédits autorisés	\$ 7 300 600	\$ 432 900	\$ 250 000	\$ 7 983 500
*Dépenses	7 558 575	205 657	245 443	8 009 675
Crédits non utilisés		\$ 227 243	\$ 4 557	\$ 231 800
Dépassements aux crédits statutaires	<u>\$ (257 975)</u>			<u>\$ (257 975)</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES
ET CATÉGORIES

Fonctionnement

1—Traitements Statutaires	\$ 5 429 603	\$ 187 098		\$ 187 098
2—Autres rémunérations Statutaires	923 465	8 108	\$ 180 901	5 429 603
3—Communications Statutaires	537 906	793	11 806	189 009
4—Services		178	50 802	923 465
5—Entretien		44		12 599
6—Loyers Statutaires	667 601	9 367	360	537 906
7—Fournitures		69	1 325	50 980
11—Autres dépenses			249	44
	<u>\$ 7 558 575</u>	<u>\$ 205 657</u>	<u>\$ 245 443</u>	<u>\$ 8 009 675</u>

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$7 300 600 alors que la dépense s'est établie à \$7 558 575 concernant la Loi de la Législation, S.R., c. 6 et modifications.

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

GESTION INTERNE ET SOUTIEN		Ce programme vise à fournir les ressources humaines et techniques nécessaires au fonctionnement de l'Assemblée nationale		
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Soutien administratif et technique	Journal des débats	Bibliothèque de la Législature	
Crédits	\$ 4 866 600	\$ 2 181 200	\$ 1 209 000	
Additions et modifications:				
Virements				
Des ministères suivants				
Conseil exécutif	2 200			
Finances	200			
Autres	125 000			
Crédits autorisés	4 994 000	2 181 200	1 209 000	
Dépenses	4 645 332	1 685 585	1 125 857	
Crédits non utilisés	\$ 348 668	\$ 495 615	\$ 83 143	
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 3 275 684	\$ 1 138 566	\$ 776 550	
2—Autres rémunérations	324 199	157 966	84 987	
3—Communications	615 024	258 751	8 841	
4—Services	103 585	7 869	89 736	
5—Entretien	5 870	6 976	973	
6—Loyers	73 868	25 405	35 118	
7—Fournitures	204 357	80 114	120 705	
11—Autres dépenses	8 076	1 028	345	
	4 610 663	1 676 675	1 117 255	
Capital				
8—Équipement	34 669	8 910	8 602	
	\$ 4 645 332	\$ 1 685 585	\$ 1 125 857	

Élément 4	Élément 5	Élément 6	
Bureau d'accueil et d'information	Service des édifices	Le Parle- mentaire, restaurant de l'Assemblée nationale	Total
\$ 409 400	\$ 1 957 400	\$ 563 600	\$ 11 187 200
			2 200 200
	(125 000)		
409 400	1 832 400	563 600	11 189 600
378 687	1 650 887	560 105	10 046 453
<u>\$ 30 713</u>	<u>\$ 181 513</u>	<u>\$ 3 495</u>	<u>\$ 1 143 147</u>
\$ 172 859	\$ 1 500 663	\$ 152 486	\$ 7 016 808
64 906	109 889	154 058	896 005
52 520	10 916	22	946 074
35 734	386	9 113	246 423
7 471	28	1 150	22 468
400		35	134 826
29 636	28 330	239 968	703 110
6 265	675	1	16 390
<u>369 791</u>	<u>1 650 887</u>	<u>556 833</u>	<u>9 982 104</u>
8 896		3 272	64 349
<u>\$ 378 687</u>	<u>\$ 1 650 887</u>	<u>\$ 560 105</u>	<u>\$ 10 046 453</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

PROTECTEUR DU CITOYEN

Ce programme vise à permettre au Protecteur du citoyen de se saisir de griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$ 651 500
Dépenses	611 118
Crédits non utilisés	<u>\$ 40 382</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 545 594
2—Autres rémunérations	7 182
3—Communications	33 218
4—Services	2 492
5—Entretien	742
6—Loyers	5 646
7—Fournitures	12 828
11—Autres dépenses	145
	<u>607 847</u>
Capital	
8—Équipement	<u>3 271</u>
	<u>\$ 611 118</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Ce programme vise à effectuer la vérification après paiement des opérations financières des ministères et de plusieurs entreprises gouvernementales et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 2 446 700
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	327 000
Crédits autorisés	2 773 700
Dépenses	2 760 106
Crédits non utilisés	\$ 13 594

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 2 583 438
2—Autres rémunérations	13 290
3—Communications	64 644
4—Services	71 909
5—Entretien	897
6—Loyers	6 493
7—Fournitures	15 306
11—Autres dépenses	2 295
	2 758 272
Capital	
8—Équipement	1 834
	\$ 2 760 106

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

TRAITEMENTS ET ALLOCATIONS DE L'EXÉCUTIF

Ce programme vise à assurer aux membres du Conseil exécutif le paiement de leurs traitements et allocations

Crédits et dépenses	Montant
* Crédits autorisés	\$ 671 900
* Dépenses	<u>713 758</u>
Dépassements aux crédits statutaires	<u>\$ (41 858)</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	
Fonctionnement	
1—Traitements	
Statutaires	<u>\$ 713 758</u>

* Prévision et dépense statutaires concernant la Loi de l'exécutif, S.R., c.9 et modifications.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 16 476 299			\$ 16 476 299
2—Autres rémunérations	2 028 951			2 028 951
3—Communications	1 594 441			1 594 441
4—Services	371 804			371 804
5—Entretien	24 151			24 151
6—Loyers	824 293			824 293
7—Fournitures	732 638			732 638
8—Équipement		\$ 69 454		69 454
11—Autres dépenses	19 079			19 079
	<u>\$ 22 071 656</u>	<u>\$ 69 454</u>	<u></u>	<u>\$ 22 141 110</u>

COMMUNICATIONS**REVENUS**

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Films de l'Office du film du Québec	\$ 19 516	
Exploitation d'un service téléphonique	56 135	\$ 44 150
Exploitation d'une entreprise de câblodistribution	346 723	160 066
Projection de films et annonces cinématographiques et théâtrales	170 097	177 222
Aménagement de ciné-parcs		119
Exploitation de ciné-parcs	991	2 446
	<u>593 462</u>	<u>384 003</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Avis de la Gazette officielle du Québec	369 814	897 405
Publications de l'Éditeur officiel du Québec	1 412 377	1 213 635
Production de l'Office de radio-télédiffusion du Québec	410 412	506 004
Machinerie et véhicules automobiles usagés	533	1 142
Location de machinerie et d'équipement	21	
Location d'espaces pour cabines téléphoniques	14 981	13 881
Téléphone	1 735 106	1 580 019
Traitement électronique des données	29 248	5 524
Location de services de personnel	31 483	
	<u>4 003 975</u>	<u>4 217 610</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>63 658</u>	<u>211 130</u>
	<u>4 067 633</u>	<u>4 428 740</u>
Revenus autonomes	<u><u>\$ 4 661 095</u></u>	<u><u>\$ 4 812 743</u></u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Services de soutien			
1—Réseaux et équipements gouvernementaux de communication	\$ 24 304 305	\$ 23 495 068	\$ 20 316 875
2—Communications gouvernementales et renseignements	5 207 364	4 683 043	4 473 486
3—Édition gouvernementale	10 263 909	9 843 056	9 042 794
4—Gestion interne et soutien	1 933 800	1 762 167	1 444 880
Secteur: Communications			
5—Développement des télécommunications	2 644 500	1 845 408	1 644 081
6—Régie des services publics	1 542 200	1 372 203	1 186 931
Secteur: Administration et services			
7—Office de radio-télédiffusion du Québec	17 582 200	17 560 026	15 671 920
Secteur: Arts			
8—Cinéma et audio-visuel	2 924 700	2 166 063	2 032 249
Secteur: Services de soutien			
9—Bureau central de l'informatique	1 358 003	1 283 718	1 323 916
	<u>\$ 67 760 981</u>	<u>\$ 64 010 752</u>	<u>\$ 57 137 132</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 67 703 576	\$ 64 010 752	
Crédits statutaires	57 405		
	67 760 981	64 010 752	
 Crédits non utilisés			
Votés	(3 692 824)		
Statutaires	(57 405)		
	<u>\$ 64 010 752</u>	<u>\$ 64 010 752</u>	

COMMUNICATIONS

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS GOUVERNEMENTAUX DE COMMUNICATION

Ce programme vise à planifier, coordonner et surveiller l'acquisition, l'implantation et l'utilisation des équipements de communication par le gouvernement ainsi que sous certains aspects par les organismes publics

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Service téléphonique	Communications informatiques	Radiocommunications	Études et expertises techniques	Total
Crédits	\$ 17 675 300	\$ 2 507 900	\$ 2 548 800	\$ 796 500	\$ 23 528 500
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires 2	290 000		330 000		620 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances			98 400		98 400
Du ministère de la Justice			57 405		57 405
Autres	(70 200)		60 000	10 200	
*Crédits autorisés	17 895 100	2 507 900	3 094 605	806 700	24 304 305
Dépenses	17 498 763	2 463 363	2 894 087	638 855	23 495 068
Crédits non utilisés	\$ 396 337	\$ 44 537	\$ 200 518	\$ 167 845	\$ 809 237

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 582 890	\$ 260 937	\$ 1 116 777	\$ 466 281	\$ 2 426 885
2—Autres rémunérations	53 624	17 796	71 803	18 598	161 821
3—Communications	16 814 568	2 178 731	652 246	6 676	19 652 221
4—Services	1 907	5 622	59 391	40 605	107 525
5—Entretien			644 694	3 807	648 501
6—Loyers			11 546	6 469	18 015
7—Fournitures	32 217	277	73 961	22 814	129 269
11—Autres dépenses	57		400	1 170	1 627
	17 485 263	2 463 363	2 630 818	566 420	23 145 864
Capital					
8—Équipement			229 655	62 235	291 890
Transfert					
10—Transfert	13 500		33 614	10 200	57 314
	\$ 17 498 763	\$ 2 463 363	\$ 2 894 087	\$ 638 855	\$ 23 495 068

* Y compris à l'élément 3, une prévision statutaire non dépensée de \$57 405 pour la Loi de la protection civile, S.R., c.53.

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

**COMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES
ET RENSEIGNEMENTS**

Ce programme vise à informer le public sur les objectifs, les activités et les services du gouvernement et à assister les ministères et organismes gouvernementaux dans la réalisation de leurs programmes d'information

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Services centraux	Services régionaux	Total
Crédits	\$ 2 597 000	\$ 2 102 300	\$ 4 699 300
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires 2	469 900		469 900
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	29 364		29 364
Au ministère des Affaires culturelles	(5 100)		(5 100)
Des ministères suivants			
Conseil exécutif	10 800		10 800
Conseil du trésor	3 100		3 100
Autres	(355 800)	355 800	
Crédits autorisés	2 749 264	2 458 100	5 207 364
Dépenses	2 461 528	2 221 515	4 683 043
Crédits non utilisés	\$ 287 736	\$ 236 585	\$ 524 321
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 867 493	\$ 1 532 204	\$ 2 399 697
2—Autres rémunérations	62 932	248 854	311 786
3—Communications	1 104 457	246 713	1 351 170
4—Services	110 295	90 694	200 989
5—Entretien	25 554	5 018	30 572
6—Loyers	29 651	26 759	56 410
7—Fournitures	184 861	36 032	220 893
11—Autres dépenses	469	1 091	1 560
	2 385 712	2 187 365	4 573 077
Capital			
8—Équipement	9 816	34 150	43 966
Transfert			
10—Transfert	66 000		66 000
	\$ 2 461 528	\$ 2 221 515	\$ 4 683 043

COMMUNICATIONS

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

ÉDITION GOUVERNEMENTALE

Ce programme vise à mettre à la disposition du public des publications et des documents audio-visuels et à assister les ministères et organismes gouvernementaux en matière d'édition

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
		Commercialisation d'imprimés et de documents audio-visuels	Documentation administrative	
Crédits et dépenses par éléments	Production d'imprimés			Total
Crédits	\$ 6 881 900	\$ 831 500	\$ 797 400	\$ 8 510 800
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires 2	1 430 000			1 430 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	212 554	37 083	69 372	319 009
Du ministère de l'Agriculture	4 100			4 100
Autres	(121 000)	89 000	32 000	
Crédits autorisés	8 407 554	957 583	898 772	10 263 909
Dépenses	8 106 729	884 953	851 374	9 843 056
Crédits non utilisés	\$ 300 825	\$ 72 630	\$ 47 398	\$ 420 853

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 3 341 254	\$ 584 222	\$ 653 565	\$ 4 579 041
2—Autres rémunérations	109 242	26 713	23 849	159 804
3—Communications	2 463 655	88 662	47 260	2 599 577
4—Services	327 527	43 060	55 118	425 705
5—Entretien	117 854	1 335	2 014	121 203
6—Loyers	398 359	5 533	981	404 873
7—Fournitures	1 318 809	104 978	63 586	1 487 373
11—Autres dépenses	1 400			1 400
	8 078 100	854 503	846 373	9 778 976
Capital				
8—Équipement	19 629	30 450	5 001	55 080
Transfert				
10—Transfert	9 000			9 000
	\$ 8 106 729	\$ 884 953	\$ 851 374	\$ 9 843 056

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Direction	Soutien admi- nistratif et technique	Total
Crédits	\$ 719 400	\$ 812 300	\$ 1 531 700
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	113 000	289 100	402 100
Crédits autorisés	832 400	1 101 400	1 933 800
Dépenses	767 165	995 002	1 762 167
Crédits non utilisés	\$ 65 235	\$ 106 398	\$ 171 633

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 578 194	\$ 865 992	\$ 1 444 186
2—Autres rémunérations	53 367	70 954	124 321
3—Communications	47 128	11 173	58 301
4—Services	60 957	4 610	65 567
5—Entretien	3 435	1 521	4 956
6—Loyers	1 671	5 902	7 573
7—Fournitures	16 236	23 983	40 219
11—Autres dépenses	84	2 163	2 247
	761 072	986 298	1 747 370
Capital			
8—Équipement	6 093	8 704	14 797
	\$ 767 165	\$ 995 002	\$ 1 762 167

COMMUNICATIONS

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

DÉVELOPPEMENT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Ce programme vise à favoriser, orienter, coordonner et surveiller le développement des réseaux et des moyens de communications au Québec

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Planification du développe- ment des réseaux	Planification du développe- ment des media	Total
Crédits	\$ 1 382 200	\$ 912 300	\$ 2 294 500
Additions et modifications:			
Virements			
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	350 000		350 000
Crédits autorisés	1 732 200	912 300	2 644 500
Dépenses	977 528	867 880	1 845 408
Crédits non utilisés	\$ 754 672	\$ 44 420	\$ 799 092
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 537 961	\$ 240 098	\$ 778 059
2—Autres rémunérations	55 599	45 856	101 455
3—Communications	64 387	37 160	101 547
4—Services	241 846	61 530	303 376
5—Entretien	274	129	403
6—Loyers	2 836	3 678	6 514
7—Fournitures	12 123	4 483	16 606
11—Autres dépenses	156		156
	915 182	392 934	1 308 116
Capital			
8—Équipement	38 872	25 396	64 268
Transfert			
10—Transfert	23 474	449 550	473 024
	\$ 977 528	\$ 867 880	\$ 1 845 408

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

RÉGIE DES SERVICES PUBLICS

Ce programme vise à assurer la surveillance et le contrôle nécessaire à la protection de l'intérêt public dans l'opération et le développement de certaines entreprises de services publics, particulièrement en télécommunication

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$1 542 200
Dépenses	<u>1 372 203</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 169 997</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$1 183 658
2—Autres rémunérations	24 098
3—Communications	62 966
4—Services	25 023
5—Entretien	745
6—Loyers	26 731
7—Fournitures	15 654
11—Autres dépenses	<u>140</u>
	<u>1 339 015</u>

Capital

8—Équipement	<u>33 188</u>
	<u><u>\$1 372 203</u></u>

COMMUNICATIONS

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

OFFICE DE RADIO-TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC		Ce programme vise à procurer aux organismes gouvernementaux un service de production de documents audio-visuels et à offrir au public un programme de promotion intellectuelle au moyen d'émissions radiotélédiffusées		
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Télédiffusion	Exploitation	Gestion interne et soutien	Total
Crédits	\$ 7 654 900	\$ 4 516 900	\$ 3 645 800	\$15 817 600
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	362 200	1 235 400	167 000	1 764 600
Autres	75 000		(75 000)	
Crédits autorisés	8 092 100	5 752 300	3 737 800	17 582 200
Dépenses	8 090 336	5 733 855	3 735 835	17 560 026
Crédits non utilisés	\$ 1 764	\$ 18 445	\$ 1 965	\$ 22 174
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 3 024 555	\$ 4 257 394	\$ 1 593 008	\$ 8 874 957
2—Autres rémunérations	1 322 746	257 580	103 235	1 683 561
3—Communications	625 710	48 675	181 660	856 045
4—Services	2 710 155	98 355	537 469	3 345 979
5—Entretien	180	33 373	162 759	196 312
6—Loyers	151 467	327 399	888 255	1 367 121
7—Fournitures	252 460	530 782	224 810	1 008 052
11—Autres dépenses	3 063	1 274	1 119	5 456
	8 090 336	5 554 832	3 692 315	17 337 483
Capital				
8—Équipement		179 023	43 520	222 543
	\$ 8 090 336	\$ 5 733 855	\$ 3 735 835	\$ 17 560 026

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

CINÉMA ET AUDIO-VISUEL		Ce programme vise à contribuer au développement du cinéma québécois		
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Production	Distribution	Information	Total
Crédits	\$1 319 200	\$1 120 700	\$ 392 500	\$ 2 832 400
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	33 300	73 100		106 400
Au ministère des Affaires culturelles	(14 100)			(14 100)
Crédits autorisés	1 338 400	1 193 800	392 500	2 924 700
Dépenses	1 005 562	820 671	339 830	2 166 063
Crédits non utilisés	\$ 332 838	\$ 373 129	\$ 52 670	\$ 758 637
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 760 583	\$ 457 054	\$ 298 005	\$ 1 515 642
2—Autres rémunérations	28 182	8 047	5 471	41 700
3—Communications	60 503	123 086	18 116	201 705
4—Services	84 851	181 575	5 822	272 248
5—Entretien	241		45	286
6—Loyers	12 411	3 105	1 680	17 196
7—Fournitures	32 445	21 292	9 946	63 683
8—Équipement			745	745
11—Autres dépenses	70			70
	979 286	794 159	339 830	2 113 275
Capital				
8—Équipement	26 276	4 512		30 788
Transfert				
10—Transfert		22 000		22 000
	\$ 1 005 562	\$ 820 671	\$ 339 830	\$ 2 166 063

COMMUNICATIONS

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE**Ce programme vise à fournir des services d'informatique aux ministères**

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Développement	Exploitation	Total
Additions et modifications:			
Virements			
Du ministère des Finances	\$ 290 426	\$ 1 067 577	\$ 1 358 003
Crédits autorisés	290 426	1 067 577	1 358 003
Dépenses	288 715	995 003	1 283 718
Crédits non utilisés	\$ 1 711	\$ 72 574	\$ 74 285

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 283 867	\$ 418 079	\$ 701 946
2—Autres rémunérations	4 100	14 820	18 920
3—Communications	194	7 625	7 819
4—Services		7 240	7 240
5—Entretien		3 948	3 948
6—Loyers	554	491 109	491 663
7—Fournitures		52 182	52 182
	<u>\$ 288 715</u>	<u>\$ 995 003</u>	<u>\$ 1 283 718</u>

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 23 904 071			\$ 23 904 071
2—Autres rémunérations	2 627 466			2 627 466
3—Communications	24 891 351			24 891 351
4—Services	4 753 652			4 753 652
5—Entretien	1 006 926			1 006 926
6—Loyers	2 396 096			2 396 096
7—Fournitures	3 033 931			3 033 931
8—Équipement	745	\$ 756 520		757 265
10—Transfert			\$ 627 338	627 338
11—Autres dépenses	12 656			12 656
	<u>\$ 62 626 894</u>	<u>\$ 756 520</u>	<u>\$ 627 338</u>	<u>\$ 64 010 752</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

REVENUS

	1976-77	1975-76
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	\$ 1 507	\$ 1 082
Location de terrains	5 855	12 679
Location d'espaces de stationnement	3 210	3 177
Location de services de personnel	56 724	
	<u>67 296</u>	<u>16 938</u>
Intérêts		
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	4 135 591	3 321 328
Prêts à des sociétés d'État	81 707	87 621
Prêts à des coopératives	55 710	85 830
	<u>4 273 008</u>	<u>3 494 779</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts	<u>64 600</u>	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>80 217</u>	<u>72 932</u>
Revenus autonomes	<u>4 485 121</u>	<u>3 584 649</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Aménagement rural et développement agricole	1 726 697	4 354 646
Développement de l'Est du Québec	5 566 691	13 144 589
Zones spéciales	2 985 471	6 078 133
Aide à la consultation		98 280
Ententes auxiliaires		
Axes routiers prioritaires	8 106 072	14 148 129
Financement du plan d'expansion de Sidbec	5 000 000	10 488 836
Infrastructures industrielles	6 130 138	6 845 275
Parc industriel et commercial aéroportuaire		
de Mirabel (PICA)	1 462 748	
Usine de pâte Kraft à St-Félicien	8 000 000	
Études industrielles	73 251	350 000
Accès aux ressources forestières	3 253 463	3 060 107
Développement minéral	1 565 129	1 532 843
Développement de l'agriculture	8 664 923	3 506 436
	<u>52 534 583</u>	<u>63 607 274</u>
	<u>\$ 57 019 704</u>	<u>\$ 67 191 923</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Direction du gouvernement			
1—Bureau du lieutenant-gouverneur	\$ 337 200	\$ 299 853	\$ 273 157
2—Administration des élections	20 146 500	16 525 314	9 254 118
3—Organismes-conseils auprès du Premier ministre et du Conseil exécutif	6 195 902	5 753 167	8 120 814
Secteur: Statistiques, planification et coordination			
4—Coordination du développement économique et régional et interventions de développement régional	29 421 940 (1)	23 293 799 (1)	19 190 116
5—Planification économique et régionale, consultation et administration de l'O.P.D.Q.	7 316 200	6 774 292	6 367 663
6—Consultation des agents socio-économiques	294 000	217 297	211 931
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
7—Organisation et réglementation des professions	947 027	947 027	815 776
8—Promotion du droit et du statut de la femme	548 600	478 160	448 464
Secteur: Lettres et biens culturels			
9—Régie de la langue française	5 841 646	5 059 379	3 065 535
	<u>\$ 71 049 015 (1)</u>	<u>\$ 59 348 288 (1)</u>	<u>\$ 47 747 574</u>
Crédits votés	\$ 50 902 515	\$ 42 822 974	
Crédits statutaires	<u>20 146 500</u>	<u>16 525 314</u>	
	71 049 015	59 348 288	
Crédits non utilisés			
Votés	(8 079 541)(2)		
Statutaires	(3 710 121)		
Dépassements aux crédits statutaires	<u>88 935</u>		
	<u>\$ 59 348 288</u>	<u>\$ 59 348 288</u>	

(1) Y compris pour les prêts, \$12 773 100 aux crédits autorisés et \$11 951 129 aux dépenses.

(2) Y compris \$ 821 971 pour les prêts.

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$ 337 200
Dépenses	<u>299 853</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 37 347</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 236 056
2—Autres rémunérations	7 367
3—Communications	448
4—Services	50 126
5—Entretien	15
6—Loyers	832
7—Fournitures	4 926
11—Autres dépenses	<u>83</u>
	<u><u>\$ 299 853</u></u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

ADMINISTRATION DES ÉLECTIONS

Ce programme vise à l'application de la Loi électorale et de la Loi de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux

	Élément 1	Élément 2	
	Loi électorale	Réforme des districts électoraux	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 5 998 600	\$ 147 900	\$ 6 146 500
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires 2	14 000 000		14 000 000
*Crédits autorisés	19 998 600	147 900	20 146 500
*Dépenses	16 288 479	236 835	16 525 314
Crédits non utilisés	\$ 3 710 121		\$ 3 710 121
Dépassements aux crédits statutaires		\$ (88 935)	\$ (88 935)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements			
Statutaires	\$ 425 697	\$ 6 600	\$ 432 297
2—Autres rémunérations			
Statutaires	288 753	212 894	501 647
3—Communications			
Statutaires	985 942	764	986 706
4—Services			
Statutaires	17 195	40	17 235
5—Entretien			
Statutaires	8 002		8 002
6—Loyers			
Statutaires	19 147		19 147
7—Fournitures			
Statutaires	593 560	12 529	606 089
11—Autres dépenses			
Statutaires	13 481 406	60	13 481 466
	15 819 702	232 887	16 052 589
Capital			
8—Équipement			
Statutaires	6 686	3 948	10 634
Transfert			
10—Transfert			
Statutaires	462 091		462 091
	\$ 16 288 479	\$ 236 835	\$ 16 525 314

* À l'élément 1, une prévision et dépense statutaires concernant la Loi électorale, S.R., c.7 et modifications; à l'élément 2, une prévision et dépense statutaires concernant la Loi de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux, 1971, c.7.

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

ORGANISMES-CONSEILS AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

Ce programme vise à fournir au Premier Ministre et au Conseil exécutif les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Cabinet du Premier Ministre et administration	Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	Gestion interne et soutien administratif	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	\$ 2 564 200	\$ 1 721 300	\$ 1 043 100	\$ 5 328 600
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires 2	530 000			530 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	187 500	111 250	87 500	386 250
Aux ministères suivants				
Affaires intergouvernementales	(4 900)		(5 250)	(10 150)
Affaires sociales			(4 244)	(4 244)
Agriculture		(3 000)		(3 000)
Assemblée nationale	(2 200)			(2 200)
Communications		(10 800)		(10 800)
Industrie et Commerce	(12 669)			(12 669)
Tourisme, Chasse et Pêche	(5 885)			(5 885)
Autres	175 000	(175 000)		
Crédits autorisés	3 431 046	1 643 750	1 121 106	6 195 902
Dépenses	3 209 189	1 502 546	1 041 432	5 753 167
Crédits non utilisés	\$ 221 857	\$ 141 204	\$ 79 674	\$ 442 735
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 123 907	\$ 1 298 048	\$ 680 742	\$ 3 102 697
2—Autres rémunérations	130 992	45 765	85 951	262 708
3—Communications	116 517	43 456	7 721	167 694
4—Services	209 613	115 277	33 525	358 415
5—Entretien			3 318	3 318
6—Loyers	1 680		110 066	111 746
7—Fournitures			78 979	78 979
11—Autres dépenses	126		80	206
	1 582 835	1 502 546	1 000 382	4 085 763
Capital				
8—Équipement			41 050	41 050
Transfert				
10—Transfert	1 626 354			1 626 354
	\$ 3 209 189	\$ 1 502 546	\$ 1 041 432	\$ 5 753 167

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

COORDINATION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL ET INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL		Ce programme vise à favoriser la concertation interministérielle et de divers agents économiques en vue de réaliser des interventions prioritaires de développement régional		
		Élément 1	Élément 2	Élément 3
Crédits et dépenses par éléments		Entente "Arda"	Entente "Zones spéciales"	Entente "Est du Québec"
Crédits		\$ 200 000	\$ 17 976 000	\$ 100 000
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires 2				
Virements				
Aux ministères suivants				
Affaires culturelles				
Agriculture				
Communications				
Éducation				
Industrie et Commerce				
Richesses naturelles				
Terres et Forêts				
Tourisme, Chasse et Pêche				
Transports				
Travail et Main-d'oeuvre				
Des ministères suivants				
Affaires municipales				
Affaires sociales				
Autres		575 000		(83 350)
Cédits autorisés		775 000	17 976 000*	16 650
Dépenses		773 548	17 153 959*	15 928
Crédits non utilisés		\$ 1 452	\$ 822 041*	\$ 722
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
2—Autres rémunérations				\$ 10 455
3—Communications				5 473
4—Services				
11—Autres dépenses				15 928
Transfert				
10—Transfert		\$ 773 548	\$ 5 202 830	
Prêts				
13—Prêts			11 951 129	
		\$ 773 548	\$ 17 153 959	\$ 15 928

* Y compris pour les prêts \$ 12 773 100 aux crédits autorisés, \$ 11 951 129 aux dépenses et \$ 821 971 aux crédits non utilisés.

Élément 4	Élément 5	Élément 6	
Entente "Cadre"	Fonds de développe- ment régional	Provision pour augmen- ter tout crédit pour la réalisa- tion par les ministères de projets de développe- ment et d'aménage- ment régional	Total
\$ 5 000 000	\$ 40 054 600	\$ 25 909 500	\$ 89 240 100
7 260 000			7 260 000
		(2 043 300)	(2 043 300)
		(13 379 545)	(13 379 545)
		(350 000)	(350 000)
		(499 850)	(499 850)
		(8 075 000)	(8 075 000)
		(6 593 982)	(6 593 982)
		(3 435 000)	(3 435 000)
		(6 211 433)	(6 211 433)
		(27 204 600)	(27 204 600)
		(12 300)	(12 300)
		276 850	276 850
		450 000	450 000
(7 260 000)	(35 402 127)	42 170 477	
5 000 000	4 652 473	1 001 817	29 421 940*
5 000 000	350 364		23 293 799*
	\$ 4 302 109	\$ 1 001 817	\$ 6 128 141*
	\$ 12 849		\$ 12 849
	6 148		6 148
	181 367		191 822
	200 364		5 473
	150 000		216 292
\$ 5 000 000			11 126 378
			11 951 129
\$ 5 000 000	\$ 350 364		\$ 23 293 799

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

**PLANIFICATION ÉCONOMIQUE ET RÉGIONALE,
CONSULTATION ET ADMINISTRATION
DE L'O.P.D.Q.**

Ce programme vise à élaborer des dossiers de planification en matière économique et régionale. Il vise également à coordonner et diriger les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes de l'O.P.D.Q. tout en y associant les organismes consultatifs

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Travaux de planification	Aide à la consultation	Direction et soutien administratif	Total
Crédits	\$ 1 500 000	\$ 1 500 400	\$ 4 404 400	\$ 7 404 800
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances			15 000	15 000
Aux ministères suivants				
Éducation			(100 400)	(100 400)
Industrie et Commerce			(3 200)	(3 200)
Autres	(5 000)	5 000		
Crédits autorisés	1 495 000	1 505 400	4 315 800	7 316 200
Dépenses	1 220 643	1 430 197	4 123 452	6 774 292
Crédits non utilisés	\$ 274 357	\$ 75 203	\$ 192 348	\$ 541 908
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements			\$ 3 389 650	\$ 3 389 650
2—Autres rémunérations	\$ 544 271		309 171	853 442
3—Communications	28 584		191 950	220 534
4—Services	592 498		69 754	662 252
5—Entretien			7 836	7 836
6—Loyers	7 730		76 851	84 581
7—Fournitures	44 560		68 982	113 542
11—Autres dépenses			230	230
	1 217 643		4 114 424	5 332 067
Capital				
8—Équipement			9 028	9 028
Transfert				
10—Transfert	3 000	\$ 1 430 197		1 433 197
	\$ 1 220 643	\$ 1 430 197	\$ 4 123 452	\$ 6 774 292

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

CONSULTATION DES AGENTS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Ce programme vise à fournir à l'O.P.D.Q. des avis en matière de développement socio-économique et régional

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$ 294 000
Dépenses	<u>217 297</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 76 703</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 98 374
2—Autres rémunérations	8 598
3—Communications	2 427
4—Services	100 133
6—Loyers	6 211
7—Fournitures	1 554
	<u><u>\$ 217 297</u></u>

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

**ORGANISATION ET RÉGLEMENTATION
DES PROFESSIONS**

Ce programme vise à permettre à l'Office des professions du Québec de veiller à ce que chaque corporation professionnelle assure la protection du public

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 1 696 200
Additions et modifications:	
Virements	
Au ministère de l'Éducation	(749 173)
Crédits autorisés	\$ 947 027
Dépenses	\$ 947 027

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 472 715
2—Autres rémunérations	28 396
3—Communications	56 885
4—Services	177 813
5—Entretien	963
6—Loyers	18 748
7—Fournitures	14 592
	<u>770 112</u>
Capital	
8—Équipement	<u>2 015</u>
Transfert	
10—Transfert	<u>174 900</u>
	<u>\$ 947 027</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

PROMOTION DU DROIT ET DU STATUT DE LA FEMME

Ce programme vise à permettre au Conseil du statut de la femme de travailler à la promotion de l'égalité et du respect du droit et du statut de la femme

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$ 548 600
Dépenses	<u>478 160</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 70 440</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 300 836
2—Autres rémunérations	70 048
3—Communications	28 108
4—Services	63 887
6—Loyers	7 720
7—Fournitures	6 643
8—Équipement	<u>918</u>
	<u><u>\$ 478 160</u></u>

CONSEIL EXÉCUTIF**DÉTAIL DU PROGRAMME 9****RÉGIE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

Ce programme vise à assurer le respect et la diffusion du français dans tous les secteurs d'activités, en particulier dans les organisations de travail, tout en développant un usage correct de la langue française

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 5 807 300
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	48 532
Aux ministères suivants	
Affaires intergouvernementales	(12 186)
Travail et Main-d'oeuvre	(2 000)
Crédits autorisés	5 841 646
Dépenses	5 059 379
Crédits non utilisés	\$ 782 267

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 3 523 641
2—Autres rémunérations	295 874
3—Communications	257 938
4—Services	690 840
5—Entretien	3 402
6—Loyers	58 029
7—Fournitures	102 816
11—Autres dépenses	475
	4 933 015
Capital	
8—Équipement	51 113
Transfert	
10—Transfert	75 251
	\$ 5 059 379

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 11 556 266			\$ 11 556 266
2—Autres rémunérations	2 040 929			2 040 929
3—Communications	1 726 888			1 726 888
4—Services	2 312 523			2 312 523
5—Entretien	23 536			23 536
6—Loyers	307 014			307 014
7—Fournitures	929 141			929 141
8—Équipement	918	\$ 113 840		114 758
10—Transfert			\$ 14 898 171	14 898 171
11—Autres dépenses	13 487 933			13 487 933
	<u>\$ 32 385 148</u>	<u>\$ 113 840</u>	<u>\$ 14 898 171</u>	<u>\$ 47 397 159*</u>

*Excluant \$ 11 951 129 pour les prêts.

CONSEIL DU TRÉSOR

REVENUS

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de services de personnel	\$ 2 167	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures		\$ 163
Revenus autonomes	<u>\$ 2 167</u>	<u>\$ 163</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Administration financière			
1—Gestion budgétaire et politique administrative	<u>\$ 2 725 300</u>	<u>\$ 2 443 303</u>	<u>\$ 1 772 358</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 2 725 300	\$ 2 443 303	
Crédits non utilisés			
Votés	<u>(281 997)</u>	<u></u>	
	<u>\$ 2 443 303</u>	<u>\$ 2 443 303</u>	

CONSEIL DU TRÉSOR

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

GESTION BUDGÉTAIRE ET POLITIQUE ADMINISTRATIVE

Ce programme vise à déterminer l'allocation des ressources conformément aux priorités du gouvernement et à veiller à ce que les ministères et les organismes qui en dépendent utilisent efficacement ces ressources humaines, matérielles et financières dans l'exécution de leurs programmes

	Élément 1	Élément 2
	Programmation et contrôle budgétaire	Politique administrative
Crédits et dépenses par éléments		
Crédits	\$ 1 235 500	\$ 517 700
Additions et modifications:		
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	33 900	9 800
Aux ministères suivants		
Communications		
Fonction publique		
Autres	(20 000)	
Crédits autorisés	1 249 400	527 500
Dépenses	1 140 549	496 488
Crédits non utilisés	\$ 108 851	\$ 31 012

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement		
1—Traitements	\$ 1 111 878	\$ 485 162
2—Autres rémunérations	14 735	2 950
3—Communications	9 314	2 622
4—Services	404	1 753
5—Entretien		90
6—Loyers		
7—Fournitures	3 515	3 584
8—Équipement	523	67
11—Autres dépenses	180	260
	<u>\$ 1 140 549</u>	<u>\$ 496 488</u>

Élément 3	Élément 4	Élément 5	
Soutien administratif et technique	Formation de cadres	Provision pour augmenter tout crédit pour la réalisation par les ministères, de projets ou d'expériences pilotes destinés à améliorer la gestion administrative	Total
\$ 406 100	\$ 390 000	\$ 107 000	\$ 2 656 300
2 700	28 100		74 500
(3 100)			(3 100)
(8 000)	28 000	(2 400)	(2 400)
397 700	446 100	104 600	2 725 300
367 653	438 613		2 443 303
<u>\$ 30 047</u>	<u>\$ 7 487</u>	<u>\$ 104 600</u>	<u>\$ 281 997</u>
\$ 295 121	\$ 380 996		\$ 2 273 157
5 267			22 952
5 849	40 863		58 648
23 380	13 535		39 072
298			388
28 206	1 985		30 191
9 020	1 081		17 200
512	95		1 197
	58		498
<u>\$ 367 653</u>	<u>\$ 438 613</u>		<u>\$ 2 443 303</u>

CONSEIL DU TRÉSORSOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 2 273 157			\$ 2 273 157
2—Autres rémunérations	22 952			22 952
3—Communications	58 648			58 648
4—Services	39 072			39 072
5—Entretien	388			388
6—Loyers	30 191			30 191
7—Fournitures	17 200			17 200
8—Équipement	1 197			1 197
11—Autres dépenses	498			498
	<u>\$ 2 443 303</u>			<u>\$ 2 443 303</u>

CONSUMMATEURS, COOPÉRATIVES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES

REVENUS

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Compagnies d'assurance et agents d'assurance	\$ 274 942	\$ 248 129
Constitution de compagnies de fidéicommiss	600	
Compagnies de fidéicommiss	10 915	10 265
Compagnies étrangères à fonds social	9 387	24 867
Constitution d'autres compagnies	1 591 954	1 505 811
Société de prêts et placements	30	185
Courtage mobilier	319 539	329 910
Courtage immobilier	285 347	277 512
Prospectus	1 417 135	1 172 818
Mainmorte	2 050	1 900
Vendeurs d'automobiles usagées	242 590	265 690
Vendeurs itinérants	114 010	123 230
Agents de réclamation	48 895	45 097
	<u>4 317 394</u>	<u>4 005 414</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	42 416	34 412
Matériel et fournitures	12	
Copies de documents	18 848	15 927
Location d'espaces de stationnement	180	90
Assurance-dépôts	21 199	14 127
Contrôle et surveillance des compagnies de fiducie et de finance	180 482	151 767
Contrôle et surveillance des compagnies d'assurance	930 873	930 514
Location de services de personnel	29 622	
	<u>1 223 632</u>	<u>1 146 837</u>
Amendes et confiscations		
Infractions à diverses lois	<u>1 812</u>	<u>2 267</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>4 897</u>	<u>5 871</u>
	<u>1 230 341</u>	<u>1 154 975</u>
Revenus autonomes	<u><u>\$ 5 547 735</u></u>	<u><u>\$ 5 160 389</u></u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
1—Protection du public	\$ 2 664 300	\$ 2 152 357	\$ 1 520 542
2—Contrôle et surveillance du développement des entreprises	2 413 900	2 157 380	1 980 800
Secteur: Marché financier			
3—Contrôle, surveillance et développement des institutions financières	3 666 900	3 148 624	3 106 525
4—Gestion interne et soutien	4 299 900	3 996 091	3 579 310
	<u>\$ 13 045 000</u>	<u>\$ 11 454 452</u>	<u>\$ 10 187 177</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 12 940 000	\$ 11 341 299	
Crédits statutaires	<u>105 000</u>	<u>113 153</u>	
	13 045 000	11 454 452	
Crédits non utilisés			
Votés	(1 598 701)		
Dépassements aux crédits statutaires	<u>8 153</u>		
	<u>\$ 11 454 452</u>	<u>\$ 11 454 452</u>	

CONSUMMATEURS, COOPÉRATIVES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

PROTECTION DU PUBLIC

Ce programme vise à assurer la protection du public en exerçant un contrôle et une surveillance de certaines activités commerciales et immobilières

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Protection du consommateur	Contrôle et surveillance du courtage immobilier	Total
Crédits autorisés	\$ 2 293 400	\$ 370 900	\$ 2 664 300
Dépenses	1 790 033	362 324	2 152 357
Crédits non utilisés	<u>\$ 503 367</u>	<u>\$ 8 576</u>	<u>\$ 511 943</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 091 092	\$ 318 889	\$ 1 409 981
2—Autres rémunérations	96 279	19 152	115 431
3—Communications	401 350	8 060	409 410
4—Services	76 705	8 781	85 486
5—Entretien	298	277	575
6—Loyers	341		341
7—Fournitures	28 134	4 705	32 839
	<u>1 694 199</u>	<u>359 864</u>	<u>2 054 063</u>
Capital			
8—Équipement	14 834	2 460	17 294
Transfert			
10—Transfert	81 000		81 000
	<u>\$ 1 790 033</u>	<u>\$ 362 324</u>	<u>\$ 2 152 357</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

**CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DU DÉVELOPPEMENT
DES ENTREPRISES**

Ce programme vise à assurer un contrôle sur la création et la modification des entreprises opérant au Québec et à maintenir un contrôle et une surveillance du développement des associations coopératives

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Fichier central des entreprises	Création et modification de personnes morales	Contrôle, surveillance et développement des associations coopératives	Total
Crédits	\$ 686 500	\$ 1 264 600	\$ 462 800	\$ 2 413 900
Additions et modifications:				
Virements				
Autres	(30 000)		30 000	
Crédits autorisés	656 500	1 264 600	492 800	2 413 900
Dépenses	580 819	1 151 237	425 324	2 157 380
Crédits non utilisés	\$ 75 681	\$ 113 363	\$ 67 476	\$ 256 520
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 521 286	\$ 970 938	\$ 301 629	\$ 1 793 853
2—Autres rémunérations	36 695	96 676		133 371
3—Communications	814	7 297	32 020	40 131
4—Services	923	19 848	916	21 687
5—Entretien	437	3 175		3 612
6—Loyers	15 284	8 881		24 165
7—Fournitures	5 155	43 660	1 470	50 285
8—Équipement	225	762	90	1 077
	580 819	1 151 237	336 125	2 068 181
Transfert				
10—Transfert			89 199	89 199
	\$ 580 819	\$ 1 151 237	\$ 425 324	\$ 2 157 380

**CONSUMMATEURS, COOPÉRATIVES
ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES**
DÉTAIL DU PROGRAMME 3
**CONTRÔLE, SURVEILLANCE ET DÉVELOPPEMENT
DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES**

Ce programme vise à permettre le maintien et le développement d'un réseau financier répondant aux besoins de l'économie par un contrôle constant des opérations des institutions financières

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Contrôle et surveillance des caisses d'épargne et de crédit	Contrôle et surveillance des compagnies de fiducie et de finance
Crédits	\$ 494 200	\$ 200 600
Additions et modifications:		
Virements		
Autres	(7 000)	(5 000)
Crédits autorisés	487 200	195 600
Dépenses	347 587	149 807
Crédits non utilisés	\$ 139 613	\$ 45 793

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	\$ 279 656	\$ 140 264
1—Traitements	8 106	1 277
2—Autres rémunérations	7 584	7 545
3—Communications	890	221
4—Services		122
5—Entretien		
6—Loyers	404	283
7—Fournitures	947	95
8—Équipement		
	297 587	149 807
Capital		
8—Équipement		
Transfert		
10—Transfert	50 000	
	\$ 347 587	\$ 149 807

Élément 3	Élément 4	Élément 5	
Contrôle et surveillance des compagnies d'assurance	Contrôle, surveillance et développement du commerce valeurs mobilières	Gestion du régime de l'assurance-dépôts	Total
\$ 1 249 500	\$ 1 448 900	\$ 273 700	\$ 3 666 900
6 000	10 000	(4 000)	
1 255 500	1 458 900	269 700	3 666 900
1 172 473	1 247 908	230 849	3 148 624
\$ 83 027	\$ 210 992	\$ 38 851	\$ 518 276
\$ 943 177	\$ 964 954	\$ 214 229	\$ 2 542 280
76 641	56 986		143 010
68 048	37 462	8 135	128 774
59 072	151 271	5 669	217 123
886	160		1 168
200	21 997	1 980	22 197
14 240	13 576	836	30 483
1 162 264	1 246 406	230 849	3 086 913
3 891	1 502		5 393
6 318			56 318
\$ 1 172 473	\$ 1 247 908	\$ 230 849	\$ 3 148 624

CONSUMMATEURS, COOPÉRATIVES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

GESTION INTERNE ET SOUTIEN		Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières, et à fournir les services d'inspection et d'enquête nécessaires au bon fonctionnement des autres programmes du ministère		
		Élément 1	Élément 2	Élément 3
Crédits et dépenses par éléments		Direction et soutien administratif	Soutien technique	Inspections et enquêtes
Crédits		\$ 2 156 100	\$ 538 600	\$ 1 533 200
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		72 000		72 000
Autres		15 000	(15 000)	
*Crédits autorisés		2 243 100	523 600	1 533 200
*Dépenses		2 149 867	382 610	1 463 614
Crédits non utilisés		\$ 101 386	\$ 140 990	\$ 69 586
Dépassements aux crédits statutaires		\$ (8 153)		\$ (8 153)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements		\$ 1 538 823	\$ 340 582	\$ 1 349 877
Statutaires		113 153		113 153
2—Autres rémunérations		53 238	6 300	69 878
3—Communications		59 543	4 189	94 991
4—Services		122 557	30 247	2 618
5—Entretien		4 268	19	342
6—Loyers		130 657		210
7—Fournitures		98 784	1 241	4 023
8—Équipement			32	
11—Autres dépenses		9 866		
		2 130 889	382 610	1 462 401
Capital				
8—Équipement		18 978		1 213
		2 149 867	382 610	1 463 614

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$105 000 alors que la dépense s'est établie à \$113 153 pour les pensions, S. R., c. 274 et modifications.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1— Traitements	\$ 9 088 549			\$ 9 088 549
2— Autres rémunérations	461 690			461 690
3— Communications	737 038			737 038
4— Services	479 718			479 718
5— Entretien	9 984			9 984
6— Loyers	177 570			177 570
7— Fournitures	217 655			217 655
8— Équipement	2 987	\$ 42 878		45 865
10— Transfert			\$ 226 517	226 517
11— Autres dépenses	9 866			9 866
	<u>\$ 11 185 057</u>	<u>\$ 42 878</u>	<u>\$ 226 517</u>	<u>\$ 11 454 452</u>

ÉDUCATION

REVENUS

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	\$ 29 873	\$ 32 964
Matériel et fournitures	2 149	
Audio-visuel	62 613	
Véhicules usagés	282	
Location de terrains et bâtisses	316 314	
Location d'ordinateur	521 841	378 940
Location d'espaces de stationnement	380	
Cours	213 951	224 485
Cours par correspondance	430 311	327 241
Aide financière aux étudiants	1 043 865	747 641
Location de services de personnel	9 741	32 066
	<u>2 631 320</u>	<u>1 743 337</u>
Intérêts		
Bourses d'études	570 045	604 689
Divers	2	3
	<u>570 047</u>	<u>604 692</u>
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	236 927	53 000
Dépenses sous forme d'indemnités	75 656	
Bourses d'études	569 158	452 681
Autres dépenses	217 122	6 421 826*
	<u>1 098 863</u>	<u>6 927 507</u>
Revenus autonomes	<u>4 300 230</u>	<u>9 275 536</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Bilinguisme en éducation	3 050 639	2 171 143
Voyages des jeunes		27 775
Formation dans les pénitenciers fédéraux	245 899	
École de médecine vétérinaire de St-Hyacinthe, Université de Montréal		241 459
	<u>3 296 538</u>	<u>2 440 377</u>
	<u>\$ 7 596 768</u>	<u>\$ 11 715 913</u>

* Y compris \$ 6 306 666 provenant du Fonds et dépôts en fidéicommis dans le cadre du Fonds spécial des commissions scolaires.

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Administration et services			
1—Administration et conception	\$ 9 177 637	\$ 8 204 822	\$ 7 209 467
2—Soutien technique	35 230 283	32 802 470	29 145 318
3—Moyens d'enseignement	7 425 300	6 545 274	6 275 554
4—Conseil supérieur de l'éducation	1 115 300	1 007 257	810 700
Secteur: Enseignement élémentaire et secondaire			
5—Enseignement élémentaire public	800 293 700	762 070 744	598 653 105
6—Enseignement secondaire public	1 142 393 200	1 083 539 843	764 414 449
7—Gestion interne et soutien du secteur élémentaire et secondaire public	9 566 600	8 770 567	8 190 196
8—Enseignement élémentaire et secondaire privé	96 236 000	89 232 117	68 554 945
Secteur: Enseignement collégial			
9—Enseignement collégial public	379 410 900	377 148 301	326 485 991
10—Enseignement collégial privé	35 040 500	31 586 814	25 357 167
Secteur: Enseignement supérieur			
11—Enseignement universitaire	524 282 500(1)	510 439 656(1)	460 527 059
12—Conseil des universités	578 400	392 689	396 455
Secteur: Éducation permanente			
13—Formation générale et socio- culturelle des adultes	34 938 900	33 379 667	31 369 393
14—Gestion interne et soutien à l'édu- cation des adultes	4 964 000	4 628 973	4 454 525
Secteur: Sports et jeunesse			
15—Promotion du sport	12 735 000	11 884 921	11 641 555
Secteur: Loisirs et récréation de plein air			
16—Développement des loisirs	28 343 310	26 840 043	23 287 400
Secteur: Main-d'oeuvre et emploi			
17—Formation professionnelle des adultes	58 888 539	55 539 553	50 594 279
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
18—Organisation et réglementation des professions	749 173	454 699	407 888
	<u>\$ 3 181 369 242(1)</u>	<u>\$ 3 044 468 410(1)</u>	<u>\$ 2 417 775 446</u>

ÉDUCATION

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Crédits votés	\$ 3 112 662 842	\$ 2 986 973 183	
Crédits statutaires	<u>68 706 400</u>	<u>57 495 227</u>	
	3 181 369 242	3 044 468 410	
Crédits non utilisés			
Votés	(125 689 659)(2)		
Statutaires	<u>(11 211 173)</u>		
	<u>\$ 3 044 468 410</u>	<u>\$ 3 044 468 410(3)</u>	

(1) Y compris pour les prêts \$ 7 126 000 aux crédits autorisés et \$ 7 125 569 aux dépenses.

(2) Y compris \$431 pour les prêts.

(3) Y compris \$57 366 121 pour les engagements du gouvernement du Québec dans le cadre du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

ADMINISTRATION ET CONCEPTION

Ce programme vise à assurer la planification, l'organisation, la direction et le contrôle de l'ensemble des programmes confiés au ministère de l'Éducation

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Direction	Planification	Gestion	Total
Crédits	\$ 2 244 300	\$ 2 219 800	\$ 4 306 000	\$ 8 770 100
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du				
ministère des Finances		321 220		321 220
Des ministères suivants				
Conseil exécutif	75 217			75 217
Finances			11 100	11 100
Autres	(47 500)	47 500		
Crédits autorisés	2 272 017	2 588 520	4 317 100	9 177 637
Dépenses	2 031 063	2 421 636	3 752 123	8 204 822
Crédits non utilisés	\$ 240 954	\$ 166 884	\$ 564 977	\$ 972 815

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 554 868	\$ 1 349 396	\$ 2 508 612	\$ 5 412 876
2—Autres rémunérations	191 690	213 123	206 944	611 757
3—Communications	100 000	33 478	48 547	182 025
4—Services	115 962	808 208	198 303	1 122 473
5—Entretien	4 984	292	9 378	14 654
6—Loyers	40 359	7 014	342 654	390 027
7—Fournitures	17 163	6 559	387 998	411 720
11—Autres dépenses	560	672	28 498	29 730
	2 025 586	2 418 742	3 730 934	8 175 262
Capital				
8—Équipement	5 477	2 894	21 189	29 560
	\$ 2 031 063	\$ 2 421 636	\$ 3 752 123	\$ 8 204 822

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

SOUTIEN TECHNIQUE		Ce programme vise à fournir les services d'ap- point nécessaires à la bonne marche interne du ministère		
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Subventions spéciales et surnuméraires	Informatique	Services généraux au personnel des organismes d'enseigne- ment	
Crédits	\$ 7 045 200	\$ 11 193 700	\$ 5 786 400	
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires 2			767 000	
Virements				
Du ministère du				
Conseil exécutif	25 183			
Autres	(415 000)	350 000		
Crédits autorisés	6 655 383	11 543 700	6 553 400	
Dépenses	5 352 897	11 420 195	6 448 535	
Crédits non utilisés	\$ 1 302 486	\$ 123 505	\$ 104 865	
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 938 600	\$ 4 795 574	\$ 2 972 784	
2—Autres rémunérations	17 312	445 491	143 766	
3—Communications	63 954	143 278	133 408	
4—Services	4 500	888 543	752 239	
5—Entretien		18 497	197	
6—Loyers		4 686 704	54 997	
7—Fournitures		329 363	6 283	
11—Autres dépenses		403		
	2 024 366	11 307 853	4 063 674	
Capital				
8—Équipement		112 342		
Transfert				
10—Transfert	3 328 531		2 384 861	
	\$ 5 352 897	\$ 11 420 195	\$ 6 448 535	

Élément 4	Élément 5	Élément 6	Élément 7	
Communications	Bureaux régionaux	Enseignement privé	Prêts et bourses	Total
\$ 4 013 600	\$ 3 928 900	\$ 411 900	\$ 2 058 400	\$ 34 438 100
				767 000
				25 183
		25 000	40 000	
4 013 600	3 928 900	436 900	2 098 400	35 230 283
3 262 386	3 898 076	382 410	2 037 971	32 802 470
<u>\$ 751 214</u>	<u>\$ 30 824</u>	<u>\$ 54 490</u>	<u>\$ 60 429</u>	<u>\$ 2 427 813</u>
\$ 828 738	\$ 3 463 689	\$ 337 396	\$ 1 422 342	\$ 15 759 123
21 966	78 780	4 982	498 341	1 210 638
2 205 447	246 079	11 758	12 616	2 816 540
153 576	92 282	26 413	21 362	1 938 915
2 369	1 588	185	408	23 244
8 085	44		1 153	4 750 983
25 519	3 196	143	79 968	444 472
40	596			1 039
<u>3 245 740</u>	<u>3 886 254</u>	<u>380 877</u>	<u>2 036 190</u>	<u>26 944 954</u>
16 646	11 822	1 533	1 781	144 124
				5 713 392
<u>\$ 3 262 386</u>	<u>\$ 3 898 076</u>	<u>\$ 382 410</u>	<u>\$ 2 037 971</u>	<u>\$ 32 802 470</u>

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

MOYENS D'ENSEIGNEMENT

Ce programme vise à planifier et à coordonner l'implantation, l'utilisation et le développement des moyens d'enseignement et à assurer la production des documents nécessaires à cette fin

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Services techniques aux réseaux	Production des matériels didactiques
Crédits	\$ 1 576 600	\$ 3 285 000
Additions et modifications:		
Virements		
Autres	78 500	(63 300)
Crédits autorisés	1 655 100	3 221 700
Dépenses	1 632 207	2 912 385
Crédits non utilisés	\$ 22 893	\$ 309 315

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement

1—Traitements	\$ 589 967	\$ 844 770
2—Autres rémunérations	6 045	500 426
3—Communications	33 147	79 075
4—Services	1 003 048	1 423 100
5—Entretien		
6—Loyers		
7—Fournitures		65 014
11—Autres dépenses		
	1 632 207	2 912 385

Capital

8—Équipement		
	\$ 1 632 207	\$ 2 912 385

Élément 3	Élément 4	Élément 5	
Développement de la technologie éducative	Services communs	Administration du programme	Total
\$ 896 900	\$ 1 121 600	\$ 545 200	\$ 7 425 300
	(15 200)		
896 900	1 106 400	545 200	7 425 300
785 732	727 019	487 931	6 545 274
<u>\$ 111 168</u>	<u>\$ 379 381</u>	<u>\$ 57 269</u>	<u>\$ 880 026</u>
\$ 434 067	\$ 271 829	\$ 442 619	\$ 2 583 252
185 780	186 641	28 071	906 963
12 924	31 653	15 096	171 895
152 941	40 409		2 619 498
20	4 255		4 275
	5 141	609	5 141
	167 883	1 536	233 506
			1 536
<u>785 732</u>	<u>707 811</u>	<u>487 931</u>	<u>6 526 066</u>
	19 208		19 208
<u>\$ 785 732</u>	<u>\$ 727 019</u>	<u>\$ 487 931</u>	<u>\$ 6 545 274</u>

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

Ce programme vise à fournir à l'autorité compétente des avis relatifs à l'état et aux besoins de l'éducation

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$ 1 115 300
Dépenses	<u>1 007 257</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 108 043</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 539 344
2—Autres rémunérations	14 004
3—Communications	51 841
4—Services	371 052
5—Entretien	55
6—Loyers	16 378
7—Fournitures	<u>10 780</u>
	<u>1 003 454</u>

Capital

8—Équipement	<u>3 803</u>
	<u>\$ 1 007 257</u>

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE PUBLIC		Ce programme vise à rendre accessibles aux enfants de niveau pré-élémentaire et aux élèves de niveau élémentaire, les services d'enseignement et de support à l'enseignement en fournissant aux commissions scolaires les ressources nécessaires		
		Élément 1	Élément 2	Élément 3
Crédits et dépenses par éléments		Services d'enseignement	Services aux étudiants	Services généraux
Crédits		\$ 381 422 600	\$ 13 329 200	\$ 155 916 300
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires 1		47 600 000	1 700 000	17 700 000
Crédits supplémentaires 2		2 500 000	100 000	900 000
Virements				
Du Fonds de suppléance				
du ministère des Finances		54 680 600	1 925 400	22 232 000
* Crédits autorisés		486 203 200	17 054 600	196 748 300
* Dépenses		463 200 034	16 258 594	187 236 034
Crédits non utilisés		\$ 23 003 166	\$ 796 006	\$ 9 512 266
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Transfert				
10—Transfert		\$ 449 010 144	\$ 15 789 859	\$ 181 206 396
Statutaires		14 189 890	468 735	6 029 638
		\$ 463 200 034	\$ 16 258 594	\$ 187 236 034

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 14 813 800 alors que la dépense s'est établie à \$ 14 189 890, à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 489 300 alors que la dépense s'est établie à \$ 468 735, à l'élément 3, une prévision statutaire de \$ 6 285 900 alors que la dépense s'est établie à \$ 6 029 638, à l'élément 4, une prévision statutaire de \$ 653 900 alors que la dépense s'est établie à \$ 617 878 pour l'exécution de la loi du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications; à l'élément 6, une prévision statutaire de \$ 135 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 129 106 pour le paiement des emprunts de certaines commissions scolaires, 1955-56, c. 39 et modifications.

Élément 4	Élément 5	Élément 6	
Développement de l'enseignement des langues	Investissements	Service de la dette	Total
\$ 7 586 900	\$ 1 022 000	\$ 89 540 000	\$ 648 817 000
900 000			67 900 000
100 000			3 600 000
<u>1 138 700</u>			<u>79 976 700</u>
9 725 600	1 022 000	89 540 000	800 293 700
<u>9 227 929</u>	<u>1 022 000</u>	<u>85 126 153</u>	<u>762 070 744</u>
<u>\$ 497 671</u>		<u>\$ 4 413 847</u>	<u>\$ 38 222 956</u>
\$ 8 610 051	\$ 1 022 000	\$ 84 997 047	\$ 740 635 497
617 878		129 106	21 435 247
<u>\$ 9 227 929</u>	<u>\$ 1 022 000</u>	<u>\$ 85 126 153</u>	<u>\$ 762 070 744</u>

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PUBLIC

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves du niveau secondaire les services d'enseignement et de support à l'enseignement en fournissant aux commissions scolaires les ressources nécessaires

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4
Crédits et dépenses par éléments	Services d'enseignement	Services aux étudiants	Aide financière aux étudiants handicapés	Services généraux
Crédits	\$ 603 155 000	\$ 38 664 300	\$ 109 400	\$ 181 513 600
Additions et modifications				
Crédits supplémentaires 1	68 200 000	4 300 000		18 700 000
Crédits supplémentaires 2	3 500 000	200 000		1 000 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	86 106 400	5 487 900		25 828 000
Autres	(270 800)	(17 200)		(74 300)
* Crédits autorisés	<u>760 690 600</u>	<u>48 635 000</u>	<u>109 400</u>	<u>226 967 300</u>
* Dépenses	<u>718 867 674</u>	<u>45 994 427</u>	<u>57 358</u>	<u>213 854 273</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 41 822 926</u>	<u>\$ 2 640 573</u>	<u>\$ 52 042</u>	<u>\$ 13 113 027</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Transfert				
10—Transfert Statutaires	\$ 702 759 546	\$ 45 022 969	\$ 57 358	\$ 208 454 774
	<u>16 108 128</u>	<u>971 458</u>		<u>5 399 499</u>
	<u>\$ 718 867 674</u>	<u>\$ 45 994 427</u>	<u>\$ 57 358</u>	<u>\$ 213 854 273</u>

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$21 020 300 alors que la dépense s'est établie à \$16 108 128, à l'élément 2, une prévision statutaire de \$1 265 000 alors que la dépense s'est établie à \$971 458, à l'élément 4, une prévision statutaire de \$7 044 200 alors que la dépense s'est établie à \$5 399 499, à l'élément 5, une prévision statutaire de \$156 300 alors que la dépense s'est établie à \$112 960 pour l'exécution de la loi du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

Élément 5	Élément 6	Élément 7	
Développement de l'enseignement des langues	Investissements	Service de la dette	Total
\$ 6 217 600	\$ 2 000 000	\$ 95 460 000	\$ 927 119 900
900 000			92 100 000
100 000			4 800 000
951 000			118 373 300
(3 700)	366 000		
8 164 900	2 366 000	95 460 000	1 142 393 200
7 800 701	2 366 000	94 599 410	1 083 539 843
<u>\$ 364 199</u>		<u>\$ 860 590</u>	<u>\$ 58 853 357</u>
\$ 7 687 741	\$ 2 366 000	\$ 94 599 410	\$ 1 060 947 798
112 960			22 592 045
<u>\$ 7 800 701</u>	<u>\$ 2 366 000</u>	<u>\$ 94 599 410</u>	<u>\$ 1 083 539 843</u>

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

GESTION INTERNE ET SOUTIEN DU SECTEUR
ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE PUBLIC

Ce programme vise à élaborer et à voir à l'application des normes pédagogiques, financières, administratives et immobilières dans les commissions scolaires

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Enseignement élémentaire et secondaire	Financement	Équipement	Total
Crédits autorisés	\$ 6 403 200	\$ 1 900 100	\$ 1 263 300	\$ 9 566 600
Dépenses	5 866 228	1 748 764	1 155 575	8 770 567
Crédits non utilisés	<u>\$ 536 972</u>	<u>\$ 151 336</u>	<u>\$ 107 725</u>	<u>\$ 796 033</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 3 520 342	\$ 1 684 325	\$ 997 552	\$ 6 202 219
2—Autres rémunérations	284 722	10 509	32 910	328 141
3—Communications	168 351	14 083	57 572	240 006
4—Services	1 293 320	35 759	64 957	1 394 036
5—Entretien	622	249	143	1 014
6—Loyers	21 506	125		21 631
7—Fournitures	306 123	2 538	1 363	310 024
8—Équipement			878	878
11—Autres dépenses	1 382		200	1 582
	<u>5 596 368</u>	<u>1 747 588</u>	<u>1 155 575</u>	<u>8 499 531</u>
Capital				
8—Équipement	<u>6 906</u>	<u>1 176</u>		<u>8 082</u>
Transfert				
10—Transfert	<u>262 954</u>			<u>262 954</u>
	<u>\$ 5 866 228</u>	<u>\$ 1 748 764</u>	<u>\$ 1 155 575</u>	<u>\$ 8 770 567</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE PRIVÉ

Ce programme vise à favoriser le maintien et la qualité des institutions privées de niveaux pré-élémentaire, élémentaire et secondaire en leur fournissant le support administratif et financier nécessaire

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Services d'enseigne- ment à l'élé- mentaire	Services d'enseigne- ment au secondaire	Aide financière aux étudiants	Total
Crédits et dépenses par éléments				
* Crédits autorisés	\$ 8 435 300	\$ 87 319 300	\$481 400	\$ 96 236 000
*Dépenses	6 604 975	82 193 715	433 427	89 232 117
Crédits non utilisés	<u>\$ 1 830 325</u>	<u>\$ 5 125 585</u>	<u>\$ 47 973</u>	<u>\$ 7 003 883</u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Transfert				
10—Transfert Statutaires	\$ 6 241 625 363 350	\$ 77 811 422 4 382 293	\$ 433 427	\$ 84 486 474 4 745 643
	<u>\$ 6 604 975</u>	<u>\$ 82 193 715</u>	<u>\$ 433 427</u>	<u>\$ 89 232 117</u>

* Y compris l'élément 1, une prévision statutaire de \$453 000 alors que la dépense s'est établie à \$363 350 et à l'élément 2, une prévision statutaire de \$5 461 200 alors que la dépense s'est établie à \$4 382 293 pour l'exécution de la loi du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL PUBLIC

Ce programme vise à promouvoir la polyvalence des institutions, à établir les programmes de niveau collégial et à assurer aux collèges d'enseignement général et professionnel les ressources financières requises pour leur fonctionnement et leur développement

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4
Crédits et dépenses par éléments	Services d'enseignement	Services aux étudiants	Aide financière aux étudiants	Services généraux
Crédits	\$ 190 293 700	\$ 13 314 400	\$ 23 679 600	\$ 81 199 500
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	16 008 200	1 162 900		6 788 900
* Crédits autorisés	206 301 900	14 477 300	23 679 600	87 988 400
* Dépenses	205 103 663	14 397 393	23 450 058	87 491 589
Crédits non utilisés	\$ 1 198 237	\$ 79 907	\$ 229 542	\$ 496 811

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement

- 1—Traitements
- 2—Autres rémunérations
- 3—Communications
- 4—Services
- 5—Entretien
- 6—Loyers
- 7—Fournitures
- 11—Autres dépenses

\$ 945 583

945 583

Capital

- 8—Équipement

Transfert

- 10—Transfert Statutaires

\$ 200 400 300
4 703 363

\$ 14 069 900
327 493

22 504 475

\$ 85 554 500
1 937 089

205 103 663

14 397 393

22 504 475

87 491 589

\$ 205 103 663\$ 14 397 393\$ 23 450 058\$ 87 491 589

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$5 901 600 alors que la dépense s'est établie à \$4 703 363, à l'élément 2, une prévision statutaire de \$407 400 alors que la dépense s'est établie à \$327 493 et à l'élément 4, une prévision statutaire de \$2 433 900 alors que la dépense s'est établie à \$1 937 089 pour l'exécution de la loi du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

Élément 5	Élément 6	Élément 7	
Investissements	Service de la dette	Administration du programme	Total
	\$ 44 700 000	\$ 2 263 700	\$ 355 450 900
			23 960 000
	44 700 000	2 263 700	379 410 900
	44 614 215	2 091 383	377 148 301
	\$ 85 785	\$ 172 317	\$ 2 262 599
		\$ 1 716 464	\$ 1 716 464
		92 210	92 210
		77 709	77 709
		161 832	161 832
		536	536
		9 146	9 146
		22 062	22 062
		981	946 564
		2 080 940	3 026 523
		5 443	5 443
	\$ 44 614 215	5 000	367 148 390
	44 614 215	5 000	6 967 945
	\$ 44 614 215	\$ 2 091 383	374 116 335
			\$ 377 148 301

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 10

ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL PRIVÉ

Ce programme vise à favoriser le maintien et la qualité des institutions collégiales privées en leur fournissant un support administratif et financier

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Services d'enseignement	Aide financière aux étudiants	Total
* Crédits autorisés	\$ 32 135 200	\$ 2 905 300	\$ 35 040 500
* Dépenses	28 771 873	2 814 941	31 586 814
Crédits non utilisés	\$ 3 363 327	\$ 90 359	\$ 3 453 686

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement

11—Autres dépenses

\$ 63 540

\$ 63 540

Transfert

10—Transfert
Statutaires\$ 27 017 526
1 754 347

2 751 401

29 768 927
1 754 347

28 771 873

2 751 401

31 523 274

\$ 28 771 873

\$ 2 814 941

\$ 31 586 814

* Y compris à l'élément 1, une prévision budgétaire de \$2 185 600 alors que la dépense s'est établie à \$1 754 347 pour l'exécution de la loi du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications.

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 11

ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE		Ce programme vise à promouvoir l'enseignement et la recherche universitaires			
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Services d'enseignement et de recherches	Services aux étudiants	Aide financière aux étudiants	Services généraux	
Crédits	\$ 282 143 800	\$ 4 002 100	\$ 35 712 300	\$ 145 640 100	
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires 2				7 126 000*	
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	1 100 000	100 000		500 000	
Autres					
Crédits autorisés	283 243 800	4 102 100	35 712 300	153 266 100 *	
Dépenses	283 243 800	4 102 100	29 969 027	153 265 669*	
Crédits non utilisés			\$ 5 743 273	\$ 431*	
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements					
2—Autres rémunérations					
3—Communications					
4—Services					
5—Entretien					
6—Loyers					
7—Fournitures					
11—Autres dépenses					
			\$ 91 626		
			91 626		
Capital					
8—Équipement					
Transfert					
10—Transfert	\$ 283 243 800	\$ 4 102 100	29 877 401	\$ 146 140 100	
Prêts					
13—Prêts				7 125 569	
	\$ 283 243 800	\$ 4 102 100	\$ 29 969 027	\$ 153 265 669	

* Y compris pour les prêts, \$7 126 000 aux crédits supplémentaires 2, ainsi que \$7 125 569 aux dépenses et \$431 aux crédits non utilisés.

Élément 5	Élément 6	Élément 7	Élément 8	
Développe- ment de l'en- seignement des langues	Investisse- ments	Service de la dette	Adminis- tration du programme	Total
\$ 6 597 500	\$ 6 598 000	\$ 33 170 600	\$ 1 492 100	\$ 515 356 500
				7 126 000 *
100 000				1 800 000
	(60 000)	(130 000)	190 000	
6 697 500	6 538 000	33 040 600	1 682 100	524 282 500 *
6 697 500	229 372	31 385 013	1 547 175	510 439 656 *
	\$ 6 308 628	\$ 1 655 587	\$ 134 925	\$ 13 842 844 *
			\$ 1 279 822	\$ 1 279 822
			56 502	56 502
			32 592	32 592
			156 903	156 903
			281	281
			3 016	3 016
			15 798	15 798
			802	92 428
			1 545 716	1 637 342
			1 459	1 459
\$ 6 697 500	\$ 229 372	\$ 31 385 013		501 675 286
\$ 6 697 500	\$ 229 372	\$ 31 385 013	\$ 1 547 175	7 125 569
				\$ 510 439 656

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 12

CONSEIL DES UNIVERSITÉS

Ce programme vise à fournir à l'autorité compétente des avis relatifs au développement de l'enseignement supérieur et de la recherche universitaire

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$ 578 400
Dépenses	<u>392 689</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 185 711</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 248 295
2—Autres rémunérations	7 103
3—Communications	11 654
4—Services	116 344
5—Entretien	20
6—Loyers	407
7—Fournitures	8 148
8—Équipement	<u>718</u>
	<u><u>\$ 392 689</u></u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 13

**FORMATION GÉNÉRALE ET SOCIO-CULTURELLE
DES ADULTES**

**Ce programme vise à contribuer par l'activité
éducative au développement social et culturel
des individus et des collectivités**

	Élément 1	Élément 2	
	Formation dans les organismes	Formation Multi-Media	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 33 195 100	\$ 512 500	\$ 33 707 600
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	1 231 300		1 231 300
Autres	(100 000)	100 000	
Crédits autorisés	34 326 400	612 500	34 938 900
Dépenses	32 771 946	607 721	33 379 667
Crédits non utilisés	\$ 1 554 454	\$ 4 779	\$ 1 559 233
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
2—Autres rémunérations		\$ 503 499	\$ 503 499
3—Communications		46 490	46 490
4—Services		52 644	52 644
6—Loyers		1 603	1 603
7—Fournitures		3 485	3 485
		607 721	607 721
Transfert			
10—Transfert	\$ 32 771 946		32 771 946
	\$ 32 771 946	\$ 607 721	\$ 33 379 667

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 14

**GESTION INTERNE ET SOUTIEN À L'ÉDUCATION
DES ADULTES**

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$ 4 964 000
Dépenses	<u>4 628 973</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 335 027</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 3 212 720
2—Autres rémunérations	630 117
3—Communications	214 121
4—Services	270 200
5—Entretien	362
6—Loyers	23 315
7—Fournitures	273 096
11—Autres dépenses	<u>2 374</u>
	<u>4 626 305</u>
 Capital	
8—Équipement	<u>2 668</u>
	<u>\$ 4 628 973</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 15

PROMOTION DU SPORT

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité de la population aux activités physiques et sportives, par une assistance financière et technique

	Élément 1	Élément 2	
	Assistance aux organismes sportifs	Organisation et préparation des compétitions sportives	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits autorisés	\$ 11 130 000	\$ 1 605 000	\$ 12 735 000
Dépenses	10 458 552	1 426 369	11 884 921
Crédits non utilisés	<u>\$ 671 448</u>	<u>\$ 178 631</u>	<u>\$ 850 079</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement
 3—Communications
 7—Fournitures

\$ 2 705	\$ 2 705
24 421	24 421
27 126	27 126

Transfert
 10—Transfert

\$ 10 458 552	1 399 243	11 857 795
<u>\$ 10 458 552</u>	<u>\$ 1 426 369</u>	<u>\$ 11 884 921</u>

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 16

DÉVELOPPEMENT DES LOISIRS

Ce programme vise à favoriser à la population l'accessibilité aux activités socio-culturelles et de plein air par une assistance financière et technique

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Développement des activités socio-culturelles	Développement des activités de plein air
Crédits	\$ 4 519 400	\$ 3 526 200
Additions et modifications:		
Crédits supplémentaires 2		
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		
Crédits autorisés	4 519 400	3 526 200
Dépenses	4 224 894	3 487 023
Crédits non utilisés	\$ 294 506	\$ 39 177

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement

1—Traitements	\$ 52 356
2—Autres rémunérations	470 282
3—Communications	
4—Services	
5—Entretien	
6—Loyers	
7—Fournitures	58
11—Autres dépenses	
	522 696

Capital

8—Équipement

Transfert

10—Transfert	3 702 198	\$ 3 487 023
	\$ 4 224 894	\$ 3 487 023

Élément 3	Élément 4	Élément 5	
Soutien au fonctionnement des organismes locaux et régionaux	Développement des équipements récréatifs	Administration du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports	Total
\$ 5 600 000	\$ 6 800 000	\$ 5 996 300	\$ 26 441 900
	1 000 000		1 000 000
160 980	199 580	41 000	401 560
	499 850		499 850
5 760 980	8 499 430	6 037 300	28 343 310
5 699 739	8 069 430	5 358 957	26 840 043
\$ 61 241	\$ 430 000	\$ 678 343	\$ 1 503 267
		\$ 2 033 837	\$ 2 033 837
		339 708	392 064
		446 027	916 309
		270 413	270 413
		5 700	5 700
		12 604	12 604
		90 769	90 827
		922	922
		3 199 980	3 722 676
		21 487	21 487
\$ 5 699 739	\$ 8 069 430	2 137 490	23 095 880
\$ 5 699 739	\$ 8 069 430	\$ 5 358 957	\$ 26 840 043

ÉDUCATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 17

FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES

Ce programme vise à permettre aux travailleurs de se recycler et de se perfectionner selon les exigences des changements technologiques

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Formation dans les organismes	Formation en industrie	Total
Crédits	\$ 54 334 300	\$ 1 947 200	\$ 56 281 500
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	2 607 039		2 607 039
Crédits autorisés	56 941 339	1 947 200	58 888 539
Dépenses	53 593 757	1 945 796	55 539 553
Crédits non utilisés	\$ 3 347 582	\$ 1 404	\$ 3 348 986
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Transfert			
10—Transfert	\$ 53 593 757	\$ 1 945 796	\$ 55 539 553

DÉTAIL DU PROGRAMME 18

**ORGANISATION ET RÉGLEMENTATION
DES PROFESSIONS**

Ce programme vise à permettre à l'Office des professions du Québec de veiller à ce que chaque corporation professionnelle assure la protection du public

Crédits et dépenses	Montant
Additions et modifications:	
Virements	
Du ministère du Conseil exécutif	<u>\$ 749 173</u>
Crédits autorisés	749 173
Dépenses	<u>454 699</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 294 474</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 219 221
3—Communications	23 961
4—Services	194 499
6—Loyers	9 238
7—Fournitures	6 380
11—Autres dépenses	<u>1 400</u>
	<u><u>\$ 454 699</u></u>

ÉDUCATIONSOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 39 207 173			\$ 39 207 173
2—Autres rémunérations	4 752 998			4 752 998
3—Communications	4 787 848			4 787 848
4—Services	8 668 809			8 668 809
5—Entretien	50 141			50 141
6—Loyers	5 243 489			5 243 489
7—Fournitures	1 854 719			1 854 719
8—Équipement	1 596	\$ 235 834		237 430
10—Transfert			\$ 2 971 399 119	2 971 399 119
11—Autres dépenses	1 141 115			1 141 115
	<u>\$ 65 707 888</u>	<u>\$ 235 834</u>	<u>\$ 2 971 399 119</u>	<u>\$ 3 037 342 841*</u>

* Excluant \$7 125 569 pour les prêts.

FINANCES

REVENUS

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Ventes de bière par les brasseurs	\$ 31 750 408	\$ 31 602 589
Production industrielle de boissons alcooliques	18 440	12 100
	<u>31 768 848</u>	<u>31 614 689</u>
Autres droits et permis		
Loterie olympique du Canada	2 751 565	3 870 737
	<u>34 520 413</u>	<u>35 485 426</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	1 898	695
Matériel et fournitures	1 740	422
Location d'espaces de stationnement	2 720	425
Curatelle publique	1 222 287	1 312 491
Traitement électronique des données	72 798	8 562
	<u>1 301 443</u>	<u>1 322 595</u>
Intérêts		
Comptes de banque	2 420 596	2 536 319
Placements temporaires	37 151 317	26 845 303
Prêts	55 784 104 (1)	43 325 800 (1)
Obligations et billets	141 948	253 025
Compte du gouvernement du Canada	186 236	186 236
Fonds d'amortissement	8 146 361	7 983 227
Gain sur fluctuation de change	2 392 225	228 619
Escompte sur remboursements d'obligations	170 694	175 172
Divers		6
	<u>106 393 481</u>	<u>81 533 707</u>

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	\$ 181 764	\$ 125 254
Recouvrements		
Taxe de vente fédérale	5 350 104	4 136 574
Autres dépenses	83 867	262 650
	<u>5 433 971</u>	<u>4 399 224</u>
	<u>113 310 659</u>	<u>87 380 780</u>
Transferts des sociétés d'État		
Société des alcools du Québec		
Dividendes	165 000 000	155 000 000
Société d'exploitation des loteries et courses du Québec		
Revenu net d'exploitation	70 048 109	55 371 020
Hydro-Québec		
Prélèvement sur le revenu net	<u>20 000 000</u>	<u>20 000 000</u>
	<u>255 048 109</u>	<u>230 371 020</u>
Revenus autonomes	<u>402 879 181</u>	<u>353 237 226</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Inconditionnels	1 375 454 679 (2)	1 247 203 160
Programmes à frais partagés	<u>706 838 500 (2)</u>	<u>568 359 373</u>
	<u>2 082 293 179 (2)</u>	<u>1 815 562 533</u>
	<u>\$ 2 485 172 360</u>	<u>\$ 2 168 799 759</u>

FINANCES

REVENUS (suite)

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
(1) Provenant de		
Office des autoroutes du Québec	\$ 17 873 756	\$ 8 783 857
Office du crédit agricole du Québec	23 513 860	19 835 327
Société d'aménagement de l'Outaouais	1 966 372	1 340 414
Société de développement immobilier du Québec	539 473	1 504 110
Société de développement industriel du Québec	4 648 153	3 486 458
Société d'habitation du Québec	4 604 811	4 286 921
Société du parc industriel du centre du Québec	2 178 212	1 797 321
Autres	<u>459 467</u>	<u>2 291 392*</u>
	<u>\$55 784 104</u>	<u>\$ 43 325 800</u>
* Y compris \$2 078 233 de la Régie des installations olympiques.		
(2) Transferts du gouvernement du Canada		<u>1976-77</u>
Transferts inconditionnels		
Péréquation globale		
1976-77	\$ 1 088 433 000	
1975-76	68 528 000	
1974-75	<u>(11 545 000)</u>	\$ 1 145 416 000
Garantie des recettes fiscales		
Année civile		
1976	113 933 000	
1975	57 730 000	
1974	25 800 000	
1973	<u>12 548 000</u>	210 011 000
Part de l'impôt successoral		
1971-72		(2 926 750)
Subside basé sur la population		
1976-77		4 356 658
Régime canadien de prêts aux étudiants		
1975-76		13 190 631
Part de l'impôt sur le revenu de certaines entreprises d'utilité publique		
Année civile		
1976	2 391 000	
1974	<u>(368 560)</u>	2 022 440
Part de l'impôt sur les profits non distribués		
Année civile		
1975		<u>3 384 700</u>
		<u>1 375 454 679</u>

1976-77			
	<u>Contribution</u>	<u>Abattement fiscal*</u>	<u>Compensation financière</u>
Programmes à frais partagés			
Allocations aux jeunes			
Année civile			
1976		\$ (128 106 000)	\$ (128 106 000)
1975		(2 209 289)	(2 209 289)
		<u>(130 315 289)</u>	<u>(130 315 289)</u>
Assurance-hospitalisation			
Année civile			
1976	\$ 529 278 500	(510 000 000)	19 278 500
1975	(12 735 000)	(11 782 872)	(24 517 872)
1974	(12 311 000)		(12 311 000)
1973	1 483 414		1 483 414
	<u>505 715 914</u>	<u>(521 782 872)</u>	<u>(16 066 958)</u>
Bien-être			
1976-77	612 923 146**	(213 510 000)	399 413 146
1975-76	62 934	(3 682 148)	(3 619 214)
1974-75	(2 225 410)		(2 225 410)
1972-73	(7 502 169)		(7 502 169)
1971-72	3 433 877		3 433 877
	<u>606 692 378</u>	<u>(217 192 148)</u>	<u>389 500 230</u>
Bilinguisme			
Année civile			
1976	70 586 634		70 586 634
1975	6 377 685		6 377 685
1974	4 411 479		4 411 479
1973	1 744 246		1 744 246
	<u>83 120 044</u>		<u>83 120 044</u>
Enseignement post-secondaire			
1976-77	602 023 473	(221 773 000)	380 250 473
1974-75	350 000		350 000
	<u>602 373 473</u>	<u>(221 773 000)</u>	<u>380 600 473</u>
	<u>\$ 1 797 901 809</u>	<u>\$(1 091 063 309)</u>	<u>706 838 500</u>
			<u>\$ 2 082 293 179</u>

* L'abattement fiscal représente la valeur des impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés qui ont été consentis au Québec par le gouvernement du Canada pour le financement des programmes d'assurance-hospitalisation, de bien-être, des allocations aux jeunes et de l'enseignement post-secondaire.

** Après déduction d'un remboursement de \$ 30 354 pour le "Refuge Meurling", Montréal.

FINANCES**DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES**

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Administration financière			
1—Études des politiques économiques et fiscales	\$ 537 700	\$ 532 733	\$ 455 359
2—Gestion de la caisse et de la dette publique	501 236 300	500 166 565	400 564 613
3—Comptabilité gouvernementale	12 086 800	11 955 096	10 981 791
4—Fonds de suppléance	23 852 683		
5—Gestion interne et soutien	2 449 800	2 264 704	1 800 721
6—Mesures anti-inflationnistes	1 900 200	1 316 162	75 017
Secteur: Services de soutien			
7—Systèmes et traitement de l'information	8 004 397	7 716 572	7 969 201
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
8—Curatelle publique	1 865 700	1 814 960	1 730 880
	<u>\$ 551 933 580</u>	<u>\$ 525 766 792</u>	<u>\$ 423 577 582</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 53 606 380	\$ 27 843 507	
Crédits statutaires	<u>498 327 200</u>	<u>497 923 285</u>	
	551 933 580	525 766 792	
Crédits non-utilisés			
Votés	(25 762 873)		
Statutaires	(3 342 356)		
Dépassements aux crédits statutaires	<u>2 938 441</u>		
	<u>\$ 525 766 792</u>	<u>\$ 525 766 792</u>	

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

**ÉTUDES DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES
ET FISCALES**

Ce programme vise à conseiller le gouvernement en matière de politique financière, économique et fiscale ainsi que de relations financières avec le gouvernement fédéral

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 511 500
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance	
du programme 4	26 200
Crédits autorisés	537 700
Dépenses	532 733
Crédits non utilisés	\$ 4 967

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 471 797
2—Autres rémunérations	10 654
3—Communications	12 495
4—Services	15 823
5—Entretien	558
6—Loyers	17 977
7—Fournitures	1 672
	530 976
Capital	
8—Équipement	1 757
	\$ 532 733

FINANCES

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

GESTION DE LA CAISSE ET DE LA DETTE PUBLIQUE

Ce programme vise à gérer la caisse gouvernementale ainsi qu'à effectuer et administrer les emprunts du gouvernement et certains organismes para-publics

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Gestion de la caisse	Gestion de la dette publique	Total
Crédits	\$ 14 334 000	\$ 456 902 300	\$ 471 236 300
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires 2		30 000 000	30 000 000
Virements			
Autres	(12 000)	12 000	
Crédits autorisés	14 322 000	486 914 300	501 236 300
Dépenses	10 319 066	489 847 499	500 166 565
Crédits non utilisés	\$ 4 002 934	\$ 5 242	\$ 4 008 176
Dépassements aux crédits statutaires		\$ (2 938 441)	\$ (2 938 441)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 919 969	\$ 413 305	\$ 1 333 274
2—Autres rémunérations	22 803	26 593	49 396
3—Communications	3 075	3 485	6 560
4—Services	764 898	170	765 068
5—Entretien	5 529	1 063	6 592
6—Loyers	2 278		2 278
7—Fournitures	127 242	1 567	128 809
8—Équipement		675	675
11—Autres dépenses	9 458		9 458
12—Service de la dette			
Statutaires	8 460 644	489 400 641	497 861 285
	10 315 896	489 847 499	500 163 395
Capital			
8—Équipement	3 170		3 170
	\$ 10 319 066	\$ 489 847 499	\$ 500 166 565

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 11 800 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 8 460 644 et à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 486 462 200 alors que la dépense s'est établie à \$ 489 400 641 concernant les intérêts et les frais d'emprunts, 1970, c. 17.

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

COMPTABILITÉ GOUVERNEMENTALE

Ce programme vise à exercer le contrôle de la régularité des dépenses, à préparer les états financiers et à apporter aux gestionnaires toute information comptable pertinente

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Comptabilité des ministères	Coordination centrale	Total
Crédits	\$ 9 603 200	\$ 1 796 200	\$ 11 399 400
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du programme 4	713 700	118 900	832 600
Aux ministères suivants			
Communications		(8 000)	(8 000)
Éducation	(11 100)		(11 100)
Fonction publique	(4 400)		(4 400)
Justice	(7 200)		(7 200)
Richesses naturelles	(14 900)		(14 900)
Terres et Forêts	(13 200)		(13 200)
Tourisme, Chasse et Pêche	(27 600)		(27 600)
Transports	(65 300)		(65 300)
Du ministère de l'Agriculture	6 500		6 500
Autres	(85 000)	85 000	
Crédits autorisés	10 094 700	1 992 100	12 086 800
Dépenses	9 978 552	1 976 544	11 955 096
Crédits non utilisés	\$ 116 148	\$ 15 556	\$ 131 704

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 9 492 280	\$ 1 830 571	\$ 11 322 851
2—Autres rémunérations	372 507	38 415	410 922
3—Communications	24 323	100 034	124 357
4—Services	2 066	416	2 482
5—Entretien	11 442	149	11 591
6—Loyers	24 713	1 692	26 405
7—Fournitures	22 089	3 601	25 690
11—Autres dépenses		171	171
	<u>9 949 420</u>	<u>1 975 049</u>	<u>11 924 469</u>
Capital			
8—Équipement	<u>29 132</u>	<u>1 495</u>	<u>30 627</u>
	<u>\$ 9 978 552</u>	<u>\$ 1 976 544</u>	<u>\$ 11 955 096</u>

FINANCES

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

FONDS DE SUPPLÉANCE

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments	Provision pour augmenter tout crédit, avec l'approbation du Conseil du trésor, à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas le montant le plus élevé de \$50 000 ou de 10% du crédit ainsi augmenté; tous les montants remboursés au présent crédit peuvent être utilisés à nouveau pour les mêmes fins	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable aux traitements, salaires et allocations des employés du gouvernement et du secteur para-public
Crédits	\$ 15 000 000	\$ 52 666 600
Additions et modifications:		
Crédits supplémentaires 1		30 000 000
Crédits supplémentaires 2	10 000 000	377 900 000
	<u>25 000 000</u>	<u>460 566 600</u>
Virements		
Aux ministères suivants:		
Affaires culturelles		1 353 800
Affaires intergouvernementales	66 700	848 300
Affaires municipales	100 900	850 300
Affaires sociales	640 000	175 339 500
Agriculture		3 444 400
Assemblée nationale		327 000
Communications	264 800	2 399 600
Conseil exécutif		384 782
Conseil du trésor		74 500
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	72 000	
Éducation	1 270 119	227 360 000
Finances	5 000	1 088 300
Fonction publique		9 252 170
Immigration		
Industrie et Commerce	5 300 000	83 000
Justice	1 342 400	18 706 700
Richesses naturelles	136 400	1 755 420
Terres et Forêts	120 000	782 682
Tourisme, Chasse et Pêche	52 900	6 026 444
Transports		922 400
Travail et Main-d'oeuvre	51 900	1 291 500
	<u>9 423 119</u>	<u>452 290 798</u>
Crédits autorisés	15 576 881	8 275 802
Dépenses		
Crédits non utilisés	<u>\$ 15 576 881</u>	<u>\$ 8 275 802</u>

Élément 3

Provision pour augmenter, avec
l'approbation du Conseil du trésor,
tout crédit pour la réalisation de
projets favorisant l'emploi de
bénéficiaires d'aide sociale et
d'étudiants

\$ 11 212 000

11 212 000

65 000

10 000

50 000

73 022

430 958

55 473

65 000

41 000

92 000

14 000

6 000

209 000

102 000

137 250

409 965

171 560

642 600

8 637 172

11 212 000

Total

\$ 78 878 600

30 000 000

387 900 000

496 778 600

1 418 800

925 000

1 001 200

176 052 522

3 875 358

327 000

2 719 873

449 782

74 500

72 000

228 671 119

1 185 300

9 266 170

6 000

5 592 000

20 151 100

2 029 070

1 312 647

6 250 904

1 565 000

9 980 572

472 925 917

23 852 683

\$ 23 852 683

FINANCES**DÉTAIL DU PROGRAMME 5****GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 2 215 100
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance	
du programme 4	269 500
Aux ministères suivants	
Assemblée nationale	(200)
Fonction publique	(400)
Richesses naturelles	(8 800)
Transports	(3 800)
Travaux publics et Approvisionnement	(21 600)
Crédits autorisés	2 449 800
Dépenses	2 264 704
Crédits non utilisés	\$ 185 096

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 1 439 583
2—Autres rémunérations	243 414
3—Communications	74 892
4—Services	241 892
Statutaires	62 000
5—Entretien	3 973
6—Loyers	71 488
7—Fournitures	102 099
11—Autres dépenses	2 645
	2 241 986
Capital	
8—Équipement	19 718
Transfert	
10—Transfert	3 000
	\$ 2 264 704

*Y compris une prévision statutaire de \$ 65 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 62 000 en vertu de l'Assurance collective de garantie pour tenir lieu du cautionnement des fonctionnaires ou employés publics, S.R., c. 12 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

MESURES ANTI-INFLATIONNISTES

Ce programme vise à permettre l'administration de la Loi concernant les mesures anti-inflationnistes

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Régie des mesures anti-inflationnistes	Administration	Commission d'appel des mesures anti-inflationnistes	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits autorisés	\$ 1 577 000	\$ 211 200	\$ 112 000	\$ 1 900 200
Dépenses	1 301 844	14 318		1 316 162
Crédits non utilisés	\$ 275 156	\$ 196 882	\$ 112 000	\$ 584 038

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 96 723	\$ 12 354	\$ 109 077
2—Autres rémunérations	449 924		449 924
3—Communications	65 313	632	65 945
4—Services	636 030	730	636 760
5—Entretien	485		485
6—Loyers	21 574		21 574
7—Fournitures	25 281	308	25 589
8—Équipement		294	294
	<u>1 295 330</u>	<u>14 318</u>	<u>1 309 648</u>
Capital			
8—Équipement	6 514		6 514
	<u>\$ 1 301 844</u>	<u>\$ 14 318</u>	<u>\$ 1 316 162</u>

FINANCES**DÉTAIL DU PROGRAMME 7****SYSTÈMES ET TRAITEMENT DE L'INFORMATION****Ce programme vise à fournir des services d'informatique aux ministères**

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Développement	Exploitation	Total
Crédits	\$ 2 990 200	\$ 6 424 800	\$ 9 415 000
Additions et modifications:			
Virements			
Aux ministères suivants			
Communications	(282 426)	(1 067 577)	(1 350 003)
Fonction publique	(8 800)	(27 000)	(35 800)
Richesses naturelles	(24 800)		(24 800)
Crédits autorisés	2 674 174	5 330 223	8 004 397
Dépenses	2 627 365	5 089 207	7 716 572
Crédits non utilisés	\$ 46 809	\$ 241 016	\$ 287 825

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 2 139 578	\$ 1 969 072	\$ 4 108 650
2—Autres rémunérations	98 640	70 527	169 167
3—Communications	22 489	30 237	52 726
4—Services	282 281	43 997	326 278
5—Entretien	113	11 796	11 909
6—Loyers	46 319	2 466 315	2 512 634
7—Fournitures	31 628	468 049	499 677
	2 621 048	5 059 993	7 681 041
Capital			
8—Équipement	6 317	29 214	35 531
	\$ 2 627 365	\$ 5 089 207	\$ 7 716 572

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

CURATELLE PUBLIQUE

Ce programme vise à administrer les biens de malades mentaux et les biens sans maître et à surveiller l'administration des curateurs privés et des tuteurs

	Élément 1	Élément 2	
	Administra- tion de biens sous curatelle publique	Surveillance de l'adminis- tration des curateurs privés et des tuteurs	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 1 400 700	\$ 408 000	\$ 1 808 700
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance			
du programme 4		57 000	57 000
Crédits autorisés	1 400 700	465 000	1 865 700
Dépenses	1 377 813	437 147	1 814 960
Crédit non utilisés	\$ 22 887	\$ 27 853	\$ 50 740

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 227 145	\$ 397 351	\$ 1 624 496
2—Autres rémunérations	51 229	19 812	71 041
3—Communications	54 487	8 509	62 996
4—Services	12 986	3 000	15 986
5—Entretien	521		521
6—Loyers	8 239		8 239
7—Fournitures	19 529	3 745	23 274
	1 374 136	432 417	1 806 553
Capital			
8—Équipement	3 677	4 730	8 407
	\$ 1 377 813	\$ 437 147	\$ 1 814 960

FINANCESSOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 20 409 728			\$ 20 409 728
2—Autres rémunérations	1 404 518			1 404 518
3—Communications	399 971			399 971
4—Services	2 066 289			2 066 289
5—Entretien	35 629			35 629
6—Loyers	2 660 595			2 660 595
7—Fournitures	806 810			806 810
8—Équipement	969	\$ 105 724		106 693
10—Transfert			\$ 3 000	3 000
11—Autres dépenses	12 274			12 274
12—Service de la dette	497 861 285			497 861 285
	<u>\$ 525 658 068</u>	<u>\$ 105 724</u>	<u>\$ 3 000</u>	<u>\$ 525 766 792</u>

FONCTION PUBLIQUE

REVENUS

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	\$ 310	\$ 175
Matériel et fournitures	32	285
Absences pour activités syndicales	1 265 768	576 970
Location de services de personnel	65 409	
	<u>1 331 519</u>	<u>577 430</u>
Contributions à des régimes de retraite		
Fonctionnaires	31 627 075	26 006 589
Enseignants	60 859 265	39 922 233
Employés du gouvernement et des organismes publics	633 663	465 451
	<u>93 120 003</u>	<u>66 394 273</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	3 542 061	62 415
Autres		250
	<u>3 542 061</u>	<u>62 665</u>
Revenus autonomes	<u>\$ 97 993 583</u>	<u>\$ 67 034 368</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Administration du personnel			
1—Gestion du personnel et aménagement des conditions de travail dans les secteurs de la fonction publique et du péri-public	\$ 48 787 500	\$ 47 191 136	\$ 34 242 965
2—Recherche sur la rémunération	722 300	591 657	470 196
3—Régimes de retraite et assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	133 840 670	124 339 498(1)	107 721 423
4—Commission de la fonction publique	4 576 700	4 316 618	3 683 635
	<u>\$ 187 927 170</u>	<u>\$ 176 438 909</u>	<u>\$ 146 118 219</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 56 871 670	\$ 54 366 023	
Crédits statutaires	<u>131 055 500</u>	<u>122 072 886</u>	
	187 927 170	176 438 909	
Crédits non utilisés			
Votés	(2 505 647)		
Statutaires	(9 481 699)		
Dépassements aux crédits statutaires	<u>499 085</u>		
	<u>\$ 176 438 909</u>	<u>\$ 176 438 909</u>	

(1) Y compris \$15 908 071 pour les engagements du gouvernement du Québec dans le cadre du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

FONCTION PUBLIQUE

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

**GESTION DU PERSONNEL ET AMÉNAGEMENT
DES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LES SECTEURS
DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU PÉRI-PUBLIC**

Ce programme vise à améliorer la connaissance du personnel de la Fonction publique, à conseiller les ministères et organismes en matière d'organisation administrative et de développement des ressources humaines, à préparer les négociations des conventions collectives dans les secteurs de la Fonction publique et du péri-public et à en coordonner l'application. Il vise également le paiement des bénéfices marginaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
	Amélioration de la gestion du personnel et de l'orga- nisation	Aménage- ment des conditions de travail dans le sec- teur public	Gestion interne et soutien	Contributions du gouverne- ment à titre d'employeur	Total
Crédits et dépenses par éléments					
Crédits	\$ 3 312 300	\$ 1 033 800	\$ 943 500	\$ 34 226 100	\$ 39 515 700
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires 2			750 000		750 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances				8 500 000	8 500 000
Au ministère des Affaires intergouvernementales	(11 600)				(11 600)
Du ministère des Finances	33 400				33 400
Autres	(118 000)		118 000		
* Crédits autorisés	3 216 100	1 033 800	1 811 500	42 726 100	48 787 500
* Dépenses	2 947 158	850 337	1 746 515	41 647 126	47 191 136
Crédits non utilisés	\$ 268 942	\$ 183 463	\$ 64 985	\$ 1 151 270	\$ 1 668 660
Dépassements aux crédits statutaires				\$ (72 296)	\$ (72 296)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 2 553 447	\$ 780 398	\$ 740 658	\$ 32 552 879	\$ 36 627 382
Statutaires				4 072 296	4 072 296
2—Autres rémunérations	106 578	4 271	40 222	5 021 951	5 173 022
3—Communications	41 072	50 298	493 801		585 171
4—Services	115 504	6 634	356 344		478 482
5—Entretien	2 338	51	3 777		6 166
6—Loyers	46 834	100	56 998		103 932
7—Fournitures	74 343	4 617	41 850		120 810
11—Autres dépenses	285	2 287	5 361		7 933
	2 940 401	848 656	1 739 011	41 647 126	47 175 194
Capital					
8—Équipement	6 757	1 681	7 504		15 942
	\$ 2 947 158	\$ 850 337	\$ 1 746 515	\$ 41 647 126	\$ 47 191 136

* Y compris à l'élément 4, une prévision statutaire de \$4 000 000 alors que la dépense s'est établie à \$4 072 296 pour l'exécution de la Loi de l'assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics, S.R., c. 12 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

RECHERCHE SUR LA RÉMUNÉRATION

Ce programme vise à recueillir, pour les employeurs des secteurs public, para-public et péri-public, les renseignements statistiques appropriés sur la rémunération et les conditions de travail des employés des autres secteurs de l'économie québécoise et des secteurs public et para-public des autres gouvernements canadiens

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$ 722 300
Dépenses	591 657
Crédits non utilisés	<u>\$ 130 643</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 527 958
2—Autres rémunérations	15 061
3—Communications	25 948
4—Services	17 847
5—Entretien	29
7—Fournitures	4 092
8—Équipement	722
	<u>\$ 591 657</u>

FONCTION PUBLIQUE

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

RÉGIMES DE RETRAITE ET ASSURANCE COLLECTIVE
SUR LA VIE DES FONCTIONNAIRES OU EMPLOYÉS
PUBLICSCe programme vise à l'administration des
régimes de retraite et au paiement de l'assu-
rance collective sur la vie des fonctionnaires ou
employés publics

	Élément 1	Élément 2
Crédits et dépenses par éléments		
Crédits	\$ 45 233 400	\$ 56 134 000
Additions et modifications:		
Virements		
Du Fonds de suppléance du		
ministère des Finances		
Au ministère des Finances		
Du ministère des Finances		
* Crédits autorisés	45 233 400	56 134 000
* Dépenses	44 959 498	53 970 169
Crédits non utilisés	\$ 273 902	\$ 2 163 831
Dépassements aux crédits statutaires		

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement

1—Traitements		
Statutaires	\$ 44 959 498	\$ 53 970 169
2—Autres rémunérations		
3—Communications		
4—Services		
5—Entretien		
6—Loyers		
7—Fournitures		
11—Autres dépenses		

44 959 498

53 970 169

Capital

8—Équipement		
	\$ 44 959 498	\$ 53 970 169

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$45 233 400 alors que la dépense s'est établie à \$44 959 498 pour l'exécution de la loi du Régime de retraite des fonctionnaires, S.R., c. 14 et modifications; à l'élément 2, une prévision statutaire de \$56 134 000 alors que la dépense s'est établie à \$53 970 169 pour l'exécution de la loi du Régime de retraite des enseignants 1965, sess. 1, c. 68 et modifications; à l'élément 3, une prévision statutaire de \$23 388 100 alors que la dépense s'est établie à \$16 344 134 (1) pour l'exécution de la loi du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, 1973, c. 12 et modifications; à l'élément 4, une prévision statutaire de \$2 300 000 alors que la dépense s'est établie à \$2 726 789 pour l'exécution de la loi de l'assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics, S.R., c. 12 et modifications.

(1) Y compris \$15 908 071 pour l'engagement porté aux dépenses.

Élément 3	Élément 4	Élément 5	
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	Assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	Administration	Total
\$ 23 388 100	\$ 2 300 000	\$ 6 192 800	\$ 133 248 300
		612 170 (28 600) 8 800	612 170 (28 600) 8 800
23 388 100	2 300 000	6 785 170	133 840 670
16 344 134	2 726 789	6 338 908	124 339 498
\$ 7 043 966		\$ 446 262	\$ 9 927 961
	\$ (426 789)		\$ (426 789)
\$ 16 344 134	\$ 2 726 789	\$ 5 316 659	\$ 5 316 659
		368 008 201 893 170 452 4 427 119 940 143 419 2 968	118 000 590 368 008 201 893 170 452 4 427 119 940 143 419 2 968
16 344 134	2 726 789	6 327 766	124 328 356
		11 142	11 142
\$ 16 344 134	\$ 2 726 789	\$ 6 338 908	\$ 124 339 498

FONCTION PUBLIQUE

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

Ce programme vise à recruter et sélectionner des candidats pour combler les postes vacants, à établir et maintenir à jour une classification du personnel de la Fonction publique et à s'assurer que les employés non assujettis à une convention collective de travail soient traités de façon impartiale et équitable

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Recrutement et sélection	Classification et rémunération	Enquêtes	Gestion interne et soutien	Total
Crédits	\$ 2 685 200	\$ 383 400	\$ 167 100	\$ 1 135 900	\$ 4 371 600
Additions et modifications:					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	80 000	50 000		24 000	154 000
Des ministères suivants					
Agriculture				21 700	21 700
Conseil du trésor				2 400	2 400
Finances				27 000	27 000
Autres	(30 000)	(10 000)	(35 000)	75 000	
Crédits autorisés	2 735 200	423 400	132 100	1 286 000	4 576 700
Dépenses	2 639 594	400 972	118 196	1 157 856	4 316 618
Crédits non utilisés	\$ 95 606	\$ 22 428	\$ 13 904	\$ 128 144	\$ 260 082

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement

1—Traitements	\$ 2 454 251	\$ 384 257	\$ 115 708	\$ 994 787	\$ 3 949 003
2—Autres rémunérations	9 608			6 630	16 238
3—Communications	66 016	7 853	1 084	13 748	88 701
4—Services	24 511	2 113		6 746	33 370
5—Entretien				1 184	1 184
6—Loyers	17 706			77 066	94 772
7—Fournitures	24 150	3 128	169	52 406	79 853
11—Autres dépenses	3 108	115		438	3 661
	2 599 350	397 466	116 961	1 153 005	4 266 782

Capital

8—Équipement	40 244	3 506	1 235	4 851	49 836
	\$ 2 639 594	\$ 400 972	\$ 118 196	\$ 1 157 856	\$ 4 316 618

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1— Traitements	\$ 168 493 888			\$ 168 493 888
2— Autres rémunérations	5 572 329			5 572 329
3— Communications	901 713			901 713
4— Services	700 151			700 151
5— Entretien	11 806			11 806
6— Loyers	318 644			318 644
7— Fournitures	348 174			348 174
8— Équipement	722	\$ 76 920		77 642
11— Autres dépenses	14 562			14 562
	<u>\$ 176 361 989</u>	<u>\$ 76 920</u>	<u></u>	<u>\$ 176 438 909</u>

IMMIGRATION

REVENUS

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de terrains et bâtisses	\$ 350	
Location d'espaces de stationnement	180	\$ 90
	<u>530</u>	<u>90</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>96 446</u>	<u>35 569</u>
Revenus autonomes	<u>96 976</u>	<u>35 659</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Cours de préparation à la citoyenneté	342 101	453 307
Manuels de langue	<u>68 159</u>	<u>73 918</u>
	<u>410 260</u>	<u>527 225</u>
	<u>\$ 507 236</u>	<u>\$ 562 884</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

Secteur: Immigration	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
1—Immigration	<u>\$ 10 556 192</u>	<u>\$ 10 147 754</u>	<u>\$ 8 647 112</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 10 556 192	\$ 10 147 754	
Crédits non utilisés			
Votés	<u>(408 438)</u>	<u> </u>	
	<u>\$ 10 147 754</u>	<u>\$ 10 147 754</u>	

IMMIGRATION

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

IMMIGRATION		Ce programme vise à assurer la participation et l'intégration des immigrants à la vie québécoise		
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Établissement des immigrants	Adaptation des immigrants	Direction et gestion interne	Total
Crédits	\$ 1 162 000	\$ 6 814 200	\$ 2 600 100	\$ 10 576 300
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances			6 000	6 000
Au ministère des Richesses naturelles			(26 800)	(26 800)
Du ministère de la Justice			692	692
Autres	150 600	85 200	(235 800)	
Crédits autorisés	1 312 600	6 899 400	2 344 192	10 556 192
Dépenses	1 272 965	6 746 617	2 128 172	10 147 754
Crédits non utilisés	\$ 39 635	\$ 152 783	\$ 216 020	\$ 408 438
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 175 312	\$ 3 763 917	\$ 1 413 360	\$ 6 352 589
2—Autres rémunérations		499 088	78 324	577 412
3—Communications	66 062	65 266	161 163	292 491
4—Services	31 591	1 872 366	289 143	2 193 100
5—Entretien		270	3 507	3 777
6—Loyers		15 402	50 124	65 526
7—Fournitures		150 528	78 389	228 917
11—Autres dépenses		16 391	25 877	42 268
	1 272 965	6 383 228	2 099 887	9 756 080
Capital				
8—Équipement		62 397	28 285	90 682
Transfert				
10—Transfert		300 992		300 992
	\$ 1 272 965	\$ 6 746 617	\$ 2 128 172	\$ 10 147 754

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 6 352 589			\$ 6 352 589
2—Autres rémunérations	577 412			577 412
3—Communications	292 491			292 491
4—Services	2 193 100			2 193 100
5—Entretien	3 777			3 777
6—Loyers	65 526			65 526
7—Fournitures	228 917			228 917
8—Équipement		\$ 90 682		90 682
10—Transfert			\$ 300 992	300 992
11—Autres dépenses	42 268			42 268
	<u>\$ 9 756 080</u>	<u>\$ 90 682</u>	<u>\$ 300 992</u>	<u>\$ 10 147 754</u>

INDUSTRIE ET COMMERCE**REVENUS**

	1976-77	1975-76
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Pêche commerciale	\$ 48 328	\$ 47 618
Préparation ou mise en conserve du poisson	117	57
Remboursement	65 595	46 689
	<u>114 040</u>	<u>94 364</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	372	690
Matériel et fournitures	2 047	5 190
Terrains et bâtisses	300	263 100
Bateaux usagés	1	36 100
Electricité	122	
Fourniture d'eau douce	165	
Location d'autres terrains et bâtisses	21 468	10 530
Location de machinerie et d'équipement	1 820	470
Location d'espaces de stationnement	11 130	10 155
Location d'entrepôts frigorifiques	327 276	378 293
Location de bateaux	715	
Analyses		100
Cale de halage	52 341	22 805
Expositions et séminars	4 539	463
Office canadien du poisson salé	9 282	
Location de services de personnel	104 566	
	<u>536 144</u>	<u>727 896</u>
Intérêts		
Prêts		9 877
Amendes et confiscations		
Infractions aux lois de la pêche	6 618	4 846
Dépôts	800	300
	<u>7 418</u>	<u>5 146</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	10 599	
Autres dépenses	105 839	65 340
	<u>116 438</u>	<u>65 340</u>
	<u>660 000</u>	<u>808 259</u>
Revenus autonomes	<u>774 040</u>	<u>902 623</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programme à frais partagés		
Développement des pêcheries	42 705	53 769
	<u>\$ 816 745</u>	<u>\$ 956 392</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Industries secondaires			
1—Gestion interne et soutien	\$ 4 807 900	\$ 4 208 073	\$ 4 619 725
2—Recherche économique	1 401 300	1 381 761	1 100 805
3—Orientation et développement de l'industrie secondaire	42 077 342	39 640 413	30 824 529
4—Centre de recherche industrielle du Québec	5 000 000	5 000 000	
5—Administration de la Société de développement industriel du Québec	25 434 700	19 658 386	15 970 543
6—Administration de la Société du parc industriel du centre du Québec	2 832 600	2 709 625	2 181 105
Secteur: Commerce			
7—Services aux établissements commerciaux	880 600	719 925	557 223
Secteur: Pêches maritimes			
8—Développement des pêches maritimes	14 772 700 (1)	12 608 620 (1)	12 275 456
Secteur: Statistiques, planification et coordination			
9—Services statistiques centraux	3 788 900	3 664 479	3 363 441
Secteur: Services de soutien			
10—Normalisation et spécifications	650 500	556 540	531 080
	<u>\$ 101 646 542 (1)</u>	<u>\$ 90 147 822 (1)</u>	<u>\$ 71 423 907</u>
 Crédits votés	 \$ 101 646 542	 \$ 85 147 822	
Crédits statutaires		5 000 000	
	101 646 542	90 147 822	
 Crédits non utilisés			
Votés	(16 498 720)		
Dépassements aux crédits statutaires	5 000 000		
	<u>\$ 90 147 822</u>	<u>\$ 90 147 822</u>	

(1) Y compris pour les prêts \$91 000 aux crédits autorisés et \$91 000 aux dépenses.

INDUSTRIE ET COMMERCE

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère

	Élément 1	Élément 2	
	Direction et soutien administratif du ministère	Soutien technique du ministère	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits autorisés	\$ 1 227 200	\$ 3 580 700	\$ 4 807 900
Dépenses	1 010 503	3 197 570	4 208 073
Crédits non utilisés	<u>\$ 216 697</u>	<u>\$ 383 130</u>	<u>\$ 599 827</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 806 550	\$ 2 265 025	\$ 3 071 575
2—Autres rémunérations	76 304	82 027	158 331
3—Communications	77 613	222 083	299 696
4—Services	11 593	157 366	168 959
5—Entretien	3 896	6 982	10 878
6—Loyers	10 981	45 367	56 348
7—Fournitures	18 214	183 463	201 677
11—Autres dépenses		14 037	14 037
	<u>1 005 151</u>	<u>2 976 350</u>	<u>3 981 501</u>
Capital			
8—Équipement	<u>5 352</u>	<u>37 720</u>	<u>43 072</u>
Transfert			
10—Transfert	<u></u>	<u>183 500</u>	<u>183 500</u>
	<u>\$ 1 010 503</u>	<u>\$ 3 197 570</u>	<u>\$ 4 208 073</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

Ce programme vise à parfaire la connaissance de l'économie industrielle du Québec dans ses aspects sectoriels, régionaux et conjoncturels afin de mieux dégager les possibilités d'action du gouvernement dans ce domaine

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 1 201 300
Additions et modifications:	
Virements	
De la provision du programme 4	
du ministère du Conseil exécutif	200 000
Crédits autorisés	1 401 300
Dépenses	1 381 761
Crédits non utilisés	\$ 19 539

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 1 095 628
2—Autres rémunérations	7 316
3—Communications	36 012
4—Services	224 545
5—Entretien	650
6—Loyers	13 256
7—Fournitures	2 784
11—Autres dépenses	270
	1 380 461
Capital	
8—Équipement	1 300
	\$ 1 381 761

INDUSTRIE ET COMMERCE

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

ORIENTATION ET DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE SECONDAIRE		Ce programme vise à stimuler l'implantation de nouvelles industries et à faciliter le maintien ou la croissance des entreprises existantes			
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Prospection de l'investissement	Expansion des marchés	Infra-structure d'accueil à l'industrie	Conseils et aide aux secteurs industriels et aux entreprises	Total
Crédits	\$ 2 583 800	\$ 1 248 500	\$ 21 471 100	\$ 5 670 100	\$ 30 973 500
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires 2			203 500		203 500
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances				3 209 000	3 209 000
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	1 000 000		1 275 000	5 500 000	7 775 000
Au ministère des Affaires intergouvernementales	(99 527)				(99 527)
Du ministère du Conseil exécutif		15 869			15 869
Autres	(436 608)	534 800	(2 848 192)	2 750 000	
Crédits autorisés	3 047 665	1 799 169	20 101 408	17 129 100	42 077 342
Dépenses	2 915 000	1 646 657	18 131 934	16 946 822	39 640 413
Crédits non utilisés	\$ 132 665	\$ 152 512	\$ 1 969 474	\$ 182 278	\$ 2 436 929
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 885 604	\$ 406 147	\$ 516 903	\$ 3 758 094	\$ 5 566 748
2—Autres rémunérations	36 919	36 392	32 251	389 383	494 945
3—Communications	60 689	415 209	82 131	355 588	913 617
4—Services	561 162	125 744	216 705	644 955	1 548 566
5—Entretien	408			1 571	1 979
6—Loyers	42 089	596	1 294	17 814	61 793
7—Fournitures	18 379	7 776		20 090	46 245
11—Autres dépenses	5 116	1 191	4 617	8 122	19 046
	1 610 366	993 055	853 901	5 195 617	8 652 939
Capital					
4—Services			194 433		194 433
8—Équipement	2 188	13 514	1 302	9 535	26 539
9—Immobilisations			3 082 608		3 082 608
	2 188	13 514	3 278 343	9 535	3 303 580
Transfert					
10—Transfert	1 302 446	640 088	13 999 690	11 741 670	27 683 894
	\$ 2 915 000	\$ 1 646 657	\$ 18 131 934	\$ 16 946 822	\$ 39 640 413

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC

Ce programme vise à assurer le fonctionnement de l'organisme chargé de réaliser ou de participer à la réalisation de recherches industrielles

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$ 5 000 000
* Dépenses	<u>5 000 000</u>
Crédits non utilisés	\$ 5 000 000
Dépassements aux crédits statutaires	<u><u>\$(5 000 000)</u></u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	
Transfert	
10—Transfert Statutaires	<u><u>\$ 5 000 000</u></u>

* Dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$5 000 000 afférente à la Loi modifiant la Charte du Centre de recherche industrielle du Québec, 1976, c. 34.

INDUSTRIE ET COMMERCE**DÉTAIL DU PROGRAMME 5****ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
INDUSTRIEL DU QUÉBEC**

Ce programme vise à assurer le fonctionnement de l'organisme chargé de faciliter la transformation de la structure industrielle par une aide sélective à l'investissement et par l'octroi de crédits à des entreprises viables

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 23 051 700
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance	
du ministère des Finances	<u>2 383 000</u>
Crédits autorisés	25 434 700
Dépenses	<u>19 658 386</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 5 776 314</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 1 306 485
2—Autres rémunérations	15 957
3—Communications	92 232
4—Services	42 870
5—Entretien	3 004
6—Loyers	23 673
7—Fournitures	15 824
11—Autres dépenses	<u>4 633</u>
	<u>1 504 678</u>
Capital	
8—Équipement	<u>3 699</u>
Transfert	
10—Transfert	<u>18 150 009</u>
	<u><u>\$ 19 658 386</u></u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

**ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ DU PARC
INDUSTRIEL DU CENTRE DU QUÉBEC**

Ce programme vise à assurer le fonctionnement de l'organisme chargé d'aménager et de développer un parc industriel d'envergure au centre du Québec

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$ 2 832 600
Dépenses	<u>2 709 625</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 122 975</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 258 733
2—Autres rémunérations	52 013
3—Communications	32 928
4—Services	18 305
5—Entretien	62 132
6—Loyers	9 330
7—Fournitures	80 194
11—Autres dépenses	<u>2 184 287</u>
	<u>2 697 922</u>

Capital

8—Équipement	<u>11 703</u>
	<u>\$ 2 709 625</u>

INDUSTRIE ET COMMERCE

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

SERVICES AUX ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX

Ce programme vise à contribuer à la promotion de la vente de produits québécois, à diffuser des conseils techniques auprès des associations de commerçants et de leurs membres et à administrer la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 730 600
Additions et modifications:	
Crédits supplémentaires 2	<u>150 000</u>
Crédits autorisés	880 600
Dépenses	<u>7 19 925</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 160 675</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 473 659
2—Autres rémunérations	7 890
3—Communications	82 090
4—Services	125 266
6—Loyers	328
7—Fournitures	988
8—Équipement	<u>95</u>
	<u>690 316</u>
Transfert	
10—Transfert	<u>29 609</u>
	<u><u>\$ 719 925</u></u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES MARITIMES

Ce programme vise à orienter le développement des pêches maritimes et à fournir aux entreprises et travailleurs une aide financière, des services et des équipements d'appui aptes à améliorer le rendement du secteur

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Inventaires, recherches et gestion interne du secteur	Contribution à l'exploitation de la ressource	Contribution à la transformation de la ressource	Total
Crédits	\$ 1 954 100	\$ 4 196 800	\$ 7 752 200	\$ 13 903 100
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires 2		769 600		769 600
Virements				
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif			100 000	100 000
Autres	68 000	391 000	(459 000)	
Crédits autorisés	2 022 100	5 357 400	7 393 200 *	14 772 700 *
Dépenses	1 790 978	4 950 495	5 867 147 *	12 608 620 *
Crédits non utilisés	\$ 231 122	\$ 406 905	\$ 1 526 053	\$ 2 164 080

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 123 770	\$ 1 748 223	\$ 1 508 996	\$ 4 380 989
2—Autres rémunérations	197 324	74 271	391 154	662 749
3—Communications	88 427	178 706	70 435	337 568
4—Services	47 678	109 490	51 378	208 546
5—Entretien	15 530	113 497	127 239	256 266
6—Loyers	174 936	23 523	9 134	207 593
7—Fournitures	58 017	135 809	421 015	614 841
11—Autres dépenses	289	4 513	55	4 857
	1 705 971	2 388 032	2 579 406	6 673 409
Capital				
4—Services			355 388	355 388
8—Équipement	85 007	484 087	81 139	650 233
9—Immobilisations			1 099 938	1 099 938
	85 007	484 087	1 536 465	2 105 559
Transfert				
10—Transfert		2 078 376	1 660 276	3 738 652
Prêts				
13—Prêts			91 000	91 000
	\$ 1 790 978	\$ 4 950 495	\$ 5 867 147	\$ 12 608 620

* Y compris pour les prêts \$400 000 aux crédits, modifiés à \$91 000 par virement de \$100 000 de la super-catégorie "Transfert" et de \$409 000 aux super-catégories "Fonctionnement, Capital et Transfert" ainsi que \$91 000 aux dépenses.

INDUSTRIE ET COMMERCE

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

SERVICES STATISTIQUES CENTRAUX		Ce programme vise à recueillir, compiler, exploiter et diffuser des informations statistiques sur les aspects économiques et sociaux du Québec		
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Production statistique	Analyse et information statistiques	Gestion interne et soutien technique	Total
Crédits	\$ 1 717 200	\$ 1 807 500	\$ 275 800	\$ 3 800 500
Additions et modifications:				
Virements				
Au ministère du Travail et				
Main-d'oeuvre			(11 600)	(11 600)
Autres		(12 000)	12 000	
Crédits autorisés	1 717 200	1 795 500	276 200	3 788 900
Dépenses	1 688 441	1 716 324	259 714	3 664 479
Crédits non utilisés	\$ 28 759	\$ 79 176	\$ 16 486	\$ 124 421
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 463 432	\$ 1 427 193	\$ 142 931	\$ 3 033 556
2—Autres rémunérations	75 483	61 107		136 590
3—Communications	42 987	119 554	1 774	164 315
4—Services	98 564	106 155	17 845	222 564
5—Entretien			6 407	6 407
6—Loyers	1 505	1 257	51 545	54 307
7—Fournitures	1 665		15 816	17 481
11—Autres dépenses	695		2 369	3 064
	1 684 331	1 715 266	238 687	3 638 284
Capital				
8—Équipement	4 110	1 058	21 027	26 195
	\$ 1 688 441	\$ 1 716 324	\$ 259 714	\$ 3 664 479

DÉTAIL DU PROGRAMME 10

NORMALISATION ET SPÉCIFICATIONS

Ce programme vise à préparer des normes et spécifications pour les organismes acheteurs du secteur public et pour les industries manufacturières

Crédits et dépenses	Montant
Crédits autorisés	\$ 650 500
Dépenses	556 540
Crédits non utilisés	<u>\$ 93 960</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 460 469
2—Autres rémunérations	9 247
3—Communications	25 588
4—Services	27 315
6—Loyers	5 849
7—Fournitures	26 486
	<u>554 954</u>
Capital	
8—Équipement	<u>1 586</u>
	<u>\$ 556 540</u>

INDUSTRIE ET COMMERCESOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 19 647 842			\$ 19 647 842
2—Autres rémunérations	1 545 038			1 545 038
3—Communications	1 984 046			1 984 046
4—Services	2 586 936	\$ 549 821		3 136 757
5—Entretien	341 316			341 316
6—Loyers	432 477			432 477
7—Fournitures	1 006 520			1 006 520
8—Équipement	95	764 327		764 422
9—Immobilisations		4 182 546		4 182 546
10—Transfert			\$ 54 785 664	54 785 664
11—Autres dépenses	2 230 194			2 230 194
	<u>\$ 29 774 464</u>	<u>\$ 5 496 694</u>	<u>\$ 54 785 664</u>	<u>\$ 90 056 822 *</u>

* Excluant \$ 91 000 pour les prêts.

JUSTICE

REVENUS

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Ventes de bière par les détaillants	\$ 5 887 194	\$ 5 856 143
Ventes de spiritueux et de vins aux détenteurs de permis	9 463 121	9 337 492
Détaillants	<u>7 448 873</u>	<u>5 792 080</u>
	<u>22 799 188</u>	<u>20 985 715</u>
 Autres droits et permis		
Loteries et courses	553 189	558 603
Changements de nom	10 624	10 220
Cités et villes	1 125	2 025
Agences d'investigation ou de sécurité	308 799	235 751
Assermentation	52 445	40 815
Huissiers	<u>19 600</u>	<u>51 150</u>
	<u>945 782</u>	<u>898 564</u>
	<u>23 744 970</u>	<u>21 884 279</u>
 Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	4 287	6 795
Matériel et fournitures	53 061	37 596
Location de chambres et pensions	1 331 844	1 448 575
Location d'espaces de stationnement	21 595	10 853
Enregistrement de droits	8 767 844	8 025 641
Actes judiciaires	7 773 817	7 043 315
Actes juridiques	1 282 159	955 857
Vérification de signatures	80	66
Cours de formation et de perfectionnement des policiers	22 760	57 514
Signification et témoins par les policiers	143 071	132 958
Soins aux détenus	130 831	72 100
Location de services de personnel	<u>68 785</u>	<u>50 074</u>
	<u>19 600 134</u>	<u>17 841 344</u>
 Intérêts		
Comptes de banque	<u>105</u>	
 Contributions au régime de retraite		
Membres de la Sûreté du Québec	<u>5 313 593</u>	<u>4 746 428</u>

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Amendes et confiscations		
Infractions au Code de la route	\$ 8 799 606	\$ 7 854 051
Infractions au Code criminel	5 270 943	4 522 469
Infractions à la Loi de la Commission de		
contrôle des permis d'alcool	338 855	294 638
Infractions aux lois de la conservation		
de la faune	283 419	180 931
Infractions à d'autres lois	1 014 762	1 024 753
Dépôts et cautionnements	2 757	3 675
	<u>15 710 342</u>	<u>13 880 517</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	296 763	195 218
Autres dépenses	544 585	311 655
	<u>841 348</u>	<u>506 873</u>
	<u>41 465 522</u>	<u>36 975 162</u>
Revenus autonomes	<u>65 210 492</u>	<u>58 859 441</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Aide juridique	3 094 000	3 067 000
Indemnisation aux victimes d'actes		
criminels	411 633	
Indemnités aux victimes d'inondations	8 847 497	8 174 653
Protection civile	373 248	378 622
	<u>12 726 378</u>	<u>11 620 275</u>
	<u>\$ 77 936 870</u>	<u>\$ 70 479 716</u>

JUSTICE

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Institutions judiciaires			
1—Fonctionnement du système judiciaire	\$ 50 199 250	\$ 49 559 881	\$ 42 580 411
2—Commission des droits et libertés de la personne	1 350 000	940 869	464 471
3—Gestion interne et soutien	11 999 700	10 564 034	9 558 185
Secteur: Institutions pénales			
4—Garde des prévenus et des détenus	41 129 900	39 819 718	33 679 347
Secteur: Réadaptation sociale			
5—Réinsertion sociale des délinquants	6 839 500	6 450 400	5 116 722
6—Aide juridique et financière	27 682 900	27 819 824	21 644 117
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
7—Enregistrement officiel	7 648 900	7 482 689	6 854 762
8—Contrôle des jeux de hasard et des courses	331 887	331 775	239 871
9—Contrôle des permis d'alcool	4 562 600	4 459 929	3 824 487
Secteur: Services de soutien			
10—Contentieux général du gouvernement	7 602 400	7 520 136	6 295 080
Secteur: Habitation			
11—Conciliation entre locataires et propriétaires	1 559 390	1 558 142	1 507 999
Secteur: Contentieux			
12—Contentieux pénal	3 370 600	2 957 112	2 114 733
13—Contentieux criminel	6 229 800	6 172 424	5 046 141
Secteur: Sécurité publique			
14—Coordination des activités de la sécurité publique	3 472 600	3 401 022	2 612 729
15—Normalisation et surveillance de l'exercice des fonctions de police	2 334 900	2 147 812	2 518 450
16—Protection civile	22 501 495	16 679 344	1 844 335
Secteur: Sécurité publique			
17—Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	95 558 200	94 157 917	77 620 652
18—Gestion interne et soutien à la Sûreté du Québec	37 347 408	35 400 576	30 739 203

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Institutions judiciaires			
19—Enquêtes et expertises scientifiques pour fins judiciaires	\$ 3 346 900	\$ 3 280 009	\$ 3 001 307
	<u>\$ 335 068 330</u>	<u>\$ 320 703 613</u>	<u>\$ 257 263 002</u>
<hr/>			
Crédits votés et mandats spéciaux	\$ 314 533 335	\$ 301 047 278	
Crédits statutaires	<u>20 534 995</u>	<u>19 656 335</u>	
	335 068 330	320 703 613	
Crédits non utilisés			
Votés et mandats spéciaux	(13 486 057)		
Statutaires	<u>(1 040 102)</u>		
Dépassements aux crédits statutaires	161 442		
	<u>\$ 320 703 613</u>	<u>\$ 320 703 613</u>	

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME JUDICIAIRE

Ce programme vise à assurer le fonctionnement des cours de justice et à leur fournir le soutien administratif nécessaire

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Formulation de jugements	Soutien administratif aux cours de justice	Tribunal de l'expropriation	Total
Crédits	\$ 8 301 500	\$ 34 649 700	\$ 1 428 200	\$ 44 379 400
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires 2	3 600 000	820 000		4 420 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		1 395 000		1 395 000
Du ministère du Tourisme, Chasse et Pêche		4 850		4 850
*Crédits autorisés	11 901 500	36 869 550	1 428 200	50 199 250
*Dépenses	11 841 056	36 463 262	1 255 563	49 559 881
Crédits non utilisés	\$ 60 444	\$ 406 288	\$ 172 637	\$ 639 369

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements		\$ 28 593 695	\$ 1 111 813	\$ 29 705 508
Statutaires	\$ 11 460 703			11 460 703
2—Autres rémunérations		2 062 195	23 757	2 085 952
Statutaires	12 350			12 350
3—Communications		671 837	76 243	748 080
Statutaires	368 003			368 003
4—Services		3 572 249	11 356	3 583 605
5—Entretien		27 240	448	27 688
6—Loyers		498 005	5 885	503 890
7—Fournitures		963 333	16 469	979 802
11—Autres dépenses		6 553		6 553
	11 841 056	36 395 107	1 245 971	49 482 134
Capital				
8—Équipement		68 155	9 592	77 747
	\$ 11 841 056	\$ 36 463 262	\$ 1 255 563	\$ 49 559 881

*Y compris, à l'élément 1, une prévision statutaire de \$ 11 901 500 alors que la dépense s'est établie à \$ 11 841 056 pour les juges de la cour provinciale, de la cour des sessions de la paix et de la cour du bien-être social ainsi que le régime de retraite des juges et des coroners, S.R., c. 20 et modifications et 1966-67, c. 19 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

**COMMISSION DES DROITS ET LIBERTÉS
DE LA PERSONNE**

Ce programme vise à promouvoir, par toute mesure appropriée, les principes contenus dans la Charte des droits et libertés de la personne, exercer les pouvoirs et exécuter les devoirs prescrits par la charte

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 500 000
Additions et modifications:	
Crédits supplémentaires 2	<u>850 000</u>
*Crédits autorisés	1 350 000
*Dépenses	<u>940 869</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 409 131</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
2—Autres rémunérations	
Statutaires	\$ 767 655
3—Communications	
Statutaires	44 290
4—Services	
Statutaires	47 422
5—Entretien	
Statutaires	557
6—Loyers	
Statutaires	11 235
7—Fournitures	
Statutaires	<u>62 147</u>
	<u>933 306</u>
 Capital	
8—Équipement	
Statutaires	<u>7 563</u>
	<u><u>\$ 940 869</u></u>

*Prévision et dépense statutaires concernant la Charte des droits et libertés de la personne, 1975, c.6.

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère

	Élément 1	Élément 2	Élément 3
Crédits et dépenses par éléments	Direction	Administration du personnel	Administration de l'équipement
Crédits	\$ 3 979 300	\$ 1 683 600	\$ 1 021 700
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires 2			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	552 000	61 000	
Du ministère des Finances		7 200	
Autres	(192 000)		100 000
*Crédits autorisés	4 339 300	1 751 800	1 121 700
*Dépenses	3 709 668	1 701 755	1 027 755
Crédits non utilisés	\$ 629 632	\$ 50 045	\$ 93 945

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 478 820	\$ 1 546 226	\$ 450 282
2—Autres rémunérations statutaires	834 393	44 035	12 743
3—Communications	240 403	46 796	60 385
4—Services	343 267	24 424	48 887
5—Entretien	2 996	446	2 804
6—Loyers	23 321	15 423	
7—Fournitures	55 906	15 341	450 232
11—Autres dépenses	30 000	123	
	<u>3 009 106</u>	<u>1 692 814</u>	<u>1 025 333</u>
Capital			
8—Équipement statutaires	19 226	8 941	2 422
	<u>19 226</u>	<u>8 941</u>	<u>2 422</u>
Transfert			
10—Transfert	681 336		
	<u>\$ 3 709 668</u>	<u>\$ 1 701 755</u>	<u>\$ 1 027 755</u>

*Y compris, à l'élément 6, une prévision statutaire de \$ 220 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 100 528 pour l'exécution de la Loi sur la refonte des lois, 1976, c.11.

Élément 4	Élément 5	Élément 6	
Administra- tion financière	Organisation et méthodes	Révision du Code civil	Total
\$ 521 200	\$ 3 543 900	\$ 296 800	\$ 11 046 500
		220 000	220 000
12 000	101 000		726 000
12 000		80 000	7 200
545 200	3 644 900	596 800	11 999 700
533 365	3 138 465	453 026	10 564 034
<u>\$ 11 835</u>	<u>\$ 506 435</u>	<u>\$ 143 774</u>	<u>\$ 1 435 666</u>
\$ 442 300	\$ 1 727 474		\$ 5 645 102
16 534	96 622	\$ 197 163	1 201 490
63 432	61 991	97 085	97 085
1 815	772 855	58 829	531 836
147	13 916	66 924	1 258 172
5 179	314 066	19 944	20 309
2 068	113 794	9 638	377 933
			646 979
			30 123
<u>531 475</u>	<u>3 100 718</u>	<u>449 583</u>	<u>9 809 029</u>
1 890	37 747		70 226
		3 443	3 443
<u>1 890</u>	<u>37 747</u>	<u>3 443</u>	<u>73 669</u>
			681 336
<u>\$ 533 365</u>	<u>\$ 3 138 465</u>	<u>\$ 453 026</u>	<u>\$ 10 564 034</u>

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

GARDE DES PRÉVENUS ET DES DÉTENUS

Ce programme vise à protéger la société en gardant dans les établissements prévus à cette fin les personnes condamnées à l'incarcération par les tribunaux et certaines personnes en attente de procès

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Hébergement	Surveillance et transport	Total
Crédits	\$ 5 893 500	\$ 26 148 700	\$ 32 042 200
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires 2	1 300 000	315 000	1 615 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	154 000	7 318 700	7 472 700
Crédits autorisés	7 347 500	33 782 400	41 129 900
Dépenses	6 949 640	32 870 078	39 819 718
Crédits non utilisés	\$ 397 860	\$ 912 322	\$ 1 310 182

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 2 837 685	\$ 31 161 714	\$ 33 999 399
2—Autres rémunérations	123 201	171 560	294 761
3—Communications	53 472	280 242	333 714
4—Services	395 996	539 351	935 347
5—Entretien	13 245	62 756	76 001
6—Loyers	2 116	77 480	79 596
7—Fournitures	3 475 911	374 906	3 850 817
11—Autres dépenses	499		499
	6 902 125	32 668 009	39 570 134
Capital			
8—Équipement	47 515	202 069	249 584
	\$ 6 949 640	\$ 32 870 078	\$ 39 819 718

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

RÉINSERTION SOCIALE DES DÉLINQUANTS

Ce programme vise à amener les personnes délinquantes à réintégrer un cadre social normal

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Réinsertion sociale des probationnaires	Réinsertion sociale des détenus	Total
Crédits	\$ 2 871 600	\$ 3 198 500	\$ 6 070 100
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires 2		261 300	261 300
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	124 000	384 100	508 100
Crédits autorisés	2 995 600	3 843 900	6 839 500
Dépenses	2 948 436	3 501 964	6 450 400
Crédits non utilisés	\$ 47 164	\$ 341 936	\$ 389 100
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 2 697 907	\$ 883 235	\$ 3 581 142
2—Autres rémunérations	64 044	76 538	140 582
3—Communications	144 634	15 512	160 146
4—Services	4 619	1 163 427	1 168 046
5—Entretien	855	3 292	4 147
6—Loyers	21 290	432	21 722
7—Fournitures	10 940	48 149	59 089
11—Autres dépenses	25	9 915	9 940
	2 944 314	2 200 500	5 144 814
Capital			
8—Équipement	4 122	147 220	151 342
Transfert			
10—Transfert		1 154 244	1 154 244
	\$ 2 948 436	\$ 3 501 964	\$ 6 450 400

JUSTICE**DÉTAIL DU PROGRAMME 6****AIDE JURIDIQUE ET FINANCIÈRE**

Ce programme vise à assurer l'accès à la justice aux personnes économiquement défavorisées ainsi que l'indemnisation de victimes d'actes criminels

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 23 404 800
Additions et modifications:	
Crédits supplémentaires 2	3 484 100
Virements	
Du Fonds de suppléance	
du ministère des Finances	<u>794 000</u>
*Crédits autorisés	27 682 900
*Dépenses	<u>27 819 824</u>
Crédits non utilisés	\$ 20 420
Dépassements aux crédits statutaires	<u>\$ (157 344)</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 37 216
4—Services	
Statutaires	<u>142 181</u>
	<u>179 397</u>
Transfert	
10—Transfert	25 035 264
Statutaires	<u>2 605 163</u>
	<u>27 640 427</u>
	<u>\$ 27 819 824</u>

*Y compris, une prévision statutaire de \$ 2 590 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 2 747 344 pour l'exécution de la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels, 1971, c. 18 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

ENREGISTREMENT OFFICIEL

Ce programme vise à assurer la conservation des actes de l'état civil, des actes relatifs au patrimoine et d'autres documents officiels

	Élément 1	Élément 2	
	Enregistre- ment de l'état civil, des régimes matrimoniaux et de changements de nom des individus	Enregistre- ment d'actes relatifs au patrimoine	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 506 500	\$ 6 845 200	\$ 7 351 700
Additions et modifications:			
Virements	.		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		297 200	297 200
Autres	(104 400)	104 400	
Crédits autorisés	402 100	7 246 800	7 648 900
Dépenses	386 647	7 096 042	7 482 689
Crédits non utilisés	\$ 15 453	\$ 150 758	\$ 166 211
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 316 311	\$ 6 461 803	\$ 6 778 114
2—Autres rémunérations	16 528	225 137	241 665
3—Communications	17 207	90 427	107 634
4—Services	482	2 115	2 597
5—Entretien	571	6 847	7 418
6—Loyers	1 175	120 236	121 411
7—Fournitures	32 071	179 265	211 336
11—Autres dépenses		303	303
	384 345	7 086 133	7 470 478
Capital			
8—Équipement	2 302	9 909	12 211
	\$ 386 647	\$ 7 096 042	\$ 7 482 689

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

CONTRÔLE DES JEUX DE HASARD ET DES COURSES

Ce programme vise à protéger le public à l'occasion de l'organisation et la conduite de jeux de hasard et de courses sur lesquelles le pari mutuel est permis

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 669 600
Additions et modifications:	
Virements	
Au ministère du Revenu	(337 713)
Crédits autorisés	331 887
Dépenses	331 775
Crédits non utilisés	\$ 112

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 286 161
2—Autres rémunérations	22 333
3—Communications	10 325
4—Services	2 961
5—Entretien	365
6—Loyers	2 588
7—Fournitures	6 394
8—Équipement	648
	<u>\$ 331 775</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

CONTRÔLE DES PERMIS D'ALCOOL**Ce programme vise à protéger le public en contrôlant l'exploitation des débits d'alcool**

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 4 223 600
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance	
du ministère des Finances	339 000
Crédits autorisés	4 562 600
Dépenses	4 459 929
Crédits non utilisés	\$ 102 671

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 2 266 493
2—Autres rémunérations	19 161
3—Communications	379 148
4—Services	48 056
5—Entretien	790
6—Loyers	22 036
7—Fournitures	79 987
	2 815 671
Capital	
8—Équipement	4 039
Transfert	
10—Transfert	1 640 219
	\$ 4 459 929

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 10

CONTENTIEUX GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT		Ce programme vise à assurer les services juridiques aux différents ministères	
	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Contentieux général du ministère de la Justice et des autres ministères	Réclamations	Total
Crédits	\$ 6 237 100	\$ 303 500	\$ 6 540 600
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	1 057 900		1 057 900
Du ministère des Transports	3 900		3 900
Autres	(30 000)	30 000	
Crédits autorisés	7 268 900	333 500	7 602 400
Dépenses	7 196 485	323 651	7 520 136
Crédits non utilisés	\$ 72 415	\$ 9 849	\$ 82 264
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 5 023 595	\$ 258 289	\$ 5 281 884
2—Autres rémunérations	490 723	5	490 728
3—Communications	217 983	43 517	261 500
4—Services	1 391 046	16 990	1 408 036
5—Entretien	259	607	866
6—Loyers	15 659	1 794	17 453
7—Fournitures	24 375	1 001	25 376
	7 163 640	322 203	7 485 843
Capital			
8—Équipement	32 845	1 448	34 293
	\$ 7 196 485	\$ 323 651	\$ 7 520 136

DÉTAIL DU PROGRAMME 11

**CONCILIATION ENTRE LOCATAIRES
ET PROPRIÉTAIRES**

Ce programme vise à concilier les relations entre locataires et propriétaires, et à régler leurs conflits

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 4 914 500
Additions et modifications:	
Virements	
Au ministère des Affaires municipales	<u>(3 355 110)</u>
Crédits autorisés	1 559 390
Dépenses	<u>1 558 142</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 1 248</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
2—Autres rémunérations	\$ 932 141
3—Communications	56 103
4—Services	505 577
5—Entretien	518
6—Loyers	9 676
7—Fournitures	<u>44 313</u>
	<u>1 548 328</u>
 Capital	
8—Équipement	<u>9 814</u>
	<u><u>\$ 1 558 142</u></u>

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 12

CONTENTIEUX PÉNAL**Ce programme vise à assurer l'application des
diverses lois pénales du Québec**

Crédits et dépenses	Montant
*Crédits autorisés	\$ 3 370 600
*Dépenses	<u>2 957 112</u>
Crédits non utilisés	\$ 417 586
Dépassements aux crédits statutaires	<u><u>\$ (4 098)</u></u>
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES	
Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 707 868
2—Autres rémunérations	86 041
3—Communications	3 103
4—Services	1 782 447
5—Entretien	1 068
6—Loyers	12 200
7—Fournitures	<u>110 807</u>
	<u>2 703 534</u>
Capital	
8—Équipement	<u>4 480</u>
Transfert	
10—Transfert Statutaires	<u>249 098</u>
	<u><u>\$ 2 957 112</u></u>

*Y compris, une prévision statutaire de \$ 245 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 249 098 concernant la Loi du Code de la route, S.R., c. 231 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 13

CONTENTIEUX CRIMINEL**Ce programme vise à assurer l'application du Code criminel**

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 6 133 400
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance	
du ministère des Finances	96 400
Crédits autorisés	6 229 800
Dépenses	6 172 424
Crédits non utilisés	\$ 57 376

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 4 798 536
2—Autres rémunérations	511 822
3—Communications	198 502
4—Services	530 369
5—Entretien	1 564
6—Loyers	48 445
7—Fournitures	46 273
	6 135 511
Capital	
8—Équipement	36 913
	\$ 6 172 424

JUSTICE**DÉTAIL DU PROGRAMME 14****COORDINATION DES ACTIVITÉS
DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

Ce programme vise à informer le ministère sur l'évolution de la criminalité au Québec, à suggérer les politiques et les programmes au ministère dans le domaine de la police et à assurer la coordination de l'activité policière

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Recherche et program- mation	Formation et perfectionne- ment des policiers	Sécurité interne	Total
Crédits	\$ 506 400	\$ 2 033 300	\$ 932 900	\$ 3 472 600
Additions et modifications:				
Virements				
Autres	(110 000)	177 000	(67 000)	
Crédits autorisés	396 400	2 210 300	865 900	3 472 600
Dépenses	358 165	2 191 545	851 312	3 401 022
Crédits non utilisés	\$ 38 235	\$ 18 755	\$ 14 588	\$ 71 578

**DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES
ET CATÉGORIES**

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 237 616	\$ 703 759	\$ 626 386	\$ 1 567 761
2—Autres rémunérations	3 966	23 339		27 305
3—Communications	22 568	100 407	162 348	285 323
4—Services	6 027	747 521	58 118	811 666
5—Entretien		23 828	188	24 016
6—Loyers	2 323	31 213	1 988	35 524
7—Fournitures	1 252	494 189	2 284	497 725
8—Équipement	413			413
	274 165	2 124 256	851 312	3 249 733
Capital				
8—Équipement		67 289		67 289
Transfert				
10—Transfert	84 000			84 000
	\$ 358 165	\$ 2 191 545	\$ 851 312	\$ 3 401 022

DÉTAIL DU PROGRAMME 15

**NORMALISATION ET SURVEILLANCE
DE L'EXERCICE DES FONCTIONS DE POLICE**

Ce programme vise à assurer l'élaboration de politiques et normes concernant les activités des corps de police du Québec, leur surveillance et leur coordination

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 2 026 900
Additions et modifications:	
Crédits supplémentaires 2	156 000
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	152 000
Crédits autorisés	2 334 900
Dépenses	2 147 812
Crédits non utilisés	<u>\$ 187 088</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 1 421 443
2—Autres rémunérations	131 510
3—Communications	110 158
4—Services	452 036
5—Entretien	380
6—Loyers	19 858
7—Fournitures	10 622
	<u>2 146 007</u>
Capital	
8—Équipement	<u>1 805</u>
	<u>\$ 2 147 812</u>

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 16

PROTECTION CIVILE**Ce programme vise à assurer la protection de la population en cas de désastre**

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 2 558 900
Additions et modifications:	
Mandats spéciaux	20 000 000
Virements	
Au ministère des Communications	(57 405)
*Crédits autorisés	22 501 495
*Dépenses	16 679 344
Crédits non utilisés	\$ 5 822 151

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
2—Autres rémunérations	\$ 245 824
Statutaires	1 573 722
3—Communications	199 885
Statutaires	64 348
4—Services	881 635
Statutaires	334 472
5—Entretien	
Statutaires	28 967
6—Loyers	16 438
Statutaires	11 688
7—Fournitures	23 527
Statutaires	80 667
11—Autres dépenses	
Statutaires	43 194
	3 504 367
Capital	
8—Équipement	
Statutaires	66 510
Transfert	
10—Transfert	13 108 467
	\$ 16 679 344

*Y compris, une prévision statutaire de \$ 2 501 495 alors que la dépense s'est établie à \$ 2 203 568 pour l'exécution de la Loi de la protection civile, S.R., c. 53.

DÉTAIL DU PROGRAMME 17

**PROTECTION DE LA SOCIÉTÉ,
DES CITOYENS ET DE LEURS BIENS****Ce programme vise à protéger la société, ses
citoyens et leurs biens contre toutes les formes
d'activité criminelle**

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Présence policière générale	Enquêtes policières spécialisées	Enquêtes reliées aux lois de la moralité et des alcools	Total
Crédits	\$ 66 744 700	\$ 12 214 700	\$ 5 113 500	\$ 84 072 900
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires 2	4 654 000			4 654 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	6 413 000	346 300	72 000	6 831 300
Autres	550 000	(170 000)	(380 000)	
Crédits autorisés	78 361 700	12 391 000	4 805 500	95 558 200
Dépenses	77 213 894	12 223 201	4 720 822	94 157 917
Crédits non utilisés	\$ 1 147 806	\$ 167 799	\$ 84 678	\$ 1 400 283
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 74 170 509	\$ 11 278 233	\$ 4 461 724	\$ 89 910 466
2—Autres rémunérations	453 535	33 455	7 393	494 383
3—Communications	2 582 114	425 539	162 184	3 169 837
4—Services		40 301		40 301
11—Autres dépenses	7 736	445 673	89 521	542 930
	<u>\$ 77 213 894</u>	<u>\$ 12 223 201</u>	<u>\$ 4 720 822</u>	<u>\$ 94 157 917</u>

JUSTICE

DÉTAIL DU PROGRAMME 18

GESTION INTERNE ET SOUTIEN À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion de la Sûreté du Québec

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Direction et soutien administratif	Soutien technique	Administration du personnel	Informatique et méthodes	Total
Crédits	\$ 4 321 100	\$ 24 535 200	\$ 4 912 400	\$ 3 207 900	\$ 36 976 600
Additions et modifications:					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	31 900	136 800	35 500	167 300	371 500
Au ministère de l'Immigration			(692)		(692)
Autres	(100 000)	40 000	300 000	(240 000)	
*Crédits autorisés	4 253 000	24 712 000	5 247 208	3 135 200	37 347 408
*Dépenses	3 942 982	23 473 892	4 946 827	3 036 875	35 400 576
Crédits non utilisés	<u>\$ 310 018</u>	<u>\$ 1 238 108</u>	<u>\$ 300 381</u>	<u>\$ 98 325</u>	<u>\$ 1 946 832</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 801 358	\$ 9 220 157	\$ 2 163 899	\$ 1 793 853	\$ 13 979 267
Statutaires			1 573 872		1 573 872
2—Autres rémunérations	31 508	171 397	24 610	34 852	262 367
3—Communications	231 978	741 578	1 097 729	12 270	2 083 555
4—Services	346 233	770 599	84 202	4 938	1 205 972
5—Entretien	49 107	2 402 626			2 451 733
6—Loyers	260 288	2 788 692		1 190 962	4 239 942
7—Fournitures	1 830 032	4 545 232			6 375 264
11—Autres dépenses	10 495	2 044	2 515		15 054
	<u>3 560 999</u>	<u>20 642 325</u>	<u>4 946 827</u>	<u>3 036 875</u>	<u>32 187 026</u>
Capital					
8—Équipement	<u>381 983</u>	<u>2 831 567</u>			<u>3 213 550</u>
	<u>\$ 3 942 982</u>	<u>\$ 23 473 892</u>	<u>\$ 4 946 827</u>	<u>\$ 3 036 875</u>	<u>\$ 35 400 576</u>

*Y compris, à l'élément 3, une prévision statutaire de \$ 1 727 000 alors que la dépense s'est établie à \$ 1 573 872 pour le régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec, 1971, c. 17.

DÉTAIL DU PROGRAMME 19

**ENQUÊTES ET EXPERTISES SCIENTIFIQUES
POUR FINS JUDICIAIRES**

Ce programme vise à renseigner la Justice par des enquêtes qui ont pour objet de déterminer quels décès ou incendies sont de nature criminelle et par des expertises scientifiques qui permettent une connaissance plus approfondie de la perpétration de certains crimes et méfaits

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Enquêtes sur les décès et les incendies	Expertises médico-légales et scientifiques	Total
Crédits	\$ 1 123 400	\$ 1 963 500	\$ 3 086 900
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires 2	150 000		150 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	36 000	74 000	110 000
Autres	125 000	(125 000)	
Crédits autorisés	1 434 400	1 912 500	3 346 900
Dépenses	1 419 069	1 860 940	3 280 009
Crédits non utilisés	\$ 15 331	\$ 51 560	\$ 66 891

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 504 174	\$ 1 356 675	\$ 1 860 849
2—Autres rémunérations	4 804	21 128	25 932
3—Communications	3 698	50 242	53 940
4—Services	893 436	287 821	1 181 257
5—Entretien		11 123	11 123
6—Loyers	4 695	4 298	8 993
7—Fournitures	7 509	84 627	92 136
8—Équipement	753		753
	1 419 069	1 815 914	3 234 983
Capital			
8—Équipement		45 026	45 026
	\$ 1 419 069	\$ 1 860 940	\$ 3 280 009

JUSTICESOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 214 861 784			\$ 214 861 784
2—Autres rémunérations	9 664 809			9 664 809
3—Communications	9 169 430			9 169 430
4—Services	16 322 155			16 322 155
5—Entretien	2 657 510			2 657 510
6—Loyers	5 560 628			5 560 628
7—fournitures	13 203 261			13 203 261
8—Équipement	1 814	\$ 4 055 835		4 057 649
10—Transfert			\$ 44 557 791	44 557 791
11—Autres dépenses	648 596			648 596
	<u>\$ 272 089 987</u>	<u>\$ 4 055 835</u>	<u>\$ 44 557 791</u>	<u>\$ 320 703 613</u>

REVENU

REVENUS

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Impôts sur le revenu et sur les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	\$ 2 945 214 627	\$ 2 450 407 771
Contributions au financement des programmes d'hospitalisation	278 807 930*	
Impôt des sociétés	588 900 982	550 918 335
Droits de successions	27 384 519	32 755 321
	<u>3 840 308 058</u>	<u>3 034 081 427</u>
Taxes à la consommation		
Vente au détail	1 341 110 731	1 203 560 123
Carburants	428 449 625	421 742 105
Tabac	82 844 226	85 622 775
Repas et hôtellerie	125 331 703	108 100 335
Télécommunications	32 402 181	28 187 354
	<u>2 010 138 466</u>	<u>1 847 212 692</u>
Droits et permis		
Ressources forestières		
Profits d'exploitation forestière	8 517 446	9 459 699
Pari mutuel		
Pari mutuel	22 233 933	20 852 693
Autres droits et permis		
Loi des licences	1 392 537	1 312 949
	<u>32 143 916</u>	<u>31 625 341</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	9 502	8 469
Location d'espaces de stationnement	525	
Frais de perception R.R.Q.	8 947 660	7 463 869
Frais de perception R.A.M.Q.	5 851 307	5 263 099
Officiers publics	2 677	9 061
	<u>14 811 671</u>	<u>12 744 498</u>
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	16 555 398	14 643 228
Impôt des sociétés	20 779 977	3 673 588
Droits de successions	1 867 597	1 922 279
Vente au détail	5 288 705	1 732 940
Carburants	250 462	208 314

	1976-77	1975-76
Tabac	\$ 256	\$ 19
Repas et hôtellerie	551 006	344 044
Télécommunications	15 030	1 074
Profits d'exploitation forestière	377 265	(35 158)
Officiers publics	804	44
	<u>45 686 500</u>	<u>22 490 372</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 697 341	260 172
Autres	25 167	17 424
	<u>1 722 508</u>	<u>277 596</u>
	<u>62 220 679</u>	<u>35 512 466</u>
Revenus autonomes	<u><u>\$ 5 944 811 119</u></u>	<u><u>\$ 4 948 431 926</u></u>

*Voir note 6 à la page 5-7.

NOTES

1—Les remboursements suivants ont été déduits du revenu

Impôt sur le revenu des particuliers	\$ 441 013 199	\$ 263 312 206
Impôt des sociétés	16 202 008	26 446 359
Droits de successions	829 768	897 689
Vente au détail	10 012 583	7 263 332
Carburants	3 994 816	4 485 086
Tabac	361 838	182 065
Repas et hôtellerie	40 580	85 863
Télécommunications	31 837	28 059
Profits d'exploitation forestière	548 085	65 084
Loi des licences		4 316
Frais de perception R.R.Q.		459 707
Frais de perception R.A.M.Q.		101 900
Autres	24 911	55 784
	<u>\$ 473 059 625</u>	<u>\$ 303 387 450</u>

2—Recettes et déboursés non imputables au revenu

a) Contributions au Régime de rentes du Québec	<u>\$ 597 613 406</u>	<u>\$ 525 156 970</u>
b) Contributions au Régime de l'assurance-maladie du Québec	<u>\$ 390 918 506</u>	<u>\$ 370 616 704</u>
c) Fonds spécial olympique	<u>\$ 58 549 171</u>	

REVENU

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Administration financière			
1—Administration fiscale	\$ 103 120 500	\$ 95 629 574	\$ 92 784 235
Secteur: Gestion municipale			
2—Redistribution aux municipalités d'une partie du produit de certaines taxes à la consommation	392 000 000	353 412 636	316 812 604
Secteur: Régimes de protection du revenu			
3—Remboursements à certains travailleurs autonomes d'une partie de leurs contributions au Régime de rentes du Québec	2 700 000	2 470 246	2 417 085
Secteur: Agriculture			
4—Aide financière à l'industrie des courses de chevaux	2 000 000	1 109 823	428 496
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
5—Contrôle des jeux de hasard et des courses	337 713	173 661	239 871
	<u>\$ 500 158 213</u>	<u>\$ 452 795 940</u>	<u>\$ 412 682 291</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 69 069 813	\$ 66 916 691	
Crédits statutaires	<u>431 088 400</u>	<u>385 879 249</u>	
	500 158 213	452 795 940	
Crédits non utilisés			
Votés	(2 153 122)		
Statutaires	(45 399 943)		
Dépassements aux crédits statutaires	<u>190 792</u>		
	<u>\$ 452 795 940</u>	<u>\$ 452 795 940</u>	

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

ADMINISTRATION FISCALE

Ce programme vise à percevoir les sommes dues par les mandataires et contribuables assujettis aux lois fiscales et à réprimer l'évasion et la fraude fiscales

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
				Direction et soutien administratif	
Crédits et dépenses par éléments	Perception	Vérification	Soutien technique		Total
Crédits	\$ 64 370 700	\$ 26 019 800	\$ 4 681 200	\$ 3 048 800	\$ 98 120 500
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires 2	5 000 000				5 000 000
Virements					
Autres	530 000	(152 000)	(458 000)	80 000	
* Crédits autorisés	69 900 700	25 867 800	4 223 200	3 128 800	103 120 500
* Dépenses	63 027 065	25 550 305	4 052 791	2 999 413	95 629 574
Crédits non utilisés	\$ 7 064 427	\$ 317 495	\$ 170 409	\$ 129 387	\$ 7 681 718
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (190 792)				\$ (190 792)

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 21 783 262	\$ 22 571 997	\$ 3 862 428	\$ 2 538 001	\$ 50 755 688
2—Autres rémunérations	5 174 399	149 569	61 415	54 840	5 440 223
3—Communications	1 625 889	2 192 567	41 290	290 931	4 150 677
4—Services	448 545	132 536	59 278	79 668	720 027
Statutaires (1)	17 255 992				17 255 992
Statutaires (2)	2 178 698				2 178 698
Statutaires (3)	2 404 817				2 404 817
Statutaires (4)	1 668 180				1 668 180
Statutaires (5)	188 065				188 065
5—Entretien	65 682	6 962	276	2 275	75 195
6—Loyers	2 209 578	4 311	14 967	2 783	2 231 639
7—Fournitures	2 710 653	437 410	7 988	11 769	3 167 820
11—Autres dépenses	5 969			5 945	11 914
Statutaires	5 190 792				5 190 792
	62 910 521	25 495 352	4 047 642	2 986 212	95 439 727

Capital

8—Équipement	116 544	54 953	5 149	13 201	189 847
	\$ 63 027 065	\$ 25 550 305	\$ 4 052 791	\$ 2 999 413	\$ 95 629 574

* Y compris à l'élément 1, une prévision statutaire de \$5 000 000 alors que la dépense s'est établie à \$5 190 792 concernant les intérêts payés en vertu de la Loi du ministère du Revenu, 1972, c. 22 et modifications; y compris aussi une prévision statutaire de \$29 388 400 alors que la dépense s'est établie à \$23 695 752 concernant les indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes en vertu des lois suivantes:

- 1—Impôt sur la vente en détail, S.R., c. 71 et modifications
- 2—Taxe sur les carburants, 1972, c. 30 et modifications
- 3—Impôt sur le tabac, S.R., c. 72 et modifications
- 4—Taxe sur les repas et l'hôtellerie, S.R., c. 73 et modifications
- 5—Taxe sur les télécommunications, 1965, sess. 1, c. 28 et modifications

REVENU

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

REDISTRIBUTION AUX MUNICIPALITÉS D'UNE PARTIE DU PRODUIT DE CERTAINES TAXES À LA CONSOMMATION

Ce programme vise à assurer une aide financière aux municipalités en leur redistribuant une partie du produit de certaines taxes à la consommation

	Élément 1	Élément 2	
	Redistribu- tion aux municipa- lités d'une partie du produit de la taxe sur la vente en détail	Redistribu- tion à cer- taines muni- cipalités d'une partie du produit de la taxe sur les repas et l'hôtellerie	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 328 500 000	\$ 31 000 000	\$ 359 500 000
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires 1	32 500 000		32 500 000
* Crédits autorisés	361 000 000	31 000 000	392 000 000
* Dépenses	327 986 398	25 426 238	353 412 636
Crédits non utilisés	<u>\$ 33 013 602</u>	<u>\$ 5 573 762</u>	<u>\$ 38 587 364</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Transfert**

10—Transfert
Statutaires

\$ 327 986 398\$ 25 426 238\$ 353 412 636

* À l'élément 1, une prévision et dépense statutaires concernant la compensation payable aux municipalités pour tenir lieu du droit d'imposer une taxe sur la vente en détail, S.R., c. 71 et modifications et à l'élément 2, une prévision et dépense statutaires concernant les subventions aux municipalités d'au moins 150 000 habitants, S.R., c. 73 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

**REMBOURSEMENTS À CERTAINS TRAVAILLEURS
AUTONOMES D'UNE PARTIE DE LEURS CONTRIBUTIONS
AU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC****Ce programme vise à alléger la contribution de
certains travailleurs autonomes au Régime de
rentes du Québec**

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 2 200 000
Additions et modifications:	
Crédits supplémentaires 2	500 000
* Crédits autorisés	2 700 000
* Dépenses	2 470 246
Crédits non utilisés	\$ 229 754

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Transfert**10—Transfert
Statutaires\$ 2 470 246

* Prévion et dépense statutaires concernant les remboursements à certains travailleurs autonomes d'une partie de leurs contributions en vertu du Régime de rentes du Québec, S.R., c. 66 et modifications.

REVENU

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

**AIDE FINANCIÈRE À L'INDUSTRIE DES COURSES
DE CHEVAUX****Ce programme vise à promouvoir l'industrie des
courses de chevaux**

Crédits et dépenses	Montant
Additions et modifications: Crédits supplémentaires 2	<u>\$ 2 000 000</u>
*Crédits autorisés	2 000 000
*Dépenses	<u>1 109 823</u>
Crédits non utilisés	<u>\$ 890 177</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Transfert**10—Transfert
 Statutaires\$ 1 109 823*Prévision et dépense statutaires concernant la Loi des licences, S.R.,
c. 79 et modifications—art 45a.

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

CONTRÔLE DES JEUX DE HASARD ET DES COURSES

Ce programme vise à protéger le public à l'occasion de l'organisation et la conduite de jeux de hasard et de courses sur lesquelles le pari mutuel est permis

Crédits et dépenses	Montant
Additions et modifications:	
Virements	
Du ministère de la Justice	<u>\$ 337 713</u>
Crédits autorisés	337 713
Dépenses	<u>173 661</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 164 052</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 144 138
2—Autres rémunérations	9 797
3—Communications	6 414
4—Services	2 980
5—Entretien	139
6—Loyers	4 839
7—Fournitures	4 936
8—Équipement	206
11—Autres dépenses	<u>212</u>
	<u><u>\$ 173 661</u></u>

REVENUSOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 50 899 826			\$ 50 899 826
2—Autres rémunérations	5 450 020			5 450 020
3—Communications	4 157 091			4 157 091
4—Services	24 418 759			24 418 759
5—Entretien	75 334			75 334
6—Loyers	2 236 478			2 236 478
7—Fournitures	3 172 756			3 172 756
8—Équipement	206	\$ 189 847		190 053
10—Transfert			\$ 356 992 705	356 992 705
11—Autres dépenses	5 202 918			5 202 918
	<u>\$ 95 613 388</u>	<u>\$ 189 847</u>	<u>\$ 356 992 705</u>	<u>\$ 452 795 940</u>

RICHESSSES NATURELLES

REVENUS

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Droits et permis		
Ressources minières		
Exploitation minière	\$ 15 380 471	\$ 43 977 401
Lots de villages miniers	71 096	81 522
Mise en valeur	962 570	817 580
Exploitation par baux miniers	206 901	472 984
Exploitation par concessions minières	55 427	54 103
Prospecteurs	64 301	78 401
Ventes de métaux précieux bruts	10	5
Emmagasinement d'énergie	45 247	35 927
Renseignements généraux	961	
	<u>16 786 984</u>	<u>45 517 923</u>
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	1 844 353	2 769 090
Énergie électrique produite	1 389 737	2 477 697
Forage pour l'eau	1 075	755
Emmagasinement de l'eau	598 805	600 822
Flottage	127 902	136 251
Aménagement de cours d'eau	8 130	3 278
	<u>3 970 002</u>	<u>5 987 893</u>
Autres droits et permis		
Exploitation de pétrole et de gaz naturel	2 340	
Recherche de pétrole et de gaz naturel	297 352	41 206
Ventes de gaz naturel	5	719
Production, vente ou distribution de l'énergie électrique	897 142	730 257
Détaillants	476 531	385 186
Transport de produits pétroliers	34 023	24 990
Huile à chauffage	66 994	58 745
Entreposage de produits pétroliers	3 210	25 590
Grossistes et détaillants	204 785	165 070
Ventes de lubrifiant	106 225	85 380
Droits de passage sur les terrains du gouvernement du Québec		177
	<u>2 088 607</u>	<u>1 517 320</u>
	<u>22 845 593</u>	<u>53 023 136</u>

	1976-77	1975-76
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	\$ 60 088	\$ 60 445
Matériel et fournitures	1 024	
Terrains et bâtisses	91 254	22 162
Biens de consommation et autres	164 505	196 929
Lots de sable	73 795	53 325
Carburants	1 665 879	952 981
Location de machinerie et d'équipement	14 139	21 266
Enregistrement de transfert	10 267	12 256
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	71 364	139 785
Location de terrains pour le transport d'énergie électrique	17 016	19 131
Location de lots de grève et à eau profonde	146 328	123 788
Location de parcs à déchets	43 716	75 337
Location d'autres terrains et bâtisses	255 303	134 138
Analyse et traitement du minerai	61 718	53 747
Stimulation et surveillance de la production minière	144 721	154 847
Inventaire et recherche météorologiques	8 939	38 481
Inventaire des eaux	87 952	12 089
Amélioration du régime des eaux	76 405	175 586
Hôtellerie	302 636	279 615
Aide technique	79 771	127 546
Eau, égouts, protection d'incendie, entretien des routes et autres	(458)	150 296
	<u>3 376 362</u>	<u>2 803 750</u>
Intérêts		
Droits à percevoir sur les profits d'exploitation minière	261 738	84 843
Prêts à des coopératives	34 535	28 382
Prêts à des compagnies d'électricité	39	14
Gain sur fluctuation de change		32
	<u>296 312</u>	<u>113 271</u>
Amendes et confiscations		
Bris de contrats		101
Infractions à diverses lois		131
		<u>232</u>

RICHESSSES NATURELLES

REVENUS (suite)

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	\$ 33 416	\$ 103 908
Autres dépenses	2 366	16 945
	<u>35 782</u>	<u>120 853</u>
	<u>3 708 456</u>	<u>3 038 106</u>
Revenus autonomes	<u>26 554 049</u>	<u>56 061 242</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Levés aéromagnétiques	245 000	235 000
Recherche météorologique		88 880
Inventaire des eaux de surface	639 945	557 137
Régularisation des eaux de Montréal	665 183	52 891
	<u>1 550 128</u>	<u>933 908</u>
	<u>\$ 28 104 177</u>	<u>\$ 56 995 150</u>

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Mines			
1—Inventaires et recherches	\$ 6 357 390	\$ 5 831 683	\$ 5 066 401
2—Soutien et surveillance de l'industrie minière	8 902 500	7 592 012	8 111 081
3—Gestion interne et soutien	4 940 814	4 553 144	3 800 364
Secteur: Eau			
4—Inventaires et recherches	4 568 600	4 132 296	3 752 837
5—Contrôle de la ressource eau et de ses usages	13 980 818	12 321 093	14 380 506
Secteur: Statistiques, planification et coordination			
6—Affaires du Nord	17 533 320(1)	17 096 466(1)	20 353 028
Secteur: Énergie			
7—Études et recherches concernant les hydrocarbures et l'électricité	1 897 400	1 820 415	1 636 377
8—Régie de l'électricité et du gaz	1 709 200	1 486 666	1 445 018
	<u>\$ 59 890 042(1)</u>	<u>\$54 833 775(1)</u>	<u>\$ 58 545 612</u>
Crédits votés et mandats spéciaux	\$ 59 890 042	\$ 54 833 775	
Crédits non utilisés			
Votés et mandats spéciaux	(5 056 267)(2)		
	<u>\$ 54 833 775</u>	<u>\$ 54 833 775</u>	

(1) Y compris pour les prêts \$315 000 aux crédits autorisés et \$50 000 aux dépenses.

(2) Y compris \$265 000 pour les prêts.

RICHESSSES NATURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

INVENTAIRES ET RECHERCHES

Ce programme vise à assurer la couverture géologique du territoire, à repérer, à évaluer et à indiquer à l'industrie les zones favorables éventuellement exploitables

	Élément 1	Élément 2	
	Inventaires et études géologiques	Inventaires des ressources minérales	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 3 383 900	\$ 1 664 200	\$ 5 048 100
Additions et modifications:			
Mandats spéciaux	600 000		600 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	124 400	202 200	326 600
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	375 000		375 000
Du ministère du Tourisme, Chasse et Pêche		7 690	7 690
Crédits autorisés	4 483 300	1 874 090	6 357 390
Dépenses	4 196 109	1 635 574	5 831 683
Crédits non utilisés	\$ 287 191	\$ 238 516	\$ 525 707

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 235 170	\$ 1 353 602	\$ 2 588 772
2—Autres rémunérations	763 273	6 813	770 086
3—Communications	533 674	159 683	693 357
4—Services	1 310 840	48 024	1 358 864
5—Entretien	10 240	11 479	21 719
6—Loyers	41 542	1 569	43 111
7—Fournitures	206 111	40 906	247 017
	4 100 850	1 622 076	5 722 926
Capital			
8—Équipement	95 259	13 498	108 757
	\$ 4 196 109	\$ 1 635 574	\$ 5 831 683

RICHESSSES NATURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

SOUTIEN ET SURVEILLANCE DE L'INDUSTRIE MINIÈRE		
Ce programme vise à stimuler l'activité minière en participant avec l'industrie à certains investissements en infrastructures, en recherche appliquée et économique, à fournir un soutien technique et à surveiller l'application des règles de sécurité		
Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Aide à l'exploration minière	Élément 2 Recherches minérales
Crédits	\$ 1 369 000	\$ 2 466 000
Additions et modifications:		
Mandats spéciaux		
Virements		
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	53 400	252 900
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		380 000
Crédits autorisés	1 422 400	3 098 900
Dépenses	1 250 340	2 658 651
Crédits non utilisés	\$ 172 060	\$ 440 249
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Fonctionnement		
1—Traitements	\$ 730 661	\$ 2 158 981
2—Autres rémunérations	14 296	83 267
3—Communications	13 780	16 175
4—Services	3 145	26 643
5—Entretien	3 702	16 216
6—Loyers	396	7 809
7—Fournitures	9 845	218 488
8—Équipement		
11—Autres dépenses		
	775 825	2 527 579
Capital		
2—Autres rémunérations	63 305	
3—Communications	5 389	
4—Services	10 163	
6—Loyers	341 583	
7—Fournitures	16 096	
8—Équipement	4 179	131 072
9—Immobilisations	2 000	
	442 715	131 072
Transfert		
10—Transfert	31 800	
	\$ 1 250 340	\$ 2 658 651

Élément 3	Élément 4	Élément 5	
Stimulation et sur- veillance de la production minière	Économie minérale	Gestion interne et soutien du secteur mines	Total
\$ 1 857 900	\$ 462 100	\$ 410 900	\$ 6 565 900
500 000			500 000
184 100	22 000	19 200	531 600
925 000			1 305 000
3 467 000	484 100	430 100	8 902 500
3 029 892	298 504	354 625	7 592 012
\$ 437 108	\$ 185 596	\$ 75 475	\$ 1 310 488
\$ 955 218	\$ 229 676	\$ 319 602	\$ 4 394 138
8 986	17 000	8 425	131 974
105 523	16 021	14 845	166 344
2 337	30 600	10 491	73 216
16 792	934		37 644
1 588	2 592	573	12 385
42 235	1 681	689	272 822
43			689
1 132 722	298 504	354 625	43
			5 089 255
135 397			198 702
3 552			8 941
14 106			24 269
597 892			939 475
35 328			51 424
13 522			148 773
1 057 373			1 059 373
1 857 170			2 430 957
40 000			71 800
\$ 3 029 892	\$ 298 504	\$ 354 625	\$ 7 592 012

RICHESSSES NATURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère

	Élément 1	Élément 2	
	Direction du ministère	Soutien ad- ministratif et technique du ministère	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 936 800	\$ 3 585 500	\$ 4 522 300
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires 2		150 000	150 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		234 014	234 014
Du ministère des Finances		34 500	34 500
Autres	(60 000)	60 000	
Crédits autorisés	876 800	4 064 014	4 940 814
Dépenses	717 736	3 835 408	4 553 144
Crédits non utilisés	\$ 159 064	\$ 228 606	\$ 387 670

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 558 177	\$ 2 235 941	\$ 2 794 118
2—Autres rémunérations	55 795	190 238	246 033
3—Communications	34 806	163 200	198 006
4—Services	58 712	428 568	487 280
5—Entretien	298	247 360	247 658
6—Loyers	3 398	110 896	114 294
7—Fournitures	3 418	289 945	293 363
11—Autres dépenses		160	160
	714 604	3 666 308	4 380 912
Capital			
8—Équipement	3 132	134 470	137 602
Transfert			
10—Transfert		34 630	34 630
	\$ 717 736	\$ 3 835 408	\$ 4 553 144

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

INVENTAIRES ET RECHERCHES

Ce programme vise à recueillir, analyser, traiter et diffuser les données servant à la connaissance de la quantité et de la qualité de l'eau disponible au Québec

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Inventaires et recherches météorologiques	Inventaires des eaux	Total
Crédits	\$ 1 051 500	\$ 3 342 600	\$ 4 394 100
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	40 300	38 200	78 500
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		96 000	96 000
Autres	55 000	(55 000)	
Crédits autorisés	1 146 800	3 421 800	4 568 600
Dépenses	896 465	3 235 831	4 132 296
Crédits non utilisés	\$ 250 335	\$ 185 969	\$ 436 304

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 511 828	\$ 1 725 671	\$ 2 237 499
2—Autres rémunérations	206 690	358 769	565 459
3—Communications	111 437	508 152	619 589
4—Services	275	108 509	108 784
5—Entretien	1 520	19 312	20 832
6—Loyers	7 226	22 829	30 055
7—Fournitures	43 502	263 758	307 260
11—Autres dépenses		915	915
	882 478	3 007 915	3 890 393
Capital			
8—Équipement	13 987	227 916	241 903
	\$ 896 465	\$ 3 235 831	\$ 4 132 296

RICHESSSES NATURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

CONTRÔLE DE LA RESSOURCE EAU ET DE SES USAGES		Ce programme vise à l'élaboration et à la mise en oeuvre de plans de gestion de la ressource eau qui en assureront l'équilibre et en favoriseront l'utilisation			
		Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4
		Protection contre les dérèglements hydrauliques	Amélioration du régime des eaux	Surveillance et réglementation de l'utilisation des lits et des berges	Gestion interne et soutien du secteur eau
Crédits et dépenses par éléments					Total
Crédits		\$ 2 384 200	\$ 2 629 600	\$ 1 142 500	\$ 477 200
Additions et modifications:					\$ 6 633 500
Crédits supplémentaires 2		1 013 300			1 013 300
Mandats spéciaux		700 000	600 000		1 300 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		185 336	174 300	71 600	29 800
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		1 014 623	3 558 359		461 036
Autres		(159 000)	358 700	(101 700)	(98 000)
Crédits autorisés		5 138 459	7 320 959	1 112 400	409 000
Dépenses		4 519 204	6 358 694	1 064 819	378 376
Crédits non utilisés		\$ 619 255	\$ 962 265	\$ 47 581	\$ 30 624
					\$ 1 659 725
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements		\$ 499 923	\$ 1 225 230	\$ 702 023	\$ 299 819
2—Autres rémunérations		274 404	251 312	53 731	8 776
3—Communications		352 623	102 198	209 527	24 780
4—Services		141 783	204 929	69 282	2 786
5—Entretien		258 455	45 360	1 129	160
6—Loyers		651 289	33 374	105	6 376
7—Fournitures		445 327	117 867	26 773	3 572
11—Autres dépenses		3 650	13		
		2 627 454	1 980 283	1 062 570	346 269
Capital					
2—Autres rémunérations		118 774	193 349		
3—Communications		26 450	54 817		
4—Services		22 204	244 212		
6—Loyers		120 576	219 080		
7—Fournitures		135 596	195 395		
8—Équipement		39 764	186 117	2 249	5 107
9—Immobilisations		1 388 148	2 712 341		
		1 851 512	3 805 311	2 249	5 107
Transfert					
10—Transfert		40 238	573 100		27 000
		\$ 4 519 204	\$ 6 358 694	\$ 1 064 819	\$ 378 376
					\$ 12 321 093

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

AFFAIRES DU NORD

Ce programme vise à fournir tous les services à la population du territoire au nord du 52ème parallèle, à favoriser la mise en valeur des ressources naturelles locales et à mettre en application l'entente intervenue avec les autochtones résidant au nord du 48ème parallèle

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Nouveau Québec	Convention avec les autochtones	Total
Crédits	\$ 7 736 100	\$ 9 259 300	\$ 16 995 400
Crédits supplémentaires 2	400 000	86 800	486 800
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		18 020	18 020
Des ministères suivants			
Finances	6 300		6 300
Immigration		26 800	26 800
Crédits autorisés	8 142 400*	9 390 920	17 533 320*
Dépenses	7 760 178*	9 336 288	17 096 466*
Crédits non utilisés	<u>\$ 382 222*</u>	<u>\$ 54 632</u>	<u>\$ 436 854*</u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 111 575	\$ 180 747	\$ 1 292 322
2—Autres rémunérations	2 028 778	15 630	2 044 408
3—Communications	1 191 949	13 154	1 205 103
4—Services	375 876	87 408	463 284
5—Entretien	147 336		147 336
6—Loyers	72 638	2 799	75 437
7—Fournitures	2 413 090	1 102	2 414 192
	<u>7 341 242</u>	<u>300 840</u>	<u>7 642 082</u>
Capital			
2—Autres rémunérations	92 574		92 574
3—Communications	2 484		2 484
7—Fournitures	5 865		5 865
8—Équipement	145 889		145 889
9—Immobilisations	74 124		74 124
	<u>320 936</u>		<u>320 936</u>
Transfert			
10—Transfert	<u>48 000</u>	<u>9 035 448</u>	<u>9 083 448</u>
Prêts			
13—Prêts	<u>50 000</u>		<u>50 000</u>
	<u>\$ 7 760 178</u>	<u>\$ 9 336 288</u>	<u>\$ 17 096 466</u>

* Y compris pour les prêts \$760 000 aux crédits, modifiés à \$315 000 par virement de \$445 000 aux super-catégories "Fonctionnement et Capital", \$50 000 aux dépenses et \$265 000 aux crédits non utilisés.

RICHESSSES NATURELLES

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

**ÉTUDES ET RECHERCHES CONCERNANT
LES HYDROCARBURES ET L'ÉLECTRICITÉ**

Ce programme vise à favoriser la recherche de pétrole et de gaz naturel au Québec et à établir les orientations et les politiques gouvernementales concernant les hydrocarbures et l'électricité

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Recherches d'hydrocarbures	Études et gestion interne	Contrôle et surveillance des distributeurs de produits pétroliers	Total
Crédits	\$ 147 200	\$ 784 400	\$ 517 400	\$ 1 449 000
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	18 400	38 200	139 100	195 700
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	245 000			245 000
Du ministère des Finances			7 700	7 700
Crédits autorisés	410 600	822 600	664 200	1 897 400
Dépenses	384 031	813 089	623 295	1 820 415
Crédits non utilisés	\$ 26 569	\$ 9 511	\$ 40 905	\$ 76 985

**DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES
ET CATÉGORIES**

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 99 487	\$ 619 133	\$ 537 158	\$ 1 255 778
2—Autres rémunérations	26 541	24 048	8 002	58 591
3—Communications	2 952	21 093	72 504	96 549
4—Services	252 800	122 968		375 768
5—Entretien		220	30	250
6—Loyers		15 021	221	15 242
7—Fournitures	2 251	9 664	4 632	16 547
8—Équipement		942	748	1 690
	<u>\$ 384 031</u>	<u>\$ 813 089</u>	<u>\$ 623 295</u>	<u>\$ 1 820 415</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ			
		Ce programme vise à assurer la protection, en matière de prévention d'accidents, d'expropriation, de tarification et d'approvisionnement, aux consommateurs et aux distributeurs de gaz et d'électricité	
Crédits et dépenses par éléments	Élément 1 Contrôle et surveillance des distributeurs	Élément 2 Sécurité publique	Total
Crédits	\$ 866 700	\$ 658 900	\$ 1 525 600
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	94 600	89 000	183 600
Crédits autorisés	961 300	747 900	1 709 200
Dépenses	828 856	657 810	1 486 666
Crédits non utilisés	\$ 132 444	\$ 90 090	\$ 222 534
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 749 291	\$ 582 662	\$ 1 331 953
2—Autres rémunérations	12 877		12 877
3—Communications	30 643	64 974	95 617
4—Services	4 496		4 496
5—Entretien	420	866	1 286
6—Loyers	16 994		16 994
7—Fournitures	11 941	3 674	15 615
	826 662	652 176	1 478 838
Capital			
8—Équipement	2 194	5 634	7 828
	\$ 828 856	\$ 657 810	\$ 1 486 666

RICHESSSES NATURELLESSOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 18 621 575			\$ 18 621 575
2—Autres rémunérations	4 417 651	\$ 603 399		5 021 050
3—Communications	3 763 693	92 692		3 856 385
4—Services	3 290 472	290 685		3 581 157
5—Entretien	781 829			781 829
6—Loyers	998 662	1 279 131		2 277 793
7—Fournitures	4 160 355	388 280		4 548 635
8—Équipement	2 379	1 023 989		1 026 368
9—Immobilisations		5 233 986		5 233 986
10—Transfert			\$ 9 830 216	9 830 216
11—Autres dépenses	4 781			4 781
	<u>\$ 36 041 397</u>	<u>\$ 8 912 162</u>	<u>\$ 9 830 216</u>	<u>\$ 54 783 775*</u>

* Excluant \$50 000 pour les prêts.

TERRES ET FORÊTS

REVENUS

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Droits et permis		
Ressources forestières		
Coupe de bois		
Territoires affermés	\$ 14 113 230	\$ 22 096 167
Forêts domaniales	5 655 884	5 363 694
Terrains vacants	1 768 594	1 337 571
Réserves et autres	972	43 290
Exportation	46 614	
Mesureurs de bois	2 020	3 042
	<u>21 587 314</u>	<u>28 843 764</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	307 173	251 183
Matériel et fournitures	51 665	31 411
Bois	187 451	122 915
Terres de l'État	790 422	976 023
Location de chambres et pensions	52 165	42 785
Constitution de titres	40 502	100 060
Location de territoires affermés	1 607 008	1 541 583
Location des biens des Jésuites et de la		
Seigneurie de Lauzon	42	209
Location d'érablières	9 520	5 974
Location d'autres terrains et bâtisses	830 498	799 204
Construction de routes d'accès aux		
ressources forestières	2 265 699	2 816 977
Prévention et lutte contre les incendies	748 010	942 517
Prévention et lutte contre les insectes		
nuisibles et les maladies des		
arbres	2 431 805	2 661 871
Recherche	8 527	23 991
Mesurage et inventaire du bois	105 489	177 686
	<u>9 435 976</u>	<u>10 494 389</u>
Intérêts		
Sur le paiement des droits	1 108 665	741 048
Sur le paiement des ventes de lots	2 381	9 878
	<u>1 111 046</u>	<u>750 926</u>
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi des terres et forêts	<u>874 399</u>	<u>156 581</u>

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	\$ 13 712	\$ 172 071
Autres dépenses	57 787	25 084
	<u>71 499</u>	<u>197 155</u>
	11 492 920	11 599 051
Revenus autonomes	<u><u>\$ 33 080 234</u></u>	<u><u>\$ 40 442 815</u></u>

TERRES ET FORÊTS**DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES**

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Forêts			
1—Connaissance de la forêt	\$ 6 395 500	\$ 6 143 901	\$ 5 088 870
2—Amélioration de la forêt	7 304 690	6 936 369	7 837 235
3—Protection de la forêt	19 149 775	18 366 479	21 164 614
4—Utilisation de la forêt	29 087 600	25 828 176	30 011 390
5—Gestion interne et soutien	11 118 098	10 356 759	9 072 428
6—Financement forestier	676 425	490 493	22 258
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
7—Gestion des terres publiques	3 016 000	2 886 444	2 474 276
Secteur: Statistiques, planification et coordination			
8—Connaissance géographique du territoire	9 297 957	8 195 916	7 717 556
	<u>\$ 86 046 045</u>	<u>\$ 79 204 537</u>	<u>\$ 83 388 627</u>
Crédits votés	\$ 85 928 945	\$ 79 181 201	
Crédits statutaires	117 100	23 336	
	86 046 045	79 204 537	
Crédits non utilisés			
Votés	(6 747 744)		
Statutaires	(93 764)		
	<u>\$ 79 204 537</u>	<u>\$ 79 204 537</u>	

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

CONNAISSANCE DE LA FORÊT		Ce programme vise à acquérir, traiter, et mettre à jour les données caractérisant le milieu forestier, expérimenter et mettre au point certaines techniques d'intervention et élaborer les différentes options d'aménagement	
	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Recherche	Inventaire de base	Total
Crédits	\$ 2 138 600	\$ 4 096 400	\$ 6 235 000
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	100 700	59 800	160 500
Crédits autorisés	2 239 300	4 156 200	6 395 500
Dépenses	2 160 250	3 983 651	6 143 901
Crédits non utilisés	\$ 79 050	\$ 172 549	\$ 251 599
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 154 226	\$ 1 313 998	\$ 2 468 224
2—Autres rémunérations	252 434	226 808	479 242
3—Communications	146 547	163 594	310 141
4—Services	441 334	2 148 717	2 590 051
5—Entretien	5 905	4 790	10 695
6—Loyers	16 816	14 402	31 218
7—Fournitures	58 250	90 178	148 428
	2 075 512	3 962 487	6 037 999
Capital			
8—Équipement	84 738	21 164	105 902
	\$ 2 160 250	\$ 3 983 651	\$ 6 143 901

TERRES ET FORÊTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

AMÉLIORATION DE LA FORÊT

Ce programme vise à améliorer en qualité et en quantité la capacité de production des superficies à vocation forestière de façon à répondre aux demandes en matière ligneuse ou à d'autres usages

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Reboisement	Travaux sylvicoles	Total
Crédits	\$ 5 273 600	\$ 1 146 800	\$ 6 420 400
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	203 190	143 100	346 290
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	163 000	375 000	538 000
Crédits autorisés	5 639 790	1 664 900	7 304 690
Dépenses	5 462 447	1 473 922	6 936 369
Crédits non utilisés	\$ 177 343	\$ 190 978	\$ 368 321

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 660 706	\$ 763 157	\$ 2 423 863
2—Autres rémunérations	2 523 347	208 766	2 732 113
3—Communications	159 257	77 018	236 275
4—Services	204 173	314 488	518 661
5—Entretien	45 904	19 090	64 994
6—Loyers	346 916	38 477	385 393
7—Fournitures	416 057	52 926	468 983
11—Autres dépenses	146		146
	5 356 506	1 473 922	6 830 428
Capital			
7—Fournitures	2 959		2 959
8—Équipement	101 834		101 834
	104 793		104 793
Transfert			
10—Transfert	1 148		1 148
	\$ 5 462 447	\$ 1 473 922	\$ 6 936 369

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

PROTECTION DE LA FORÊT

Ce programme vise à protéger la forêt contre le feu, les insectes, les maladies et la détérioration par l'homme

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Prévention et lutte contre les incendies	Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres	Éducation en conservation du milieu forestier	Total
Crédits	\$ 5 540 100	\$ 10 016 600	\$ 638 900	\$ 16 195 600
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires 2	2 600 000			2 600 000
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	12 700	124 800	116 675	254 175
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif			100 000	100 000
Autres	300 000	(318 300)	18 300	
Crédits autorisés	8 452 800	9 823 100	873 875	19 149 775
Dépenses	8 061 876	9 461 193	843 410	18 366 479
Crédits non utilisés	\$ 390 924	\$ 361 907	\$ 30 465	\$ 783 296

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 239 726	\$ 726 129	\$ 301 352	\$ 1 267 207
2—Autres rémunérations	7 893	827 459	257 115	1 092 467
3—Communications	8 984	490 883	25 390	525 257
4—Services	7 795 417	2 200 044	102 358	10 097 819
5—Entretien	1 217	35 603	4 346	41 166
6—Loyers	132	169 890	10 526	180 548
7—Fournitures	7 569	4 703 104	45 132	4 755 805
8—Équipement	938			938
	8 061 876	9 153 112	746 219	17 961 207
Capital				
2—Autres rémunérations			32 462	32 462
4—Services			4 495	4 495
6—Loyers			13 777	13 777
7—Fournitures			16 316	16 316
8—Équipement		304 301	30 141	334 442
9—Immobilisations		3 780		3 780
		308 081	97 191	405 272
	\$ 8 061 876	\$ 9 461 193	\$ 843 410	\$ 18 366 479

TERRES ET FORÊTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

UTILISATION DE LA FORÊT		Ce programme vise à assurer l'approvisionnement en bois des usines de transformation et à susciter une meilleure organisation de l'exploitation sur les boisés privés			
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Planification de l'utilisation	Contrôle de l'utilisation	Voirie forestière	Aide à la production forestière privée	Total
Crédits	\$ 6 387 000	\$ 5 880 400	\$ 7 985 700	\$ 4 095 000	\$ 24 348 100
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires 2			2 000 000		2 000 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	25 700	39 900	31 900		97 500
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	10 000		55 000	2 577 000	2 642 000
Autres	(1 146 300)	40 100	1 149 500	(43 300)	
Crédits autorisés	5 276 400	5 960 400	11 222 100	6 628 700	29 087 600
Dépenses	4 434 911	5 848 910	9 368 155	6 176 200	25 828 176
Crédits non utilisés	\$ 841 489	\$ 111 490	\$ 1 853 945	\$ 452 500	\$ 3 259 424
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 2 406 806	\$ 4 739 226	\$ 946 669	\$ 870 122	\$ 8 962 823
2—Autres rémunérations	302 373	224 280	155 674	478 563	1 160 890
3—Communications	223 791	352 753	123 832	155 036	855 412
4—Services	508 632	6 262	100 486	4 397 899	5 013 279
5—Entretien	25 311	90 139	10 828	17 992	144 270
6—Loyers	29 778	25 207	65 994	46 598	167 577
7—Fournitures	99 767	290 329	63 257	115 408	568 761
	3 596 458	5 728 196	1 466 740	6 081 618	16 873 012
Capital					
2—Autres rémunérations			619 353		619 353
3—Communications			671 882		671 882
4—Services	32 425		724 724		757 149
6—Loyers			1 901 155		1 901 155
7—Fournitures			647 919		647 919
8—Équipement	61 478	119 580	112 995	53 622	347 675
9—Immobilisations	734 550	1 134	3 223 387		3 959 071
	828 453	120 714	7 901 415	53 622	8 904 204
Transfert					
10—Transfert	10 000			40 960	50 960
	\$ 4 434 911	\$ 5 848 910	\$ 9 368 155	\$ 6 176 200	\$ 25 828 176

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère

	Élément 1	Élément 2	
	Direction du ministère	Soutien administratif et technique du ministère	Total
Crédit et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 2 615 400	\$ 8 339 100	\$ 10 954 500
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		139 800	139 800
Aux ministères suivants			
Agriculture		(4 402)	(4 402)
Tourisme, Chasse et Pêche	(4 300)		(4 300)
Des ministères suivants			
Agriculture	18 900		18 900
Finances		13 200	13 200
Transports	400		400
Autres	(109 600)	109 600	
Crédits autorisés	2 520 800	8 597 298	11 118 098
Dépenses	2 307 385	8 049 374	10 356 759
Crédits non utilisés	\$ 213 415	\$ 547 924	\$ 761 339

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 762 196	\$ 5 195 394	\$ 6 957 590
2—Autres rémunérations	19 120	267 476	286 596
3—Communications	82 780	363 620	446 400
4—Services	118 191	731 341	849 532
5—Entretien	2 505	162 368	164 873
6—Loyers	1 114	215 861	216 975
7—Fournitures	15 439	753 717	769 156
11—Autres dépenses	36 840	77	36 917
	2 038 185	7 689 854	9 728 039
Capital			
4—Services		3 845	3 845
8—Équipement	16 096	268 534	284 630
9—Immobilisations		87 141	87 141
	16 096	359 520	375 616
Transfert			
10—Transfert	253 104		253 104
	\$ 2 307 385	\$ 8 049 374	\$ 10 356 759

TERRES ET FORÊTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

FINANCEMENT FORESTIER

Ce programme vise à rendre accessible un crédit forestier en vue de faciliter les investissements dans la mise en valeur et la consolidation des forêts privées

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Gestion interne et soutien	Crédit forestier	Total
Crédits	\$ 465 800	\$ 117 100	\$ 582 900
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	93 525		93 525
Autres	(500)	500	
*Crédits autorisés	558 825	117 600	676 425
*Dépenses	466 680	23 813	490 493
Crédits non utilisés	\$ 92 145	\$ 93 787	\$ 185 932

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement

1—Traitements	\$ 349 461		\$ 349 461
2—Autres rémunérations	6 783		6 783
3—Communications	79 649		79 649
4—Services	473		473
5—Entretien	43		43
6—Loyers	477		477
7—Fournitures	13 173		13 173
	450 059		450 059

Capital

8—Équipement	16 621		16 621
--------------	--------	--	--------

Transfert

10—Transfert Statutaires		\$ 477	477
		23 336	23 336
		23 813	23 813
	\$ 466 680	\$ 23 813	\$ 490 493

* Y compris à l'élément 2, une prévision statutaire de \$ 117 100 alors que la dépense s'est établie à \$ 23 336 pour l'exécution de la Loi sur le crédit forestier, 1975, c.33.

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

GESTION DES TERRES PUBLIQUES

Ce programme vise à effectuer les diverses transactions relatives à l'aliénation ou à la location de certaines parties du domaine public et à contrôler l'utilisation des terres publiques

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 2 822 900
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	85 300
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	105 000
Du ministère de l'Agriculture	2 800
Crédits autorisés	3 016 000
Dépenses	2 886 444
Crédits non utilisés	\$ 129 556

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 2 219 798
2—Autres rémunérations	232 503
3—Communications	149 670
4—Services	71 036
5—Entretien	19 064
6—Loyers	56 635
7—Fournitures	67 873
	2 816 579
Capital	
8—Équipement	31 865
9—Immobilisations	38 000
	69 865
	\$ 2 886 444

TERRES ET FORÊTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

CONNAISSANCE GÉOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE

Ce programme vise à recueillir toutes les informations relatives aux dimensions, à la configuration, à l'utilisation, à la délimitation et à la description du territoire

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Levés et cartographie intégrés	Intégrité du territoire	Total
Crédits	\$ 8 313 000	\$ 183 400	\$ 8 496 400
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires 2	616 000		616 000
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	135 557		135 557
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	50 000		50 000
Autres	9 600	(9 600)	
Crédits autorisés	9 124 157	173 800	9 297 957
Dépenses	8 055 822	140 094	8 195 916
Crédits non utilisés	\$ 1 068 335	\$ 33 706	\$ 1 102 041

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 2 852 776	\$ 100 593	\$ 2 953 369
2—Autres rémunérations	408 837	32 170	441 007
3—Communications	159 596	3 245	162 841
4—Services	3 427 585	185	3 427 770
5—Entretien	37 520		37 520
6—Loyers	127 967		127 967
7—Fournitures	938 199	1 215	939 414
	7 952 480	137 408	8 089 888
Capital			
8—Équipement	92 022	2 686	94 708
Transfert			
10—Transfert	11 320		11 320
	\$ 8 055 822	\$ 140 094	\$ 8 195 916

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 27 602 335			\$ 27 602 335
2—Autres rémunérations	6 431 601	\$ 651 815		7 083 416
3—Communications	2 765 645	671 882		3 437 527
4—Services	22 568 621	765 489		23 334 110
5—Entretien	482 625			482 625
6—Loyers	1 166 790	1 914 932		3 081 722
7—Fournitures	7 731 593	667 194		8 398 787
8—Équipement	938	1 317 677		1 318 615
9—Immobilisations		4 087 992		4 087 992
10—Transfert			\$ 340 345	340 345
11—Autres dépenses	37 063			37 063
	<u>\$ 68 787 211</u>	<u>\$ 10 076 981</u>	<u>\$ 340 345</u>	<u>\$ 79 204 537</u>

TOURISME, CHASSE ET PÊCHE

REVENUS

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Droits régaliens sur les fourrures	\$ 121 100	\$ 93 809
Commerce de fourrures	41 750	37 375
Sous-location de territoires	280	40
Chasse sportive	2 997 095	2 853 658
Garde des animaux sauvages en captivité	629	877
Pêche sportive	2 363 579	2 308 255
Pourvoyeurs de chasse ou de pêche	11 975	28 711
Hôtels et restaurants	841 010	823 543
Pêche commerciale du saumon	2 207	2 011
Ligne de trappe	15 625	13 658
Pisciculture	6 830	
Agents de voyage	43 640	65 850
	<u>6 445 720</u>	<u>6 227 787</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	46 026	41 709
Matériel et fournitures	103 339	104 118
Terrains et bâtisses	64	8 650
Animaux		2 543
Location de chambres et pensions	498	1 484
Location de territoires de chasse et pêche	395 088	843 831
Location d'autres terrains et bâtisses	9 825	9 105
Institut du tourisme et de l'hôtellerie du Québec	775 681	87 360
Établissements, parcs et terrains de camping	5 357 384	5 410 399
Assurance-vie aux détenteurs de permis de chasse et pêche	763 327	720 272
Aquarium	72 816	60 943
Jardin zoologique	135 297	145 275
Mont Ste-Anne	1 871 918	1 367 327
Île d'Anticosti	1 585 674	1 689 252
	<u>11 116 937</u>	<u>10 492 268</u>
Amendes et confiscations		
Infractions aux lois de la chasse et de la pêche	139 813	75 345
Dépôts et cautionnements	900	
	<u>140 713</u>	<u>75 345</u>

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	\$ 18 806	\$ 21 080
Autres dépenses	111 360	117 648
	<u>130 166</u>	<u>138 728</u>
	11 387 816	10 706 341
Revenus autonomes	<u>17 833 536</u>	<u>16 934 128</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		25 000
Développement touristique		
Indemnités aux pêcheurs commerciaux de saumon	233 071	233 071
	<u>233 071</u>	<u>258 071</u>
	<u>\$ 18 066 607</u>	<u>\$ 17 192 199</u>

TOURISME, CHASSE ET PÊCHE**DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES**

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Faune			
1—Maintenance et amélioration de la faune	\$ 6 069 100	\$ 5 874 891	\$ 4 815 033
2—Protection de la faune	12 124 600	11 888 938	10 436 480
Secteur: Tourisme			
3—Promotion du tourisme	3 851 040	3 531 661	3 310 298
4—Services à la clientèle	6 503 800	6 375 616	6 098 625
5—Formation professionnelle	6 105 900	5 972 574	3 222 748
Secteur: Loisirs et récréation de plein air			
6—Réseau de parcs et réserves et d'établissements touristiques et récréatifs	56 108 978	50 951 744	75 854 046
7—Gestion interne et soutien	7 513 304	7 221 001	6 469 965
	<u>\$ 98 276 722</u>	<u>\$ 91 816 425</u>	<u>\$ 110 207 195</u>
Crédits votés	\$ 98 276 722	\$ 91 816 425	
Crédits non utilisés			
Votés	(6 460 297)		
	<u>\$ 91 816 425</u>	<u>\$ 91 816 425</u>	

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

MAINTIEN ET AMÉLIORATION DE LA FAUNE

Ce programme vise à maintenir sur le territoire québécois une faune en équilibre écologique et à en assurer une exploitation rationnelle

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Inventaire et recherche	Amélioration de la faune	Total
Crédits	\$ 3 629 500	\$ 1 644 600	\$ 5 274 100
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires 2	285 700	20 000	305 700
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	256 900	142 400	399 300
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	90 000		90 000
Autres	26 000	(26 000)	
Crédits autorisés	4 288 100	1 781 000	6 069 100
Dépenses	4 194 274	1 680 617	5 874 891
Crédits non utilisés	\$ 93 826	\$ 100 383	\$ 194 209

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 2 601 805	\$ 853 301	\$ 3 455 106
2—Autres rémunérations	291 997	270 952	562 949
3—Communications	262 602	49 526	312 128
4—Services	290 923	43 864	334 787
5—Entretien	92 352	100 076	192 428
6—Loyers	23 042	25 149	48 191
7—Fournitures	198 420	277 480	475 900
11—Autres dépenses		3 336	3 336
	3 761 141	1 623 684	5 384 825
Capital			
8—Équipement	200 062	56 933	256 995
Transfert			
10—Transfert	233 071		233 071
	\$ 4 194 274	\$ 1 680 617	\$ 5 874 891

TOURISME, CHASSE ET PÊCHE

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

PROTECTION DE LA FAUNE

Ce programme vise à exercer un contrôle des activités de chasse et de pêche

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Réglementation et délivrance de permis	Surveillance des chasseurs et des pêcheurs	Total
Crédits	\$ 1 474 300	\$ 9 946 500	\$ 11 420 800
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires 2		255 400	255 400
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	44 800	403 600	448 400
Crédits autorisés	1 519 100	10 605 500	12 124 600
Dépenses	1 473 703	10 415 235	11 888 938
Crédits non utilisés	\$ 45 397	\$ 190 265	\$ 235 662

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 453 525	\$ 7 563 475	\$ 8 017 000
2—Autres rémunérations	53 477	603 979	657 456
3—Communications	202 379	504 620	706 999
4—Services	610 053	114 457	724 510
5—Entretien	4 013	313 470	317 483
6—Loyers	12 850	18 052	30 902
7—Fournitures	115 467	746 408	861 875
	1 451 764	9 864 461	11 316 225
Capital			
8—Équipement	21 939	550 774	572 713
	\$ 1 473 703	\$ 10 415 235	\$ 11 888 938

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

PROMOTION DU TOURISME

Ce programme vise à stimuler l'industrie du tourisme au Québec par les études de marché et la promotion

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Clientèle individuelle	Clientèle de groupe	Autres productions publicitaires et direction	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	\$ 1 828 300	\$ 887 400	\$ 1 067 400	\$ 3 783 100
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	22 600	16 800	9 100	48 500
Du ministère du Travail et Main-d'oeuvre		19 440		19 440
Autres	32 500	(32 500)		
Crédits autorisés	1 883 400	891 140	1 076 500	3 851 040
Dépenses	1 804 383	823 342	903 936	3 531 661
Crédits non utilisés	\$ 79 017	\$ 67 798	\$ 172 564	\$ 319 379

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 85 457	\$ 374 365	\$ 91 277	\$ 551 099
2—Autres rémunérations		20 050	11 617	31 667
3—Communications	1 700 548	322 431	661 320	2 684 299
4—Services		102 088	129 371	231 459
5—Entretien			152	152
6—Loyers	17 809	4 160	1 904	23 873
7—Fournitures	569	168	7 290	8 027
11—Autres dépenses		80		80
	1 804 383	823 342	902 931	3 530 656
Capital				
8—Équipement			1 005	1 005
	\$ 1 804 383	\$ 823 342	\$ 903 936	\$ 3 531 661

TOURISME, CHASSE ET PÊCHE**DÉTAIL DU PROGRAMME 4****SERVICES À LA CLIENTÈLE****Ce programme vise à faciliter et à prolonger le séjour du touriste au Québec**

	Élément 1	Élément 2	Éléments 3	
	Accueil et renseignements	Surveillance et amélioration de l'hébergement et de la table	Hébergement Québec-Olympiques 76	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	852 400	\$ 1 342 100	\$ 1 731 500	\$ 4 926 000
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires 2	892 500	150 000	205 000	1 247 500
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	10 600	10 700	155 000	176 300
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	70 000	84 000		154 000
Crédits autorisés	2 825 500	1 586 800	2 091 500	6 503 800
Dépenses	2 741 213	1 546 524	2 087 879	6 375 616
Crédits non utilisés	\$ 84 287	\$ 40 276	\$ 3 621	\$ 128 184

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 683 027	\$ 1 054 477	\$ 13 733	\$ 1 751 237
2—Autres rémunérations	369 200	64 607	216 489	650 296
3—Communications	48 424	181 696	126 369	356 489
4—Services	54 692	145 962	1 573 835	1 774 489
5—Entretien	507	85	20 877	21 469
6—Loyers	2 772		74 818	77 590
7—Fournitures	11 471	13 345	48 794	73 610
8—Équipement			944	944
11—Autres dépenses	290		12 020	12 310
	1 170 383	1 460 172	2 087 879	4 718 434
Capital				
8—Équipement	1 400	2 352		3 752
Transfert				
10—Transfert	1 569 430	84 000		1 653 430
	\$ 2 741 213	\$ 1 546 524	\$ 2 087 879	\$ 6 375 616

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

FORMATION PROFESSIONNELLE

Ce programme vise à former un personnel compétent en tourisme, en hébergement et en restauration et à perfectionner le personnel en place

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 5 323 600
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	782 300
Crédits autorisés	6 105 900
Dépenses	5 972 574
Crédits non utilisés	\$ 133 326

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 2 704 606
2—Autres rémunérations	748 502
3—Communications	46 104
4—Services	550 542
5—Entretien	571 826
6—Loyers	36 708
7—Fournitures	1 200 770
11—Autres dépenses	73 654
	5 932 712
Capital	
8—Équipement	39 862
	\$ 5 972 574

TOURISME, CHASSE ET PÊCHE**DÉTAIL DU PROGRAMME 6****RÉSEAU DE PARCS ET RÉSERVES ET D'ÉTABLISSEMENTS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIFS**

Ce programme vise à mettre à la disposition des générations présentes et futures des facilités touristiques et récréatives sur le territoire québécois

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Implantation du réseau	Exploitation du réseau	Île d'Anticosti	Total
Crédits	\$14 960 000	\$ 27 075 900	\$ 3 576 400	\$ 45 612 300
Additions et modifications:				
Crédits supplémentaires 2	312 500	97 000	375 600	785 100
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	67 560	2 849 400	971 300	3 888 260
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	5 817 433			5 817 433
Du ministère du Conseil exécutif		5 885		5 885
Autres	(118 000)		118 000	
Crédits autorisés	21 039 493	30 028 185	5 041 300	56 108 978
Dépenses	17 561 513	29 294 742	4 095 489	50 951 744
Crédits non utilisés	\$ 3 477 980	\$ 733 443	\$ 945 811	\$ 5 157 234

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements		\$ 8 209 311	\$ 770 116	\$ 8 979 427
2—Autres rémunérations		11 837 802	1 253 638	13 091 440
3—Communications		447 871	327 335	775 206
4—Services		897 486	67 072	964 558
5—Entretien		846 168	46 971	893 139
6—Loyers		887 044	106 886	993 930
7—Fournitures		4 635 392	1 220 480	5 855 872
11—Autres dépenses		44 011		44 011
		<u>27 805 085</u>	<u>3 792 498</u>	<u>31 597 583</u>
Capital				
2—Autres rémunérations	\$ 268 580			268 580
3—Communications	7 068			7 068
4—Services	2 484 489			2 484 489
6—Loyers	197 372			197 372
7—Fournitures	310 141			310 141
8—Équipement	157 243	1 469 657	302 991	1 929 891
9—Immobilisations	13 562 943			13 562 943
	<u>16 987 836</u>	<u>1 469 657</u>	<u>302 991</u>	<u>18 760 484</u>
Transfert				
10—Transfert	573 677	20 000		593 677
	<u>\$ 17 561 513</u>	<u>\$ 29 294 742</u>	<u>\$ 4 095 489</u>	<u>\$ 50 951 744</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

GESTION INTERNE ET SOUTIEN		Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère		
Crédits et dépenses par éléments	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Total
	Direction	Soutien administratif et technique	Recherche et développement	
Crédits	\$ 1 065 000	\$ 4 041 900	\$ 1 729 200	\$ 6 836 100
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	132 600	244 044	131 200	507 844
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif			150 000	150 000
Aux ministères suivants				
Justice	(4 850)			(4 850)
Richesses naturelles	(7 690)			(7 690)
Des ministères suivants				
Finances		27 600		27 600
Terres et Forêts		4 300		4 300
Autres	20 000	(45 000)	25 000	
Crédits autorisés	1 205 060	4 272 844	2 035 400	7 513 304
Dépenses	1 130 567	4 100 932	1 989 502	7 221 001
Crédits non utilisés	\$ 74 493	\$ 171 912	\$ 45 898	\$ 292 303
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 791 036	\$ 3 544 631	\$ 1 378 088	\$ 5 713 755
2—Autres rémunérations	103 328	195 811	221 819	520 958
3—Communications	60 786	68 932	121 035	250 753
4—Services	147 049	29 039	177 513	353 601
5—Entretien	4 283	14 006	13 728	32 017
6—Loyers	449	138 727	11 979	151 155
7—Fournitures	19 410	85 907	45 286	150 603
11—Autres dépenses	300	3 185	452	3 937
	1 126 641	4 080 238	1 969 900	7 176 779
Capital				
8—Équipement	3 926	20 694	19 602	44 222
	\$ 1 130 567	\$ 4 100 932	\$ 1 989 502	\$ 7 221 001

TOURISME, CHASSE ET PÊCHESOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 31 172 230			\$ 31 172 230
2—Autres rémunérations	16 263 268	\$ 268 580		16 531 848
3—Communications	5 131 978	7 068		5 139 046
4—Services	4 933 946	2 484 489		7 418 435
5—Entretien	2 028 514			2 028 514
6—Loyers	1 362 349	197 372		1 559 721
7—Fournitures	8 626 657	310 141		8 936 798
8—Équipement	944	2 848 440		2 849 384
9—Immobilisations		13 562 943		13 562 943
10—Transfert			\$ 2 480 178	2 480 178
11—Autres dépenses	137 328			137 328
	<u>\$ 69 657 214</u>	<u>\$ 19 679 033</u>	<u>\$ 2 480 178</u>	<u>\$ 91 816 425</u>

TRANSPORTS

REVENUS

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation des véhicules automobiles	\$ 162 731 368	\$ 172 423 291
Conducteurs et chauffeurs	10 076 851	9 838 048
Transport commercial, public et général	8 121 865	9 104 399
Circulation spéciale	890 152	833 165
Examen pour l'obtention d'un permis	1 091 015	1 117 322
	<u>182 911 251</u>	<u>193 316 225</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	1 819 014	503 436
Terrains et bâtisses	460 824	658 145
Plans et devis	208 177	166 400
Photocopie de documents	52 616	258 738
Extraits de dossiers	388 802	80 019
Duplicata de permis de conduire	54 532	
Duplicata d'immatriculation	998 070	408 011
Rapports d'accidents	173 765	166 006
Matériaux usagés	297 711	288 249
Location de terrains et bâtisses	163 475	345 723
Location de machinerie et d'équipement	217 671	157 901
Location de chambres et pensions	12 698	15 475
Expropriations à Montréal	305 132	
Construction du réseau routier	4 187 408	1 053 583
Conservation des chaussées	328 038	661 229
Avions	212 996	175 738
Divers	8 801	5 009
	<u>9 889 730</u>	<u>4 943 662</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	1 778 607	2 556 756
Dépenses d'années antérieures	2 100 821	3 442 109
Autres dépenses	644 358	
	<u>4 523 786</u>	<u>5 998 865</u>
	<u>14 413 516</u>	<u>10 942 527</u>
Revenus autonomes	<u>197 324 767</u>	<u>204 258 752</u>

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Caisse des passages à niveau	\$ 7 636 790	\$ 862 710
Route d'accès à Mirabel		817 500
Entente Québec - Commission de la		
Capitale Nationale sur le réseau routier de		
l'Outaouais	4 046 223	9 869 736
Aide à la croissance de l'emploi	198 143	2 318 941
Pont sur Canal Chambly	163 200	486 800
Services d'entretien de chemins fédéraux	2 000	
	<u>12 046 356</u>	<u>14 355 687</u>
	<u>\$ 209 371 123</u>	<u>\$ 218 614 439</u>

TRANSPORTS**DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES**

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Transports terrestres			
1—Systèmes de transports terrestres	\$ 77 116 500	\$ 69 997 239	\$ 40 243 904
2—Information, contrôle et sécurité	21 517 000	21 091 414	19 549 328
3—Construction du réseau routier	525 323 600	495 515 537	584 922 717
4—Conservation du réseau routier	230 725 800	230 252 085	215 032 952
5—Gestion interne et soutien	37 206 800	35 542 025	33 518 567
6—Commission des transports	5 813 900	5 120 056	4 849 017
Secteur: Transports maritime et aérien			
7—Transports maritime et aérien	19 373 500	14 966 589	15 292 814
Secteur: Services de soutien			
8—Transport aérien gouvernemental	9 088 300	8 754 481	12 986 055
Secteur: Administration et services			
9—Transport scolaire	156 876 800	156 494 210	98 708 767
	<u>\$ 1 083 042 200</u>	<u>\$ 1 037 733 636</u>	<u>\$ 1 025 104 121</u>
Crédits votés	\$ 1 083 042 200	\$ 1 037 590 272	
Crédits statutaires		143 364	
	1 083 042 200	1 037 733 636	
Crédits non utilisés			
Votés	(45 451 928)		
Dépassements aux crédits statutaires	143 364		
	<u>\$ 1 037 733 636</u>	<u>\$ 1 037 733 636</u>	

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

SYSTÈMES DE TRANSPORTS TERRESTRES

Ce programme vise à connaître, améliorer et coordonner les systèmes de transport et à apporter une aide financière aux services de transport en commun

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Inventaires et recherches	Transport des personnes	Transport des marchandises	Total
Crédits	\$ 4 202 600	\$ 72 036 900	\$ 877 000	\$ 77 116 500
Additions et modifications:				
Virements				
Autres		(34 000)	34 000	
Crédits autorisés	4 202 600	72 002 900	911 000	77 116 500
Dépenses	4 032 189	65 389 623	575 427	69 997 239
Crédits non utilisés	\$ 170 411	\$ 6 613 277	\$ 335 573	\$ 7 119 261
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 2 312 594	\$ 257 125	\$ 314 811	\$ 2 884 530
2—Autres rémunérations	462 544	21 933	42 562	527 039
3—Communications	198 355	19 883	25 099	243 337
4—Services	795 119	1 850 320	168 610	2 814 049
5—Entretien	8 202	3 388	44	11 634
6—Loyers	18 725	8 149	1 873	28 747
7—Fournitures	127 933	24 740	1 520	154 193
8—Équipement			908	908
	3 923 472	2 185 538	555 427	6 664 437
Capital				
8—Équipement	108 717	7 698		116 415
Transfert				
10—Transfert		63 196 387	20 000	63 216 387
	\$ 4 032 189	\$ 65 389 623	\$ 575 427	\$ 69 997 239

TRANSPORTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

INFORMATION, CONTRÔLE ET SÉCURITÉ

Ce programme vise à fournir des services d'information et de sécurité routières et à émettre et contrôler les permis de conduire ainsi que les plaques d'immatriculation

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
	Information aux usagers	Émission des pc. mis de conduire et immatri- culation des véhicules	Contrôle du transport	Sécurité routière	Total
Crédits et dépenses par éléments					
Crédits	\$ 577 400	\$ 14 252 200	\$ 3 575 200	\$ 3 061 400	\$ 21 466 200
Additions et modifications:					
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		52 100			52 100
Au ministère de la Justice		(3 900)			(3 900)
Du ministère des Terres et Forêts		2 600			2 600
Autres	(200 000)	950 000	(310 000)	(440 000)	
Crédits autorisés	377 400	15 253 000	3 265 200	2 621 400	21 517 000
Dépenses	281 716	15 223 832	3 125 386	2 460 480	21 091 414
Crédits non utilisés	\$ 95 684	\$ 29 168	\$ 139 814	\$ 160 920	\$ 425 586
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 150 199	\$ 9 798 543	\$ 2 577 116	\$ 941 000	\$ 13 466 858
2—Autres rémunérations	111 150	982 516	14 628	105 913	1 214 207
3—Communications	3 501	1 320 726	161 771	319 183	1 805 181
4—Services	11 036	495 462	29 569	171 590	707 657
5—Entretien		20 979	92 429	12 565	125 973
6—Loyers		139 630	10 572	10 378	160 580
7—Fournitures	2 598	2 330 363	187 380	118 172	2 638 513
	278 484	15 088 219	3 073 465	1 678 801	20 118 969
Capital					
8—Équipement	3 232	135 613	51 921	52 674	243 440
Transfert					
10—Transfert				729 005	729 005
	\$ 281 716	\$ 15 223 832	\$ 3 125 386	\$ 2 460 480	\$ 21 091 414

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

CONSTRUCTION DU RÉSEAU ROUTIER		Ce programme vise à l'implantation et à l'amélioration du réseau routier			
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Construction d'autoroutes	Construction de routes principales	Construction de routes régionales	Construction d'autres routes	Total
Crédits	\$ 204 264 100	\$ 112 235 300	\$ 78 819 100	\$ 103 050 500	\$ 498 369 000
Additions et modifications:					
Virements					
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	7 300 000	18 904 600		750 000	26 954 600
Autres	(4 800 000)	1 700 000	(2 600 000)	5 700 000	
Crédits autorisés	206 764 100	132 839 900	76 219 100	109 500 500	525 323 600
Dépenses	192 158 448	118 476 067	75 406 665	109 474 357	495 515 537
Crédits non utilisés	\$ 14 605 652	\$ 14 363 833	\$ 812 435	\$ 26 143	\$ 29 808 063
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Capital					
1—Traitements	\$ 12 463 537	\$ 8 481 970	\$ 6 845 773	\$ 6 606 527	\$ 34 397 807
2—Autres rémunérations	2 225 900	1 860 881	3 500 673	4 223 644	11 811 098
3—Communications	1 360 788	1 244 674	648 491	568 981	3 822 934
4—Services	23 798 867	9 549 868	5 926 930	5 722 032	44 997 697
6—Loyers	330 028	1 013 837	1 218 322	11 786 212	14 348 399
7—Fournitures	4 401 956	3 947 687	1 570 944	10 947 679	20 868 266
8—Équipement	119 479	92 125	50 993	80 772	343 369
9—Immobilisations	147 457 876	92 285 025	55 644 451	69 538 493	364 925 845
11—Autres dépenses	17		88	17	122
	<u>\$ 192 158 448</u>	<u>\$ 118 476 067</u>	<u>\$ 75 406 665</u>	<u>\$ 109 474 357</u>	<u>\$ 495 515 537</u>

TRANSPORTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

CONSERVATION DU RÉSEAU ROUTIER**Ce programme vise à maintenir la qualité du réseau routier**

	Élément 1	Élément 2	Élément 3
	Conservation des chaussées et des éléments de confort	Conservation des structures	Conservation des équipements de contrôle et de sécurité
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 82 866 700	\$ 14 066 200	\$ 13 316 400
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires 2	9 000 000		
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	586 400		
Du ministère des Terres et Forêts	4 000		
Autres	(800 000)	(4 300 000)	(200 000)
Crédits autorisés	91 657 100	9 766 200	13 116 400
Dépenses	91 576 497	9 741 326	13 088 824
Crédits non utilisés	\$ 80 603	\$ 24 874	\$ 27 576
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 23 007 278	\$ 1 535 730	\$ 4 158 957
2—Autres rémunérations	12 849 428	1 916 029	1 163 013
3—Communications	1 160 631	389	350 191
4—Services	78 641	133 439	11 156
5—Entretien	16 307 951	3 154 283	1 594 429
6—Loyers	16 377 412	830 335	102 497
7—Fournitures	21 509 693	2 145 487	5 675 930
11—Autres dépenses		634	13
	91 291 034	9 716 326	13 056 186
Capital			
1—Traitements			
2—Autres rémunérations			
3—Communications			
4—Services			
6—Loyers			
7—Fournitures			
8—Équipement	285 463		32 638
9—Immobilisations			
	285 463		32 638
Transfert			
10—Transfert		25 000	
	\$ 91 576 497	\$ 9 741 326	\$ 13 088 824

Élément 4	Élément 5	Élément 6	
Exploitation d'hiver	Activités de soutien	Soutien en matériel	Total
\$ 67 457 500	\$ 14 593 700	\$ 28 184 100	\$ 220 484 600
			9 000 000
578 600	64 600	7 600	1 237 200
	3 300 000	2 000 000	4 000
68 036 100	17 958 300	30 191 700	230 725 800
68 023 848	17 883 560	29 938 030	230 252 085
\$ 12 252	\$ 74 740	\$ 253 670	\$ 473 715
\$ 16 357 971	\$ 8 558 894	\$ 9 132 840	\$ 62 751 670
3 928 068	2 377 519	1 387 289	23 621 346
306 979	113 580	156 660	2 088 430
13 140	1 623 101	29 617	1 889 094
15 043 694	1 901 112	2 334 747	40 336 216
2 979 706	291 147	38 000	20 619 097
14 197 336	2 164 987	10 837 162	56 530 595
	335		982
52 826 894	17 030 675	23 916 315	207 837 430
	27 831		27 831
	151 579		151 579
	364		364
	9 154		9 154
	125 337		125 337
	107 598		107 598
	238 274	6 021 715	6 578 090
	192 748		192 748
	852 885	6 021 715	7 192 701
15 196 954			15 221 954
\$ 68 023 848	\$ 17 883 560	\$ 29 938 030	\$230 252 085

TRANSPORTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
				Aide à l'amélioration du réseau municipal	
Crédits et dépenses par éléments	Direction	Soutien administratif	Soutien technique		Total
Crédits	\$ 2 346 500	\$ 7 057 100	\$ 6 056 800	\$ 16 621 200	\$ 32 081 600
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires 2				5 000 000	5 000 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		55 700			55 700
Au ministère des Terres et Forêts	(7 000)				(7 000)
Des ministères suivants					
Finances	3 800	65 300			69 100
Travaux publics et Approvisionnement	7 400				7 400
Autres	(300 000)	(200 000)	700 000	(200 000)	
Crédits autorisés	2 050 700	6 978 100	6 756 800	21 421 200	37 206 800
*Dépenses	1 939 246	6 959 337	6 509 531	20 133 911	35 542 025
Crédits non utilisés	\$ 111 454	\$ 18 763	\$ 247 269	\$ 1 430 653	\$ 1 808 139
Dépassements aux crédits statutaires				\$ (143 364)	\$ (143 364)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 1 777 047	\$ 5 032 016	\$ 3 960 393	\$ 101 911	\$ 10 871 367
2—Autres rémunérations	15 987	843 225	630 450	457 012	1 946 674
3—Communications	64 874	376 988	33 629	2 700	478 191
4—Services	35 361	224 171	37 853		297 385
5—Entretien	155	3 368	15 345	747 242	766 110
6—Loyers	24 985	93 416	1 529 383	757 546	2 405 330
7—Fournitures	15 903	363 630	257 218	934 902	1 571 653
11—Autres dépenses		904			904
	1 934 312	6 937 718	6 464 271	3 001 313	18 337 614
Capital					
8—Équipement	4 934	21 619	45 260		71 813
Transfert					
10—Transfert Statutaires				16 989 234	16 989 234
				143 364	143 364
				17 132 598	17 132 598
	\$ 1 939 246	\$ 6 959 337	\$ 6 509 531	\$ 20 133 911	\$ 35 542 025

* Y compris à l'élément 4, une dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$ 143 364 afférente à la Loi concernant le boulevard Métropolitain, 1960-61, c. 61 et modifications.

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

COMMISSION DES TRANSPORTS

Ce programme vise à délivrer des permis de transport ou de location, à fixer des taux et tarifs de transport ou de location et à statuer sur l'adjudication ou le prix des contrats de transport d'écoliers

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 5 593 900
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance du	
ministère des Finances	<u>220 000</u>
Crédits autorisés	5 813 900
Dépenses	<u>5 120 056</u>
Crédits non utilisés	<u><u>\$ 693 844</u></u>

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 3 800 541
2—Autres rémunérations	397 230
3—Communications	280 897
4—Services	177 864
5—Entretien	7 681
6—Loyers	154 577
7—Fournitures	<u>223 362</u>
	<u>5 042 152</u>

Capital

8—Équipement	<u>77 904</u>
	<u><u>\$ 5 120 056</u></u>

TRANSPORTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

TRANSPORTS MARITIME ET AÉRIEN

Ce programme vise à assurer le maintien, l'amélioration et le développement des services de transport maritime et aérien

	Élément 1	Élément 2	
	Aide au fonctionnement	Développement de l'infrastructure	Total
Crédits et dépenses par éléments			
Crédits	\$ 7 402 500	\$ 11 721 000	\$ 19 123 500
Additions et modifications:			
Virements			
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif		250 000	250 000
Autres	1 530 000	(1 530 000)	
Crédits autorisés	8 932 500	10 441 000	19 373 500
Dépenses	8 653 516	6 313 073	14 966 589
Crédits non utilisés	\$ 278 984	\$ 4 127 927	\$ 4 406 911
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 247 382	\$ 283	\$ 247 665
2—Autres rémunérations	7 892	14 714	22 606
3—Communications	18 298		18 298
4—Services	879	133	1 012
5—Entretien	28	248 171	248 199
6—Loyers	192	14 163	14 355
7—Fournitures	9 603	7 257	16 860
8—Équipement	523		523
	284 797	284 721	569 518
Capital			
4—Services		1 248 127	1 248 127
6—Loyers		6 830	6 830
7—Fournitures		48	48
8—Équipement		451 909	451 909
9—Immobilisations		3 382 955	3 382 955
		5 089 869	5 089 869
Transfert			
10—Transfert	8 368 719	938 483	9 307 202
	\$ 8 653 516	\$ 6 313 073	\$ 14 966 589

DÉTAIL DU PROGRAMME 8

TRANSPORT AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

Ce programme vise à fournir des services spécialisés de transport aérien à des fins gouvernementales

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Transport des personnes et des marchandises	Protection de la forêt	Total
Crédits	\$ 3 922 000	\$ 5 166 300	\$ 9 088 300
Additions et modifications:			
Virements			
Autres	224 000	(224 000)	
Crédits autorisés	4 146 000	4 942 300	9 088 300
Dépenses	3 949 764	4 804 717	8 754 481
Crédits non utilisés	\$ 196 236	\$ 137 583	\$ 333 819

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 1 976 474	\$ 1 041 697	\$ 3 018 171
2—Autres rémunérations	24 220	99 918	124 138
3—Communications	136 097	122 759	258 856
4—Services	85 807	103 241	189 048
5—Entretien	536 665	1 515 861	2 052 526
6—Loyers	16 022	20 823	36 845
7—Fournitures	1 047 472	755 544	1 803 016
11—Autres dépenses		330 835	330 835
	3 822 757	3 990 678	7 813 435
Capital			
8—Équipement	104 240	329 239	433 479
9—Immobilisations	22 767	484 800	507 567
	127 007	814 039	941 046
	\$ 3 949 764	\$ 4 804 717	\$ 8 754 481

TRANSPORTS

DÉTAIL DU PROGRAMME 9

TRANSPORT SCOLAIRE

Ce programme vise à permettre aux institutions des niveaux élémentaire et secondaire d'assurer les services de transport aux étudiants

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Aide au transport scolaire	Soutien administratif	Total
Crédits	\$ 134 478 100	\$ 498 700	\$ 134 976 800
Additions et modifications:			
Crédits supplémentaires 2	21 900 000		21 900 000
Virements			
Autres	(15 000)	15 000	
Crédits autorisés	156 363 100	513 700	156 876 800
Dépenses	156 179 701	314 509	156 494 210
Crédits non utilisés	\$ 183 399	\$ 199 191	\$ 382 590

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements		\$ 230 086	\$ 230 086
2—Autres rémunérations		1 274	1 274
3—Communications		11 862	11 862
4—Services	\$ 1 804 413	58 723	1 863 136
5—Entretien		101	101
6—Loyers		9 057	9 057
7—Fournitures		2 345	2 345
	1 804 413	313 448	2 117 861
Capital			
8—Équipement		1 061	1 061
Transfert			
10—Transfert	154 375 288		154 375 288
	\$ 156 179 701	\$ 314 509	\$ 156 494 210

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 97 270 888	\$ 34 425 638		\$ 131 696 526
2—Autres rémunérations	27 854 514	11 962 678		39 817 192
3—Communications	5 185 052	3 823 297		9 008 349
4—Services	7 939 245	46 254 978		54 194 223
5—Entretien	43 548 440			43 548 440
6—Loyers	23 428 588	14 480 565		37 909 153
7—Fournitures	62 940 537	20 975 912		83 916 449
8—Équipement	1 431	8 317 481		8 318 912
9—Immobilisations		369 009 115		369 009 115
10—Transfert			\$ 259 982 434	259 982 434
11—Autres dépenses	332 721	122		332 843
	<u>\$ 268 501 416</u>	<u>\$ 509 249 786</u>	<u>\$ 259 982 434</u>	<u>\$ 1 037 733 636</u>

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE**REVENUS**

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Installations électriques	\$ 6 246 846	\$ 5 993 460
Installations de machines fixes	389 067	391 023
Électriciens	110 960	90 916
Mécaniciens de machines fixes	78 063	78 595
Mécaniciens en tuyauterie	181 832	191 731
Entrepreneurs en tuyauterie	2 647	2 415
Autres techniciens	196 047	187 240
Entrepreneurs de construction	2 731 930	2 284 330
	<u>9 937 392</u>	<u>9 219 710</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	13 211	13 809
Protection du droit d'association	1 248 300	1 560 073
Conciliation et arbitrage	1 042 009	1 185 494
Soutien administratif et technique	360 567	761 987
Contribution d'étudiants pour le service de placement étudiant	291 708	297 221
Location de services de personnel	59 792	
	<u>3 015 587</u>	<u>3 818 584</u>
Intérêts		
Gain sur fluctuation de change	121	
Amendes et confiscations		
Infractions à la loi sur les établissements industriels et commerciaux	265 730	111 188
Infractions à la loi des électriciens	1 354	988
Infractions à d'autres lois	5 639	5 160
	<u>272 723</u>	<u>117 336</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	40 352	28 631
	<u>3 328 783</u>	<u>3 964 551</u>
Revenus autonomes	<u>13 266 175</u>	<u>13 184 261</u>

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programmes à frais partagés		
Formation professionnelle des adultes	\$ 92 683 980	\$ 85 710 243
Inspection en matière de sécurité	<u>230 930</u>	<u>224 765</u>
	<u>92 914 910</u>	<u>85 935 008</u>
	<u>\$ 106 181 085</u>	<u>\$ 99 119 269</u>

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Relations et conditions de travail			
1—Relations de travail	\$ 3 562 200	\$ 3 378 821	\$ 3 247 561
2—Normes de travail	391 200	368 064	419 910
3—Gestion interne et soutien	7 611 330	6 466 490	5 570 753
Secteur: Main-d'oeuvre et emploi			
4—Services de main-d'oeuvre	28 716 695	26 252 289	21 157 911
5—Placement d'étudiants et initiatives locales	7 217 687	6 952 464	1 362 645
Secteur: Sécurité publique			
6—Sécurité au travail et dans les lieux publics	14 911 900	14 682 432	15 618 927
Secteur: Gestion juridique du cadre socio-économique			
7—Qualification professionnelle des entrepreneurs en construction	1 647 400	1 055 783	188 935
	<u>\$ 64 058 412</u>	<u>\$ 59 156 343</u>	<u>\$ 47 566 642</u>
Crédits votés	\$ 63 807 412	\$ 58 905 950	
Crédits statutaires	251 000	250 393	
	64 058 412	59 156 343	
Crédits non utilisés			
Votés	(4 901 462)		
Statutaires	(113 287)		
Dépassements aux crédits statutaires	112 680		
	<u>\$ 59 156 343</u>	<u>\$ 59 156 343</u>	

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

RELATIONS DE TRAVAIL		Ce programme vise à établir le cadre des relations entre employeurs ou associations d'employeurs et salariés ou associations de salariés et à favoriser ces relations		
	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Protection du droit d'association	Conciliation et arbitrage	Soutien administratif et technique	Total
Crédits	\$ 1 883 800	\$ 1 424 800	\$ 118 600	\$ 3 427 200
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	100 000	35 000		135 000
Autres	(148 090)	148 090		
Crédits autorisés	1 835 710	1 607 890	118 600	3 562 200
*Dépenses	1 709 042	1 459 668	210 111	3 378 821
Crédits non utilisés	\$ 126 668	\$ 148 222	\$ 21 169	\$ 296 059
Dépassements aux crédits statutaires			\$ (112 680)	\$ (112 680)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 1 490 782	\$ 1 012 726	\$ 79 171	\$ 2 582 679
2—Autres rémunérations	56 160			56 160
3—Communications	127 401	162 798	12 219	302 418
Statutaires			24 989	24 989
4—Services	7 929	257 668		265 597
Statutaires			82 872	82 872
5—Entretien	767			767
6—Loyers	4 943	23 707		28 650
Statutaires			2 768	2 768
7—Fournitures	14 578	2 769	6 041	23 388
Statutaires			2 051	2 051
	1 702 560	1 459 668	210 111	3 372 339
Capital				
8—Équipement	6 482			6 482
	\$ 1 709 042	\$ 1 459 668	\$ 210 111	\$ 3 378 821

* Y compris à l'élément 3, une dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$ 112 680, afférente à la Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail, 1975, c. 52.

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

NORMES DE TRAVAIL

Ce programme vise à étendre des conditions de travail déjà négociées dans des conventions collectives, à des groupes de travailleurs non soumis à ces conventions

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Application des normes de travail	Soutien administratif et technique	Total
Crédits	\$ 189 900	\$ 193 200	\$ 383 100
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	8 100		8 100
Crédits autorisés	198 000	193 200	391 200
Dépenses	185 046	183 018	368 064
Crédits non utilisés	\$ 12 954	\$ 10 182	\$ 23 136

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 164 233	\$ 178 385	\$ 342 618
3—Communications	15 545	4 195	19 740
4—Services	4 099		4 099
7—Fournitures	1 169	438	1 607
	<u>\$ 185 046</u>	<u>\$ 183 018</u>	<u>\$ 368 064</u>

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
Crédits et dépenses par éléments	Direction du ministère	Recherche	Soutien administratif et technique	Total
Crédits	\$ 1 265 600	\$ 1 103 100	\$ 5 112 600	\$ 7 481 300
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances		17 350	131 400	148 750
De la provision du programme 4 du ministère du Conseil exécutif	12 300			12 300
Au ministère des Affaires intergouvernementales	(31 020)			(31 020)
*Crédits autorisés	1 246 880	1 120 450	5 244 000	7 611 330
*Dépenses	1 151 625	981 994	4 332 871	6 466 490
Crédits non utilisés	\$ 95 255	\$ 138 456	\$ 911 129	\$ 1 144 840

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 862 392	\$ 831 592	\$ 3 072 063	\$ 4 766 047
2—Autres rémunérations	25 796	39 787	131 972	197 555
3—Communications	72 213	22 575	275 935	370 723
4—Services	22 899	19 333	412 855	455 087
Statutaires			137 713	137 713
5—Entretien	3 718	54	8 405	12 177
6—Loyers	7 571		176 992	184 563
7—Fournitures	15 394	9 368	111 486	136 248
8—Équipement		643		643
11—Autres dépenses			193	193
	1 009 983	923 352	4 327 614	6 260 949
Capital				
8—Équipement	25 317		5 257	30 574
Transfert				
10—Transfert	116 325	58 642		174 967
	\$ 1 151 625	\$ 981 994	\$ 4 332 871	\$ 6 466 490

* Y compris à l'élément 3, une prévision statutaire de \$251 000 alors que la dépense s'est établie à \$137 713 pour l'exécution de la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers, 1975, c. 57.

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

SERVICES DE MAIN-D'OEUVRE

Ce programme vise à favoriser l'adaptation des travailleurs au marché de l'emploi en s'assurant de leur qualification professionnelle en les aidant à poursuivre leur formation professionnelle et en participant à des opérations de placement et de reclassement

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
	Contribution à la connaissance du marché du travail	Distribution de services de main-d'oeuvre	Formation professionnelle des adultes	Soutien administratif et technique	Total
Crédits et dépenses par éléments					
Crédits	\$ 2 927 600	\$ 8 403 000	\$ 11 720 500	\$ 1 202 500	\$ 24 253 600
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires 2			1 028 000		1 028 000
Virements					
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	1 450	3 325 845	77 300	16 900	3 421 495
Des ministères suivants		2 000			2 000
Conseil exécutif			11 600		11 600
Industrie et Commerce					
Crédits autorisés	2 929 050	11 730 845	12 837 400	1 219 400	28 716 695
Dépenses	1 755 075	11 263 042	12 103 595	1 130 577	26 252 289
Crédits non utilisés	\$ 1 173 975	\$ 467 803	\$ 733 805	\$ 88 823	\$ 2 464 406
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 836 331	\$ 7 582 218	\$ 1 723 940	\$ 1 037 108	\$ 11 179 597
2—Autres rémunérations	11 166	253 688	5 026	9 543	279 423
3—Communications	38 937	358 736	90 414	67 558	555 645
4—Services	680 883	87 389	60 849	4 090	833 211
5—Entretien		1 351		2 964	4 315
6—Loyers	125	60 436		609	61 170
7—Fournitures	17 753	99 585	10 424	7 277	135 039
8—Équipement	724				724
	1 585 919	8 443 403	1 890 653	1 129 149	13 049 124
Capital					
8—Équipement		6 129	1 416	1 428	8 973
Transfert					
10—Transfert	169 156	2 813 510	10 211 526		13 194 192
	\$ 1 755 075	\$ 11 263 042	\$ 12 103 595	\$ 1 130 577	\$ 26 252 289

DÉTAIL DU PROGRAMME 5

**PLACEMENT D'ÉTUDIANTS ET INITIATIVES
LOCALES**

**Ce programme vise à favoriser l'embauche
d'étudiants et à fournir à des groupes locaux
des moyens de coordination pour la réalisation
de projets de création d'emplois**

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Placement étudiant	Initiatives locales	Total
Crédits	\$ 1 122 300	\$ 263 200	\$ 1 385 500
Additions et modifications:			
Virements			
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	5 851 627		5 851 627
Au ministère du Tourisme, Chasse et Pêche	(19 440)		(19 440)
Crédits autorisés	6 954 487	263 200	7 217 687
Dépenses	6 782 533	169 931	6 952 464
Crédits non utilisés	\$ 171 954	\$ 93 269	\$ 265 223

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES**Fonctionnement**

1—Traitements	\$ 457 059	\$ 136 076	\$ 593 135
2—Autres rémunérations	505 239	26 226	531 465
3—Communications	606 800	2 165	608 965
4—Services	5 696	1 365	7 061
5—Entretien	12 473		12 473
6—Loyers	8 311	2 709	11 020
7—Fournitures	65 779	1 390	67 169
8—Équipement	230		230
11—Autres dépenses	92 094		92 094
	1 753 681	169 931	1 923 612

Transfert

10—Transfert	5 028 852		5 028 852
	\$ 6 782 533	\$ 169 931	\$ 6 952 464

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

DÉTAIL DU PROGRAMME 6

SÉCURITÉ AU TRAVAIL ET DANS LES LIEUX PUBLICS

Ce programme vise la protection du public et des travailleurs en s'assurant de leur sécurité au travail et dans les lieux publics ainsi que l'inspection des installations techniques

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	
	Application des règles de sécurité	Éducation	Soutien administratif et technique	Total
Crédits et dépenses par éléments				
Crédits	\$ 12 812 700	\$ 366 500	\$ 1 327 100	\$ 14 506 300
Additions et modifications:				
Virements				
Du Fonds de suppléance du ministère des Finances	351 600		54 000	405 600
Crédits autorisés	13 164 300	366 500	1 381 100	14 911 900
Dépenses	13 025 142	316 710	1 340 580	14 682 432
Crédits non utilisés	\$ 139 158	\$ 49 790	\$ 40 520	\$ 229 468
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES				
Fonctionnement				
1—Traitements	\$ 11 115 227	\$ 297 425	\$ 1 106 855	\$ 12 519 507
2—Autres rémunérations	51 690		140 197	191 887
3—Communications	1 658 532	15 507	84 870	1 758 909
4—Services	14 189	250	3 889	18 328
5—Entretien	1 182		70	1 252
6—Loyers	3 164		33	3 197
7—Fournitures	162 486	3 528	3 322	169 336
	13 006 470	316 710	1 339 236	14 662 416
Capital				
8—Équipement	18 672		1 344	20 016
	\$ 13 025 142	\$ 316 710	\$ 1 340 580	\$ 14 682 432

DÉTAIL DU PROGRAMME 7

**QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES
ENTREPRENEURS EN CONSTRUCTION**

**Ce programme vise à permettre à la Régie
des entreprises de construction de réglementer
la compétence et la solvabilité des entreprises
en construction**

Crédits et dépenses	Montant
Crédits	\$ 1 637 400
Additions et modifications:	
Virements	
Du Fonds de suppléance	
du ministère des Finances	10 000
Crédits autorisés	1 647 400
Dépenses	1 055 783
Crédits non utilisés	\$ 591 617

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement	
1—Traitements	\$ 556 480
2—Autres rémunérations	170 479
3—Communications	124 021
4—Services	140 445
5—Entretien	213
6—Loyers	10 016
7—Fournitures	42 127
	1 043 781
Capital	
8—Équipement	12 002
	\$ 1 055 783

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRESOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 32 540 063			\$ 32 540 063
2—Autres rémunérations	1 426 969			1 426 969
3—Communications	3 765 410			3 765 410
4—Services	1 944 413			1 944 413
5—Entretien	31 197			31 197
6—Loyers	301 384			301 384
7—Fournitures	576 965			576 965
8—Équipement	1 597	\$ 78 047		79 644
10—Transfert			\$ 18 398 011	18 398 011
11—Autres dépenses	92 287			92 287
	<u>\$ 40 680 285</u>	<u>\$ 78 047</u>	<u>\$ 18 398 011</u>	<u>\$ 59 156 343</u>

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

REVENUS

	<u>1976-77</u>	<u>1975-76</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	\$ 113 359*	\$ 84 603*
Terrains et bâtisses	742 603	104 542
Photocopie de documents	3	
Matériaux usagés	99 327	72 276
Vapeur	78 123	
Location de terrains et bâtisses	1 992 000	2 329 674
Location d'espaces de stationnement	705 779	859 604
Soutien technique	574 904	201 497
Concessions alimentaires	449 273	356 456
	<u>4 755 371</u>	<u>4 008 652</u>
Intérêts		
Paieement d'un terrain	<u>9 388</u>	
Amendes et confiscations		
Dépôts	<u>24 093</u>	<u>8 400</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	17 536	7 394
Autres dépenses	<u>743 365</u>	<u>1 275 146</u>
	<u>760 901</u>	<u>1 282 540</u>
Revenus autonomes	<u>5 549 753</u>	<u>5 299 592</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Programme à frais partagés		
Aide à la croissance de l'emploi		<u>1 725 618</u>
	<u>\$ 5 549 753</u>	<u>\$ 7 025 210</u>

* Y compris surplus provenant du fonds renouvelable du Service des achats: \$102 517 (1975-76: \$83 224).

DÉPENSES PAR SECTEURS ET PROGRAMMES

	Crédits autorisés	Dépenses	
		1976-77	1975-76
Secteur: Services de soutien			
1 —Allocation de l'espace et de l'équipement	\$ 94 802 100	\$ 78 190 009	\$ 85 658 272
2—Exploitation des immeubles	59 087 200	54 968 386	48 049 717
3—Approvisionnement	2 580 800(1)	2 535 383	3 139 841
4—Gestion interne et soutien	3 077 200	2 759 076	2 302 271
	<u>\$ 159 547 300(1)</u>	<u>\$ 138 452 854</u>	<u>\$ 139 150 101</u>
<hr/>			
Crédits votés	\$ 159 547 300	\$ 137 981 296	
Crédits statutaires		471 558	
	<u>159 547 300</u>	<u>138 452 854</u>	
Crédits non utilisés			
Votés	(21 566 004)		
Dépassements aux crédits statutaires	471 558		
	<u>\$ 138 452 854</u>	<u>\$ 138 452 854</u>	

(1) Y compris, à titre d'avances au "fonds renouvelable" du Service des achats \$25 000 aux crédits de l'élément 2, modifiés par un virement de \$25 000 à la super-catégorie "Fonctionnement" de l'élément 1.

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

DÉTAIL DU PROGRAMME 1

ALLOCATION DE L'ESPACE ET DE L'ÉQUIPEMENT

Ce programme vise à fournir, aménager et équiper les immeubles construits, achetés ou loués en fonction des besoins des ministères

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
	Acquisition d'espaces existants	Construction d'immeubles	Aménagement fixe de l'espace	Fourniture d'ameublement et d'accessoires	Total
Crédits et dépenses par éléments					
Crédits	\$ 46 940 200	\$ 20 438 400	\$ 17 839 200	\$ 9 334 300	\$ 94 552 100
Additions et modifications:					
Crédits supplémentaires 2	250 000				250 000
Virements					
Autres	4 086 000	(4 658 700)	726 100	(153 400)	
Crédits autorisés	51 276 200	15 779 700	18 565 300	9 180 900	94 802 100
*Dépenses	46 701 518	11 514 219	11 315 495	8 658 777	78 190 009
Crédits non utilisés	\$ 5 019 778	\$ 4 265 481	\$ 7 276 220	\$ 522 123	\$ 17 083 602
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (445 096)		\$ (26 415)		\$ (471 511)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 529 897	\$ 648 237	\$ 1 177 181	\$ 329 618	\$ 2 684 933
2—Autres rémunérations	18 102	17 816	142 501	31 552	209 971
3—Communications	110 818	44 923	63 516	953 929	1 173 186
4—Services	863 254	59 595	1 279 841	648	2 203 338
5—Entretien	1 072 873		7 178 466		8 251 339
Statutaires (1)			26 415		26 415
6—Loyers	42 283 353		7 798		42 291 151
Statutaires (1)	100 744				100 744
Statutaires (2)	117 529				117 529
Statutaires (3)	226 823				226 823
7—Fournitures	505	114	124 933	12 889	138 441
	45 323 898	770 685	10 000 651	1 328 636	57 423 870
Capital					
3—Communications		1 092			1 092
4—Services	147 580	2 098 619		2 524	2 248 723
7—Fournitures		122 169			122 169
8—Équipement	2 588	179 317	1 314 844	7 327 617	8 824 366
9—Immobilisations	974 263	8 332 195			9 306 458
11—Autres dépenses	253 189	10 142			263 331
	1 377 620	10 743 534	1 314 844	7 330 141	20 766 139
	\$ 46 701 518	\$ 11 514 219	\$ 11 315 495	\$ 8 658 777	\$ 78 190 009

* Y compris à l'élément 1, \$445 096 et à l'élément 3, \$26 415 formant un montant total de \$471 511 pour des dépenses statutaires sans prévision budgétaire afférentes aux lois suivantes:

1— Charte des droits et libertés de la personne, 1975, c.6: \$127 159

2— Loi de la protection civile: S.R., c. 53: \$117 529

3— Loi électorale, S.R., c. 7 et modifications: \$226 823

DÉTAIL DU PROGRAMME 2

EXPLOITATION DES IMMEUBLES

Ce programme vise à entretenir, gérer et assurer la sécurité des immeubles gouvernementaux et à fournir à leurs occupants un service des postes et messageries

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
	Conservation et réparation des immeubles	Gestion des immeubles	Sécurité et stationne- ment	Postes et messageries et services aux occupants	Total
Crédits et dépenses par éléments					
Crédits	\$ 11 353 700	\$ 29 739 500	\$ 10 635 900	\$ 7 352 400	\$ 59 081 500
Additions et modifications:					
Virements					
Du ministère des Affaires sociales	5 700				5 700
Autres	(132 500)	(1 035 500)	(110 000)	1 278 000	
Crédits autorisés	11 226 900	28 704 000	10 525 900	8 630 400	59 087 200
*Dépenses	9 374 031	27 474 059	10 057 248	8 063 048	54 968 386
Crédits non utilisés	\$ 1 852 916	\$ 1 229 941	\$ 468 652	\$ 567 352	\$ 4 118 861
Dépassements aux crédits statutaires	\$ (47)				\$ (47)
DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES					
Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 2 963 976	\$ 7 198 813	\$ 7 441 363	\$ 2 763 098	\$ 20 367 250
2—Autres rémunérations	32 713	178 208	40 590	86 069	337 580
3—Communications	71 530	88 642	64 324	4 637 662	4 862 158
4—Services	65 127	2 956 254	2 297 530	539	5 319 450
5—Entretien	2 959 251	9 085 454		156 859	12 201 564
6—Loyers	30 335	14 959		216 900	262 194
7—Fournitures	1 002 360	7 883 592	142 893	108 830	9 137 675
Statutaires	47				47
11—Autres dépenses	2 393	26			2 419
	7 127 732	27 405 948	9 986 700	7 969 957	52 490 337
Capital					
4—Services	152 800				152 800
8—Équipement	60 955	68 111	70 548	93 091	292 705
9—Immobilisations	2 032 544				2 032 544
	2 246 299	68 111	70 548	93 091	2 478 049
	\$ 9 374 031	\$ 27 474 059	\$ 10 057 248	\$ 8 063 048	\$ 54 968 386

* Y compris à l'élément 1, une dépense statutaire sans prévision budgétaire de \$47 afférente à la Loi électorale, S.R., c. 7 et modifications.

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

DÉTAIL DU PROGRAMME 3

APPROVISIONNEMENT

Ce programme vise à effectuer les achats du gouvernement aux meilleures conditions pour l'économie du Québec

	Élément 1	Élément 2	
Crédits et dépenses par éléments	Négociation et octroi de commandes	Fonds renouvelable	Total
Crédits	\$ 2 555 800	\$ 25 000 *	\$ 2 580 800*
Additions et modifications:			
Virements			
Autres	25 000	(25 000) *	
Crédits autorisés	2 580 800		2 580 800
Dépenses	2 535 383		2 535 383
Crédits non utilisés	\$ 45 417		\$ 45 417

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES			
Fonctionnement			
1—Traitements	\$ 2 359 846		\$ 2 359 846
2—Autres rémunérations	43 133		43 133
3—Communications	64 268		64 268
4—Services	7 601		7 601
5—Entretien	543		543
6—Loyers	26 023		26 023
7—Fournitures	30 119		30 119
	2 531 533		2 531 533
Capital			
8—Équipement	3 850		3 850
	\$ 2 535 383		\$ 2 535 383

* Y compris à titre d'avances au "fonds renouvelable" \$25 000 aux crédits, modifiés par un virement de \$25 000 à la super-catégorie "Fonctionnement" de l'élément 1.

DÉTAIL DU PROGRAMME 4

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère

	Élément 1	Élément 2	Élément 3	Élément 4	
Crédits et dépenses par éléments	Direction	Soutien administratif	Soutien technique	Planification	Total
Crédits	\$ 654 500	\$ 1 638 700	\$ 367 500	\$ 402 300	\$ 3 063 000
Additions et modifications:					
Virements					
Au ministère des Transports	(7 400)				(7 400)
Du ministère des Finances	21 600				21 600
Autres	159 000	(159 000)			
Crédits autorisés	827 700	1 479 700	367 500	402 300	3 077 200
Dépenses	677 907	1 450 982	308 659	321 528	2 759 076
Crédits non utilisés	\$ 149 793	\$ 28 718	\$ 58 841	\$ 80 772	\$ 318 124

DÉPENSES PAR SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

Fonctionnement					
1—Traitements	\$ 595 681	\$ 1 160 760	\$ 301 235	\$ 311 089	\$ 2 368 765
2—Autres rémunérations	16 401	49 646	2 865	5 473	74 385
3—Communications	20 864	26 639	3 171	4 156	54 830
4—Services	32 258	31 151	107		63 516
5—Entretien	420	1 187			1 607
6—Loyers	855	70 687			71 542
7—Fournitures	6 897	96 729	771	652	105 049
8—Équipement	531		510	158	1 199
11—Autres dépenses		11 548			11 548
	673 907	1 448 347	308 659	321 528	2 752 441
Capital					
8—Équipement		2 635			2 635
Transfert					
10—Transfert	4 000				4 000
	\$ 677 907	\$ 1 450 982	\$ 308 659	\$ 321 528	\$ 2 759 076

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENTSOMMAIRE DES DÉPENSES PAR
SUPER-CATÉGORIES ET CATÉGORIES

	Fonctionnement	Capital	Transfert	Total
1—Traitements	\$ 27 780 794			\$ 27 780 794
2—Autres rémunérations	665 069			665 069
3—Communications	6 154 442	\$ 1 092		6 155 534
4—Services	7 593 905	2 401 523		9 995 428
5—Entretien	20 481 468			20 481 468
6—Loyers	43 096 006			43 096 006
7—Fournitures	9 411 331	122 169		9 533 500
8—Équipement	1 199	9 123 556		9 124 755
9—Immobilisations		11 339 002		11 339 002
10—Transfert			\$ 4 000	4 000
11—Autres dépenses	13 967	263 331		277 298
	<u>\$ 115 198 181</u>	<u>\$ 23 250 673</u>	<u>\$ 4 000</u>	<u>\$ 138 452 854</u>

SECTION 2

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

Les opérations non budgétaires sont celles qui affectent uniquement les comptes de l'actif et du passif du Gouvernement, à l'exception des comptes de fonds de roulement. Généralement, elles n'influencent pas le résultat des opérations budgétaires ni la dette nette.

SECTION 2

TABLE DES MATIÈRES

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

PAGE

Sommaire
Détail2-4
2-4

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
de l'année financière terminée le 31 mars 1977

SOMMAIRE	Actions	Obligations et billets	Prêts et avances	Total
Placements				
Entreprises du gouvernement du Québec	\$ 109 948 600	\$ 5 193 742	\$ 65 975 683	\$ 181 118 025
Municipalités et organismes municipaux		8 966 329	1 559 252	10 525 581
Particuliers, sociétés et autres			6 137 981	6 137 981
	<u>\$ 109 948 600</u>	<u>\$ 14 160 071</u>	<u>\$ 73 672 916</u>	<u>\$ 197 781 587</u>
DÉTAIL	Déboursés(1)	Recettes	Redresse- ments(2)	Total
Entreprises du gouvernement du Québec				
<i>Actions</i>				
Sidbec	\$ 53 000 000			\$ 53 000 000
Société de cartographie du Québec	600 000			600 000
Société de développement de la Baie James	10 000 000			10 000 000
Société de récupération, d'exploitation et de développe- ment forestiers du Québec	3 854 200	\$ 104 100	\$ 100 000(3)	3 850 100
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	600			600
Société générale de financement du Québec	24 482 300			24 482 300
Société Inter-Port du Québec	600			600
Société québécoise d'exploration minière	7 623 000	8 000		7 615 000
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	2 900 000			2 900 000
Société québécoise d'initiatives pétrolières	7 500 000			7 500 000
	<u>109 960 700</u>	<u>112 100</u>	<u>100 000</u>	<u>109 948 600</u>
<i>Obligations</i>				
Société d'habitation du Québec		334 566	5 528 308(4)	5 193 742
<i>Prêts et avances</i>				
Commission administrative des régimes d'assurance- stabilisation des revenus agricoles	2 700 000			2 700 000
Hydro-Québec: eaux		483		(483)
Office de l'électrification rurale		714 746		(714 746)
Office des autoroutes du Québec	44 339 271	30 042 699	(91)	14 296 481
Office du crédit agricole du Québec	71 950 000	30 400 000		41 550 000
Société d'aménagement de l'Outaouais	6 000 000			6 000 000
Société de développement immobilier du Québec		3 000 000		(3 000 000)
Société de développement industriel du Québec		5 000 000		(5 000 000)
Société de récupération, d'exploitation et de développe- ment forestiers du Québec	5 751 000	2	(100 000)(3)	5 650 998
Société d'habitation du Québec	16 904 480	9 938 729	(5 527 962)(4)	1 437 789
Société du parc industriel du centre du Québec	2 950 000	144 356		2 805 644
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	250 000			250 000
	<u>150 844 751</u>	<u>79 241 015</u>	<u>(5 628 053)</u>	<u>65 975 683</u>
	<u>\$ 260 805 451</u>	<u>\$ 79 687 681</u>	<u>\$ 255</u>	<u>\$ 181 118 025</u>
Municipalités et organismes municipaux				
Obligations et billets		\$ 2 870 479	\$ 11 836 808(5)	\$ 8 966 329
Prêts et avances	\$ 11 951 128	65 787	(10 326 089)(5)	1 559 252
	<u>\$ 11 951 128</u>	<u>\$ 2 936 266</u>	<u>\$ 1 510 719</u>	<u>\$ 10 525 581</u>

DÉTAIL (Suite)	Déboursés(1)	Recettes	Redresse- ments(2)	Total
Particuliers, sociétés et autres				
Prêts et avances				
Particuliers				
Pêcheurs	\$ 1 211 789	\$ 667 462	\$ 365 340(6)	\$ 909 667
Étudiants		3 684 151	1 628 564(7)	(2 055 587)
	<u>1 211 789</u>	<u>4 351 613</u>	<u>1 993 904</u>	<u>(1 145 920)</u>
Sociétés et autres				
Coopératives	250 000	139 763		110 237
Caisse populaire de Povungnituk		10 000		(10 000)
Hôpitaux (fonds de roulement)		109 197		(109 197)
Pêcheurs	1 259 744	551 112	(365 340)(6)	343 292
Propriétaires forestiers		176 000		(176 000)
Université de Sherbrooke	<u>7 125 569</u>			<u>7 125 569</u>
	<u>8 635 313</u>	<u>986 072</u>	<u>(365 340)</u>	<u>7 283 901</u>
	<u>\$ 9 847 102</u>	<u>\$ 5 337 685</u>	<u>\$ 1 628 564</u>	<u>\$ 6 137 981</u>

(1) Y compris les montants à payer.

(2) En ce qui concerne les prêts et avances, les montants radiés au cours de l'année financière et les redressements à la provision pour pertes ne sont pas pris en considération.

(3) Montant viré de "Prêts et avances" à "Actions".

(4) Montant viré de "Prêts et avances" à "Obligations".

(5) Montant porté à "Obligations et billets".

Prêts et avances	\$ 10 326 089
Intérêts à recevoir capitalisés	1 510 700
Dette publique (autres emprunts)	19

\$ 11 836 808

(6) Montant viré à "Particuliers".

(7) Réclamations aux étudiants des paiements de garantie effectués aux institutions financières dans le cadre de la Loi des prêts et bourses aux étudiants, 1966-67, c. 70 et modifications.

SECTION 3

OPÉRATIONS DE LA DETTE

Les opérations de la dette sont celles qui regroupent les emprunts effectués, les emprunts remboursés et les contributions aux fonds d'amortissement. Elles affectent uniquement la dette publique et n'influencent pas le résultat des opérations budgétaires ni la dette nette.

SECTION 3

TABLE DES MATIÈRES

OPÉRATIONS DE LA DETTE

PAGE

Sommaire**3-4****Détail**

Emprunts effectués

3-4

Emprunts remboursés

3-7

Contributions aux fonds d'amortissement

3-8

OPERATIONS DE LA DETTE
de l'année financière terminée le 31 mars 1977

SOMMAIRE

	Emprunts effectués	Emprunts remboursés
Bons du trésor et billets	\$ (91 314 928) *	\$ 198 143
Obligations	1 424 295 953 **	285 193 432
Autres emprunts	21 635 326	25 663 973
Dettes assumées		4 636 753
	1 354 616 351	315 692 301
Contributions aux fonds d'amortissement		32 741 121
	<u>\$ 1 354 616 351</u>	<u>\$ 348 433 422</u>

* Bons du trésor convertis en obligations

** Y compris \$91 314 928—bons du trésor convertis en obligations

DÉTAIL

EMPRUNTS EFFECTUÉS**Bons du trésor et billets**Emprunts
effectués

Receveur général du Canada

\$ (91 314 928)*

* Bons du trésor convertis en obligations.

EMPRUNTS EFFECTUÉS
 (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix de vente	Valeur nominale	Emprunts effectués
Obligations					
Négociables					
En monnaie du Canada					
4- 5-1976	4- 5-2001	10-¼	\$ 97.40		\$ 100 000 000
27- 5-1976	27- 5-1994	10-¼	98.75		50 000 000
1- 9-1976	4- 5-2001	10-¼	97.69		125 000 000
6-10-1976	27- 5-1994	10-¼	100.00		50 000 000
6-10-1976	6-11-1996	10-¼	100.00		50 000 000
17-12-1976	1- 8-1992	9-¾	97.375		75 000 000
15- 3-1977	15- 3-2001	9-¾	100.00		125 000 000
22- 3-1977	22- 3-1982	9-¼	99.35		75 000 000
22- 3-1977	22- 3-1982	9-¼	100.00		100 000 000
					<u>750 000 000</u>
En monnaie des Etats-Unis					
1- 4-1976	1- 4-1981	8-½	98.125	\$ 50 000 000	49 305 000
1- 4-1976	1- 4-1984	9	97.75	50 000 000	49 305 000
15- 6-1976	15- 6-2001	9-½	99.125	100 000 000	96 980 000
				<u>200 000 000</u>	<u>195 590 000*</u>
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne					
1- 2-1977	1- 2-1987	7-½	97.00	DM150 000 000	<u>63 211 125*</u>
Non négociables					
En monnaie du Canada					
Obligations d'épargne du Québec					
1- 6-1976	1- 6-1981	10, 9	100.00		316 526 900
Gouvernement du Canada					
Régime de pensions du Canada					
1976-77	1996-97	8.73 @ 9.25	100.00		7 653 000
Aide à la croissance de l'emploi					
31- 3-1976	31- 3-1996	8.3919	100.00		<u>91 314 928</u>
					<u>415 494 828</u>
					<u>\$ 1 424 295 953</u>

EMPRUNTS EFFECTUÉS
(suite)

Autres emprunts

			<u>Recettes</u>	<u>Virements</u>	<u>Net</u>
Gouvernement du Canada					
Zones spéciales					
Avances progressives sur projets en cours			<u>\$ 9 580 979</u>	<u>\$ (29 679 548)</u>	\$ (20 098 569)
Projets terminés				<u>34 770 018**</u>	<u>34 770 018</u>
1- 4-1976	1- 4-1977 @ 2006	9 @ 10.125			\$ 14 671 449
Autoroute no 13					
1- 7-1976	1- 7-1977 @ 1980	7.8571			<u>6 963 877 ***</u>
					<u>21 635 326</u>
Total					<u><u>\$ 1 354 616 351</u></u>

* Equivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts.

** Incluant \$5 090 470 d'intérêts capitalisés.

*** Intérêts capitalisés

EMPRUNTS REMBOURSÉS

Bons du trésor et billets	Émissions	Remboursements	Emprunts remboursés
En monnaie du Canada			
Banque Canadienne Impériale de Commerce	\$ 46 500 000	\$ 46 500 000	
Banque Canadienne Nationale	46 500 000	46 500 000	
Banque de Montréal	83 700 000	83 700 000	
Banque de Nouvelle-Ecosse	15 500 000	15 500 000	
Banque Provinciale du Canada	15 400 000	15 400 000	
Banque Royale du Canada	89 100 000	89 100 000	
Banque Toronto-Dominion	15 500 000	15 500 000	
Receveur général du Canada		198 143 *	\$ 198 143
	<u>\$ 312 200 000</u>	<u>\$ 312 398 143</u>	<u>\$ 198 143</u>

* L'exonération d'emprunts de \$198 143 réclamée du gouvernement du Canada en 1976-77 dans le cadre des projets d'investissement dans le développement et comptabilisée aux revenus de cette année financière et le solde \$91 314 928 converti en obligations.

Date d'échéance	Date d'émission	Montants	
Obligations			
Négociables			
En monnaie du Canada			
1- 4-1976	1- 4-1970	\$ 200 000	
15- 4-1976	15- 4-1971	2 905 000	
1- 6-1976	1- 6-1970	1 350 000	
1- 8-1976	1- 8-1967	1 250 000	
1- 8-1976	1- 8-1970	850 000	
15- 9-1976	15- 9-1968	1 500 000	
1-11-1976	1- 1-1973	830 000	
1-12-1976	1-12-1967	900 000	
2-12-1976	2-12-1970	32 000 000	
15-12-1976	15-12-1971	2 500 000	
15- 1-1977	15- 1-1957	18 725 882**	
15- 1-1977	15- 1-1968	1 000 000	
15- 3-1977	15- 3-1970	50 000 000	\$ 114 010 882
Non négociables			
Obligations d'épargne du Québec			
1- 5-1976	1- 5-1966	20 077 000	
1- 6-1981	1- 6-1971	6 334 950	
1- 6-1982	1- 6-1972	4 171 200	
1- 4-1983	1- 4-1973	5 434 100	
1- 5-1979	1- 5-1974	6 917 300	
1- 6-1980	1- 6-1975	70 574 300	
1- 6-1981	1- 6-1976	57 673 700	171 182 550
			<u>\$ 285 193 432</u>

** Excluant \$58 118 de contributions du fonds d'amortissement

EMPRUNTS REMBOURSÉS
(suite)

Date d'échéance	Date d'émission	Montants	
Autres emprunts			
En monnaie du Canada			
Gouvernement du Canada			
Expo'67			
1967-77	1- 4-1969	\$ 2 064 000	
Zones spéciales			
1- 4-1976	1- 4-1972-75	629 504	
Autoroute no 13			
1- 7-1976	17-10-1974	17 804 628	
En monnaie des Etats-Unis			
(Euro-dollars)			
30- 6-1976	30- 6-1970	5 165 841*(1)	\$ 25 663 973
Dettes assumées			
Construction du boulevard			
Métropolitain de Montréal			
Institutions universitaires			
Commission municipale			
de Québec pour le règlement de			
dettes scolaires en 1947			
Institut Armand-Frappier			
Hôpital St-Luc			
Association athlétique na-			
tionale de la jeunesse			
		3 481 846**(1)	
		349 709	
		58 198	
		243 000	
		464 000	
		40 000	4 636 753
			315 692 301
Contributions aux fonds			
d'amortissement			
Pour détail, voir page 6-26			32 741 121
Total			\$ 348 433 422

* Equivalent canadien aux dates de réalisation des emprunts

** Y compris \$2 792 823 représentant l'équivalent canadien d'une valeur nominale de \$2 757 913 d'une dette assumée en monnaie des Etats-Unis au taux de change en vigueur à la date d'acceptation de cette dette.

(1) Le coût du remboursement des emprunts en monnaie étrangère apparaît à la page suivante.

Le coût du remboursement des emprunts en monnaie étrangère est le suivant:

	Valeur nominale	Equivalent canadien de la valeur nominale	Coût du remboursement	Gain
En monnaie des Etats-Unis				
Obligations négociables (euro-dollars)	\$ 5 000 000	\$ 5 165 841	\$ 4 849 000	\$ 316 841
Dettes assumées				
Construction du Boulevard Métropolitain de Montréal	2 757 913	2 792 824	2 707 866	84 958
Commission municipale de Québec pour le règlement des dettes scolaires en 1947	1 000	998	972	26
	<u>\$ 7 758 913</u>	<u>\$ 7 959 663</u>	<u>\$ 7 557 838</u>	<u>\$ 401 825 (1)</u>

(1) Montant inscrit aux revenus.

SECTION 4

FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Le Fonds consolidé du revenu représente les placements temporaires, les comptes à recevoir et les intérêts courus et à recevoir, déduction faite des chèques en circulation moins encaisse, avances des fonds en fidéicomis, comptes à payer et intérêts courus à payer.

Les variations au Fonds consolidé du revenu au cours d'une année financière proviennent des opérations budgétaires, non budgétaires et de la dette sans tenir compte des redressements de la dette nette.

SECTION 4

TABLE DES MATIÈRES

FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

PAGE

Provenance et utilisation des fonds

4-4

Situation du Fonds consolidé du revenu

4-4

FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Provenance et utilisation des fonds
de l'année financière terminée le 31 mars 1977

SOMMAIRE	Provenance	Utilisation
Opérations budgétaires — déficit (voir page 1-4)		\$ 991 164 681
Moins		
Opérations budgétaires ne requérant pas d'utilisation de fonds		
Montant porté à la provision pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics		175 080 623
Augmentation de la provision pour pertes sur les prêts et avances		759 061
		<u>175 839 684</u>
		815 324 997
Opérations non budgétaires (voir page 2-4)		197 781 587
Opérations de la dette (voir page 3-4)	\$ 1 354 616 351	348 433 422
Accroissement du solde déficitaire	<u>6 923 655</u>	
	<u>\$ 1 361 540 006</u>	<u>\$ 1 361 540 006</u>

Situation du Fonds consolidé du revenu
au 31 mars 1977

	1977	1976 (note 7)
Placements temporaires	\$ 389 657 200	\$ 787 443 428
Comptes à recevoir	883 458 348	681 418 999
Intérêts courus et à recevoir	19 929 648	21 707 850
	<u>1 293 045 196</u>	<u>1 490 570 277</u>
Moins		
Chèques en circulation moins encaisse	74 029 895	92 350 684
Avances des fonds en fidéicommis	34 526 111	31 039 614
Comptes à payer	1 101 000 215	1 304 965 616
Intérêts courus	199 348 123	171 149 856
	<u>1 408 904 344</u>	<u>1 599 505 770</u>
Solde déficitaire au 31 mars	<u>\$ 115 859 148</u>	<u>\$ 108 935 493</u>
Accroissement du solde déficitaire		<u>\$ 6 923 655</u>

SECTION 5

ACTIF ET PASSIF

CONTINUITÉ DE LA DETTE NETTE

SECTION 5

TABLE DES MATIÈRES

ACTIF ET PASSIF	PAGE
Actif et passif	5-4
Continuité de la dette nette	5-6
Notes complémentaires	5-7

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1977

ACTIF		1977	1976
Page			(note 7)
	Placements temporaires		
6-4	Institutions financières	\$ 389 657 200	\$ 632 443 428
	Entreprises du gouvernement du Québec		155 000 000
		389 657 200	787 443 428
6-6	Comptes à recevoir	883 458 348	681 418 999
6-8	Intérêts courus et à recevoir	19 929 648	21 707 850
		1 293 045 196	1 490 570 277
6-10	Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances		
6-10	Entreprises du gouvernement du Québec	1 296 602 886	1 116 177 706
6-12	Municipalités et organismes municipaux	77 784 453	67 258 871
6-18	Particuliers, sociétés et autres	40 479 371	34 407 607
		1 414 866 710	1 217 844 184
6-23	Autres actifs	2 251 118	2 251 118
	TOTAL DE L'ACTIF	2 710 163 024	2 710 665 579
5-6	DETTE NETTE	5 014 919 406	4 023 754 725
		\$ 7 725 082 430	\$ 6 734 420 304

Le Contrôleur des Finances,
MARCEL LEFAIVRE

Le Sous-ministre des Finances,
MICHEL CARON

PASSIF	1977	1976
Page		(note 7)
6-24 Chèques en circulation moins encaisse	\$ 74 029 895	\$ 92 350 684
Avances des fonds en fidéicomis	34 526 111	31 039 614
6-24 Comptes à payer (note 2)	1 101 000 215	1 304 965 616
6-25 Intérêts courus	199 348 123	171 149 856
	<u>1 408 904 344</u>	<u>1 599 505 770</u>
6-25 Provision pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (note 2)	<u>354 213 749</u>	<u>179 133 126</u>
DETTE PUBLIQUE (note 4)		
6-25 Bons du trésor		91 513 071
6-26 Obligations moins fonds d'amortissement	5 676 150 778	4 569 789 378
6-39 Autres emprunts	201 661 349	205 689 996
6-41 Dettes assumées	84 152 210	88 788 963
	<u>5 961 964 337</u>	<u>4 955 781 408</u>
TOTAL DU PASSIF (notes 2, 3 et 5)	<u>\$ 7 725 082 430</u>	<u>\$ 6 734 420 304</u>

Les notes à la page 5-7 font partie intégrante des états financiers.

CONTINUITÉ DE LA DETTE NETTE
de l'année financière terminée le 31 mars 1977

	1977	1976
Solde au début	\$ 4 023 754 725	\$ 3 150 348 878
Déficit des opérations budgétaires (voir page 1-4)	<u>991 164 681</u>	<u>873 405 847</u>
Solde à la fin	<u>\$ 5 014 919 406</u>	<u>\$ 4 023 754 725</u>

Les notes à la page 5-7 font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les conventions comptables apparaissant à la page 11.

2. Provision pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Cette provision au 31 mars 1977 représente les obligations du Gouvernement comptabilisées et non versées à cette date; elle ne tient pas compte de l'insuffisance de la participation gouvernementale de l'ordre de \$100 millions au 31 décembre 1975 établie à la suite d'une évaluation actuarielle de ce régime. De plus, elle ne tient pas compte de l'insuffisance des montants qui ont été portés annuellement à la provision depuis cette date provenant en bonne partie du fait qu'il n'est pas tenu compte des intérêts dans le calcul de la provision annuelle. Cette provision ne couvre pas également les obligations du Gouvernement établies à environ \$230 millions au 31 décembre 1975, selon les actuaires, pour les participants au Régime de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce régime de retraite.

3. Autres régimes de retraite

Au 31 mars 1977, aucun passif n'est inscrit relativement aux obligations du Gouvernement à l'égard des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et autres envers leurs participants. Ces obligations sont assumées annuellement par le Gouvernement à même le Fonds consolidé du revenu. Le passif envers ces régimes au 31 décembre 1975 s'élevait à environ \$4.5 milliards selon les évaluations actuarielles.

4. Dette publique en monnaie étrangère

La dette publique en monnaie étrangère est inscrite en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des dettes assumées. Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1977 avaient été appliqués au montant total de la dette publique en monnaie étrangère, cette dette aurait été augmentée de \$101 807 550 dont \$14 395 359 pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1977-78.

5. Passif éventuel et engagements

Le passif ne comprend pas les emprunts garantis de \$8 147 327 494 qui apparaissent à la page 6-46, les autres passifs éventuels ainsi que les engagements de \$1 926 998 813 qui apparaissent à la page 6-58.

6. Contributions au financement des programmes d'hospitalisation et Fonds des services hospitaliers

La Loi pourvoyant au financement des programmes de santé sanctionnée le 30 juin 1976 (Lois de 1976, chapitre 27) prévoit des contributions additionnelles des particuliers et des employeurs et la création d'un fonds spécial.

Son article 8 stipule ce qui suit:

"Afin de pourvoir au financement des programmes d'hospitalisation, un fonds spécial, désigné sous l'appellation de "fonds des services hospitaliers" est créé par la présente loi au ministère des Finances.

Ce fonds, affecté exclusivement au financement des services hospitaliers, est constitué et alimenté par les sommes qu'y verse le ministre du Revenu conformément au premier alinéa de l'article 7.

Le ministre des Finances dispose de ce fonds conformément aux directives que lui donne le ministre des Affaires sociales."

En pratique, les opérations du Fonds des services hospitaliers ont été incorporées à celles du Fonds consolidé du revenu.

Les contributions de \$278 807 930 pour la période du 30 juin 1976 au 31 mars 1977 sont montrées aux revenus de la Province à titre de "Contributions au financement des programmes d'hospitalisation".

Une somme équivalente à ces contributions est montrée au ministère des Affaires sociales comme dépenses effectuées à même un crédit permanent, alors que des crédits votés ont été périmés pour autant.

7. Chiffres comparatifs

a) Actif et passif

Au 31 mars 1977, les obligations et les coupons échus non réclamés sont présentés comme comptes à payer alors que les dépôts bancaires relatifs sont incorporés à l'encaisse et les dépôts en fidéicommiss y afférents sont appliqués en réduction des avances des fonds en fidéicommiss. C'est pourquoi au 31 mars 1976, les comptes à payer sont augmentés de \$11 781 483, les espèces en caisse de \$3 949 733 et les avances des fonds en fidéicommiss réduites de \$7 831 750.

Les chiffres de 1976 ont été redressés par l'élimination des intérêts à recevoir de la Société du parc industriel du centre du Québec au montant de \$1 797 322 payables par le ministère de l'Industrie et du Commerce et inscrits à ses comptes à payer.

De plus, les comptes à payer et la provision pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics au 31 mars 1976 ont été redressés de \$2 234 441 pour tenir compte d'une augmentation des contributions exigibles à cette date. Ce redressement a eu pour effet d'augmenter le déficit du Fonds consolidé du revenu d'un même montant au 31 mars 1976.

b) Revenus et dépenses

Pour fins de comparaison, les chiffres de 1976 ont été redressés pour tenir compte des transferts de juridiction et de certaines reclassifications budgétaires de 1977.

SECTION 6

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

SECTION 6

TABLE DES MATIÈRES

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

PAGE

Placements temporaires	6-4
Comptes à recevoir	6-6
Intérêts courus et à recevoir	6-8
Placements	6-10
Autres actifs	6-23
Chèques en circulation moins encaisse	6-24
Comptes à payer	6-24
Intérêts courus	6-25
Provision pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	6-25
Dette publique	
Bons du trésor	6-25
Obligations moins fonds d'amortissement	6-26
Autres emprunts	6-39
Dettes assumées	6-41
Echéancier sommaire	6-45
Emprunts garantis et autre passif éventuel	6-46
Engagements	6-58
Echéancier sommaire des subventions pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital	6-81

PLACEMENTS TEMPORAIRES

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1977	1976
Institutions financières					
En monnaie du Canada					
Banque Canadienne Impériale de Commerce					\$ 20 000 000
Banque Canadienne Nationale	16-3-77	11-4-77	7.80	\$ 5 000 000	
	16-3-77	11-4-77	7.80	10 000 000	
	16-3-77	6-4-77	7.80	20 000 000	
	18-3-77	11-5-77	7.85	9 885 200	
	18-3-77	14-4-77	7.80	10 000 000	
	21-3-77	4-5-77	7.80	10 000 000	
	21-3-77	5-5-77	7.80	10 000 000	
	21-3-77	10-5-77	7.80	10 000 000	
	22-3-77	9-5-77	7.85	10 000 000	
	22-3-77	9-5-77	7.85	9 897 800	
	22-3-77	13-4-77	7.80	20 000 000	
	23-3-77	13-4-77	7.60	10 000 000	
	23-3-77	6-4-77	7.70	10 000 000	
				<u>144 783 000</u>	196 931 178
Banque de Montréal	16-3-77	7-4-77	7.83	4 976 500	
	16-3-77	14-4-77	7.80	10 000 000	
	22-3-77	15-4-77	7.75	10 000 000	
	23-3-77	7-4-77	7.75	10 000 000	
	23-3-77	4-4-77	7.25	20 000 000	
				<u>54 976 500</u>	39 915 245
Banque de Nouvelle-Écosse	22-3-77	14-4-77	7.75	10 000 000	
	23-3-77	7-4-77	7.75	20 000 000	
				<u>30 000 000</u>	30 000 000
Banque Provinciale du Canada	16-3-77	12-4-77	7.90	10 000 000	
	16-3-77	15-4-77	7.93	10 000 000	
	17-3-77	12-4-77	7.90	20 000 000	
				<u>40 000 000</u>	117 275 025
Banque Royale du Canada	22-3-77	4-5-77	7.75	20 000 000	
	23-3-77	1-4-77	7.50	20 000 000	
	23-3-77	5-4-77	7.50	20 000 000	
				<u>60 000 000</u>	35 000 000
Banque Toronto-Dominion	22-3-77	3-5-77	7.75	10 000 000	
	22-3-77	12-5-77	7.70	20 000 000	
				<u>30 000 000</u>	15 000 000
Banque Mercantile du Canada	16-3-77	5-4-77	7.75	10 000 000	
	22-3-77	12-5-77	7.80	10 000 000	
	23-3-77	11-5-77	7.70	9 897 700	
				<u>29 897 700</u>	178 321 980
				389 657 200	632 443 428
Entreprise du gouvernement du Québec					
En monnaie du Canada					
Régie des installations olympiques					155 000 000
				<u>\$ 389 657 200</u>	<u>\$ 787 443 428</u>

COMPTES À RECEVOIR

	Affaires sociales	Agriculture	Conseil exécutif	Finances
Revenus				
Impôts sur le revenu et sur les biens				
Revenu des particuliers				
Contributions au financement des programmes d'hospitalisation				
Société — capital et profits				
Successions				
Taxes à la consommation				
Vente au détail				
Carburants				
Tabac				
Repas et hôtellerie				
Télécommunications				
Droits et permis				
Ressources forestières				
Autres				\$ 2 567 247
Revenus divers				
Ventes de biens et services	\$ 26 092 383	\$ 3 113 210	\$ 232	152 947
Autres	18 397 050	75 887	8 677	1 863 190
Transferts des sociétés d'Etat				
Société des alcools du Québec				21 000 000
Société d'exploitation des loteries et courses du Québec				2 871 454
Transferts du gouvernement du Canada				
Accès aux ressources forestières			585 285	
Adaptation au travail	1 310 392			
Aménagement rural et développement agricole			526 388	
Caisse d'aide à la santé	1 909 349			
Caisse des passages à niveau				
Commission de la Capitale nationale				
Développement de l'agriculture			4 863 233	
Formation professionnelle des adultes				
Formation professionnelle	627 183			
Indemnités aux victimes d'inondations			4 594 653	
Infrastructures industrielles			2 825 110	
Zones spéciales			871 724	
Autres	413 491	750 251	237 084	
Dépenses et autres	<u>15 142 315</u>	<u>3 912</u>	<u>904</u>	<u>11 160</u>
	63 892 163	3 943 260	14 513 290	28 465 998
Avances et petites caisses	<u>625 420</u>	<u>385 811</u>	<u>66 863</u>	<u>43 914</u>
	64 517 583	4 329 071	14 580 153	28 509 912
Moins provision pour pertes	<u>18 047 184</u>	<u>127 343</u>		<u>250</u>
	<u>\$ 46 470 399</u>	<u>\$ 4 201 728</u>	<u>\$ 14 580 153</u>	<u>\$ 28 509 662</u>

Justice	Revenu	Terres et Forêts	Transports	Travail et Main-d'oeuvre	Autres ministères	Total	
						1977	1976
	\$ 458 340 413					\$ 458 340 413	\$ 324 028 236
	29 125 651					29 125 651	
	73 131 717					73 131 717	22 476 076
	5 030 772					5 030 772	6 635 315
	157 967 494					157 967 494	134 783 768
	36 956 746					36 956 746	37 094 873
	7 718 715					7 718 715	7 066 666
	27 264 900					27 264 900	23 530 791
	2 871 138					2 871 138	2 622 962
\$ 1 138 943	2 443 406 1 055	\$ 21 095 453	\$ 319 673	\$ 2 262 828	\$ 634 140	23 538 859 6 923 886	34 177 097 8 836 385
687 713 2 356 045	1 597 296	295 606	5 567 310 2 038 480	6 707 772 90 932	6 530 967 782 751	50 745 436 25 613 012	43 301 188 16 665 416
						21 000 000 2 871 454	22 000 000 2 823 345
						585 285	870 164
						1 310 392	3 482 093
						526 388	532 338
						1 909 349	3 003 222
			2 935 702			2 935 702	1 248 207
			3 315 229			3 315 229	7 280 694
						4 863 233	3 506 436
				7 965 581		7 965 581	10 209 014
						627 183	621 083
8 847 497						13 442 150	8 174 653
						2 825 110	3 337 996
						871 724	1 474 377
309 400		3 636		52 214	5 201 422	6 967 498	17 875 937
1 157	6 530 950	710	86 049	971	165 875	21 944 003	10 229 544
13 340 755	808 980 253	21 395 405	14 262 443	17 080 298	13 315 155	999 189 020	757 887 876
1 586 657	307 347	232 305	1 270 165	200 575	4 060 249	8 779 306	8 988 676
14 927 412	809 287 600	21 627 710	15 532 608	17 280 873	17 375 404	1 007 968 326	766 876 552
4 235	104 729 931	210 160	796 199	222 375	372 301	124 509 978	85 457 553
<u>\$ 14 923 177</u>	<u>\$ 704 557 669</u>	<u>\$ 21 417 550</u>	<u>\$ 14 736 409</u>	<u>\$ 17 058 498</u>	<u>\$ 17 003 103</u>	<u>\$ 883 458 348</u>	<u>\$ 681 418 999</u>

INTÉRÊTS COURUS ET À RECEVOIR

	1977	1976
Entreprises du gouvernement du Québec		
Office des autoroutes du Québec	\$ 4 402 054	\$ 4 315 948
Office du crédit agricole du Québec	969 719	406 176
Raffinerie de sucre de Québec	197 384	
Société d'aménagement de l'Outaouais	4 550 003	2 583 630
Société de développement industriel du Québec		967 419
Société d'habitation du Québec	3 532 075	2 923 456
Autres	509	6 447
	13 651 744	11 203 076
Municipalités et organismes municipaux	5 127 112	3 767 311
Coopératives et caisses populaires	40 794	12 696
Gouvernement du Canada	46 559	46 559
Placements temporaires et comptes de banques	1 063 439	6 678 208
	<u>\$ 19 929 648</u>	<u>\$ 21 707 850</u>

PLACEMENTS

	Actions	
	1977	1976
Sommaire		
Entreprises du gouvernement du Québec	\$ 440 360 651	\$ 330 412 051
Municipalités et organismes municipaux		
Particuliers, sociétés et autres		
	<u>\$ 440 360 651</u>	<u>\$ 330 412 051</u>

	Actions	
	1977	1976
Détail		
Entreprises du gouvernement du Québec		
1 Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles		
2 Hydro-Québec: eaux		
3 La Traversée Matane-Godbout Ltée	\$ 2 567 000	\$ 2 567 000
4 Office de l'électrification rurale		
5 Office des autoroutes du Québec		
6 Office du crédit agricole du Québec		
7 Raffinerie de sucre de Québec		
8 Sidbec	177 000 000	124 000 000
9 Société d'aménagement de l'Outaouais		
10 Société de cartographie du Québec	1 200 000	600 000
11 Société de développement de la Baie James	60 000 000	50 000 000
12 Société de développement immobilier du Québec		
13 Société de développement industriel du Québec		
14 Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	23 650 100	19 800 000
15 Société des alcools du Québec	30 000 000	30 000 000
16 Société des traversiers du Québec	1 500 000	1 500 000
17 Société d'habitation du Québec		
18 Société du parc industriel du centre du Québec		
19 Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	600	
20 Société générale de financement du Québec	74 192 351	49 710 051
21 Société Inter-Port de Québec	600	
22 Société québécoise d'exploration minière	32 250 000	24 635 000
23 Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	3 000 000	100 000
24 Société québécoise d'initiatives pétrolières	35 000 000	27 500 000
	<u>440 360 651</u>	<u>330 412 051</u>
Moins provision pour pertes		
	<u>\$ 440 360 651</u>	<u>\$ 330 412 051</u>

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1977	1976	1977	1976	1977	1976
\$ 53 497 684	\$ 48 303 942	\$ 802 744 551	\$ 737 461 713	\$ 1 296 602 886	\$ 1 116 177 706
46 122 972	37 156 643	31 661 481	30 102 228	77 784 453	67 258 871
505 000	505 000	39 974 371	33 902 607	40 479 371	34 407 607
<u>\$ 100 125 656</u>	<u>\$ 85 965 585</u>	<u>874 380 403</u>	<u>\$801 466 548</u>	<u>\$ 1 414 866 710</u>	<u>\$ 1 217 844 184</u>

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Taux %	Échéance	1977	1976	1977	1976	1977
						1976

				\$ 2 700 000		\$ 2 700 000		1
				475	\$ 958	475	\$ 958	2
						2 567 000	2 567 000	3
				5 627 903	6 342 650	5 627 903	6 342 650	4
				265 614 191	251 317 710	265 614 191	251 317 710	5
				273 200 000	231 650 000	273 200 000	231 650 000	6
				2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	7
						177 000 000	124 000 000	8
				23 800 000	17 800 000	23 800 000	17 800 000	9
						1 200 000	600 000	10
						60 000 000	50 000 000	11
				74 866 100	77 866 100	74 866 100	77 866 100	12
				77 944 115	82 944 115	77 944 115	82 944 115	13
				39 306 000	33 655 002	62 956 100	53 455 002	14
						30 000 000	30 000 000	15
						1 500 000	1 500 000	16
6 7/8 @ 8 5/8	1-7-77 @ 2026	\$ 53 497 684	\$ 48 303 942	10 622 384	9 184 595	64 120 068	57 488 537	17
				27 711 461	24 905 818	27 711 461	24 905 818	18
						600		19
						74 192 351	49 710 051	20
						600		21
				250 000		32 250 000	24 635 000	22
						3 250 000	100 000	23
						35 000 000	27 500 000	24
		53 497 684	48 303 942	803 642 629	737 666 948	1 297 500 964	1 116 382 941	
				898 078	205 235	898 078	205 235	
		<u>\$ 53 497 684</u>	<u>\$ 48 303 942</u>	<u>\$ 802 744 551</u>	<u>\$ 737 461 713</u>	<u>\$ 1 296 602 886</u>	<u>\$ 1 116 177 706</u>	

PLACEMENTS

(Suite)

		Actions	
		1977	1976
Municipalités et organismes municipaux			
Municipalités			
Projets d'investissement dans le développement			
1	Alma		
2	Bagotville		
3	Beauceville		
4	Bécancour		
5	Bedford		
6	Bernierville		
7	Berthier-sur-Mer		
8	Berthierville		
9	Boisbriand		
10	Bonaventure		
11	Boucherville		
12	Cap-aux-Meules		
13	Carleton		
14	Chambly		
15	Charny		
16	Châteauguay		
17	Chénier		
18	Chicoutimi-Nord		
19	Cloridorme		
20	Deux-Montagnes		
21	Dorion		
22	Dorion		
23	East-Broughton		
24	Escoumins		
25	Gaspé		
26	Gatineau		
27	Grande-Île		
28	Grande-Rivière		
29	Hébertville		
30	Howick		
31	Iberville		
32	Kingsbury		
33	Lac Mégantic		
34	La Pocatière		
35	La Providence		
36	La Tuque		
37	Lebel-sur-Quévillon		
38	Lévis		
39	Longue-Pointe		
40	Lorraine		
41	Louiseville		
42	Macamic		
43	Maniwaki		
44	Maple Grove		
45	Matane		
46	McMasterville		
47	Métabetchouan		
48	Mistassini		
49	Murdochville		
50	Normandin		
51	Notre-Dame-de-Laterrière		
52	Notre-Dame-du-Lac		
53	Orsainville		
54	Pont-Rouge		
55	Princeville		
56	Rivière-du-Loup		
57	Rouyn		
58	Sacré-Coeur		
59	Ste-Agathe-des-Monts		
60	Ste-Anne-de-Bellevue		

Obligations et billets				Prêts et avances		Total	
Taux %	Échéance	1977	1976	1977	1976	1977	1976
8 1/8	15-12-1994	\$ 925 410	\$ 947 593			\$ 925 410	\$ 947 593
8 27/64	1-10-1995	723 411	738 509			723 411	738 509
8 27/64	1-11-1995	17 095	17 452			17 095	17 452
8 27/64	1- 3-1995	148 189	151 626			148 189	151 626
8 27/64	1-12-1995	199 312	203 471			199 312	203 471
8 1/8	1-12-1994	54 178	55 476			54 178	55 476
8 27/64	1- 3-1995	54 606	55 873			54 606	55 873
8 27/64	1- 2-1996	140 712	143 648			140 712	143 648
8 1/8	15-12-1994	36 980	37 867			36 980	37 867
8 27/64	1- 3-1996	43 847	44 762			43 847	44 762
8 27/64	1- 6-1995	68 586	70 017			68 586	70 017
8 27/64	1- 5-1995	203 144	207 383			203 144	207 383
8 27/64	1-10-1995	36 804	37 572			36 804	37 572
8 27/64	1- 5-1995	156 996	160 272			156 996	160 272
8 27/64	1- 3-1995	75 911	77 672			75 911	77 672
8 27/64	1- 4-1995	52 309	53 401			52 309	53 401
8 27/64	1- 6-1995	40 837	41 689			40 837	41 689
8 27/64	1-10-1995	475 010	484 924			475 010	484 924
8 1/8	1-12-1994	18 712	19 160			18 712	19 160
8 1/8	1-12-1994	24 581	25 171			24 581	25 171
8 27/64	1- 3-1995	126 046	128 969			126 046	128 969
8 27/64	1-11-1995	316 423	323 027			316 423	323 027
8 27/64	1-12-1995	77 944	79 571			77 944	79 571
8 1/8	1-12-1994	22 442	22 980			22 442	22 980
8 27/64	1- 2-1996	97 189	99 217			97 189	99 217
8 1/8	15-12-1994	112 392	115 086			112 392	115 086
8 27/64	1- 6-1995	143 877	146 880			143 877	146 880
8 27/64	31- 3-1996	437 242	446 367			437 242	446 367
8 27/64	1- 3-1995	54 033	55 286			54 033	55 286
8 1/8	1- 9-1979	7 061	9 064			7 061	9 064
8 27/64	31- 3-1996	94 997	96 980			94 997	96 980
8 1/8	15-12-1994	160 932	164 789			160 932	164 789
8 27/64	1- 3-1995	69 249	70 855			69 249	70 855
8 1/8	1- 9-1994	237 595	243 290			237 595	243 290
8 27/64	1- 8-1995	610 843	623 592			610 843	623 592
8 1/8	1- 9-1979	97 624	125 315			97 624	125 315
8 1/8	1-12-1994	256 738	262 892			256 738	262 892
8 27/64	1-12-1995	375 658	383 498			375 658	383 498
8 27/64	1-10-1995	159 408	162 735			159 408	162 735
8 27/64	1- 5-1995	70 309	71 777			70 309	71 777
8 27/64	31- 3-1996	126 213	128 847			126 213	128 847
8 27/64	1-12-1995	74 429	75 982			74 429	75 982
8 27/64	1- 3-1996	1 166 266	1 190 606			1 166 266	1 190 606
8 27/64	1- 5-1995	47 378	48 366			47 378	48 366
8 27/64	1- 4-1995	509 711	520 349			509 711	520 349
8 1/8	1- 9-1994	44 785	45 858			44 785	45 858
8 27/64	1-11-1995	296 980	303 178			296 980	303 178
8 27/64	1-10-1995	17 150	17 508			17 150	17 508
8 27/64	1- 2-1996	532 195	543 301			532 195	543 301
8 1/8	1- 9-1994	56 805	58 167			56 805	58 167
8 27/64	1- 3-1985	53 712	58 262			53 712	58 262
8 27/64	1- 7-1995	57 922	59 131			57 922	59 131
8 27/64	1- 8-1995	989 757	1 010 414			989 757	1 010 414
8 27/64	1- 7-1995	342 617	349 767			342 617	349 767
8 27/64	1- 6-1995	46 533	47 505			46 533	47 505
8 27/64	1- 5-1995	173 826	177 454			173 826	177 454
8 27/64	1- 6-1995	160 869	164 227			160 869	164 227
8 27/64	1- 5-1995	266 288	271 845			266 288	271 845
8 27/64	1- 5-1995	41 729	42 600			41 729	42 600
8 1/8	1-12-1994	32 462	33 240			32 462	33 240

PLACEMENTS

(Suite)

		Actions	
		1977	1976
Projets d'investissement dans le développement (suite)			
61	Ste-Anne-de-Yamachiche		
62	St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup		
63	St-Basile-le-Grand		
64	St-Bernard		
65	St-Bruno		
66	St-Bruno-de-Montarville		
67	St-Bruno-de-Montarville		
68	Ste-Catherine		
69	St-Césaire		
70	St-Coeur-de-Marie		
71	St-Eugène		
72	St-Eustache		
73	St-Eustache		
74	St-Fabien-de-Panet		
75	St-Félicien		
76	St-Georges		
77	St-Hippolyte		
78	St-Hyacinthe		
79	St-Jovite		
80	Ste-Marie-de-Blandford		
81	St-Narcisse		
82	St-Narcisse-de-Beaurivage		
83	St-Pascal		
84	St-Philémon		
85	St-Philippe		
86	St-Raymond		
87	Ste-Thècle		
88	St-Timothée		
89	St-Tite		
90	St-Zénon		
91	Sayabec		
92	Schefferville		
93	Shawinigan-Sud		
94	Shipshaw		
95	Terrebonne		
96	Trois-Rivières-Ouest		
97	Vaudreuil		
98	Vaudreuil		
99	Warwick		
100	Waterloo		

Obligations et billets				Prêts et avances		Total		
Taux %	Échéance	1977	1976	1977	1976	1977	1976	
8 27/64	1- 3-1995	\$ 23 618	\$ 24 166			\$ 23 618	\$ 24 166	61
8 27/64	31- 3-1996	126 213	128 847			126 213	128 847	62
8 27/64	1- 7-1995	361 738	369 287			361 738	369 287	63
8 27/64	31- 3-1996	52 406	53 500			52 406	53 500	64
8 1/8	1-12-1984	16 772	18 213			16 772	18 213	65
8 27/64	1- 7-1995	206 906	211 224			206 906	211 224	66
8 27/64	31- 3-1996	244 912	250 023			244 912	250 023	67
8 27/64	1-12-1995	174 179	177 814			174 179	177 814	68
8 27/64	1- 2-1996	244 401	249 501			244 401	249 501	69
8 27/64	1-12-1995	177 010	180 704			177 010	180 704	70
8 27/64	1- 3-1995	92 671	96 799			92 671	96 799	71
8 27/64	1- 5-1995	100 874	102 979			100 874	102 979	72
8 27/64	1- 2-1996	406 437	414 919			406 437	414 919	73
8 27/64	31- 3-1996	26 023	26 566			26 023	26 566	74
8 27/64	1- 3-1996	254 628	259 942			254 628	259 942	75
8 27/64	1- 6-1995	576 659	588 693			576 659	588 693	76
8 27/64	1-11-1995	89 304	91 168			89 304	91 168	77
8 27/64	31- 3-1996	67 131	68 532			67 131	68 532	78
8 27/64	1- 2-1996	206 452	210 761			206 452	210 761	79
8 27/64	1- 2-1996	25 947	26 489			25 947	26 489	80
8 27/64	1- 3-1995	44 766	45 804			44 766	45 804	81
8 27/64	1- 5-1985	15 342	16 445			15 342	16 445	82
8 27/64	1-12-1995	149 916	153 045			149 916	153 045	83
8 27/64	1-11-1995	52 155	53 243			52 155	53 243	84
8 1/8	1-12-1979	336	431			336	431	85
8 27/64	1- 5-1995	90 898	92 795			90 898	92 795	86
8 27/64	1- 2-1996	50 165	51 212			50 165	51 212	87
8 1/8	1- 9-1994	37 231	38 124			37 231	38 124	88
8 27/64	1- 3-1995	91 015	93 125			91 015	93 125	89
8 1/8	1- 9-1994	22 646	23 189			22 646	23 189	90
8 1/8	1-12-1994	46 910	48 035			46 910	48 035	91
8 27/64	1-11-1995	144 325	147 337			144 325	147 337	92
8 27/64	1- 3-1985	96 554	104 734			96 554	104 734	93
8 1/8	1-12-1994	92 080	94 287			92 080	94 287	94
8 27/64	1- 3-1995	233 551	238 967			233 551	238 967	95
8 27/64	1- 3-1995	330 018	337 672			330 018	337 672	96
8 27/64	1-12-1995	487 555	497 731			487 555	497 731	97
8 27/64	1- 2-1996	105 790	107 998			105 790	107 998	98
8 27/64	1- 2-1996	412 886	421 503			412 886	421 503	99
8 27/64	31- 3-1996	467 842	477 606			467 842	477 606	100
		\$ 18 508 521	\$ 18 945 725			\$ 18 508 521	\$ 18 945 725	

PLACEMENTS

(Suite)

		Actions	
		1977	1976
Programme des zones spéciales			
101	Alma		
102	Bécancour		
103	Cap-de-la-Madeleine		
104	Charlesbourg		
105	Deux-Montagnes		
106	Giffard		
107	Grand-Mère		
108	Lachute		
109	Lauzon		
110	Lévis		
111	Mirabel		
112	Oka		
113	Port-Cartier		
114	Québec		
115	St-David-de-l'Auberivière		
116	St-Eustache		
117	St-Férol-les-Neiges		
118	St-Henri-de-Lévis		
119	St-Jérôme		
120	St-Romuald		
121	Ste-Foy		
122	Ste-Thérèse		
123	Sept-Îles		
124	Sept-Îles		
125	Sept-Îles		
126	Sept-Îles		
127	Terrebonne		
128	Trois-Rivières		
129	Trois-Rivières		
130	Trois-Rivières		
131	Trois-Rivières		
132	Trois-Rivières		
Autres			
133	Chibougamau		
134	Jacques-Cartier		
135	Matagami		
136	Montréal (Expo'67)		
137	St-Jérôme		
138	Ste-Lucie-de-Beauregard		
Organismes municipaux			
139	Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain		
140	Communauté urbaine de Québec		

Obligations et billets				Prêts et avances		Total		
Taux %	Échéance	1977	1976	1977	1976	1977	1976	
6.7057	31- 3-1977 @ 2002	\$ 378 659	\$ 378 659	\$ 262 287	\$ 225 000	\$ 378 659	\$ 378 659	101
				228 127	230 505	262 287	225 000	102
7.8293	1- 4-1976 @ 2005	1 273 011	1 273 011			228 127	230 505	103
6.948	31- 3-1977 @ 2002	179 889	179 889	160 000	152 740	1 273 011	1 273 011	104
		61 079				160 000	152 740	105
					74 668	179 889	179 889	106
				1 071 485	987 638	61 079	74 668	107
		890 845			688 546	1 071 485	987 638	108
7.4869	1- 4-1976 @ 2004	2 523 726	2 523 726			890 845	688 546	109
				340 000	285 981	2 523 726	2 523 726	110
		508 032			512 327	340 000	285 981	111
7.3603	1- 4-1976 @ 2003	453 807	453 807	6 342 008	4 285 554	508 032	512 327	112
7.5744	1- 4-1976 @ 2004	4 443 628	578 950	8 784 176	5 282 075	6 795 815	4 739 361	113
				517 509	517 509	13 227 804	5 861 025	114
				1 144 073	1 058 179	517 509	517 509	115
				642 379	642 360	1 144 073	1 058 179	116
7.1832	31- 3-1977 @ 2002	17 181	17 658			642 379	642 360	117
				777 494	663 180	17 181	17 658	118
				122 114	122 114	777 494	663 180	119
				3 369 108	2 928 535	122 114	122 114	120
		306 086		467 450	694 885	3 369 108	2 928 535	121
7.0181	31- 3-1977 @ 2002	491 973	499 223			773 536	694 885	122
7.2127	1- 4-1976 @ 2003	117 251	118 793			491 973	499 223	123
7.3766	1- 4-1977 @ 2004	1 476 802		2 532 257	5 694 736	117 251	118 793	124
7.5324	1- 4-1977 @ 2004	3 824 835			376 081	4 009 059	5 694 736	125
		407 713				3 824 835	376 081	126
6.9939	31- 3-1977 @ 2002	1 052 535	1 052 535	1 830 000	1 692 541	407 713		127
6.3008	1- 4-1977 @ 2005	305 037				2 882 535	2 745 076	128
7.2551	1- 4-1976 @ 2003	517 623	517 623			305 037		129
7.4796	1- 4-1976 @ 2004	237 120	237 120			517 623	517 623	130
7.6297	1- 4-1977 @ 2005	81 147				237 120	237 120	131
						81 147		132
		<u>19 547 979</u>	<u>7 830 994</u>	<u>28 590 467</u>	<u>27 115 154</u>	<u>48 138 446</u>	<u>34 946 148</u>	
5.	1-11-1991	183 000	190 500			183 000	190 500	133
	1- 6-1979	600 000	800 000			600 000	800 000	134
5.5	1-12-1990	893 871	935 623			893 871	935 623	135
5.46	1- 4-1976-77	144 000	2 208 000			144 000	2 208 000	136
4.	1- 9-1979		100				100	137
	1-11-2000	2 400	2 500			2 400	2 500	138
		<u>1 823 271</u>	<u>4 136 723</u>			<u>1 823 271</u>	<u>4 136 723</u>	
7.445	31- 3-1976 @ 2002							
7.4754	1- 4-1976 @ 2004	6 243 201	6 243 201	3 071 014	2 987 074	6 243 201	6 243 201	139
						3 071 014	2 987 074	140
		<u>6 243 201</u>	<u>6 243 201</u>	<u>3 071 014</u>	<u>2 987 074</u>	<u>9 314 215</u>	<u>9 230 275</u>	
		<u>\$ 46 122 972</u>	<u>\$ 37 156 643</u>	<u>\$ 31 661 481</u>	<u>\$ 30 102 228</u>	<u>\$ 77 784 453</u>	<u>\$ 67 258 871</u>	

PLACEMENTS
 (suite)

		Actions	
		1977	1976
Particuliers, sociétés et autres			
Particuliers			
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
Moins provision pour pertes			
Sociétés et autres			
3	Caisse Populaire de Povungnituk		
4	Coopératives		
5	Fonds renouvelable—Service des achats		
6	Gouvernement du Canada		
	Obligations remises par les commissions scolaires qui se sont prévaluées de la loi créant un fonds d'éducation, 1946, c. 21 et modifications		
7	Grand Council of the Crees (of Québec)		
8	Hôpitaux (Fonds de roulement)		
9	Northern Québec Inuit Association		
10	Pêcheurs		
11	Propriétaires forestiers		
12	Université de Sherbrooke		
Moins provision pour pertes			

Obligations et billets				Prêts et avances		Total		
Taux	Échéance	1977	1976	1977	1976	1977	1976	
				\$ 16 724 792	\$ 18 940 441	\$ 16 724 792	\$ 18 940 441	1
				4 259 541	3 434 873	4 259 541	3 434 873	2
				20 984 333	22 375 314	20 984 333	22 375 314	
				5 547 704	5 229 547	5 547 704	5 229 547	
				15 436 629	17 145 767	15 436 629	17 145 767	
				10 000	20 000	10 000	20 000	3
				2 342 528	2 232 290	2 342 528	2 232 290	4
				1 943 379	1 943 379	1 943 379	1 943 379	5
4.5	1- 9-1983	\$ 505 000	\$ 505 000			505 000	505 000	6
				3 300 000	3 300 000	3 300 000	3 300 000	7
				240 000	349 197	240 000	349 197	8
				2 200 000	2 200 000	2 200 000	2 200 000	9
				6 769 833	6 426 541	6 769 833	6 426 541	10
				704 000	880 000	704 000	880 000	11
				7 125 569		7 125 569		12
		505 000	505 000	24 635 309	17 351 407	25 140 309	17 856 407	
				97 567	594 567	97 567	594 567	
		505 000	505 000	24 537 742	16 756 840	25 042 742	17 261 840	
		\$ 505 000	\$ 505 000	\$ 39 974 371	\$ 33 902 607	\$ 40 479 371	\$ 34 407 607	

PLACEMENTS

(Suite)

Entreprises du gouvernement du Québec**ACTIONS**

	1977	1976
La Traverse Matane-Godbout Limitée, A.C. 739 '76	\$ 2 567 000	\$ 2 567 000
<p>Au cours de l'exercice financier 1975-76, le ministre des Transports se portait acquéreur de la totalité des actions de la compagnie La Traverse Matane-Godbout Limitée au montant de \$2 567 000 pour 25 670 actions en vertu de l'arrêté en conseil 739 '76.</p>		
Sidbec, 1968, c. 77, a. 4 et modifications	177 000 000	124 000 000
<p>Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Compagnie sur le Fonds consolidé du revenu, une somme de \$306 000 000 pour l'achat de 30 600 000 actions à dividende différé au prix de \$10 l'action; douze millions de dollars par année pendant les six premières années, vingt-six millions de dollars par année pendant les septième et huitième années, cinquante-trois millions par année pour les années financières 1976-77 et 1977-78, cinquante millions en 1978-79 et vingt-six millions en 1979-80.</p> <p>Chaque versement sera appliqué à l'acquittement complet d'un nombre proportionnel d'actions.</p> <p>Au 31 mars 1977, le ministre détient trois certificats totalisant 19 900 000 actions; à cette date, une somme de \$177 000 000 a été versée et un solde de \$129 000 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-82</p>		
Société de cartographie du Québec, 1969, c. 39, a. 6	1 200 000	600 000
<p>Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société sur le Fonds consolidé du revenu, chaque année pendant cinq ans, une somme de \$600 000 pour 60 000 actions entièrement acquittées de son capital social pour lesquelles des certificats lui sont délivrés. Le fonds social autorisé de la Société est de \$3 000 000 divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de \$10 chacune.</p> <p>Au 31 mars 1977, le ministre détient trois certificats pour 120 000 actions et un solde de \$1 800 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-82</p>		
Société de développement de la Baie James, 1971, c. 34, a. 25	60 000 000	50 000 000
<p>Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, chaque année pendant dix ans une somme n'excédant pas \$10 000 000 pour 1 000 000 actions entièrement acquittées de son capital social pour lesquelles des certificats lui sont délivrés.</p> <p>Au 31 mars 1977, le ministre détient cinquante-quatre certificats totalisant 5 900 000 actions d'une valeur nominale de \$10 chacune et un acompte de \$1 000 000 a été versé sur le cinquante-cinquième certificat.</p> <p>Un solde de \$40 000 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-82</p>		
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, 1973, c. 21, a. 6 et 7	23 650 100	19 800 000
<p>Cette société succède à la Société de récupération et d'exploitation forestières du Québec, en acquiert les droits et en assume les obligations. Le fonds social autorisé de la Société est de \$25 000 000 divisé en 250 000 actions d'une valeur nominale de \$100 chacune.</p> <p>Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société sur le Fonds consolidé du revenu une somme de \$10 000 000 pour 100 000 actions entièrement acquittées de son capital social et, avec l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, une somme de \$15 000 000 pour 150 000 actions.</p> <p>Au 31 mars 1977, le ministre détient 14 certificats pour 236 501 actions. Un solde de \$1 349 900 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-82</p>		

	1977	1976
Société des alcools du Québec, 1971, c. 20 <p>Le fonds social autorisé de la Société est de \$30 000 000 divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de \$100 chacune qui ont été attribuées au ministre des Finances sous la forme d'un certificat qu'il détient au 31 mars 1977. Ces actions ont été émises en considération de la remise des actifs reçus par la Société en vertu de l'article 62.</p>	\$ 30 000 000	\$ 30 000 000
Société des traversiers du Québec, 1971, c. 65, a. 6 et modifications <p>Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société sur le Fonds consolidé du revenu une somme de \$1 500 000 pour 15 000 actions entièrement acquittées de son fonds social pour lesquelles des certificats lui sont délivrés. En outre, il est autorisé à payer à la Société à même les deniers accordés à cette fin par la Législature jusqu'à concurrence de \$1 500 000 pour un nombre proportionnel d'actions entièrement acquittées.</p> <p>Au 31 mars 1977, le ministre détient deux certificats pour 15 000 actions d'une valeur nominale de \$100 chacune.</p>	1 500 000	1 500 000
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel, 1976, c. 32, a. 22 et 23 <p>Le fonds social autorisé de la Société est de \$1 000 divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune. Ces actions sont réservées à raison de 60 pour cent en faveur du gouvernement du Québec et 40 pour cent en faveur du gouvernement du Canada.</p> <p>Le ministre des Finances du Québec est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec six cents dollars payables à même le Fonds consolidé du revenu pour six cents actions ordinaires de la Société. Le ministre des Finances est également autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de la Société détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre canadien indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans la Société.</p> <p>Au 31 mars 1977, le ministre des Finances a versé \$600 pour un nombre proportionnel d'actions mais aucun certificat d'actions n'a été émis.</p>	600	
Société générale de financement du Québec, 1962, c. 54, a. 9 et modifications <p>Le fonds social autorisé de la Société est de cent quarante millions neuf cent mille dollars. Il est divisé en dix millions trois cent quatre-vingt-dix mille actions ordinaires d'une valeur nominale de dix dollars chacune.</p> <p>Au 31 mars 1977, le ministre des Finances est autorisé à souscrire une somme additionnelle de trente-sept millions de dollars, avant le 31 décembre 1978, payable sur le Fonds consolidé du revenu pour trois millions sept cent mille actions à dividende différé. Il est aussi autorisé à verser à même le Fonds consolidé du revenu un montant global de quatre millions six-cent vingt-cinq mille dollars représentant une prime de un dollar et vingt-cinq cents par action sur chacune des actions souscrites en vertu de l'alinéa précédent.</p> <p>Au 31 mars 1976, un montant de \$45 000 000 a été versé pour 4 500 000 actions. Au cours de l'exercice 1972-73, en vertu du c. 78 des lois de 1971 et de l'arrêté en conseil 3317 '72, le capital-actions a été réduit de \$9 100 000 suite à l'annulation de 910 000 actions. Enfin, au cours de l'exercice financier terminé le 31 mars 1974, en vertu du c. 52 des lois de 1972 et des arrêtés en conseil 643 '73, 1296 '73 et 1533 '73, le gouvernement a acquis les actions en cours pour un montant de \$13 810 051 dont 1 476 497 actions ordinaires à \$6.38 et 500 000 actions privilégiées à \$8.78, et en vertu de ces mêmes lois, a converti les actions à dividende différé en actions ordinaires.</p> <p>Au 31 mars 1977, le ministre des Finances détient vingt-quatre certificats enregistrés au nom du ministre de l'Industrie et du Commerce pour 7 716 496 actions. Un solde de \$22 142 700 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-82.</p>	74 192 351	49 710 051

PLACEMENTS

(Suite)

Entreprises du gouvernement du Québec**ACTIONS**

	1977	1976
Société Inter-Port de Québec, 1974, c. 57, a. 11 et 12	\$ 600	
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de \$1 000.</p> <p>Il est divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune.</p> <p>Ces actions sont réservées à raison de 40 pour cent en faveur du gouvernement du Canada et 60 pour cent en faveur du gouvernement du Québec.</p> <p>Le ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec six cents dollars payables sur le Fonds consolidé du revenu pour six cents actions ordinaires de la Société.</p> <p>Il est, de plus, autorisé à acheter à leur valeur nominale, les actions de la Société détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre canadien indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans la Société.</p> <p>Au 31 mars 1977, le ministre des Finances a versé \$600 pour un nombre proportionnel d'actions. À cette date, aucun certificat n'a été émis.</p>		
Société québécoise d'exploration minière, 1965, c. 36, a. 6 et modifications	32 250 000	\$24 635 000
<p>Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, une somme de \$40 000 000 pour 4 000 000 actions entièrement acquittées de son capital social et, avec l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, une somme de \$5 000 000 pour 500 000 actions.</p> <p>Au 31 mars 1977, le ministre détient onze certificats pour 1 978 500 actions d'une valeur nominale de \$10 chacune et de plus, a versé un montant de \$12 465 000 sur les douzième et treizième certificats. Un solde de \$12 750 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-82.</p>		
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, 1975, c. 42, a. 5 et 7	3 000 000	100 000
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de \$10 000 000. Il est divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de \$100 chacune. Le ministre des Finances paiera sur le Fonds consolidé du revenu pendant la première année d'opérations de la Société, une somme de \$3 000 000 et pendant chacune des deux années consécutives suivantes une somme de \$3 500 000 pour 100 000 actions entièrement acquittées de son capital social, pour lesquelles des certificats lui seront délivrés au fur et à mesure en retour de ces paiements. Au 31 mars 1977, le ministre des Finances détient deux certificats pour 30 000 actions d'une valeur nominale de \$100. Un solde de \$7 000 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-82.</p>		
Société québécoise d'initiatives pétrolières, 1969, c. 36, a. 6 et modifications	35 000 000	27 500 000
<p>Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société sur le Fonds consolidé du revenu, une somme de \$75 000 000 pour 1 500 000 actions entièrement acquittées de son capital social; \$1 500 000 par année pendant les cinq premières années et \$7 500 000 par année pendant les neuf dernières années, et avec l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil une somme de \$25 000 000 pour 500 000 actions.</p> <p>Au 31 mars 1977, le ministre des Finances détient onze certificats pour 550 000 actions d'une valeur nominale de \$50 chacune, et de plus, a versé un montant de \$7 500 000 sur un douzième certificat. Un solde de \$45 000 000 apparaît comme engagement non budgétaire à la page 6-82.</p>		
	<u>\$ 440 360 651</u>	<u>\$ 330 412 051</u>

AUTRES ACTIFS

	1977	1976
Gouvernement du Canada		
Dû à la Province de Québec	\$ 2 549 214	\$ 2 549 214
Montant capitalisé pour la période 1867-1873 après révision de la dette assumée par le gouvernement du Canada, en vertu de l'article 112 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (Canada, 36, Vict., c. 30 et 47 Vict., c. 4). L'intérêt est payé semestriellement au taux annuel de 5%.		
Dû par la Province de Québec	1 473 610	1 473 610
Ce montant représente le solde du compte général entre le gouvernement du Canada et la Province de Québec pour la période de 1867 à 1903. Le Québec paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 4% sur ce solde.		
	1 075 604	1 075 604
Fonds des écoles communes	1 175 514	1 175 514
Ce montant représente la part de la Province de Québec dans un fonds permanent de \$2 677 771 gardé en fidéi-commis par le gouvernement du Canada pour les provinces de Québec et d'Ontario. Le fonds provient de la vente des terres de la Couronne réservées pour le bénéfice des écoles communes, en vertu des lois antérieures à la Confédération, et il n'a pas varié depuis 1942. Le montant attribué aux provinces est révisé après chaque recensement décennal en proportion de leur population et le gouvernement du Canada paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 5% sur les parts ainsi établies. La dernière répartition du fonds a été faite après le recensement de 1971.		
	<u>\$ 2 251 118</u>	<u>\$ 2 251 118</u>

CHÈQUES EN CIRCULATION MOINS ENCAISSE

	1977	1976
Chèques en circulation	\$ 227 902 495	\$ 193 073 960
Moins encaisse	153 872 600	100 723 276
	<u>\$ 74 029 895</u>	<u>\$ 92 350 684</u>

COMPTES À PAYER

	1977	1976
Affaires culturelles	\$ 4 444 855	\$ 2 960 811
Affaires intergouvernementales	1 450 622	1 382 085
Affaires municipales	19 147 056	29 163 291
Affaires sociales	284 015 953	418 857 591
Agriculture	9 965 249	16 464 484
Assemblée nationale	1 042 116	976 230
Communications	4 217 285	7 127 332
Conseil exécutif	4 030 194	8 094 712
Conseil du trésor	90 903	104 104
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	618 107	1 064 457
Éducation	380 889 910	429 503 424
Finances	19 482 685	16 061 986
Fonction publique	21 395 690	17 776 426
Immigration	831 199	1 019 686
Industrie et Commerce	14 663 553	19 566 836
Justice	18 067 816	13 638 225
Revenu	185 147 414	177 062 352
Richesses naturelles	4 326 751	6 203 144
Terres et Forêts	4 124 889	8 356 925
Tourisme, Chasse et Pêche	10 734 799	13 934 130
Transports	97 518 597	98 388 385
Travail et Main-d'œuvre	4 855 264	5 284 424
Travaux publics et Approvisionnement	9 939 308	11 974 576
	<u>\$ 1 101 000 215</u>	<u>\$ 1 304 965 616</u>

INTÉRÊTS COURUS

	1977	1976
Bons du trésor et billets		\$ 18 316 541
Obligations	\$ 194 479 763	145 078 210
Autres emprunts	3 897 790	6 738 088
Dettes assumées	970 570	1 017 017
	<u>\$ 199 348 123</u>	<u>\$ 171 149 856</u>

**PROVISION POUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS
DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS**

	1977	1976
Solde au 1er avril	\$ 179 133 126*	\$ 67 198 130
Plus:		
Montant porté aux dépenses au cours de l'exercice	<u>202 569 840</u>	<u>125 101 400</u>
	<u>381 702 966</u>	<u>192 299 530</u>
Moins:		
Montant payé	9 237 349	
Montant inscrit aux comptes à payer	<u>18 251 868</u>	<u>13 166 404</u>
	<u>27 489 217</u>	<u>13 166 404</u>
Solde au 31 mars	<u>\$ 354 213 749**</u>	<u>\$ 179 133 126*</u>

* Voir note 7 à la page 5-7.

** Voir note 2 à la page 5-7.

BONS DU TRÉSOR

	1977	1976
En monnaie du Canada		
Receveur général du Canada		<u>\$ 91 513 071*</u>

* Dont \$91 314 928 convertis en obligations le 31 mars 1977, en vertu de l'arrêté en conseil 1002'77 et \$198 143 pour l'exonération d'emprunts réclamée au gouvernement du Canada dans le cadre des projets d'investissement dans le développement et comptabilisée aux revenus de l'année financière 1976-77.

OBLIGATIONS**Sommaire**

Obligations		\$ 5 729 779 786
Moins		
Fonds d'amortissement		<u>53 629 008</u>
		<u>\$ 5 676 150 778</u>
Solde au 31 mars 1976		\$ 4 612 621 172
Plus		
Emprunts effectués (voir page 3-4)		<u>1 424 295 953</u>
		6 036 917 125
Moins		
Emprunts remboursés (voir page 3-7)	\$ 285 193 432	
Obligations annulées détenues dans les fonds d'amortissement	21 885 789 *	
Fonds d'amortissement utilisés pour le remboursement d'emprunts	<u>58 118</u>	<u>307 137 339</u>
Solde au 31 mars 1977		<u>\$ 5 729 779 786</u>

Détail

Négociables		
En monnaie du Canada	\$ 3 367 300 000	
En monnaie des Etats-Unis	1 204 333 543 **	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	116 017 592 **	
En monnaie de la France	25 154 534 **	
En monnaie du Japon	<u>32 682 010 **</u>	\$ 4 745 487 679
Non négociables		
En monnaie du Canada		
Obligations d'épargne du Québec	702 221 400	
Gouvernement du Canada		
Aide à la croissance de l'emploi	222 915 707	
Régime de pensions du Canada	<u>59 155 000</u>	<u>984 292 107</u>
		<u>\$ 5 729 779 786</u>

* Voir liste détaillée à la page 6-27

** Equivalent canadien aux dates de réalisation des emprunts.

OBLIGATIONS ANNULÉES

<u>Date d'émission</u>	<u>Date d'échéance</u>	<u>Valeur nominale</u>	
		<u>en monnaie étrangère</u>	<u>en équivalent canadien</u>
Négociables			
En monnaie du Canada			
15— 8—1960	15— 8—1981		\$ 339 000
1— 2—1961	1— 2—1986		297 000
1— 6—1961	1— 6—1980		303 000
1— 8—1961	1— 8—1985		335 000
15— 1—1962	15— 7—1983		285 000
2— 4—1962	2— 4—1984		367 000
1— 8—1962	1— 8—1982		333 000
15—12—1962	15—12—1987		328 000
15—10—1963	15—10—1978		138 000
15—10—1963	15—10—1988		492 000
15— 6—1964	15— 6—1986		430 000
15— 1—1965	15— 1—1989		548 000
1— 4—1965	1— 4—1990		1 051 000
15—10—1965	15—10—1990		1 614 000
15—12—1965	15—12—1979		527 000
15— 3—1966	15— 3—1980		439 000
1— 6—1966	1— 6—1983		155 000
1— 6—1966	1— 6—1991		557 000
1—10—1966	1—10—1978		154 000
1—10—1966	1—10—1991		891 000
1—12—1966	1—12—1986		615 000
1— 4—1967	1— 4—1992		522 000
1— 6—1967	1— 6—1980		255 000
1— 6—1967	1— 6—1992		373 000
1—12—1967	1—12—1989		47 000
1— 9—1969	1— 9—1981		447 000
1— 8—1970	1— 8—1992		280 000
2—12—1970	2—12—1995		430 000
8— 2—1971	8— 2—1994		339 000
15—12—1971	15—12—1996		207 000
1— 8—1972	1— 8—1993		484 000
15— 5—1973	8— 2—1994		605 000
17—12—1973	15—12—1998		489 000
9— 9—1975	9— 9—2000		600 000
			15 276 000
En monnaie des États-Unis			
1—10—1959	1—10—1979	\$ 189 000	189 000
1— 3—1967	1— 3—1997	387 000	417 990
15— 4—1968	15— 4—1989	425 000	457 197
1— 5—1969	1— 5—1999	317 000	340 687
1— 3—1970	1— 3—1985	900 000	963 438
1— 6—1971	1— 6—1997	450 000	458 188
15— 1—1973	15— 1—1988	1 000 000	998 920
1— 4—1973	1— 4—2003	1 325 000	1 324 828
15— 4—1974	15— 4—2004	1 502 000	1 459 541
		<u>\$ 6 495 000</u>	<u>6 609 789</u>
			<u>\$ 21 885 789</u>

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

				Valeur nominale			
Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Note	En monnaie étrangère	En équivalent canadien(1)	Fonds d'amortisse- ment	Montant net
En monnaie du Canada							
15- 8-1960	15- 8-1981	5-½	a1 b2		\$ 33 522 000	\$ 23	\$ 33 521 977
1- 2-1961	1- 2-1986	5-¾	a1 b3		29 446 000	798	29 445 202
1- 6-1961	1- 6-1980	5-½	a1 b1		30 075 000	1 071	30 073 929
1- 8-1961	1- 8-1985	5-¼	a1 b4		33 255 000	1 030	33 253 970
15- 1-1962	15- 7-1983	5-¼	a1 b2		28 212 000	946	28 211 054
2- 4-1962	2- 4-1984	5-¼	a1 b2		36 327 000	427	36 326 573
1- 8-1962	1- 8-1982	6	a1 b2		32 877 000	191	32 876 809
15-12-1962	15-12-1987	5-¼	a1 b3		32 540 000	1 044	32 538 956
15-10-1963	15-10-1978	6	a1		13 610 000	739	13 609 261
15-10-1963	15-10-1988	6	a1 b2		48 706 000	462	48 705 538
15- 6-1964	15- 6-1986	5-½	a1 b2		42 497 000	238	42 496 762
15- 1-1965	15- 1-1989	5-½	a1 b3		41 829 000	385	41 828 615
1- 4-1965	1- 4-1990	5-½	a1 b3		42 283 000	456	42 282 544
15-10-1965	15-10-1990	5-¾	a1 b3		42 488 000	345 512	42 142 488
15-12-1965	15-12-1979	6	a1 c1		52 186 000	720	52 185 280
15- 3-1966	15- 3-1980	6	a1 c2		43 428 000	193	43 427 807
1- 6-1966	1- 6-1983	6	a1		8 813 000	908	8 812 092
1- 6-1966	1- 6-1991	6	a1		36 179 000	2 021 114	34 157 886
1-10-1966	1-10-1978	6-½	a1		8 860 000	192	8 859 808
1-10-1966	1-10-1991	6-½	a1 b3		39 458 000	367 270	39 090 730
1-12-1966	1-12-1986	6-¾	a1	e1	45 549 000	1 604 446	43 944 554
1- 4-1967	1- 4-1992	6-¼	a1 b3		45 646 000	1 787 650	43 858 350
1- 6-1967	1- 6-1980	6-½	a1		13 881 000	714 789	13 166 211
1- 6-1967	1- 6-1992	6-½	a1 b3		27 169 000	722 583	26 446 417
1- 8-1967	1- 8-1977	6-¾		d1	1 250 000		1 250 000
1- 8-1967	1- 8-1991	6-¾	a2 b3		37 500 000		37 500 000
1-12-1967	1-12-1977	7-½		d2	900 000		900 000
1-12-1967	1-12-1989	7-½	a1 b3		4 659 000	919	4 658 081
15- 1-1968	15- 1-1978	7-½		d3	1 000 000		1 000 000
15- 1-1968	15- 1-1978	7-½			15 000 000		15 000 000
15- 1-1968	15- 1-1988	7-½	a3 b3		40 000 000		40 000 000
2- 7-1968	1-10-1994	7	a1 b3		27 684 000	501 915	27 182 085
2- 7-1968	1-10-1994	7-½	a1 b3		29 200 000	2 816 920	26 383 080
15- 9-1968	15- 9-1977-78	7-½		d4	3 000 000		3 000 000
15- 9-1968	15- 9-1978	7-½			5 000 000		5 000 000
15- 9-1968	15- 9-1993	7-½	a4 b3		30 000 000		30 000 000
1- 9-1969	1- 9-1981	8-½	a1		27 042 000	292 788	26 749 212
1-12-1969	15-11-1981	8-¾		c3	9 619 000		9 619 000
1- 4-1970	1- 4-1977-80	5-½	b17	d5	800 000		800 000
1- 6-1970	1- 6-1977-80	5-¼		d6	5 400 000		5 400 000
1- 6-1970	1- 6-1977	9-¼		c4	35 233 00		35 233 000
1- 6-1970	1- 6-1991	9-¼	a20		1 267 000		1 267 000
1- 8-1970	1- 8-1977-80	9-¼		d7	3 400 000		3 400 000
1- 8-1970	1- 8-1977	9-¼		c5	17 000 000		17 000 000
1- 8-1970	1- 8-1992	9-¾	a1 b3		23 838 000	1 304 659	22 533 341
1-10-1970	1-10-1978	9-¼		c6	24 700 000		24 700 000
1-10-1970	1-10-1995	9-½	a5 b3		35 300 000		35 300 000
2-12-1970	2-12-1995	9-½	a1 b3		26 039 000	601	26 038 399
8- 2-1971	8- 2-1981	8			18 000 000		18 000 000
8- 2-1971	8- 2-1994	8	a1 b4		40 315 000	169	40 314 831
15- 4-1971	15- 4-1981	7-½			15 140 000		15 140 000
15- 4-1971	15- 4-1977-83	7-½		d8	20 335 000		20 335 000
1-10-1971	1-10-1992	8-¾	a1 b3		50 000 000	3 712 443	46 287 557
15-12-1971	15-12-1977-83	7-¼		d9	17 500 000		17 500 000
15-12-1971	15-12-1983	7-½			5 000 000		5 000 000
15-12-1971	15-12-1996	7-¾	a6 b3		38 622 000	27 986 515	10 635 485
15- 3-1972	15- 3-1980	7-¼			25 000 000		25 000 000
15- 3-1972	15- 3-1984	7-½			10 000 000		10 000 000
15- 3-1972	15- 3-1996	8	a7 b3		45 000 000		45 000 000
1- 8-1972	1- 8-1993	8-¾	a1 b3		47 889 000	150	47 888 850
1- 1-1973	1-11-1977-84	7-¼		d10	6 680 000		6 680 000
1- 1-1973	1- 1-1995	8	a8 b3		45 000 000		45 000 000
1- 5-1973	1- 5-1988	6	b17		363 000		363 000

				Valeur nominale			
Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Note	En monnaie étrangère	En équivalent canadien(1)	Fonds d'amortisse- ment	Montant net
En monnaie du Canada							
1- 5-1973	1- 5-1988	7	b17		4 940 000		4 940 000
1- 5-1973	1- 5-1988	8	b17		7 023 000		7 023 000
15- 5-1973	8- 2-1994	8	a1 b4		46 967 000	111	46 966 889
5- 9-1973	5- 9-1978	8-¾			5 500 000		5 500 000
5- 9-1973	5- 9-1995	8-¾	a9 b4		49 500 000		49 500 000
17-12-1973	15-12-1998	8-½	a1 b3		48 459 000	709	48 458 291
1- 3-1974	1- 3-1980	8-¼			10 000 000		10 000 000
1- 3-1974	1- 3-1999	8-¾	a10b3		45 000 000		45 000 000
4- 9-1974	4- 9-1999	10-¾	a11b4	e2	30 000 000		30 000 000
4- 9-1974	4- 9-1999	10-¾	a11b4		35 000 000		35 000 000
31-10-1974	4- 9-1999	10-¾	a11b4		35 000 000		35 000 000
7-11-1974	7-11-1982	10-¼		f1	50 000 000		50 000 000
19-11-1974	19-11-1981	9-¼			20 000 000		20 000 000
19-11-1974	19-11-1995	10-¼	a12b4		60 000 000		60 000 000
16-12-1974	1- 8-1992	9-¾	a1 b3		25 000 000	636 092	24 363 908
15- 5-1975	2-12-1995	9-½	a1 b3		42 000 000	1 022 647	40 977 353
9- 9-1975	9- 9-2000	9-½	a13b4		30 000 000		30 000 000
9- 9-1975	9- 9-2000	10-½	a1 b4		59 400 000		59 400 000
10-11-1975	4- 9-1999	10-¾	a11b4		72 000 000		72 000 000
10-11-1975	10-11-2000	9-¾	a14b4	e4	8 000 000		8 000 000
19-11-1975	19-11-1995	10-¼	a12b4		75 000 000		75 000 000
15- 1-1976	4- 9-1999	10-¾	a11b4		84 000 000		84 000 000
15- 1-1976	10-11-2000	9-¾	a14b4		16 000 000		16 000 000
1- 3-1976	19-11-1995	10-¼	a12b4		100 000 000		100 000 000
1- 3-1976	1- 3-2001	9-¾	a15b4	e5	10 000 000		10 000 000
31- 3-1976	31- 3-1986	10			50 000 000		50 000 000
4- 5-1976	4- 5-2001	10-¼	a1 b4		100 000 000		100 000 000
27- 5-1976	27- 5-1994	10-¼	b3		50 000 000		50 000 000
1- 9-1976	4- 5-2001	10-¼	a1 b4		125 000 000		125 000 000
6-10-1976	27- 5-1994	10-¼	b3		50 000 000		50 000 000
6-10-1976	6-11-1996	10-¼	b3		50 000 000		50 000 000
17-12-1976	1- 8-1992	9-¾	a1 b3		75 000 000		75 000 000
15- 3-1977	15- 3-2001	9-¾	a21	c7 e12	125 000 000		125 000 000
22- 3-1977	22- 3-1982	9-¼		c8	175 000 000		175 000 000
					<u>\$ 3 367 300 000</u>	<u>\$ 45 849 825</u>	<u>\$3 321 450 175</u>
En monnaie des États-Unis							
1-10-1959	1-10-1979	5-¾	a1 b 5	\$	19 202 000	\$	19 201 944
1- 3-1967	1- 3-1997	5-¾	a1 b 8		39 645 000	\$	359 42 819 354
15- 4-1968	15- 4-1989	7	a1 b 6		45 945 000	708	49 424 898
1- 5-1969	1- 5-1999	7-¾	a1 b 9		34 321 000	700	36 884 893
1- 3-1970	1- 3-1985	9	a16b10		8 700 000(2)		9 313 235
1- 6-1971	1- 6-1978	8			30 000 000		30 546 292
1- 6-1971	1- 6-1997	9	a1 b11		66 242 000	225 098	67 222 144
1- 6-1972	1- 6-1997	8-½	a17b12		150 000 000		147 548 150
15- 1-1973	15- 1-1988	7-½	a18b13		28 000 000(2)	297 595	27 672 178
1- 4-1973	1- 4-2003	7-9/10	a1 b18		121 091 000	3 746 388	117 328 870
15-11-1973	15-11-1993	*	a1	e 6	18 000 000	754 571	16 958 543
15-11-1973	15-11-1993	**	a1	e 7	15 000 000	950 325	13 828 098
15- 4-1974	15- 4-2004	9.2	a1 b19		146 845 000	6 425	142 687 506
15-11-1974	15-11-1994	***	b 5	e 8	30 000 000		30 738 000
15-11-1974	3- 1-1995	****	b 5	e 9	5 000 000		4 959 000
15- 5-1975	15- 5-2000	9-¾	a1 b20		100 000 000	1 136 160	101 776 240
15- 7-1975	15- 7-1995	8-¼, 9-¾	a19	e10	13 000 000		13 390 000
15- 7-1975	15- 7-1995	8-¾, 9-¾	a19	e11	27 000 000		27 566 900
30- 7-1975	15-11-1993	7-¾, 8	a1	e 6	3 000 000	73 422	2 878 764
30- 7-1975	15-11-1993	7-¾, 8	a1	e 7	24 000 000	587 376	23 058 101
15- 1-1976	15- 1-1983	9	b21		75 000 000(2)		75 161 250
1- 4-1976	1- 4-1981	8-½		f1	50 000 000(2)		49 305 000
1- 4-1976	1- 4-1984	9	b22	f1	50 000 000(2)		49 305 000
15- 6-1976	15- 6-2001	9-½	a1 b23		100 000 000		96 980 000
					<u>\$1 199 991 000</u>	<u>\$1 204 333 543</u>	<u>\$ 7 779 183</u>
							<u>\$1 196 554 360</u>

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %		Note	Valeur nominale		Fonds d'amortisse- ment	Montant net
					En monnaie étrangère	En équivalent canadien(1)		
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne								
					DM			
1- 8-1969	1- 8-1977	7		f1	80 000 000 \$	21 579 887	\$	21 579 887
1- 7-1972	1- 7-1978-87	6-½	b14	d11 f1	100 000 000	31 226 580		31 226 580
1- 2-1977	1- 2-1987	7-½	b24	f1	150 000 000	63 211 125		63 211 125
					<u>330 000 000 \$</u>	<u>116 017 592</u>	\$	<u>116 017 592</u>
En monnaie de la France								
					FF			
15- 6-1972	15- 6-1978-87	7-½	b15	d12 f1	<u>125 000 000 \$</u>	<u>25 154 534</u>	\$	<u>25 154 534</u>
En monnaie du Japon								
					Yen			
28- 9-1972	28- 9-1978-84	6.9	b16	d13 f1	<u>10 000 000 000 \$</u>	<u>32 682 010</u>	\$	<u>32 682 010</u>
						<u>\$4 745 487 679</u>	<u>\$ 53 629 008</u>	<u>\$4 691 858 671</u>

Taux	8%	8-½%	8-¼%	9-¾%	9-½%	10%
*	15-11-1973		15-11-1980			
**		15-11-1973	15-11-1985			
***				15-11-1974	15-11-1979	15-11-1984
****				15-11-1974	3- 1-1980	3- 1-1985

(1) Aux dates de réalisation des emprunts.

(2) Euro-dollars.

a) Avec fonds d'amortissement

- 1—1% du solde en cours.
- 2—1% à compter du 1er août 1978.
- 3—1% à compter du 15 janvier 1979.
- 4—1% à compter du 15 septembre 1979.
- 5—1% à compter du 1er octobre 1979.
- 6—1% à compter du 15 décembre 1984.
- 7—1% à compter du 15 mars 1981.
- 8—1% à compter du 1er janvier 1986.
- 9—1% à compter du 5 septembre 1979.
- 10—1% à compter du 1er mars 1981.
- 11—1% à compter du 4 septembre 1980.
- 12—1% à compter du 19 novembre 1982.
- 13—1% à compter du 9 septembre 1984.
- 14—1% à compter du 10 novembre 1984.
- 15—1% à compter du 1er mars 1985.
- 16—\$900 000 annuellement et annulation du même montant d'obligations annuellement.
- 17—\$6 000 000 annuellement à compter du 1er juin 1978.
- 18—\$1 000 000 annuellement de 1977 à 1983.
\$2 000 000 annuellement de 1984 à 1985.
\$6 000 000 annuellement de 1986 à 1988.
- 19—1% à compter du 15 juillet 1981.
- 20—1% à compter du 1er juin 1978.
- 21—1% à compter du 15 mars 1992.

b) Rachetables par anticipation															
Années avant échéance															
15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	Préavis
1														100	30 jours
2													100		30 "
3												100			30 "
4										100					30 "
5									100						30 "
6									100						30 "
7															
8					100										30 "
9	102½			101¼				100				100			30 à 60 jours
10										102	100½	101	101½	101	30 " "
11						103		102¼		101½		100¾	100		30 " "
12					103	102¾	102½	102	101¾	101½	101	100¾	100½	100	30 " "
13								101½	101¼	101	101¾	101½	101¼	100	30 " "
14						104	103½	103	102½	102	101½	101	100½	100	3 mois
15						102	101¾	101½	101¼	101	100¾	101½	100¾	100	60 jours
16									103	102½	102	101½	101	100½	30 "
17	À toute date de paiement d'intérêt														
18			103	102			101			100					30 jours
19	103¾		102¼				101½			100					30 "
20					102½		101½		100%		100				30 "
21									100%	100½	100%				30 à 45 jours
22												100¾	100½	100¼	30 à 45 jours
23					102½		101½		100%		100				30 jours
24										102½	102	100½	101	100½	3 mois

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES (suite)

c) Échangeables

	Le ou avant	Pour des obligations venant à échéance	Taux %	Rachetables
1—	15-12-1978	15-12-1993*	6	15-12-1990
2—	15- 3-1979	15- 3-1994*	6	15- 3-1991
3—	15- 5-1981	15-11-1989*	8-½	15-11-1988
4—	1-12-1976	1- 6-1991*	9-¼	1- 6-1990
5—	1- 2-1977	1- 8-1991*	9-¼	1- 8-1990
6—	1- 4-1978	1-10-1985	9	1- 8-1990
7—	15-12-1990	15- 3-2000*	9-¾ ou plus	15- 3-1997
8—	22-12-1981	22- 3-1987	9-¼ ou plus	
		22- 3-1997*	9-¾ ou plus	22- 3-1993

* Avec fonds d'amortissement.

d) Échéant en série à raison de

1—\$	1 250 000 par année
2—	900 000 "
3—	1 000 000 "
4—	1 500 000 "
5—	200 000 "
6—	1 350 000 "
7—	850 000 "
8—	2 905 000 "
9—	2 500 000 "
10—	830 000 par année et 870 000 en 1984
11—DM	10 000 000 par année de 1978 à 1987
12—FF	9 000 000 " de 1978 à 1980
FF	12 000 000 " de 1981 à 1983
FF	15 000 000 " de 1984 à 1986
FF	17 000 000 en 1987
13—Y	1 000 000 000 par année de 1978 à 1983
Y	4 000 000 000 le 28 septembre 1984

e) Rétractables à 100 au gré du détenteur

- 1 — Le 1er décembre 1978 sur préavis de 90 jours.
- 2 — Le 4 septembre 1979 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 3 — Le 9 septembre 1983 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 4 — Le 10 novembre 1983 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 5 — Le 1er mars 1984 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 6 — Le 15 novembre 1980 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 7 — Le 15 novembre 1985 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 8 — Le 15 novembre 1979 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 9 — Le 3 janvier 1980 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 10 — Le 15 juillet 1980 si coupon boni attaché.
- 11 — Le 15 juillet 1985 si coupon boni attaché.
- 12 — Le 15 mars 1991 sur préavis entre le 15 juillet 1990 et le 15 octobre 1990.

f1) L'intérêt est net des taxes ou droits imposés présentement ou qui pourront l'être par le Canada ou ses provinces, et auxquels pourrait donner lieu la détention des obligations et des coupons par des personnes ne résidant pas au Canada. Au cas d'imposition de taxes ou droits, la Province pourra rembourser par anticipation la somme empruntée en totalité ou en partie à des pourcentages variant de 100 à 104½. D'autre part, le prêteur pourra exiger le remboursement immédiat du prêt si la Province est en défaut de payer le principal ou l'intérêt pour plus de 14 jours.

OBLIGATIONS NON NÉGOCIABLES

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Note	Montant
En monnaie du Canada				
Obligations d'épargne du Québec				
1- 6-1971	1- 6-1981	7, 7¼, 7½	a1	\$ 63 166 200
1- 6-1972	1- 6-1982	7, 7½, 7¾	a1	44 240 900
1- 4-1973	1- 4-1983	7	a1	54 239 500
1- 5-1974	1- 5-1979	8½	a1	51 260 000
1- 6-1975	1- 6-1980	8½	a2	230 461 600
1- 6-1976	1- 6-1981	10, 9	a3	<u>258 853 200</u>
				\$ 702 221 400
Gouvernement du Canada				
Aide à la croissance de l'emploi				
Diverses dates				
1971-76	1991-96	6.75 @ 8.3919	b	222 915 707
Régime de pensions du Canada				
Diverses dates				
1967-77	1987-97	5.36 @ 9.48	c	<u>59 155 000</u>
				<u>\$ 984 292 107</u>

a) Rachetables au pair et sur demande, à toute banque

1— Le taux d'intérêt a été augmenté à 10% l'an à partir du coupon payable en 1975 (A.C. 1049'75).

2— Le taux d'intérêt a été augmenté à 10% l'an à partir du 1er novembre 1975

3— Ces obligations portent intérêt de 10% l'an pour les deux premières années et 9% l'an pour les trois années subséquentes

b) Obligations émises en vertu des A.C. 715'71, 3620'73, 3811'73 et 1102'77 pour des prêts du gouvernement du Canada à la Province dans le cadre du programme spécial fédéral-provincial destiné à stimuler la croissance de l'emploi. Le taux d'intérêt est fixé au moment de l'émission de chaque obligation. Ces obligations échoient vingt ans après leur émission mais elles sont rachetables par anticipation en tout temps, en totalité ou en partie, sur préavis de 30 jours.

c) Obligations émises au fonds de placement du Régime de pensions du Canada en compensation de la cotisation de certains fonctionnaires fédéraux qui travaillent au Québec et qui contribuent au Régime de pensions du Canada plutôt qu'au Régime de rentes du Québec. Ces obligations, détenues par le ministre des Finances du Canada, peuvent être rachetées à leur valeur nominale à six mois d'avis à la demande du fonds de placement du Régime de pensions du Canada.

FONDS D'AMORTISSEMENT

Solde au 31 mars 1976		\$ 42 831 794
Plus:		
Contribution du Fonds consolidé du revenu et revenu de placements		<u>32 741 121</u>
		75 572 915
Moins:		
Obligations annulées au cours de l'année financière	\$ 21 885 789	
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts	<u>58 118</u>	<u>21 943 907</u>
Solde au 31 mars 1977		<u>\$ 53 629 008</u>

Détail

Obligations	
Province de Québec	\$ 44 658 734
Hydro-Québec	723 000
Gouvernement du Canada	3 563 000
C.N.R.	1 150 000
Assumées par la Province	120 500
Garanties par la Province	1 592 000
Autres valeurs	
Cité de St-Lambert	256 492
Billet à court terme	250 000
Encaisse	53 648
Intérêts courus	<u>1 261 634</u>
	<u>\$ 53 629 008</u>

OBLIGATIONS

	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Province de Québec	5-¼	15- 7-83		\$ 477 000
	5-¼	2- 4-84		1 502 000
	5-¼	1- 8-85		1 200 000
	5-¼	15-12-87		732 000
	5-¾	1-10-79	433 000 *	433 000
	5-½	1- 6-80		610 000
	5-½	15- 8-81		380 000
	5-½	15- 6-86		813 000
	5-½	15- 1-89		604 000
	5-½	1- 4-90		805 000
	5-¾	1- 2-86		440 000
	5-¾	15-10-90		1 117 000
	5-⅞	1- 3-97	475 000 *	513 037
	6	15-10-78		205 000
	6	15-12-79		667 000
	6	1- 8-82		399 000
	6	1- 6-83		322 000
	6	15-10-88		712 000
	6	1- 6-91		1 002 000
	6	15- 3-80		116 000
	6-¼	1- 4-92		1 086 000
	6-½	1-10-78		51 000
	6-½	1- 6-80		288 000
	6-½	1-10-91		250 000
	6-½	1- 6-92		222 000
	6-¾	1- 8-91		1 410 000
	7	15- 4-89	1 263 000 *	1 358 680
	7	1-10-94		100 000
	7-½	15- 1-78		5 000
	7-½	15- 4-81		19 000
	7-½	15-12-83		126 000
	7-½	15- 1-88		1 143 000
	7-½	1-12-89		3 039 000
	7-½	15- 9-93		429 000
	7-½	15- 9-76/78		201 000
	7-½	15- 9-78		43 000
	7-½	15- 3-84		114 000
	7-½	15- 6-78/87	9 500 000 **	1 911 745
	7-½	15- 1-88	420 000 *	419 547
	7-¾	15-12-96		20 000
	7-⅞	1- 5-99	1 583 000 *	1 701 287
	7.9	1- 4-2003	4 013 000 *	4 012 478
	8	15- 3-96		109 000
	8	1- 1-95		221 000
	8	8- 2-94		400 000
	8	8- 2-94		327 000
	8-¾	1- 8-93		514 000
	8-¾	5- 9-78		15 000
	8-½	15-12-98		175 000
	8-½	1- 9-81		20 000
	8-⅝	1- 3-99		664 000
	8-¾	15-11-81		1 000
	8-¾	5- 9-95		812 000
	9	1- 3-85	226 000 *	241 930
	9	1- 6-97	865 000 *	880 739
	9.2	15- 4-2004	2 299 000 *	2 234 011
	9-¼	1- 6-77		107 000
	9-¼	1-10-78		5 000
	9-¼	1- 8-77		20 000
	9-½	2-12-95		1 219 000

FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

OBLIGATIONS (suite)	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Province de Québec	9-½	1-10-95		1 001 000
	9-½	15- 6-2001	1 475 000 *	1 430 455
	9-¾	1- 8-92		128 000
	9-¾	15- 5-2000	200 000 *	205 825
	10-¼	19-11-95		200 000
	10-¼	19-11-95		150 000
	10-¼	4- 5-2001		625 000
	10-½	9- 9-2000		415 000
	10-¾	4- 9-99		839 000
	10-¾	4- 9-99		700 000
				<u>44 658 734</u>
Hydro-Québec	5	15- 7-84	50 000 *	50 000
	5	15-11-79		2 000
	9	6- 2-85		25 000
	9-¾	6- 2-2000		125 000
	10	16- 6-2000		476 000
	10	21-10-2001		45 000
				<u>723 000</u>
Gouvernement du Canada	4-½	1- 9-83		2 403 000
	5-¾	15-12-79		560 000
	6-¼	1- 2-78		225 000
	6-¼	1- 4-80		375 000
				<u>3 563 000</u>
C.N.R.	4	1- 2-81		<u>1 150 000</u>
Assumées par la Province Commission municipale de Québec	3-¼	1-12-77		<u>120 500</u>
Garanties par la Province Association athlétique nationale de la jeunesse	6	1- 5-80		1 000 000
Office des autoroutes du Québec	5-¼	2- 7-79		57 000
	5-¾	15- 7-89		535 000
				<u>1 592 000</u>
AUTRES VALEURS				
Cité de St-Lambert	3-½	1- 3-95		256 492
Billet à court terme	7-¾	15- 4-77		250 000
Encaisse				53 648
Intérêts courus				1 261 634
				<u>1 821 774</u>
				<u>\$ 53 629 008</u>

* En monnaie des États-Unis

** En francs français (F.F.)

PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS D'AMORTISSEMENT

Provenance des fonds

Du Fonds consolidé du revenu et revenu de placements		\$ 32 741 121 (1)
Moins		
Escompte sur achats d'obligations	\$ 4 903 891	
Augmentation des intérêts courus	<u>413 299</u>	<u>5 317 190</u>
		27 423 931
Valeurs échues ou vendues		<u>13 165 428</u>
		<u>\$ 40 589 359</u>

Utilisation des fonds

Achats de valeurs		\$ 46 091 838 (2)
Moins		
Escompte sur achats de valeurs	\$ 5 552 750	
Diminution du solde en banque	<u>7 847</u>	<u>5 560 597</u>
		40 531 241
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts		<u>58 118</u>
		<u>\$ 40 589 359</u>

(1) Détail par fonds

Date d'émission	Date d'échéance	Revenu de placements	Annuité	Total
15- 1-57	15- 1-77	\$ 7 300	\$ 0	\$ 7 300
15- 8-60	15- 8-81	25	338 610	338 635
1- 2-61	1- 2-86	69	297 430	297 499
1- 6-61	1- 6-80	144	303 780	303 924
1- 8-61	1- 8-85	114	335 900	336 014
15- 1-62	15- 7-83	154	284 970	285 124
2- 4-62	2- 4-84	68	366 940	367 008
1- 8-62	1- 8-82	80	332 100	332 180
15-12-62	15-12-87	91	328 680	328 771
15-10-63	15-10-78	161	137 480	137 641
15-10-63	15-10-88	75	491 980	492 055
15- 6-64	15- 6-86	62	429 270	429 332
15- 1-65	15- 1-89	15 665	423 770	439 435
1- 4-65	1- 4-90	72	433 340	433 412
15-10-65	15-10-90	152 717	441 020	593 737
15-12-65	15-12-79	101	527 130	527 231
15- 3-66	15- 3-80	79	438 670	438 749
1- 6-66	1- 6-83	2 328	89 680	92 008
1- 6-66	1- 6-91	327 529	367 360	694 889
1-10-66	1-10-78	5 355	90 140	95 495
1-10-66	1-10-91	99 017	403 490	502 507
1-12-66	1-12-86	271 844	461 640	733 484
1- 4-67	1- 4-92	284 089	461 680	745 769
1- 6-67	1- 6-80	117 391	141 360	258 751
1- 6-67	1- 6-92	118 093	275 420	393 513
1-12-67	1-12-89	139	47 060	47 199
2- 7-68	1-10-94	56 678	276 840	333 518
1- 7-68	1-10-94	423 309	292 000	715 309
1- 9-69	1- 9-81	59 264	274 890	334 154
1- 8-70	1- 8-92	209 477	241 180	450 657
2-12-70	2-12-95	18 280	264 690	282 970
8- 2-71	8- 2-94	8 326	406 250	414 576
1-10-71	1-10-92	548 279	500 000	1 048 279
15-12-71	15-12-96	4 470 315	0	4 470 315
1- 8-72	1- 8-93	39	483 730	483 769
15- 5-73	8- 2-94	153	476 010	476 163
17-12-73	15-12-98	60	489 480	489 540

PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

Date d'émission	Date d'échéance	Revenu de placements	Annuité	Total
16-12-74	1- 8-92	87 280	250 000	337 280
15- 5-75	2-12-95	116 315	420 000	536 315
9- 9-75	9- 9-2000	0	600 000	600 000
1-10-59	1-10-79*	55	188 442	188 497
1- 3-67	1- 3-97*	24	418 214	418 238
15- 4-68	15- 4-89*	113	457 765	457 878
1- 5-69	1- 5-99*	98	341 184	341 282
1- 3-70	1- 3-85*	43 201	920 237	963 438
1- 6-71	1- 6-97*	29 255	653 181	682 436
15- 1-73	15- 1-88*	70 840	991 900	1 062 740
1- 4-73	1- 4-2003*	130 472	4 366 865	4 497 337
15-11-73	15-11-93*	101 805	176 256	278 061
15-11-73	15-11-93*	135 932	146 880	282 812
15- 4-74	15- 4-2004*	1 021	1 464 482	1 465 503
15- 5-75	15- 5-2000*	155 160	981 000	1 136 160
30- 7-75	15-11-93*	8 650	29 376	38 026
30- 7-75	15-11-93*	69 198	235 008	304 206
		<u>\$ 8 146 361</u>	<u>\$ 24 594 760</u>	<u>\$ 32 741 121</u>

* En monnaie des États-Unis

(2) Achats de valeurs (Escompte déduit)

A.E. Ames & Cie Ltée., 2 725 990; A.E. Ames & Co. Inc. N.Y., 1 544 823; Bache, Halsey, Stuart Inc., 88 646; Banque Canadienne Impériale de Commerce, 248 125; Banque de Montréal, Québec, 4 175 000; Banque de Montréal, Montréal, 295 462; Banque Provinciale du Canada, 134 345; Bank of Montréal Trust Company, 920 237; Bell, Gouinlock & Company Ltd., 435 890; Blyth Eastman Dillon & Co. Inc., 66 399; Bontrad Investment Securities Limited, 456 180; Brault, Guy, O'Brien Inc., 3 227 511; Burns Fry & Timmins Inc. New York, 4 028 119; Burns Fry Limitée, 146 691; Caisse de Retraite Hydro-Québec, 182 500; Cochran, Murray & Wisener Limited, 914 547; Crang, Ostiguy Inc., 1 793 452; Crédit Lyonnais, Paris, France, 186 525; R.A. Daly & Company Limited, 13 537; Dominion Securities, Harris (Québec) Ltée, 2 819 078; Dominion Securities, Harris & Partners Inc. New York, 851 761; First Boston (Europe) Limited, 468 673; Geoffrion, Robert & Gélinas Ltée, 363 109;

Greenshields Incorporated, 690 666; Grenier, Ruel & Cie Inc., 228 905; C.J. Hodgson Richardson Inc., 631 331; Kidder Peabody & Co. Inc., 1 589 860; Kuhn Loeb & Co., 88 492; René T. Leclerc Inc., 900 995; Lévesque, Beaubien Inc., 1 039 846; McLeod, Young, Weir & Cie Ltée, 1 695 327; McLeod, Young, Weir Inc. Invest. Sec., N.Y., 229 096; McNeil, Mantha Inc., 552 474; Mead & Co. Limited, 92 153; Merrill Lynch, Royal Securities Ltd., 296 719; Midland, Doherty Limited, 1 621 618; Molson, Rousseau & Cie Limited, 336 476; Nesbitt Thompson Valeurs Limitée, 763 341; Pitfield, Mackay, Ross & Co. Ltd., 367 924; R.W. Pressprich & Co. New York, 9 551; Richardson Securities of Canada, 119 266; Salomon Brothers, 1 616 124; Swiss Corporation for Canadian Invest., 48 294; Tassé & Associés Ltée, 366 445; White Weld Co. of Canada Ltd, 105 180; Wood, Gundy Limitée, 766 937; Wood, Struthers & Winthrop Inc. N.Y., 295 468.

RÉPARTITION DES FONDS D'AMORTISSEMENT PAR FIDUCIAIRES
AU 31 MARS 1977

	Montant
Trust Général du Canada	\$ 41 594 500
Bank of Montréal Trust Company, N.Y.	5 224 000
Montréal Trust, Québec	304 000
Fiducie Prêt et Revenu	2 594 000
Crédit Lyonnais, Luxembourg	1 911 745
Ministère des Finances	256 493
Banque de Montréal, Québec	250 000
	<u>\$52 134 738*</u>

* Excluant \$1 315 282 représentant l'encaisse et les intérêts courus, et \$178 988 de prime sur obligations en monnaie étrangère.

AUTRES EMPRUNTS

Solde au 31 mars 1976	\$ 205 689 996
Plus	
Emprunts effectués	<u>21 635 326</u>
	227 325 322
Moins	
Emprunts remboursés	<u>25 663 973</u>
Solde au 31 mars 1977	<u><u>\$ 201 661 349</u></u>

Détail

En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		
Expo'67	\$ 144 000	
Zones spéciales		
Avances progressives	28 240 875	
Projets terminés	93 453 859	
Autoroute no 13		
Avances	<u>59 159 249</u>	\$180 997 983
En monnaie des États-Unis (Euro-dollars)		
Equivalent canadien aux dates de réalisation des emprunts		<u>20 663 366</u>
		<u><u>\$ 201 661 349</u></u>

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Note	Montant	Total
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Expo'67					
1- 4-1969	1- 4-1977	5.46	a	\$ 144 000	
Zones spéciales					
Avances progressives en vertu de l'entente Canada-Québec. La période d'amortissement du capital et des intérêts débutera dans chaque cas le 1er avril de l'année financière qui suit immédiatement celle pendant laquelle le dernier versement a été effectué par le ministère sur le projet. (A.C. 2091'70, 3452'70, 3802'71, 835'72)				28 240 875	
Projets terminés					
1- 4-1972-76	1- 4-1977 @ 2006	(divers taux)	b	93 453 859	
Autoroute no 13					
1- 7-1976	1- 7-1977 @ 1980	7.8571		59 159 249	\$ 180 997 983
En monnaie des États-Unis					
(Euro-dollars)					
30- 6-1970	30- 6-1977	6.0625	c		20 663 366
(valeur nominale \$20 000 000)					
					<u>\$ 201 661 349</u>

a) Le ministre des Finances, ayant garanti les emprunts de la Compagnie canadienne de l'exposition universelle de 1967, a émis au Receveur général du Canada, en vertu de l'A.C. 1539 du 21 mai 1969, un billet de \$ 10 778 571 daté du 1er avril 1969 et payable par versements semestriels du 1er octobre 1969 au 1er avril 1972 et par versements mensuels du 1er mai 1972 au 1er avril 1977, suivant un tableau d'amortissement annexé audit arrêté en conseil. Ces paiements sont cependant remboursés au ministre des Finances par la Ville de Montréal en vertu de l'A.C. 1558 du même jour.

1977 \$ 144 000

b) Ce montant comprend le principal et l'intérêt couru sur les avances progressives pour les projets terminés au 1er avril 1972, 1973, 1974, 1975 et 1976, en vertu de l'entente Canada-Québec sur les zones spéciales.

c) Emprunt contracté de la Banque de Nouvelle-Écosse au moyen de billets non négociables souscrits pour une durée de six mois, rachetables avant échéance en tout temps en totalité ou en partie au gré de la Province, sur préavis de 60 jours et renouvelables semestriellement pendant sept ans à un taux d'intérêt à déterminer lors de chaque renouvellement.

DETTES ASSUMÉES

Solde au 31 mars 1976		\$ 88 788 963
Moins		
Paievements	\$ 4 466 059	
Escompte gagné sur obligations rachetées avant échéance pour la construction du boulevard Métro- politain de Montréal	<u>170 694</u>	<u>4 636 753</u>
Solde au 31 mars 1977		<u>\$ 84 152 210</u>

Détail

Emprunts pour la construction du boulevard Métropolitain de Montréal	\$ 29 720 693 *	
Emprunts d'institutions universitaires	45 588 132	
Emprunt de la Commission municipale de Québec pour le règlement des dettes scolaires en 1947	1 618 385 **	
Institut Armand-Frappier	3 677 000	
Hôpital St-Luc, Montréal	3 428 000	
Association athlétique nationale de la jeunesse	<u>120 000</u>	
		<u>\$ 84 152 210</u>

* Y compris \$ 27 923 862 payable en monnaie des États-Unis et converti en équivalent canadien pour \$ 28 277 329 au taux de change en vigueur à la date d'acceptation de cette dette.

** Y compris \$ 6 000 payable en monnaie des États-Unis et converti en équivalent canadien pour \$ 5 985 au taux de change en vigueur à la date d'acceptation de cette dette.

DETTES ASSUMÉES

(Suite)

Emprunts pour la construction du boulevard Métropolitain de Montréal
1960-61, c. 61

Échéance	En monnaie des États-Unis		En monnaie du Canada	
	Valeur nominale	Équivalent canadien (1)		Total
1977-78	\$ 2 860 253	\$ 2 896 459	\$ 706 457	\$ 3 602 916
1978-79	2 968 498	3 006 074	725 325	3 731 399
1979-80	2 776 100	2 811 240	11 582	2 822 822
1980-81	2 799 038	2 834 469		2 834 469
1981-82	2 519 322	2 551 212		2 551 212
1982-83	2 650 611	2 684 163		2 684 163
1983-84	2 789 388	2 824 697		2 824 697
1984-85	2 937 652	2 974 837		2 974 837
1985-86	1 777 000	1 799 494		1 799 494
1986-87	1 864 000	1 887 595		1 887 595
1987-88	1 982 000	2 007 089		2 007 089
	<u>\$ 27 923 862</u>	<u>\$ 28 277 329</u>	<u>\$ 1 443 364</u>	<u>\$ 29 720 693</u>

(1) Selon le taux de change à la date d'acceptation de cette dette

Emprunts d'institutions universitaires
1960-61, c. 34 et modifications

	Taux %	Date d'échéance	Montant
Société centrale d'hypothèques et de logement (article 9)			
Universités			
Bishop's, Lennoxville	5- $\frac{1}{8}$	1-9-2014	\$ 415 639
"	5- $\frac{3}{8}$	1-9-2015	421 313
"	5- $\frac{3}{4}$	1-9-2016	427 152
Concordia, Montréal	5- $\frac{1}{8}$	1-3-2014	1 737 794
Laval, Ste-Foy	5- $\frac{3}{8}$	1-3-2013	2 855 349
"	5- $\frac{3}{8}$	1-9-2015	5 986 865
"	5- $\frac{3}{8}$	1-3-2017	487 479
McGill, Montréal	5- $\frac{3}{8}$	1-3-2013	733 166
"	5- $\frac{1}{4}$	1-9-2015	438 886
Montréal	5- $\frac{1}{8}$	1-9-2016	1 150 668
"	5- $\frac{1}{8}$	1-3-2014	361 849
"	5- $\frac{3}{8}$	1-9-2015	1 076 690
Sherbrooke	5- $\frac{3}{8}$	1-3-2013	1 636 847
Autres institutions			
Cégep de Ste-Foy	5- $\frac{3}{8}$	1-1-2013	742 330
Collège Bourget, Rigaud	5- $\frac{1}{8}$	1-3-2014	136 541
" de Jonquière	5- $\frac{1}{8}$	1-9-2015	737 890
" de Matane	5- $\frac{1}{8}$	1-3-2013	573 162
" "	5- $\frac{1}{8}$	1-9-2014	185 375
" de Rouyn	5- $\frac{1}{8}$	1-3-2014	642 156
" de Victoriaville	5- $\frac{1}{8}$	1-9-2013	741 818
" du Bon-Pasteur, Chicoutimi	5- $\frac{1}{8}$	1-9-2014	556 956
" Jean-de-Brébeuf, Montréal	5- $\frac{1}{8}$	1-3-2016	635 706
" La Pocatière	5- $\frac{1}{8}$	1-3-2016	1 590 433
" Marguerite-d'Youville, Hull	5- $\frac{1}{8}$	1-3-2014	443 551
" Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Montréal	5- $\frac{1}{8}$	1-3-2015	477 586
École normale du Sacré-Coeur, Sherbrooke	5- $\frac{1}{8}$	1-9-2015	1 031 369
" " Ignace-Bourget, Montréal	5- $\frac{3}{8}$	1-9-2015	623 544
" " Marguerite-de-Lajemmerais, Montréal	5- $\frac{1}{8}$	1-3-2014	633 053
" " Notre-Dame-de-Foy, Cap-Rouge	5- $\frac{1}{8}$	1-9-2015	3 276 883
Institut de l'Assomption, Amos	5- $\frac{1}{8}$	1-9-2015	568 325
Québec St-Lawrence College, Ste-Foy	5- $\frac{3}{8}$	1-3-2015	360 877
Scolasticat central de Montréal	5- $\frac{1}{4}$	1-9-2015	2 988 797
" École normale Saint-Viateur, Rigaud	5- $\frac{1}{8}$	1-3-2014	919 467
" St-Charles, Joliette	5- $\frac{1}{8}$	1-3-2014	179 296
Séminaire de Chicoutimi	5- $\frac{1}{8}$	1-9-2015	897 208
" Marie-Reine-du-Clergé, Métabetchouan	5- $\frac{1}{8}$	1-3-2014	353 995
" Montfort, Papineauville	5- $\frac{1}{8}$	1-3-2015	275 530
" Saint-Augustin, Cap-Rouge	5- $\frac{3}{8}$	1-9-2015	3 027 602
" "	5- $\frac{3}{8}$	1-9-2016	1 902 263
" Saint-Pie X, Haute-riève	5- $\frac{1}{8}$	1-3-2014	198 605
" St-Georges, Beauce	5- $\frac{3}{8}$	1-9-2015	358 117
			42 788 132
Emprunts assumés en vertu de l'article 8, tel que modifié en 1964			
Université Concordia	8	1-3-1994	2 800 000*
			<u>\$ 45 588 132</u>

* Payable par versements annuels de \$ 560 000
du 1er mars 1990 au 1er mars 1994.

DETTES ASSUMÉES

(suite)

**Emprunt de la Commission municipale de Québec
pour le règlement des dettes scolaires en 1947**

1946, c. 21 et modifications

Échéance	En monnaie des États-Unis		En monnaie du Canada	Total
	Valeur nominale	Équivalent canadien (1)		
1977-78	\$ 6 000	\$ 5 985	\$ 1 612 400	\$ 1 618 385

(1) Selon le taux de change en vigueur à la date d'acceptation de cette dette.

Institut Armand-Frappier

1959-60, c. 91

Échéance	Arrêtés en conseil		Montant
	483'65 5 ¼ %, 5 ½ %	1270'67 6 ¼ %	
1977-78	\$ 129 000	\$ 129 000	\$ 258 000
1978-79	136 000		136 000
1979-80	143 000		143 000
1980-81	151 000		151 000
1981-82	159 000		159 000
1982-83	168 000		168 000
1983-84	177 000		177 000
1984-85	187 000		187 000
1985-86	198 000		198 000
1er avril 1987		2 100 000*	2 100 000
	<u>\$ 1 448 000</u>	<u>\$ 2 229 000</u>	<u>\$ 3 677 000</u>

* Avec fonds d'amortissement de 1% à compter du 1er avril 1978.

Hôpital St-Luc, Montréal
1962, c. 9, A.C. 1472'62 (6%)

Échéance	Montant
1977-78	\$ 492 000
1978-79	521 000
1979-80	552 000
1980-81	585 000
1981-82	620 000
1982-83	658 000
	<u>\$ 3 428 000</u>

Association athlétique nationale de la jeunesse
1959-60, c. 19, A.C. No 395'60

Échéance	Montant
1977-78	\$ 40 000
1978-79	40 000
1979-80	40 000
	<u>\$ 120 000</u>

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DE LA DETTE PUBLIQUE MOINS LES FONDS D'AMORTISSEMENT

au 31 mars 1977

(\$ milliers)

Échéance	En monnaie du Canada	En monnaie des États-Unis(1)	En monnaie de la République fédérale d'Allemagne(1)	En monnaie de la France(1)	En monnaie du Japon(1)	Total net
1977-1978	\$ 201 316	\$ 32 859	\$ 21 580			\$ 255 755
1978-1979	216 406	48 773	3 122	\$ 1 811	\$ 3 268	273 380
1979-1980	299 556	60 916	3 123	1 811	3 268	368 674
1980-1981	292 876	83 607	3 122	1 811	3 268	384 684
1981-1982	501 659	66 515	3 123	2 415	3 268	576 980
1977 @ 1982	1 511 813	292 670	34 070	7 848	13 072	1 859 473
1982 @ 1987	559 867	259 004	78 825	13 886	19 610	931 192
1987 @ 1992	650 323	109 663	3 122	3 421		766 529
1992 @ 1997	1 221 205	91 255				1 312 460
1997 @ 2002	539 263	292 411				831 674
2002 et plus	60 138	200 498				260 636
	<u>\$ 4 542 609</u>	<u>\$ 1 245 501</u>	<u>\$ 116 017</u>	<u>\$ 25 155</u>	<u>\$ 32 682</u>	<u>\$ 5 961 964</u>

NOTE--Cet échéancier est établi en tenant compte des dates d'options de rachat au gré du détenteur et non au gré du gouvernement. Il ne tient pas compte des options d'échange.

De plus, les contributions futures aux fonds d'amortissement ont été considérées, diminuant ainsi le solde à verser lors de la dernière échéance.

(1) En équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des dettes assumées.

EMPRUNTS GARANTIS ET AUTRE PASSIF ÉVENTUEL

EMPRUNTS GARANTIS**Sommaire**

	<u>Montant</u>
Hydro-Québec et filiales	\$ 6 939 017 062 * (1)
Office des autoroutes du Québec	42 493 212 * (1)
Régie des installations olympiques	724 870 000 *
Sidbec	119 850 000
Prêts aux étudiants	181 727 071 **
Prêts aux municipalités	70 279 038
Prêts pour l'amélioration des fermes	45 267 529
Prêts pour favoriser l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales	8 490 750
Prêts aux producteurs agricoles	6 635 721
Prêts aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires	3 981 137
Crédit aux pêcheries maritimes	325 000
Association athlétique nationale de la jeunesse	1 833 954 (1)
Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	2 557 000
Régie de la Place des Arts (voir page 6-00)	
	<u><u>\$ 8 147 327 474</u></u>

* Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au 31 mars 1977 et les taux de conversion sont les suivants:

\$ 1 É.-U.	= \$ Can. 1.0568
1 DM (Deutsche Mark)	= \$ Can. 0.4422
1 FS (Franc suisse)	= \$ Can. 0.4153

** Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement tant que l'emprunteur est étudiant.

(1) Y compris les obligations détenues par la Province aux fonds d'amortissement:

Hydro-Québec	\$ 723 000
Office des autoroutes du Québec	\$ 592 000
Association athlétique nationale de la jeunesse	\$ 1 000 000

Hydro-Québec et filiales

S.R. 1964, C. 86, aa. 27 et 28

Obligations**Négociables**

En monnaie du Canada

Date d'émission	Date d'échéance	A.C.	Taux %	Série	Montant
Hydro-Québec					
15-11-1957	15-11-1982	1012 '57	5	S	\$ 13 719 000
15-11-1958	15-11-1979	1095 '58	5	V	14 154 500
1- 5-1959	1-11-1980	345 '59	5	W	19 320 000
15-11-1959	15-11-1979	1201 '59	6	Y	17 262 000
15- 6-1960	15- 6-1982	816 '60	5 ½	Z	23 867 000
15-12-1960	15-12-1983	2071 '60	5 ½	AA	18 092 000
15- 3-1961	15- 3-1985	447 '61	5 ½	AB	28 539 000
1-11-1961	1-11-1985	1974 '61	5 ½	AC	26 316 000
1- 3-1962	1- 3-1982	128 '62	5 ½	AD	30 176 000
1-10-1962	1-10-1984	1439 '62	5 ¾	AF	39 519 000
1- 6-1963	1- 6-1986	746 '63	5 ¼	AM	36 708 000
1- 3-1964	1- 3-1984	271 '64	5 ½	AN	29 158 000
1- 3-1964	1- 3-1994	271 '64	5 ½	AN	1 548 000
1-12-1964	1- 6-1988	2122 '64	5 ½	AQ	46 037 000
15- 2-1965	15- 2-1987	177 '65	5 ½	AR	8 843 000
15- 2-1965	15- 2-1995	177 '65	5	AR	46 447 000
1- 2-1966	1- 2-1991	40 '66	6	AU	41 762 000
15- 7-1966	15- 7-1980	1060 '66	6	AW	6 231 000
15- 7-1966	15- 7-1990	1060 '66	6	AW	34 728 000
1- 2-1967	1- 2-1978	42 '67	6 ½	AZ	10 118 000
1- 2-1967	1- 2-1990	42 '67	6 ½	AZ	31 220 000
1-10-1967	1-10-1977	2374 '67	6 ¾	BC	1 500 000
1-10-1967	1-10-1980	2374 '67	7	BC	8 000 000
1-10-1967	1-10-1994	2374 '67	6	BC	25 000 000
1-10-1967	1-10-1994	2374 '67	7	BC	12 000 000
15- 5-1968	15- 5-1977-78	1323 '68	7 ½	BE	2 400 000
15- 5-1968	15- 5-1980	1323 '68	7 ½	BE	13 000 000
15- 5-1968	1-10-1994	1323 '68	7	BE	25 000 000
15- 3-1969	15- 3-1990	583 '69	7 ¾	BH	206 000
1-10-1969	1-10-1992	3430 '69	8 ½	BK	24 727 500
1- 2-1970	1- 2-1990	293 '70	9 ½	BM	5 635 000
15- 6-1970	15-12-1990	2452 '70	9 ½	BO	28 085 000
15- 4-1971	15- 4-1996	1448 '71	7 ¾	BT	47 350 000
29- 7-1971	29- 7-1996	2385 '71	8 ¾	BU	47 549 000
1- 5-1972	1- 5-1997	1105 '72	8 ¼	BY	47 894 000
15- 6-1972	15-12-1993	1765 '72	8 ¼	BZ	57 500 000
15- 9-1972	15- 9-1980	2439 '72	8	CA	10 000 000
15- 9-1972	15- 9-1997	2439 '72	8 ¾	CA	52 684 000
8-11-1972	8-11-1996	3087 '72	8 ¼	CB	50 000 000
21- 2-1973	21- 2-1998	332 '73	8	CD	50 000 000
10- 7-1973	10- 7-1998	2263 '73	8 ¼	CE	55 000 000
15-10-1973	15-10-1998	3465 '73	8 ¾	CG	50 000 000
3-12-1973	3-12-1998	4019 '73	8 ½	CH	50 000 000
1- 4-1974	1- 4-1999	1211 '74	9	CK	60 000 000
3- 7-1974	3- 7-1996	4481 '74	9 ¾	CL	80 000 000
25- 9-1974	25- 9-1980	3312 '74	10	CN	50 000 000
25- 9-1974	25- 9-1982	3312 '74	10	CO	100 000 000
6- 2-1975	6- 2-1985	150 '75	9	CR	20 000 000
6- 2-1975	6- 2-2000	150 '75	9 ¾	CR	100 000 000
16- 6-1975	16- 6-2000	2103 '75	10	CS	80 000 000
1- 9-1975	1- 9-1997	3840 '75	10 ¼	CU	65 000 000
15-10-1975	15-10-1981	4484 '75	9 ½	CV	50 000 000
1- 5-1976	1- 5-1996	458 '76	10 ¾	CY	35 000 000
21-10-1976	21-10-2001	3495 '76	10	DA	120 000 000
Filiales (1964, c. 32, A.C. 1304'64)					
Compagnie Québec Power					
1- 9-1962	1- 9-1982		6 ¼	G	10 978 500
Compagnie Électrique du Saguenay					
1- 5-1962	1- 5-1982		5 ½	A	3 460 000
Compagnie d'Électricité Shawinigan					
1- 3-1961	1- 3-1981		5 ¾	S	12 642 500
Southern Canada Power Company Limited					
2- 1-1951	2- 1-1981		3 ¾	D	2 475 000

\$ 1 976 851 000

En monnaie des États-Unis

Date d'émission	Date d'échéance	A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale	Montant
Hydro-Québec						
1-12-1953	1-12-1978	1319 '53	3 ½	K	\$ 32 443 000	\$ 34 285 762
1- 1-1956	1- 1-1981	1247 '55	3 ½	N	20 142 000	21 286 066
1-12-1956	1-12-1981	1095 '56	4 ¼	P	15 032 000	15 885 818
1- 2-1958	1- 2-1983	88 '58	3 ¾	T	25 449 000	26 894 503
15- 7-1959	15- 7-1984	671 '59	5	X	32 010 000	33 828 168
15- 2-1963	15- 2-1988	205 '63	5	AG	220 410 000	232 929 288
		334 '63 }				
1- 4-1964	1- 4-1994	661 '64	4 ½	AO	50 000 000	52 840 000
16-11-1964	16-11-1989	1926 '64	4 ¾	AP	37 595 000	39 730 396
15- 6-1965	15- 6-1985	1167 '65	4 ½	AS	42 284 000	44 685 731
1- 1-1966	1- 1-1987	2226 '65	5 ¼	AT	42 391 000	44 798 809
26- 4-1966	15- 4-1992	653 '66	5 ¾	AV	51 725 000	54 662 980
23- 9-1966	15- 9-1991	1490 '66	6 ¼	AX	32 097 000	33 920 110
1- 1-1967	1- 1-1993	2397 '66	6 ¼	AY	49 228 000	52 024 150
1- 6-1967	1- 6-1993	1466 '67	6 ¼	BA	43 772 000	46 258 250
15- 9-1967	15- 9-1992	2479 '67	6 ½	BB	41 731 000	44 101 321
15- 1-1968	15- 1-1989	1 '68	6 ¾	BD	53 319 000	56 347 519
1- 8-1968	1- 8-1986	2206 '68	7 ¾	BF	22 758 000	24 050 655
1-11-1968	1-11-1991	3466 '68	7 ¼	BG	43 350 000	45 812 280
15- 7-1969	15- 7-1999	2080 '69	8 ¾	BI	47 282 000	49 967 618
15-10-1969	15-10-1979	3118 '69	8	BJ	5 861 000	6 193 905
15-12-1969	15-12-1995	3820 '69	9 ¾	BL	46 513 000	49 154 938
15- 3-1970	15- 3-1995	772 '70	9 ¼	BN	56 820 000	60 047 376
15- 8-1970	15- 8-1997	2777 '70	9 ½	BP	72 335 000	76 443 628
1-10-1970	1-10-1985	3632 '70	9 ¼	BQ	11 100 000	11 730 480
1- 1-1971	1- 1-1999	4598 '70	8 ¾	BR	71 913 000	75 997 658
15- 3-1971	15- 3-1986	780 '71	8 ¼	BS	15 200 000	16 063 360
1-10-1971	1-10-2001	3217 '71	8 ½	BV	74 980 000	79 238 864
15-11-1971	15-11-1986	3729 '71	8 ½	BW	22 869 000	24 167 959
1- 2-1972	1- 2-2002	271 '72	7 ¾	BX	99 990 000	105 669 432
1- 1-1973	1- 1-2003	3635 '72	7 ½	CC	124 750 000	131 835 800
1- 8-1973	1- 8-2003	2783 '73	8 ½	CF	100 000 000	105 680 000
1- 1-1974	1- 1-2004	4411 '73	8 ¼	CI	124 838 000	131 928 798
1- 2-1974	1- 2-1989	383 '74	8 ½	CJ	29 000 000	30 647 200
1- 8-1974	1- 8-1989	2523 '74	10.7	CM	150 000 000	158 520 000
20-11-1974	20-11-1982	4030 '74	10	CP	100 000 000	105 680 000
15- 1-1975	15- 1-2005	28 '75	10 ¼	CQ	200 000 000	211 360 000
1- 8-1975	1- 8-2005	3435 '75	9 ¾	CT	198 750 000	210 039 000
15-11-1975	15-11-2005	5038 '75	10	CW	250 000 000	264 200 000
15- 2-1976	15- 2-1996	371 '76	10 ¼	CX	1 000 000 000	1 056 800 000
15- 9-1976	15- 9-2006	3188 '76	8.6	CZ	250 000 000	264 200 000
1-11-76-1976	1-11-1986	3695 '76	8 ½	DB	125 000 000	132 100 000
18-11-1976	15-12-1996	3901 '76	8 ¾	DC	50 000 000	52 840 000

Filiale (1964, c. 32, A.C. 1304'64)

Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent

1-12-1959	1-12-1984	5 ¾	F	<u>820 000</u>	<u>866 576</u>
				\$ 4 083 757 000	\$ 4 315 714 398*

En monnaie de la République fédérale d'Allemagne

Hydro-Québec

				DM	
1- 2-1969	1- 2-1984	86 '69	6 ¾	105 000 000	\$ 46 431 000
1- 9-1969	1- 9-1984	2331 '69	7 ¼	80 000 000	35 376 000
1- 9-1971	1- 9-1986	2874 '71	8	100 000 000	44 220 000
1- 4-1972	1- 4-1987	907 '72	6 ½	100 000 000	44 220 000
1- 3-1973	1- 3-1988	685 '73	6 ½	100 000 000	44 220 000
				<hr/>	<hr/>
				485 000 000	\$ 214 467 000*

En monnaie de la République fédérale de la Suisse

Date d'émission	Date d'échéance	A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale	Montant
Hydro-Québec				FS		
22-12-1972	22-12-1987	3731 '72	6 ¼		80 000 000	\$ 33 224 000
20- 9-1974	20- 9-1979	3300 '74	9		40 000 000	16 612 000
5- 9-1975	5- 9-1980	3929 '75	8		100 000 000	41 530 000
22-12-1975	22-12-1980	5335 '75	7 ¾		100 000 000	41 530 000
20- 8-1976	20- 8-1991	2635 '76	6		80 000 000	33 224 000
		$\left\{ \begin{array}{l} 4223 '76 \\ 4224 '76 \\ 4225 '76 \end{array} \right\}$				
23-12-1976	23-12-1981		5 %		300 000 000	124 590 000
					<u>700 000 000</u>	<u>\$ 290 710 000*</u>

* Equivalent canadien de la valeur nominale au 31 mars 1977.

AUTRES EMPRUNTSHydro-Québec Montant

La Commission, avec l'autorisation et la garantie du lieutenant-gouverneur en conseil a effectué les emprunts suivants:

a) En vertu de l'arrêté en conseil 2020'74 autorisant l'émission de billets à un taux ne dépassant pas 13 % par année, pour des termes ne dépassant pas trois (3) ans, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de \$250 000 000.	\$ 16 872 000
b) En vertu des arrêtés en conseil 1271'76 et 128'77 autorisant une marge de crédit bancaire en devises du Canada ou des États-Unis, portant intérêt au taux de base courant au moment de l'emprunt pour un montant de \$25 000 000 avec chacune des banques suivantes, soit la Banque Canadienne Nationale, la Banque de Montréal, la Banque Provinciale du Canada et la Banque Royale du Canada.	23 143 920 (1)
c) En vertu des arrêtés en conseil 2281'70, 420'71, 920'71, 3268'71, 3671'72 et 834'74 autorisant l'émission de billets au gouvernement du Canada portant intérêt à des taux variant de 7 3/16 % à 7 15/16 %. Ces billets sont payables en vingt-cinq (25) versements annuels égaux, de principal et d'intérêt, à compter du 25 mars 1975.	19 618 311
d) En vertu de l'arrêté en conseil 3463'73 autorisant l'émission de billets à Energie Atomique du Canada Limitée, portant intérêt à des taux variant de 7 15/16 % à 10 %. Ces billets sont payables en vingt-cinq (25) versements annuels égaux après le parachèvement du projet impliqué.	<u>110 000 000</u>
	<u>\$ 169 634 231</u>
Moins fonds d'amortissement	<u>6 967 376 629</u> <u>28 359 567 (2)</u>
	<u><u>\$ 6 939 017 062</u></u>

(1) Equivalent canadien de \$21 900 000 en monnaie des États-Unis.

(2) Y compris \$21 033 490 représentant l'équivalent canadien d'un montant de \$19 903 000 en monnaie des États-Unis et \$630 577 représentant l'équivalent canadien d'un montant de DM 1 426 000 en monnaie de la République fédérale d'Allemagne.

La Commission annule les obligations d'une émission, achetées pour le fonds d'amortissement de la même émission.

Office des autoroutes du Québec
 S.R., c. 134

Date d'émission	Date d'échéance	A.C.	Taux %	Série	Montant
2- 7-1959	2- 7-1979	584 '59	5 ¼	E	\$ 6 051 000
1-11-1959	1-11-1979	1134 '59	6	F	5 248 000
1-12-1959	1-12-1984	1325 '59	5 ½	G	14 499 296 *
15- 7-1964	15- 7-1989	1295 '64	5 ¾	H	40 000 000
					65 798 296
Moins fonds d'amortissement					23 305 084
					<u>\$ 42 493 212</u>

* Equivalent canadien d'une valeur nominale de \$13 720 000 payable en monnaie des États-Unis.

L'Office des autoroutes du Québec annule les obligations de toutes les séries qu'il achète pour le fonds d'amortissement de chacune de ces séries.

Régie des installations olympiques
 1975, c.72

Conformément à l'article 19 a) du chapitre 72 des lois de 1975, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêt de tout emprunt de la Régie ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.

Au 31 mars 1977, les emprunts de la Régie sont formés comme suit:

	A.C.	Montant
Emprunts sur billets		
Après de banques américaines, à un taux d'intérêt variable indexé sur le LIBOR (London interbank offered rate), remboursables en 11 versements semestriels égaux sur chaque prêt et échéant à diverses dates, le premier versement étant dû le 22 juillet 1978 - É.-U. \$360 000 000.	2484 '76	\$ 380 448 000
Après des banques et institutions financières canadiennes, à un taux d'intérêt variable indexé sur le taux préférentiel des banques canadiennes, remboursables en 11 versements semestriels égaux sur chaque prêt et échéant à diverses dates, le premier versement étant dû le 22 juillet 1978.	2485 '76	90 000 000
Après de banques canadiennes, à un taux d'intérêt variable indexé sur le taux préférentiel des banques canadiennes, remboursables en 11 versements semestriels égaux sur chaque prêt et échéant à diverses dates, le premier versement étant dû le 1er août 1978.	2646 '76	250 000 000
Marge de crédit bancaire		
Banque de Montréal, en circulation le 31 mars 1977, maximum autorisé étant de \$ 5 000 000	3969 '76	2 211 000
Banque Royale du Canada, en circulation le 31 mars 1977, maximum autorisé étant de \$ 5 000 000	3970 '76	2 211 000
		<u>\$ 724 870 000</u>

Sidbec

1968, c. 77 et modifications

Conformément à l'article 9a de la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré (1968, c. 77, telle que modifiée), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Au 31 mars 1976, Sidbec a émis et vendu à la Caisse de dépôt et placement du Québec six séries de débentures à fonds d'amortissement, d'une valeur nominale totale de \$120 000 000.

Au 31 mars 1977, le solde du principal de ces débentures garanties par la Province est formé comme suit:

Date d'émission	Date d'échéance	A.C.	Taux %	Série	Montant
15-12-1970	15-12-1990	4602 '70	9 ¼	A	\$ 9 850 000
15- 6-1971	15- 6-1991	2222 '71	8 ¾	B	10 000 000
1- 9-1971	1- 9-1991	2996 '71	9	C	10 000 000
1-10-1974	1-10-1989	3432 '74	10 ¾	D	30 000 000
15- 5-1975	15- 5-1995	1710 '75	10 ¼	E	30 000 000
16- 2-1976	16- 2-1996	384 '76	10 ¾	F	30 000 000
					<u>\$ 119 850 000</u>

Prêts aux étudiants

1966-67, c. 70 et modifications

Conformément à la Loi des prêts et bourses aux étudiants, 1966-67, c. 70 et modifications, le Gouvernement garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.

Au 31 mars 1977, le montant de ces prêts s'élevait à

\$ 181 727 071

Prêts aux municipalités

1963, Session 2, c. 1

Loi pour faciliter le financement de certains travaux municipaux.

Obligations émises par la Commission municipale de Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités. (A.C. 2206'64)

Solde au 31 mars 1977.

\$ 70 279 038 *

A la même date, la Commission détenait un montant égal d'obligations reçues des municipalités ayant obtenu des prêts.

* Détail

Montréal métropolitain: \$ 35 057 309

Anjou, 152,984; Beaconsfield, 79,504; Blainville, 678,209; Boisbriand, 773,723; Boucherville, 687,507; Brossard, 22,634; Chambly, 89,366; Châteauguay, 294,720; Côte St-Luc, 703,112; Dollard-des-Ormeaux, 54,365; Dorion, 95,562; Dorval, 629,987; Greenfield Park, 125,937; Île Perrot, 72,456; Lachenaie, 30,301; Lachine, 183,979; L'Assomption, 263,565; Laval, 1,199,953; L'Épiphanie, 35,725; Longueuil, 1,825,057; Mascouche, 183,138; McMasterville, 60,722; Mercier, 100,456; Montréal, 19,912,728; Montréal-Est, 376,787; Montréal-Ouest, 23,286; Mont-Royal, 99,685; Mont-St-Hilaire, 60,727; Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, 91,493; Otterburn Park, 60,475; Outremont, 154,140; Pierrefonds, 390,921; Pincourt, 198,404; Pointe-Claire, 479,456; Repentigny, 113,502; Rosemère, 381,309; St-Basile-Le-Grand, 237,424; St-Bruno-de-Montarville, 227,139; Ste-Catherine, 73,488; St-Constant, 4,033; St-Eustache, 113,575; St-Hubert, 412,203; St-Lambert, 108,531; St-Laurent, 586,450; St-Léonard, 78,312; Ste-Thérèse, 788,001; Terrasse-Vaudreuil, 184,480; Terrebonne, 398,504; Varennes, 5,037; Verdun, 841,051; Westmount, 313,206.

Québec métropolitain: \$ 8 570 179

Ancienne-Lorette, 202,351; Beauport, 1,388,070; Charlesbourg, 1,436,851; Charny, 864,181; Lévis, 331,332; Loretteville, 138,515; Québec, 2,435,643; St-Félix-du-Cap-Rouge, 255,900; Ste-Foy, 241,314; St-Jean-de-Boischatel, 79,113; St-Romuald-d'Étchemin, 27,175; Silley, 448,605; Val Bélair, 721,129.

Autres: \$ 26 651 550

Abitibi-Est, 326,035; Abitibi-Ouest, 147,701; Argenteuil, 334,603; Arthabaska, 236,091; Beauce-Nord, 721,487; Beauce-Sud, 106,989; Beauharnois, 168,032; Bellechasse, 1,298,734; Berthier, 40,970; Bonaventure, 1,118,600; Brome-Missisquoi, 543,704; Champlain, 553,823; Charlevoix, 1,456,231; Chauveau, 232,906; Chicoutimi, 256,384; Deux-Montagnes, 15,684; Drummond, 317,832; Dubuc, 500,953; Duplessis, 424,076; Frontenac, 73,447; Gaspé, 839,366; Gatineau, 222,837; Hull, 411,111; Huntingdon, 136,993; Iberville, 93,030; Îles-de-la-Madeleine, 338,908; Johnson, 301,806; Joliette-Montcalm, 182,421; Jonquière, 336,912; Kamouraska-Témiscouata, 246,391; Lac-St-Jean, 127,509; Laprairie, 12,108; Laurentides-Labelle, 610,279; Laviolette, 420,777; Lotbinière, 715,384; Maskinongé, 142,278; Matane, 152,588; Matapédia, 48,743; Mégantic-Compton, 90,963; Montmagny-L'Islet, 210,225; Montmorency, 126,826; Nicolet-Yamaska, 108,062; Orford, 461,361; Papineau, 695,486; Pontiac-Témiscamingue, 54,122; Portneuf, 179,887; Prévost, 666,316; Richelieu, 731,807; Richmond, 258,361; Rimouski, 500,780; Rivière-du-Loup, 254,822; Roberval, 479,363; Rouyn-Noranda, 834,178; Saguenay, 1,187,718; St-Hyacinthe, 224,063; St-Jean, 629,950; St-Maurice, 837,964; Shefford, 452,079; Sherbrooke, 2,374,104; Trois-Rivières, 452,906; Vaudreuil-Soulanges, 198,128; Verchères, 428,356.

Prêts pour l'amélioration des fermes

S.R., c. 109, a. 17 et modifications

Conformément aux Statuts refondus, c. 109, a. 17 et modifications, le gouvernement de la province garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs en vertu de la présente loi le remboursement des pertes de principal et d'intérêt qui peuvent lui en résulter, jusqu'à concurrence de 10 % du montant total de ces prêts.

Au 31 mars 1977, les prêts consentis s'élevaient à \$ 452 675 293 et les remboursements à \$ 324 369 661 laissant un solde de \$ 128 305 632.

10 % × \$ 452 675 293 =

\$ 45 267 529

Prêts pour favoriser l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales

1966-67, c. 46 et modifications

En vertu du c. 46 des lois de 1966-67 et modifications, le ministre de l'Agriculture peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et après avoir obtenu l'avis de la Régie des marchés agricoles du Québec:

- garantir au nom du gouvernement et aux conditions qu'il détermine le remboursement total ou partiel du montant en principal et en intérêts de tout prêt consenti pour les fins prévues par la loi;
- s'engager à verser, à titre de contribution à l'amortissement de la dette, au cours de chacune des cinq années qui suivent la date où la garantie est accordée, une somme égale à quatre pour cent du montant dont le remboursement est garanti.

Le montant total des garanties accordées ne peut excéder la somme de \$ 32 000 000.

Nom et adresse de l'entreprise	Date de l'acte de fiducie	Date d'échéance	A.C.	Taux %	Montant
Association coopérative laitière du Saguenay-Lac St-Jean, Chambord, Roberval	15-12-69 1- 6-76	15-12-84 1- 6-91	2609 '69 } 3643 '69 } 2896 '76	8½ 9½, 10, 10½	\$ 1 364 000 3 000 000
Coopérative laitière du Sud de Québec Ste-Claire, Dorchester	15-12-69	15-12-94	3644 '69	9	728 000
Coopérative agricole régionale de Papineau, Plaisance, Papineau	1- 5-71	1- 5-86	1455 '71	8½	600 000
Laiterie Chez Nous Ltée, St-Raymond, Portneuf	15- 9-71	15- 9-81	1456 '71	8½	113 750
Laiterie Cité Ltée, Québec	15- 5-75	15- 5-90	512 '75	10	1 695 000
Laiterie Dallaire Ltée, Rouyn, Rouyn-Noranda	1- 2-76	1- 2-86	87 '76	10½	990 000
					<u>\$ 8 490 750</u>

Prêts aux producteurs agricoles

1972, c. 38 et modifications; 1975, c. 13

En vertu du c. 38 des lois de 1972 et modifications, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt n'excédant pas \$50 000 à un agriculteur, une corporation d'exploitation agricole, une coopérative ou une société d'exploitation agricole.

Au 31 mars 1977, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

\$ 3 579 083

Prêts aux producteurs agricoles

1972, c. 38 et modifications, c. 39 et modifications; 1975, c. 13
(suite)

En vertu du c. 39 des lois de 1972 et modifications, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit qui consent des prêts aux producteurs agricoles durant les périodes critiques le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un emprunt ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ces prêts.

Au 31 mars 1977, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

2 599 384

En vertu du c. 33 des lois de 1975, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt consenti en vertu de l'article 13 de cette Loi du crédit forestier ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ce prêt.

Au 31 mars 1977, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

457 254

\$ 6 635 721**Prêts aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires**

S.R., c. 101 et modifications

Conformément aux Statuts refondus, c. 101, art. 19, 20, 21 et modifications, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, peut affecter un fonds annuel de \$4 000 000, créé depuis le 1er avril 1973 à garantir le remboursement de prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles ou aux corporations exerçant des activités similaires.

Les modalités, conditions, et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Nom et adresse de l'entreprise	Date du cautionnement	Echéance	A.C.	Taux %	Montant
Sociétés coopératives agricoles					
Association coopérative de Normandin, Normandin, Roberval	11- 3-1975	1990	2485 '74	10 ½	\$ 310 000
	15- 1-1976	1991	3951 '75	10 ¼	140 000
Association coopérative des producteurs de fourrures, Québec	7- 9-1972	1977	2428 '74	11 ¼	30 000
Chaîne Coopérative du Saguenay-Lac St-Jean, St-Bruno, Lac St-Jean	30- 4-1963	1983	143 '63	6	26 333
	5- 9-1969	1984	1264 '69	9	88 000
Coopérative agricole du Lac St-Pierre, Nicolet	2-10-1962	1977	524 '62	6	3 333
	5-11-1962	1982	873 '62	5 ¾	63 000
	8- 8-1966	1981	688 '65	6	30 000
	27- 9-1972	1983	798 '72	8	62 900
Coopérative de Dorchester, St-Anselme, Dorchester	17- 5-1963	1983	304 '63	6 ½	70 000
Coopérative des pomiculteurs du Québec, Farnham, Missisquoi	19- 3-1970	1985	3189 '69	9 ¾	135 000

**Sociétés coopératives agricoles
(suite)**

Nom et adresse de l'entreprise	Date du cautionnement	Echéance	A.C.	Taux %	Montant
Coopérative régionale de St-Casimir, Portneuf	22-11-1962	1977	218 '62	6	5 334
Couvoir coopératif St-Augustin, Portneuf	6-11-1969	1981	2523 '69	9 ¼	25 000
	15- 3-1974	1984	188 '74	9 ½	35 000
Meunerie coopérative agricole St-Charles, Bellechasse	18- 9-1969	1984	187 '69	8 ½	53 333
Société coopérative agricole de Charlevoix, La Malbaie	30- 3-1972	1981	464 '72	9 ½	16 000
Société coopérative agricole de Chicoutimi, Chicoutimi	18- 8-1967	1987	1203 '67	7 ½	120 000
Société coopérative agricole de Fort Richelieu, Sorel	20- 6-1969	1979	188 '69	8	24 000
	7- 6-1972	1985	115 '72	7 ½	63 000
Société coopérative agricole de l'Île-aux-Grues, Montmagny	30- 3-1977	1989	415 '77	9 ¾	85 000
Société coopérative agricole de l'Île-d'Orléans, St-Pierre (I.O.)	21- 7-1967	1977	1202 '67	7 ½	10 000
	8- 4-1970	1985	836 '70	10	92 500
Société coopérative agricole de St-Anselme, Dorchester	31-10-1967	1982	2565 '67	7 ½	51 000
	21-10-1971	1986	3200 '71	8 ½	110 000
Société coopérative agricole de St-Félix-de-Kingsey, Drummond	21- 2-1977	1988	3118 '76	11 ¼	125 000
Société coopérative agricole de St-Jérôme, Lac St-Jean	2- 7-1964	1984	792 '64	6	35 000
Société coopérative agricole de Ste-Rosalie, Bagot	26- 2-1968	1982	2373 '67	7 ½	120 000
Société coopérative agricole de Sherbrooke	15-11-1966	1981	1119 '65 } 1950 '66 }	6	55 000
Société coopérative agricole de la Vallée-de-la-Lièvre, Mont-Laurier	2- 5-1973	1985	1129 '73	8 ½	101 026
Société coopérative agricole régionale de Rivière-du-Loup, Trois-Pistoles	7- 6-1965	1985	1716 '64	6 ½	20 128
Société coopérative agricole des Bois-Francis, Victoriaville	14- 4-1965	1985	392 '65	6 ½	54 000
Société coopérative agricole Légubec, St-Jean-Baptiste, Rouville	3-10-1972	1984	2651 '72	11 ¼	99 750
	5- 7-1974	1987	1881 '74	11	162 500
					<u>\$ 2 421 137</u>

Corporations exerçant des activités similaires

Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec, Montréal	20- 6-1975	1985	1833 '75 2217 '75	*	\$ 1 335 000
Les Aliments Beattie Inc., Hemmiford	20- 6-1974	1979	1880 '74	10 ½	225 000
					<u>1 560 000</u>
					<u>\$ 3 981 137</u>

* Non supérieur de plus de 1% au taux de base bancaire.

Crédit aux pêcheries maritimes

S.R., c. 210 et modifications

Conformément aux Statuts refondus, c. 210 et modifications, le gouvernement peut garantir, jusqu'à concurrence d'une somme totale de \$500 000, le remboursement d'avances ou de prêts consentis ou d'emprunts effectués, pour fins de pêche maritime, par des associations coopératives, des fédérations d'associations coopératives, des caisses d'épargne et de crédit et des unions ou fédérations de caisses d'épargne et de crédit.

Au 31 mars 1977, le montant de ces prêts garantis était formé comme suit:

	A.C.	Montant
Pêcheurs Unis de Québec		
Banque Canadienne Nationale	915 '65 1522 '67 3531 '68	\$ 225 000
Caisse centrale Desjardins de Lévis	682 '69	100 000
		<u>\$ 325 000</u>

Association athlétique nationale de la jeunesse

1959-60, c. 19; 1960-61, c.9

Date d'émission	Date d'échéance	A.C.	Taux %	Montant
1- 5-1960	1- 5-1980	395 '60	6	\$ 1 033 954 *
15- 9-1961	15- 9-1981	1652 '61	5 ½	800 000
				<u>\$ 1 833 954</u>

* Après avoir déduit un fonds d'amortissement de \$1 246 046 et un montant de \$120 000 apparaissant dans les dettes assumées sur un emprunt de \$2 400 000.

Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)

1950-51, c. 19; 1966, c. 22

Date d'émission	Date d'échéance	A.C.	Taux %	Montant
1- 2-1966	1- 2-1978-91	485 '66	6	<u>\$ 2 557 000</u>

Régie de la Place des Arts, Montréal

1964, c. 19 et modifications

Conformément au c. 19 des lois de 1964, au c. 20 des lois de 1965, aux arrêtés en conseil 679'65 et 904'66, à une convention de fiducie du 15 avril 1965 et à une convention supplémentaire de fiducie du 1er juin 1966, le gouvernement du Québec et la ville de Montréal se sont engagés à payer à parts égales les déficits de la Régie, y compris toutes dépenses d'opération et de nature "capital", l'intérêt et l'amortissement de deux (2) emprunts dont l'un de \$20 000 000 émis le 15 avril 1965 et l'autre de \$13 000 000 émis le 1er juin 1966.

AUTRE PASSIF ÉVENTUEL

Conformément à l'arrêté en conseil 4226'76 et selon les dispositions de l'article 9a du chapitre 77 et modifications des lois de 1968, la Province a garanti, en vertu d'un contrat de cautionnement, le paiement des montants à être versés par Sidbec aux termes d'un contrat de parachèvement de son complexe intégré d'exploitation minière. Ce contrat prévoit principalement des contributions additionnelles de capital à Sidbec-Normines Inc. et le versement de certaines sommes en cas de manque de fonds de Sidbec-Normines Inc. ou de défaut en regard du paiement de primes et d'intérêts et du remboursement du capital des obligations émises par Sidbec-Normines Inc., lesquelles s'élevaient à \$316 929 803 au 31 mars 1977. Les obligations de Sidbec dans n'importe laquelle de ces situations ne pourront excéder sa quote-part de 50.1% de participation dans l'équité de Sidbec-Normines Inc.

ENGAGEMENTS

	<u>Budgétaires</u>	<u>Non budgétaires</u>
Sommaire		
Autorisés par certaines lois	\$ 64 225 710	\$ 259 042 600
Autorisés par le Conseil des ministres et le Conseil du Trésor		
Subventions pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital		
Institutions de santé et de bien-être	446 756 307 *	
Commissions scolaires, collèges d'enseignement général et professionnel et universités	1 153 824 196	
Acquisitions de biens en capital payables par versements	3 150 000	
	<u>\$ 1 667 956 213 **</u>	<u>\$ 259 042 600</u>
		<u>\$ 1 926 998 813</u>

* Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur le 31 mars 1977, comme suit:

1 DM (Deutsche Mark) = \$ Can. 0.4422

** Pour établir le montant de ces engagements au 31 mars 1977, les intérêts jusqu'à échéance ont été ignorés.

NOTE: D'autres engagements n'apparaissent pas à cet état tel que mentionné à la page 13 des conventions comptables.

ENGAGEMENTS (suite)

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Autorisés par certaines lois

Loi de l'habitation familiale, S.R., c. 110 et modifications

Engagements au 31 mars 1977	\$ 278 206 791
-----------------------------	----------------

Moins:

Annulation d'engagements par suite de ventes et remboursements par anticipation

<u>64 360 040</u>

213 846 751 *

Engagements réels au 31 mars 1977

Moins:

Montant payé

<u>155 591 903 **</u>

58 254 848

Loi du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain, 1968, c. 56

862 135

Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais, 1969, c. 85: subvention payable à la Société d'aménagement de l'Outaouais en vertu de l'article 335

5 000 000

Loi facilitant davantage les progrès scolaires, 1955-56, c. 39: emprunts des commissions scolaires de 1946 à 1956

<u>108 727</u>

<u><u>\$ 64 225 710</u></u>

* Les engagements autorisés par la loi ne doivent pas excéder \$ 225 000.

** Le montant payé tient compte des recouvrements de dépenses des années antérieures.

ENGAGEMENTS

(suite)

OPÉRATIONS BUDGÉAIRES

(suite)

Autorisés par le Conseil des ministres et le Conseil du trésor

Subventions pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Institutions de santé et de bien-être					
Alma: Hôtel-Dieu	2403	16-12-64	2- 1-80	\$ 891 000	
	1634	5- 5-76	15- 5-96	<u>1 270 000</u>	\$ 2 161 000
Amos: Hôtel-Dieu	1347	8- 8-63	15- 9-78		
	1377	14- 8-63		75 000	
	1649	25- 9-63			
	3141	25-10-72	1-11-82	<u>2 091 000</u>	2 166 000
Arthabaska: Hôtel-Dieu	1993	21-10-64	15- 9-79	1 044 000	
	1974	6-10-65	1-11-80	1 786 000	
	553	10- 3-67	1- 4-77	<u>2 343 000</u>	5 173 000
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos	3772	22-10-73	1-11-93		2 084 000
Bagotville: Hôpital de la Baie-des-Ha! Ha! Inc.	147	13- 1-71	15- 1-82		2 012 000
Baie-Comeau: Hôpital Général	2822	11-10-67	1-11-77		1 035 000
Beauport: Centre hospitalier Robert Giffard	170	25- 1-67	1- 2-87	3 187 000	
	345	22- 2-67	1- 2-87	<u>4 200 000</u>	7 387 000
	170	19- 1-77			
Hôpital St-Augustin (Courville)	3352	2- 9-70	1- 9-90		2 000 000
Cap-aux-Meules (I.M.): Centre hospitalier Notre-Dame-de-la-Garde	2405	17- 6-70	1- 6-78		93 971
Cap-de-la-Madeleine: Hôpital Cloutier	2096	27-11-63	1-12-78		218 000
Chandler: Centre hospitalier de Chandler	1187	27- 3-74	15- 4-79	2 400 000	
	4147	13-11-74	15-11-94	<u>3 500 000</u>	5 900 000
Chicoutimi: Hôpital de Chicoutimi Inc.	2036	28-10-64	15-11-79	779 000	
	1783	28- 6-67	1- 7-77	2 800 000	
	3587	23- 9-70	1-10-78	<u>2 590 000</u>	6 169 000
Chicoutimi-Nord: Institut Roland Saucier	4046	1-12-71	1-12-81	1 900 000	
	716	7- 3-73	15- 3-83	<u>1 703 000</u>	3 603 000
Cowansville: Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins	3967	10-12-69	{ 15-11-81 15-11-89	815 070 (a) <u>700 000</u>	1 515 070
(a) si racheté avant échéance: \$ 807 000					
Dolbeau: Hôtel-Dieu-du-Sacré-Coeur-de-Jésus	2087	11- 8-67	15- 8-77	934 000	
	1127	26- 4-72	1- 5-82	<u>1 778 000</u>	2 712 000

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Drummondville: Hôpital Ste-Croix	1345 1375 883	8- 8-63 } 14- 8-63 } 29- 3-68 }	15- 9-78 1- 9-81	181 000 <u>2 950 000</u>	3 131 000
Farnham: Les Foyers Farnham Inc.	1271	25- 3-70	15- 4-80		146 000
Gaspé: Hôtel-Dieu	1379 1177 103 2267 1399 1489	14- 8-63 20- 7-66 17- 1-68 29- 6-71 17- 4-73 11- 4-75	15- 9-78 1- 8-81 1- 2-78 1- 7-79 1- 5-83 14- 4-85	74 500 1 383 000 711 000 2 375 000 2 522 000 <u>2 300 000</u>	9 365 500
Granby: Centre hospitalier de Granby	4289 5112 2524	20-11-74 19-11-75 21- 7-76	1-11-94 1-12-80 2- 8-86	2 500 000 2 400 000 <u>3 000 000</u>	7 900 000
Haute-Rive: Clinique de réadaptation pour alcooliques (Domrémy) Côte-Nord	3506	15-12-67	1-11-77		50 000
Hull:					
Centre hospitalier du Sacré-Coeur	4921	5-11-75	17-11-85		2 300 000
Centre hospitalier Pierre-Janet	4287	20-11-74	15-11-94		2 400 000
Joliette: Centre hospitalier régional DeLanaudière	2545 955	18- 6-75 17- 3-76	3- 7-80 1- 4-82	960 000 <u>3 000 000</u>	3 960 000
Jonquière: Centre hospitalier Jonquière	22 2740	5- 1-65 20- 9-72	15- 1-80 1-10-92	929 000 <u>1 657 000</u>	2 586 000
La Malbaie:					
Accueil Bellerive Inc.	4536 550	9-12-70 } 10- 2-71 }	1-12-81		248 000
Centre hospitalier St-Joseph-de-la-Malbaie	1636	5- 5-76	15- 5-81		1 175 000
Lasalle: Hôpital Général Lasalle	803	3- 3-71	15- 3-81		1 635 000
LaSarre: Centre hospitalier St-François-d'Assise	1426	27- 7-65	1- 9-80		201 000
La Tuque: Hôpital St-Joseph	1346 1376	8- 8-63 } 14- 8-63 }	15- 9-78		319 000
Laval:					
CAPEQ Inc.	1392	24- 5-72	15- 1-87		340 000
Cité de la Santé de Laval	925 5207	5- 3-75 26-11-75	15- 3-85 15-12-85	4 600 000 <u>6 000 000</u>	10 600 000
Jewish General Hospital	388	22- 2-67	1- 3-92		6 025 000
Lebel-sur-Quévillon: Hôpital Lebel	4149	13-11-74	15-11-94		1 000 000

ENGAGEMENTS
(suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
(suite)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement		Solde du principal
	No	Date			
Lévis: Hôtel-Dieu	1632	26- 8-64	1- 6-79	1 228 000	
	2023	2-11-66	1-11-86	1 112 000	
	111	24- 1-68	1- 2-78	2 107 000	
	3817	10-11-71	1-11-81	2 470 000	
	3885	3-11-76	15-11-86	2 200 000	9 117 000
Loretteville: Centre hospitalier de Chauveau	3159	22-11-67	2- 1-78		813 000
Louiseville: Hôpital Comtois Inc.	48	13- 1-65 }	1- 2-80		297 000
	100	20- 1-65 }			
Lourdes-du-Blanc-Sablon: Corporation de l'Hôpital Notre-Dame	4246	31-12-69	15- 1-90		450 000
Magog: Hôpital de la Providence	2053	6- 6-73	1- 8-83		980 000
Matagami: Centre hospitalier Isle-Dieu Inc.	1486	14- 5-69	1- 6-79		965 000
Montmagny Hôtel-Dieu	1380	14- 8-63	15- 9-78	111 500	
	2554	30- 6-70	15- 7-78	2 350 000	
	148	13- 1-71	15- 1-83	1 200 000	3 661 500
Montréal					
Centre hospitalier thoracique de Montréal	246	5- 2-64	15- 3-79		476 000
Centre de réadaptation Lethbridge	2552	20- 9-67	1-10-77		940 000
Centre de santé St-Henri Inc.	923	5- 3-75	15- 3-85	1 200 000	
	440	11- 2-76	23- 2-82	2 500 000	
	174	19- 1-77	2- 2-87	2 500 000	6 200 000
Corporation Domrémy	162	24- 1-68	1- 2-88		709 000
Hôpital Jean-Talon	785	29- 3-68	15- 4-78	4 305 000	
	3229	31-10-72	15-11-82	2 400 000	
	2306	19- 6-74	3- 7-84	2 500 000	9 205 000
Hôpital Maisonneuve-Rosemont	3157	22-11-67	2- 1-78	3 974 000	
	2082	4- 6-74	15- 6-84	1 500 000	
	3708	16-10-74	1-11-84	1 900 000	7 374 000
Hôpital Marie-Clarac	4404	28-11-73	1-12-83		1 865 000
Hôpital Marie-Enfant	3007	1- 9-76	15- 9-81		2 825 000
Hôpital Notre-Dame	47	13- 1-65	1- 2-80	811 000	
	3090	24- 9-68	15-10-93	1 300 000	
	3119	22-10-69 }	31-10-79	7 075 200(1)	
	3964	10-12-69 }			
	149	13- 1-71	1- 2-81	10 200 000	
	407	9- 2-77	1- 3-87	5 700 000	25 086 200
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci Inc.	1456	27- 7-65	1- 8-80		1 429 000
Hôpital Rivière-des-Prairies	3019	8-10-69	15- 8-87		540 000
Hôpital du Sacré-Coeur	3487	17- 9-70	1- 9-90	1 380 000	
	34	6- 1-71	2- 1-83	2 350 000	
	185	23- 1-73	1- 2-83	2 041 000	5 771 000
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc	135	15- 1-69	1- 2-79		4 124 000

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Hôpital Ste-Justine	976	11- 5-65	2- 7-85	5 849 000	
	2336	30-11-66	2- 1-87	1 391 000	
	3691	14-11-68	1-12-78	6 218 000	
	2362	13- 8-69	1- 9-89	890 000	
	3191	5- 9-73	15- 9-83	970 000	
	4030	3- 9-75	15- 9-80	920 000	
	179	19- 1-77	17- 1-87	8 100 000	24 338 000
Hôpital St-Luc	2827	12-10-67	1-11-77	2 255 500	
	971	29- 3-72	15- 4-92	3 980 000	
	3496	12-10-76	15-10-81	1 550 000	7 785 500
Hôpital Santa-Cabrini	3353	2- 9-70	31-12-87		3 140 500
Hôtel-Dieu	4329	22-12-71	15- 1-82	3 800 000	
	924	5- 3-75	15- 3-85	1 700 000	5 500 000
Institut Armand-Frappier	223	1- 2-68	1- 2-78		2 365 000
Institut de cardiologie	4150	13-11-74	15-11-84	1 200 000	
	2544	18- 6-75	7- 7-81	1 700 000	2 900 000
Institut de diagnostic et de recherches cliniques	716	17- 3-67	1- 4-77		1 120 000
Institut Philippe-Pinel	1662	5- 6-68	2- 7-78	8 030 000	
	3388	5-11-69	1-12-79	6 633 000 (2)	14 663 000
Institut des sourds	2803	27- 8-68	1- 8-78		723 000
Mont St-Antoine Inc.	775	2- 3-70	1- 3-79		80 000
Montréal Children's Hospital	1363	8- 5-68	1- 6-78	2 007 000	
	552	5- 2-75	15- 2-85	920 000	2 927 000
Montréal General Hospital	1487	14- 5-69	2- 6-79		1 349 000
	1934	26- 6-69			
Reddy Memorial Hospital	1685	22- 6-67	1- 7-92		3 957 000
St-Mary's Hospital	1376	13- 5-68	1- 6-78	3 348 000	
	1478	21- 4-76	1- 5-86	2 600 000	5 948 000
Villa Notre-Dame-de-Grâce	3715	7-10-70	1-12-90		408 926
Noranda: Centre hospitalier Rouyn-Noranda	2220	18-11-64	15-12-79	266 000	
	1412	19- 5-67	1- 6-77	2 426 000	
	2695	15- 7-70	1- 8-77	3 700 000	
	2461	14- 7-71	15- 7-79	2 850 000	
	4121	8-12-71	15-12-91	2 375 000	
	4024	8-11-73	1-12-83	1 940 000	13 557 000
Notre-Dame-du-Lac: Hôpital Notre-Dame-du-Lac	3397	15-11-72	1-12-82		960 000
Pointe-Claire: Lakeshore General Hospital	2201	18-11-64	15-12-79		2 818 000
Québec:					
Foyer St-Antoine (Duberger)	546	23- 3-65	1- 3-80		1 558 000
Hôpital Christ-Roi (Vanier)	2094	27-11-63	1-12-78		188 000
Hôpital de l'Enfant-Jésus	1188	27- 7-66	1- 8-81	4 610 000	
	1547	9- 6-67	1- 6-87	3 100 000	
	440	16- 2-72	1- 3-82	1 140 000	
	488	6- 2-74	15- 2-84	1 850 000	10 700 000

ENGAGEMENTS
(suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
(suite)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Hôpital St-François-d'Assise	2671	27- 9-67	1-10-87	1 332 000	
	737	19- 3-69	1- 4-79	3 861 000	
	4738	22-12-70	2- 1-83	3 700 000	
	3964	20-12-72	3- 1-83	3 790 000	
	1541	28- 4-76	1- 5-86	4 500 000	17 183 000
Hôpital du St-Sacrement	4020	6-11-74	15-11-84	1 040 000	
	926	5- 3-75			
	1011	12- 3-75	15- 3-85	3 500 000	4 540 000
Hôtel-Dieu	4326	22-12-76	4- 1-87		7 600 000
Repentigny: Hôpital Le Gardeur Inc.	3585	23- 9-70	1-10-80		260 000
Rimouski: Hôpital St-Joseph	710	9- 3-77	15- 3-87		3 200 000
Roberval: Hôtel-Dieu	1814	19-10-66	1-11-86	929 000	
	178	19- 1-77	1- 2-87	2 900 000	3 829 000
Ste-Agathe-des-Monts: Laurentian Chest Hospital	247	5- 2-64	15- 3-79		253 000
Ste-Anne-des-Monts: Hôpital des Monts	1963	1- 6-71	15- 6-89	2 000 000	
	3129	29- 8-73	15- 9-93	1 696 000	
	1490	11- 4-75	15- 4-80	1 760 000	5 456 000
Centre d'accueil Pavillon de la Montagne	3541	31- 7-75			
	3373	29- 9-76	1- 9-84		400 000
St-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache	4756	29-10-75	5-11-85		1 950 000
Ste-Foy:					
Centre Cardinal Villeneuve Inc.	3637	26-11-69	1-12-89	500 000	
	173	19- 1-77	1- 2-87	1 300 000	1 800 000
Centre hospitalier de l'Université Laval	3036	22- 8-73	1- 9-93	4 000 000	
	3941	31-10-73	15-11-93	1 700 000	
	4959	12-11-75	1-12-85	7 250 000	
	4111	24-11-76	1-12-86	2 000 000	14 950 000
Hôpital Laval (1975)	1060	26- 5-65			
	1249	22- 6-65	2- 7-80		1 087 000
St-Georges Ouest: Hôtel-Dieu Notre-Dame-de-Beauce	810	23- 4-65	1- 5-80	271 500	
	2311	9- 8-72	15- 8-82	2 667 000	2 938 500
St-Hyacinthe: Hôpital Honoré-Mercier	2404	17- 6-70	2- 7-80	4 700 000	
	1768	18- 5-71	1- 6-78	3 325 000	
	692	8- 3-72	15- 3-82	1 425 000	
	736	19- 2-75	1- 3-85	4 700 000	14 150 000
Hôtel-Dieu	2283	24-11-66	1-12-77		400 000
	3600	3-10-73			
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	957	16- 3-71	1- 4-81	4 750 000	
	451	14- 2-73	1- 3-83	1 400 000	
	1635	5- 5-76	15- 5-86	4 875 000	11 025 000

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
St-Jérôme (Terrebonne): Hôtel-Dieu	1381 23 2825 3965	14- 8-63 } 5- 1-65 } 11- 8-71 20-12-72	15- 1-80 15- 8-81 3- 1-83	225 000 2 375 000 <u>2 784 000</u>	 5 384 000
St-Michel: Hôpital St-Michel	1029 } 1030 }	18- 5-65	15- 6-80		2 258 000
Shawinigan:					
Centre hospitalier Ste-Thérèse-de-Shawinigan	737	19- 2-75	1- 3-85		1 680 000
Hôpital régional de la Mauricie	977 377 859	28- 3-69 9- 2-72 10- 3-76	15- 4-79 15- 2-82 1- 4-82	1 932 000 2 375 000 <u>3 500 000</u>	 7 807 000
Sherbrooke:					
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	2237 106	24- 7-68 9- 1-74	15- 8-78 15- 1-84	9 563 000 <u>1 950 000</u>	 11 513 000
Corporation de l'Hôpital d'Youville	3162 3990	22-10-69 10-11-76	1- 6-80 17-11-86	168 500 <u>1 565 000</u>	 1 733 500
Hôpital général St-Vincent-de-Paul	367	14- 2-69	1- 3-79		1 535 000
Hôtel-Dieu	1701 1815 2820 3991	28- 9-66 } 19-10-66 } 27- 9-72 10-11-76	1-11-86 1-10-92 15-11-86	927 000 1 758 000 <u>1 910 000</u>	 4 595 000
Sorel:					
Hôpital général	1636	20- 9-66	15-10-86		793 000
Hôtel-Dieu	2268 1542	29- 6-71 28- 4-76	1- 7-81 1- 5-86	2 375 000 <u>4 500 000</u>	 6 875 000
Thetford Mines: Hôpital général de la région de l'Amiante Inc.	3428 2531 4208 4196	12-11-69 30- 6-70 15-12-71 8-12-76	{ 1-11-81 1-11-89 2- 7-90 15-12-91 15-12-86	923 140 (b) 700 000 2 700 000 3 400 000 <u>1 125 000</u>	 8 848 140
b) si racheté avant échéance: \$ 914 000					
Trois-Rivières: Centre hospitalier Ste-Marie	1548	6- 6-72	1- 6-82		1 081 000

ENGAGEMENTS
(suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
(suite)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Val-d'Or:					
Centre d'Orientation l'Etape Inc.	5304	3-12-75	15-12-81		834 000
Hôpital St-Sauveur	3860	3-12-69	15-12-89	1 269 000	
	2052	6- 6-73	15- 6-83	2 425 000	
	3293	11- 9-74	15- 9-94	<u>3 150 000</u>	6 844 000
Verdun:					
Centre hospitalier de Verdun	3525	2-10-76	15-10-84		2 000 000
Hôpital Champlain	3026	12- 8-70	15- 8-90	805 000	
	2437	3- 7-74	15- 7-84	<u>1 500 000</u>	2 305 000
Victoriaville: Centre hospitalier de l'Ermitage des Bois-Francis	405	9- 2-77	15- 2-87		<u>2 225 000</u>
Total (voir l'échéancier sommaire présenté à la page 6 -81)					<u>\$ 446 756 307 *</u>

(1) DM 16 000 000 (Deutsche Marks).

(2) DM 15 000 000 (Deutsche Marks).

* Excluant la compensation financière accordée aux communautés religieuses pour leur désintéressement de l'oeuvre concernée; cette compensation est payable sur une période d'années déterminée et porte intérêts à raison de 5 % par année (voir page 6-67)

Nom de l'institution	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Amos: Hôtel-Dieu	74350	19- 9-73	1- 8-83	\$ 70 000
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham	74351	19- 9-73	1- 8-83	280 000
Drummondville: Hôpital Ste-Croix	74348	19- 9-73	1- 8-83	70 000
Grand-Mère: Centre hospitalier Laflèche	3510	25- 9-73	1- 2-83	540 000
La Tuque: Hôpital St-Joseph	74349	19- 9-73	1- 8-83	210 000
Maria: Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs	855	10- 3-76	10- 3-79	200 000
Montréal:				
Hôpital Louis-H. Lafontaine	96	8- 1-75	1- 1-85	1 580 946
Centre hospitalier St-Benoît	81047	5- 6-74	1-12-78	200 000
Nicolet: Hôpital Christ-Roi	74744	1-10-73	1- 8-83	406 000
Noranda: Centre hospitalier Rouyn-Noranda	74352	19- 9-73	1- 8-78	80 000
Pointe-aux-Trembles: Centre d'accueil Le Mainbourg	3539	31- 7-75	1- 4-78	400 000
Rimouski: Hôpital St-Joseph	1551	16- 4-75	1- 4-80	1 120 000
St-Jean: Hôpital du Haut-Riche-lieu	83461	28- 8-74	1- 1-83	300 000
Trois-Rivières: Centre hospitalier Ste-Marie	103335	1- 8-76	1- 8-81	300 000
Valleyfield: Centre hospitalier de Valleyfield	1883	24- 5-73	1-11-83	210 000
Ville-Marie (Témiscamingue) Centre hospitalier Ste-Famille	81048	5- 6-74	1-10-83	140 000
				<u>\$ 6 106 946</u>

ENGAGEMENTS
(suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
(suite)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Commissions scolaires régionales					
Amiante	1419	7- 5-69	1-11-88	\$ 865 000	
	55955	14- 4-71	1- 7-82	240 000	
	1960	4- 7-72	15- 2-92	<u>1 900 000</u>	\$ 3 005 000
Baie-des-Chaleurs	2806	17- 9-69	1- 3-89	638 000	
	883	4- 3-70	1- 9-89	406 000	
	3598	23- 9-70	1- 7-90	88 000	
	1516	31- 5-72	1-10-91	465 000	
	844	13- 3-73	15- 7-92	1 663 000	
	88898	12- 3-75	15-10-86	465 000	
	2645	2- 7-75	1- 3-95	<u>1 543 000</u>	5 268 000
Bas St-Laurent	2248	30- 7-69	1- 4-89	450 000	
	882	4- 3-70	1-10-89	759 000	
	845	13- 3-73	15- 8-92	901 000	
	1435	11- 4-75	1-12-94	<u>1 561 000</u>	3 671 000
Blainville-Deux-Montagnes	886	4- 3-70	1-11-89	306 000	
	3697	7-10-70	1- 3-90	712 400	
	66	6- 1-71	1-10-90	313 500	
	3171	15- 9-71	1- 6-91	778 000	
	3288	31-10-72	1- 5-92	1 431 500	
	3085	22- 8-73	1- 4-93	3 717 000	
	3316	19- 9-74	1- 2-94	<u>2 434 000</u>	9 692 400
Bois-Francs	1667	28- 5-69	1- 8-78	183 000	
	1667	28- 5-69			
	48445	26-11-69	1-12-88	1 025 000	
	3169	15- 9-71	1- 6-91	667 000	
	64564	29- 6-72	15-11-91	230 500	
	2673	18- 7-73	1- 1-93	4 446 000	
	76068	21-11-73	1- 9-93	<u>346 000</u>	6 897 500
Carignan	1660	28- 5-69	1-10-88	987 000	
	3521	17- 9-70	1-12-89	119 000	
	1962	4- 7-72	1-12-91	2 267 000	
	73083	25- 7-73	1- 4-93	<u>288 000</u>	3 661 000
Chambly	32033	6- 8-70	1- 3-90	181 500	
	55200	3- 3-71	1- 7-84	306 500	
	820	3- 3-71	1-12-88	4 933 000	
	2748	4- 8-71	1- 4-91	2 266 000	
	3287	31-10-72	15- 6-92	1 763 000	
	1835	16- 5-73	15-11-92	2 078 000	
	3649	3-10-73	15- 6-93	1 510 000	
	3643	16-10-74	1- 5-94	4 604 000	
	1436	11- 4-75	15-12-94	<u>5 586 000</u>	23 228 000
Charlevoix	821	3- 3-71	1-11-90	1 134 000	
	1869	22- 5-74	1- 3-94	2 564 000	
	87518	22- 1-75	1- 9-84	<u>407 000</u>	4 105 000
Châteauguay-Valley	1661	28- 5-69	1-10-88	815 000	
	3170	15- 9-71	1- 6-91	<u>735 000</u>	1 550 000
Chaudière	2809	17- 9-69	1- 1-89	664 000	
	4240	15-12-71	1- 7-91	480 000	
	62652	22- 3-72	1- 7-80	40 000	
	1210	3- 5-72	1-10-91	2 767 000	
	64572	29- 6-72	15- 3-92	<u>317 000</u>	

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Chaudière (suite)	3650	3-10-73	15- 6-93	1 607 000	
	1131	27- 3-74	1-10-93	1 865 000	
	3035	21- 8-74	1- 4-94	<u>2 708 000</u>	10 448 000
Chauveau	2694	10- 9-69	1- 6-89	263 000	
	3333	29-10-69	1- 6-89	435 000	
	48442	26-11-69	1-11-88	75 000	
	52032	6- 8-70	1 3-90	208 000	
	3519	17- 9-70	1-11-89	407 000	
	3520	17- 9-70	1-11-89	444 000	
	1209	3- 5-72	15- 9-91	1 243 000	
	1836	16- 5-73	15-12-92	1 068 000	
	4709	19-12-73	15- 9-93	2 461 000	
	3317	19- 9-74	1- 6-94	<u>1 689 000</u>	8 293 000
District of Bedford	1541	1- 4-70	1-10-89	233 000	
	3315	19- 9-74	15- 6-94	567 000	
	84753	9-10-74	15- 6-94	121 000	
	2646	2- 7-75	15- 3-95	<u>931 000</u>	1 852 000
Du Rivage	2327	10- 6-70	1- 2-90	257 000	
	56215	5- 5-71	1- 1-79	100 000	
	2376	9- 8-72	15- 3-92	2 018 000	
	3651	3-10-73	15- 5-93	<u>5 212 000</u>	7 587 000
Eastern Townships	3329	29-10-69	1-11-88	1 251 000	
	1418	7- 5-69			
	1943	23- 4-70	1-12-89	416 000	
	2837	11- 8-71	15- 3-91	473 000	
	74189	12- 9-73	15- 7-83	365 000	
	93580	20- 8-75	1- 5-85	<u>444 000</u>	2 949 000
Etrie	1415	25- 3-70	1- 4-90	85 000	
	50628	31- 3-70	1-11-89	190 500	
	102	12- 1-72	1- 9-91	991 000	
	64574	29- 6-72	1-12-81	25 500	
	1961	4- 7-72	1-12-91	2 088 000	
	2383	9- 8-72	15- 4-92	2 231 500	
	3645	16-10-74	15- 3-80	3 956 000	
	3646	16-10-74	15- 5-94	4 637 000	
	3872	30-10-74	23- 5-80	5 295 000	
	1241	26- 3-75	15-12-84	<u>769 000</u>	20 268 500
Golfe	51753	15- 7-70	1- 4-80	278 000	
	3968	28-10-70	1- 8-90	516 000	
	2377	9- 8-72	15- 3-92	690 000	
	2674	18- 7-73	1- 1-93	4 084 000	
	1557	1- 5-74	1-11-93	4 336 000	
	4409	4-12-74	1- 8-94	4 891 000	
	2649	2- 7-75	1- 4-95	<u>1 143 000</u>	15 938 000
Grand-Portage	1655	28- 5-69	1-11-88		
	1662			1 730 000	
	1664				
	876	4- 3-70	1- 8-89	358 000	
	3698	7-10-70	1- 9-94	1 042 870	
	55201	3- 3-71	1- 7-85	352 000	
	58603	1- 9-71	15- 3-91	206 500	
	2378	9- 8-72	15- 3-92	2 179 000	
	3652	3-10-73	1- 7-93	1 501 000	
	91869	25- 6-75	15- 9-86	<u>464 500</u>	7 833 870

ENGAGEMENTS
(suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
(suite)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement		Solde du principal
	No	Date			
Harricana	878	4- 3-70	1- 9-89	234 000	
	1620	5- 5-71	1-12-90	430 000	
	957	28- 3-72	1- 9-91	817 000	
	2379	9- 8-72	15- 2-92	2 137 000	
	76067	21-11-73	1- 8-83	415 000	
	3318	19- 9-74	15- 5-94	1 631 000	
	229	22- 1-75	1- 8-94	5 780 000	
	1952	14- 5-75	15-11-94	1 545 000	12 989 000
Henri-Bourassa	3103	15-10-69	1- 5-89	655 000	
	2380	9- 8-72	15- 1-92	806 000	
	3429	19- 9-73	15- 6-93	2 787 000	
	84752	9-10-74	1- 7-94	383 000	4 631 000
Honoré-Mercier	1415	7- 5-69	1-12-88	481 000	
	1641	8- 4-70	1-11-89	351 500	
	67	6- 1-71	15-10-90	220 000	
	103	12- 1-72	1- 9-91	768 000	
	64571	29- 6-72	2- 7-86	325 000	
	69356	21- 2-73	1- 9-92	421 000	
	3086	22- 8-73	1- 2-93	3 229 000	
	1434	11- 4-75	1-11-86	1 148 000	6 943 500
Jean-Talon	2807	17- 9-69	1- 3-89	775 500	
	3600	23- 9-70	1- 7-90	153 000	
	1517	31- 5-72	1-11-91	1 860 000	
	2675	18- 7-73	1- 2-93	1 724 000	
	1558	1- 5-74	15-12-93	655 000	
	506	5- 2-75	1- 9-85	666 500	5 834 000
Lac-St-Jean	3270	2- 9-70	1- 5-90	402 000	
	1788	21- 6-72	1-12-91	1 932 000	
	1448	17- 4-73	15-12-92	613 000	
	72545	4- 7-73	1- 7-82	204 000	
	1242	26- 3-75	15- 1-85	862 000	4 013 000
Lanaudière	1653 } 1663 }	28- 5-69	1- 8-88	1 707 000	
	3332	29-10-69	1- 6-89	298 000	
	4374	25-11-70	1- 7-90	102 000	
	1211	3- 5-72	1-10-91	1 141 000	
	2382	9- 8-72	1- 3-92	1 683 000	
	2914	14- 8-74	1- 4-84	983 000	
	87519	22- 1-75	1- 9-84	399 500	6 313 500
Lapointe	2328	10- 6-70	1- 2-90	277 000	
	60569	8-12-71	1- 7-81	289 000	
	1212	3- 5-72	15-10-91	1 657 000	
	1144	28- 3-73	1- 7-92	3 171 000	
	1258	3- 4-74	1-10-93	2 489 000	
	4410	4-12-74	1- 6-94	1 295 000	
	3941	27- 8-75	1- 5-95	660 000	9 838 000
La Vérendrye	887	4- 3-70	1- 3-89	584 000	
	1622	5- 5-71	1- 1-91	1 246 000	
	70749	11- 4-73	1- 1-83	119 500	
	1469	24- 4-74	1-12-93	1 450 000	
	400	29- 1-75	1- 8-94	957 000	4 356 500
Lignery	1652	28- 5-69 }	1- 8-88	1 365 000	
	268	21- 1-70 }			
	1944	23- 4-70	1- 1-90	207 000	
	50227	11- 3-70	1- 3-89	307 000	

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Lignery (suite)	53925 1557 1259	25-11-70 27- 4-73 3- 4-74	1- 8-90 15-10-92 15-10-93	126 000 3 850 000 506 000	6 361 000
Louis-Fréchette	3806 3273 1518 64573 2915 885	26-11-69 2- 9-70 31- 5-72 29- 6-72 14- 8-74 5- 3-75	1- 8-89 1- 6-80 1-11-91 1- 9-81 15- 4-94 15-11-94	437 000 406 000 1 991 000 175 000 3 205 000 3 226 000	9 440 000
Louis-Hémon	50224 2326 2674 959 1837 4213 2916 393	11- 3-70 10- 6-70 28- 7-71 28- 3-72 16- 5-73 21-11-73 14- 8-74 29- 1-75	1- 5-89 1- 2-90 15- 4-91 1- 7-91 15-11-92 1- 9-93 15- 4-94 1- 9-94	149 000 458 000 1 273 000 689 000 1 546 500 1 566 000 2 110 000 1 947 000	9 738 500
Mauricie	1417 1656 880 104 1789 1614 3430 2917 2652	7- 5-69 28- 5-69 4- 3-70 12- 1-72 21- 6-72 2- 5-73 19- 9-73 14- 8-74 2- 7-75	1-12-88 1- 9-89 1- 7-91 15-11-91 1- 6-92 15- 6-93 15- 4-94 1- 4-95	1 668 000 208 000 728 000 1 683 000 454 000 3 643 000 1 117 000 2 455 000	11 956 000
Meilleur	2805 1790 1427	17- 9-69 21- 6-72 11- 4-75	1- 3-89 15-12-91 2- 1-95	542 000 1 899 000 1 037 000	3 478 000
Monts	2950 2325 1619 62650 4312 2350	1-10-69 10- 6-70 5- 5-71 22- 3-72 28-11-73 26- 6-74	1- 3-89 1- 2-90 1-12-90 2- 7-81 15- 7-93 1- 3-86	458 000 376 000 1 143 000 125 000 477 000 1 257 000	3 836 000
North Island	47608 889 50228 2386 505	3-10-69 4- 3-70 11- 3-70 9- 8-72 5- 2-75	1- 6-89 1- 9-88 1- 4-92 15- 7-87	259 000 285 000 1 631 000 939 500	3 114 500
Orléans	48443 1623 60168 2387 1731 74190	26-11-69 5- 5-71 17-11-71 9- 8-72 10- 5-73 12- 9-73	1- 1-84 15-12-90 1- 7-86 1- 4-92 15-10-92 1- 7-93	232 000 1 186 000 253 000 3 859 000 689 000 94 500	6 313 500
Outaouais	884 51080 4375 958 1732 2851 2351 504	4- 3-70 5- 5-70 25-11-70 28- 3-72 10- 5-73 1- 8-73 26- 6-74 5- 2-75	1- 5-89 1-12-79 1- 9-90 15- 8-91 15-10-92 15- 4-93 1- 3-94 15- 9-94	3 654 000 78 000 147 000 2 210 000 1 483 000 3 717 000 6 406 000 4 989 000	22 684 000

ENGAGEMENTS
(suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
(suite)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Papineau	2693	10- 9-69	1- 5-89	616 000	
	3319	19- 9-74	1- 5-94	2 771 000	
	4412	4-12-74	15- 7-87	1 058 000	
	1243	26- 3-75	2- 1-95	2 820 000	7 265 000
Pascal-Taché	1642	8- 4-70	1-12-89	334 000	
	2388	9- 8-72	15-11-91	1 804 000	
	1145	28- 3-73	1- 8-92	525 500	
	72546	4- 7-73	2- 7-85	270 000	
	3433	19- 9-73	1- 6-93	1 552 000	
	1432	11- 4-75	1- 2-95	517 000	5 002 500
Péninsule	270	21- 1-70	1-11-88	539 500	
	52711	17- 9-70	1- 7-80	133 000	
	1624	5- 5-71	1- 1-91	1 181 500	
	106	12- 1-72	15- 8-91	1 478 000	
	3979	31-10-73	1- 4-93	575 000	
	4314	28-11-73	15- 8-93	2 495 000	
	4413	4-12-74	15- 6-94	1 810 000	8 212 000
Provencher	1659	28- 5-69	1- 9-88	1 055 000	6 440 000
	269	21- 1-70			
	52712	17- 9-70	1- 8-90	120 000	
	1611	6- 6-72	1-11-91	1 156 000	
	1470	24- 4-74	15-12-93	2 798 000	
	3881	30-10-74	1- 5-94	1 311 000	
Saguenay	1428	25- 3-70	1- 3-89	844 000	
	1643	8- 4-70	15-12-89	416 000	
	2469	14- 7-71	15- 3-91	906 000	
	1791	21- 6-72	1-11-91	967 000	
	2852	1- 8-73	1- 3-93	1 077 500	
	3320	19- 9-74	15- 5-94	3 837 000	
	1433	11- 4-75	15-12-94	2 423 000	10 470 500
St-François	1421	7- 5-69	1-11-88	721 000	
	51742	15- 7-70	1- 2-90	14 500	
	2751	4- 8-71	1-12-89	854 000	
	2752	4- 8-71	15- 4-91	1 578 000	3 167 500
Salaberry	2811	17- 9-69	1- 2-89	358 000	
	4377	25-11-70	1- 9-90	241 000	
	2750	4- 8-71	15- 4-91	1 340 000	
	38	9- 1-74	15- 7-83	532 000	
	83875	11- 9-74	15- 4-86	456 500	2 927 500
South Shore	48441	26-11-69	1- 6-94	130 000	3 724 000
	888	4- 3-70			
	60568	8-12-71	15- 6-96	298 000	
	1206	3- 5-72	1-10-96	1 813 000	
	70748	11- 4-73	1-10-92	405 000	
	1430	11- 4-75	1-11-94	1 078 000	
Tardivel	1658	28- 5-69	1-10-88	865 000	
	50226	11- 3-70	1- 8-89	244 000	
	2391	9- 8-72	1- 1-92	1 151 000	
	2853	1- 8-73	15- 2-93	2 315 000	4 575 000
Tilly	3330	29-10-69	1- 6-89	887 000	6 355 000
	3331				
	1626	5- 5-71	15- 1-91	1 850 000	
	2392	9- 8-72	15- 2-92	3 618 000	

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Vaudreuil-Soulanges	877	4- 3-70	1- 6-89	437 000	
	2393	9- 8-72	15- 4-92	532 000	
	73538	15- 8-73	15- 2-83	345 000	
	82877	7- 8-74	15- 4-94	400 000	
	87517	22- 1-75	1- 9-84	343 000	2 057 000
Vieilles-Forges	2810	17- 9-69	1- 2-89	510 000	
	885	4- 3-70	1- 8-89	866 000	
	51611	30- 6-70	1- 2-90	155 000	
	3699	7-10-70	1- 8-90	944 000	
	3292	31-10-72	15- 6-92	2 388 000	
	2854	1- 8-73	15- 2-93	1 365 000	
	3659	16-10-74	1- 7-94	1 922 000	
	1431	11- 4-75	15-12-94	1 818 000	9 968 000
Western Québec	52034	6- 8-70	1- 4-90		327 000
Yamaska	2808	17- 9-69	1- 2-89	968 000	
	881	4- 3-70	1-10-89	384 000	
	3601	23- 9-70	1- 7-90	87 000	
	1519	31- 5-72	1-11-91	2 936 000	
	3321	19- 9-74	1- 5-94	1 170 000	5 545 000
Youville	2249	30- 7-69	1- 5-89	589 000	
	4245	15-12-71	15- 6-91	724 000	
	1792	21- 6-72	15-11-91	1 681 000	
	81675	26- 6-74	15- 3-94	300 000	3 294 000
					<u>347 417 270</u>

Commissions scolaires locales

Amos	91087	28- 5-75	15- 2-85	285 000
Argile Bleue	91088	28- 5-75	15- 2-85	297 000
Des Cascades l'Achigan	1437	11- 4-75	1- 2-85	581 000
Des Cèdres	88900	12- 3-75	1-12-84	149 500
Charlesbourg	92436	16- 7-75	15- 4-95	355 000
Chaudière-Etchemin	91874	25- 6-75	15- 3-85	288 000
Chicoutimi	91875	25- 6-75	1- 3-85	409 000
Chutes Montmorency	88902	12- 3-75	1-10-84	121 000
Côte de Beaupré	91086	28- 5-75	15- 2-85	175 500
Les Deux-Rives	91877	25- 6-75	1- 4-90	340 000
Granby	92435	16- 7-75	15- 4-85	498 000
Grande-Hermine	88899	12- 3-75	1-12-84	100 000
Grand'Mère	88713	5- 3-75	15-10-84	87 000
	1247	26- 3-75	2- 1-85	591 000
Haute-Gatineau	88712	5- 3-75	1-11-84	133 000
Industrie	91878	25- 6-75	15- 4-90	435 000
Jacques-Cartier	1248	26- 3-75	15-11-94	1 949 000
Lac St-Pierre	93950	3- 9-75	1- 5-85	206 000
Lac Témiscamingue	88714	5- 3-75	1-10-84	319 000
La Jeune Lorette	2650	2- 7-75	15- 3-95	1 629 000
Langevin	88903	12- 3-75	15-11-94	161 000
	3081	23- 7-75	15- 4-95	721 000
La Tourelle	93581	20- 8-75	1- 5-85	255 000
Laure-Conan	91876	25- 6-75	1- 3-89	187 500
Malartic	91872	26- 6-75	1- 3-85	100 000
Manicouagan	93767	27- 8-75	1- 5-85	185 000
Normandie	88716	5- 3-75	1-11-84	109 000
Normandin	91868	25- 6-75	2- 1-85	103 000
Pontiac	88901	12- 3-75	1-12-84	149 000
Rocher Percé	88715	5- 3-75	15-10-84	44 000

ENGAGEMENTS
(suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
(suite)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
St-Eustache	89227	19- 3-75	2- 1-85		124 000
Seigneurie	93579	20- 8-75	15- 4-85		224 000
Sept-Iles	92437	16- 7-75	15- 4-85		458 000
Taillon	91873	25- 6-75	15-10-84		299 000
Tracadieche	91867	25- 6-75	15- 2-85		100 000
Varennes	1249	26- 3-75	15-12-94		1 058 000
Warwick	91871	25- 6-75	1- 2-85		80 000
					<u>13 305 500</u>
Commissions scolaires intégrées					
Abitibi	3522	17- 9-70	1-11-89	322 000	
	4212	21-11-73	15- 7-83	563 000	
	1870	22- 5-74	1- 2-94	936 000	
	2213	28- 5-75	1- 2-95	<u>725 500</u>	2 546 500
Chomedey-de-Laval	3108	15-10-69	1- 3-88	3 521 000	
	895	4- 3-70	1- 8-89	247 000	
	3121	19- 8-70	1- 4-90	452 000	
	2040	9- 6-71	1- 1-91	860 000	
	1244	26- 3-75	15-10-94	2 313 000	
	3942	27- 8-75	15- 4-85	<u>1 361 000</u>	8 754 000
Davignon	1651	28- 5-69	1-10-88		1 290 000
Des Îles (Îles-de-la-Madeleine)	47055	11- 9-69	1- 4-88	129 000	
	50225	11- 3-70	1- 5-89	<u>227 000</u>	356 000
Les Écores	2695	10- 9-69	1- 4-89	565 000	
	4348	22-12-71	15- 6-91	654 000	
	1787	21- 6-72	1-11-91	524 000	
	1447	17- 4-73	15-11-92	3 331 000	
	89232	19- 3-75	15-12-84	262 000	
	1246	26- 3-75	1-10-85	<u>828 000</u>	6 164 000
Jérôme-Le-Royer	3805	26-11-69	1- 8-89	1 037 000	
	50626	31- 3-70	1-11-89	255 000	
	1213	3- 5-72	1- 9-91	1 194 000	
	2384	9- 8-72	2- 7-88	627 000	
	2385	9- 8-72	15- 3-92	3 282 000	
	72547	4- 7-73	1-12-82	<u>348 900</u>	6 743 900
Lakeshore	879	4- 3-70		1 560 000	
	1941	23- 4-70	1- 9-89		
	1205	3- 5-72	15- 9-91	<u>937 000</u>	2 497 000
Laurentian	1654	28- 5-69	1- 9-88	728 000	
	53290	14-10-70	1- 7-80	179 000	
	62651	22- 3-72	15-12-91	<u>161 500</u>	1 068 500
Laurentides	1416	7- 5-69	1-10-88	1 365 000	
	1422				
	2237	26- 7-72	15-12-91	1 320 000	
	2651	2- 7-75	15- 3-85	<u>1 107 000</u>	3 792 000
Le Gardeur	873	4- 3-70	1- 3-89	421 000	
	874				
	56216	5- 5-71	1- 1-91	<u>377 000</u>	798 000
Mille-Îles	51741	15- 7-70	1- 3-80	66 500	
	52714	17- 9-70	1-11-89	106 500	
	53926	25-11-70	15- 9-90	13 000	

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
	105	12- 1-72	1- 7-91	1 146 000	
	66498	20- 9-72	1- 5-82	158 500	
	1245	26- 3-75	1-11-94	1 314 000	2 804 500
Rouyn-Noranda	2692	10- 9-69	1- 3-89	374 500	
	4373	25-11-70	1- 9-90	929 000	
	52707	17- 9-70	1- 9-84	218 222	
	52713	17- 9-70	1-11-79	26 000	
	1446	17- 4-73	1-11-92	884 000	
	84480	2-10-74	1- 6-86	475 500	
	89233	19- 3-75	2- 1-85	277 000	3 184 222
St-Jérôme	1420	7- 5-69	1- 5-88	2 352 000	
	1423				
	48444	26-11-69	1- 7-89	143 000	
	3311	12- 9-73	1- 6-93	2 230 000	4 725 000
Vallée de la Matapédia	2949	1-10-69	1- 4-89	341 000	
	50527	31- 3-70	1-12-89	98 000	
	1953	14- 5-75	15- 2-89	1 417 000	1 856 000
Verdun	1227	26- 3-75	1- 9-91		1 343 000
					47 922 622
					\$ 408 645 392
Collèges d'enseignement général et professionnel					
Ahuntsic, Montréal	4416	2-12-70	15-12-82	\$ 1 600 000	
	4152	8-12-71	15-12-91	3 000 000	
	2371	27- 6-73	1- 7-83	1 500 000	
	484	5- 2-75	15- 2-85	2 500 000	
	5244	3-12-75	15-12-85	4 000 000	
	2599	28- 7-76	10- 8-86	4 000 000	
	3957	10-11-76	15-11-86	4 000 000	20 600 000
André Laurendeau, Lasalle	156	13- 1-71	1- 2-81	1 500 000	
	2002	30- 5-75	1- 2-83	1 000 000	
	169	16- 1-74	1- 6-83	1 500 000	
	3638	16-10-74	1- 2-84	1 500 000	
	585	12- 2-75	1-11-84	3 000 000	
	4960	12-11-75	15- 2-81	3 000 000	
	2600	28- 7-76	17-11-85	4 000 000	
			2- 8-86	8 000 000	23 500 000
Bois-de-Boulogne, Montréal	2505	24- 6-70	15- 7-77	50 000	
	3765	14-10-70	15- 7-78	1 200 000	
	500	25- 2-76	15-10-82	1 600 000	
			1- 3-86	2 500 000	5 350 000
Bourgchemin (Régional), St-Hyacinthe	3096	8- 9-71	15- 9-91	1 000 000	
	1907	28- 6-72	1- 7-82	1 500 000	
	847	13- 3-73	15- 3-84	3 000 000	
	3859	30-10-74	15-11-84	3 000 000	
	227	22- 1-75	1- 2-85	3 000 000	
	878	5- 3-75	1- 3-85	2 500 000	
	5245	3-12-75	15-12-85	3 000 000	
	3450	6-10-76	15-10-81	1 500 000	18 500 000

ENGAGEMENTS
(suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
(suite)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Champlain (Régional), Sherbrooke	562	21- 2-73	15- 3-83	2 000 000	16 000 000
	2848	1- 8-73	15- 8-93	3 000 000	
	879	5- 3-75	1- 3-85	3 000 000	
	2653	4- 8-76	23- 8-86	6 000 000	
	566	23- 2-77	1- 3-87	2 000 000	
Côte-Nord (Régional) Baie-Comeau	2768	25- 7-73	1- 8-93	1 500 000	3 500 000
	152	15- 1-75	15- 1-85	2 000 000	
Dawson, Montréal	2120	16- 7-79	2- 7-89	1 500 000	8 255 000
	241	21- 1-70	2- 7-89	555 000	
	3405	10- 9-70	1-10-95	1 700 000	
	3565	20-10-71	1-11-81	2 000 000	
	485	5- 2-75	15- 2-81	2 500 000	
Edouard-Montpetit, Longueuil	791	19- 3-69	{ 1- 4-79	2 895 000	20 720 000
			{ 1- 4-94	1 325 000	
	3827	10-11-71	1-12-91	2 000 000	
	1963	4- 7-72	15- 7-82	3 000 000	
	141	17- 1-73	1- 2-83	3 000 000	
	848	13- 3-73	15- 3-85	4 500 000	
	841	6- 3-74	15- 3-84	2 000 000	
	2654	4- 8-76	16- 8-86	2 000 000	
François-Xavier Garneau, Québec	3766	14-10-70	15-10-95	1 500 000	2 500 000
	15	3- 1-74	15- 1-84	1 000 000	
Gaspésie, Gaspé	4016	10-12-69	{ 2- 7-77	900 000	5 023 000
			{ 1-12-89	623 000	
	142	17- 1-73	15- 1-83	1 500 000	
	880	5- 3-75	15- 3-85	2 000 000	
John-Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue	2233	26- 7-72	{ 1- 8-82	400 000	7 900 000
			{ 1- 8-92	2 000 000	
	3844	22-10-73	15-10-83	1 500 000	
	982	13- 3-74	1- 4-84	2 000 000	
	3958	10-11-76	15-11-86	2 000 000	
Joliette	1407	17- 4-74	1- 5-2009	3 712 500	5 212 500
	3959	10-11-76	16-11-86	1 500 000	
La Pocatière	1163	19- 3-75	1- 3-85		2 000 000
Lévis-Lauzon, Lauzon	2378	7- 7-71	1- 8-81	1 000 000	13 500 000
	1905	28- 6-72	1- 7-82	2 000 000	
	1450	17- 4-73	15- 4-83	2 000 000	
	608	20- 2-74	1- 3-84	3 000 000	
	3104	28- 8-74	1- 9-84	2 000 000	
	482	5- 2-75	15- 2-85	2 000 000	
	3960	10-11-76	16-11-86	1 500 000	
Limoilou, Québec	2157	10- 7-68	{ 1- 8-78	2 437 000	19 677 000
			{ 1- 8-88	240 000	
	2298	29- 6-71	1- 7-81	2 000 000	
	968	21- 3-73	1- 4-83	1 500 000	
	170	16- 1-74	1- 2-84	1 500 000	
	2256	19- 6-74	3- 7-84	3 000 000	
	3549	9-10-74	15-10-84	3 000 000	
	480	5- 2-75	15- 2-85	3 000 000	
	386	11- 2-76	16- 2-86	3 000 000	

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de-Blainville	2116	16- 7-69	{ 2- 7-78 2- 7-89 2- 7-94	1 600 000 1 500 000 1 276 000	6 876 000
	3293	31-10-72	1-11-82	1 000 000	
	972	12- 3-75	15- 3-85	1 500 000	
Maisonneuve, Montréal	269	29- 1-69	{ 1- 2-79 1- 2-99	3 357 000 1 157 500	17 364 500
	3038	12- 8-70	1- 9-78	850 000	
	3751	3-11-71	15-11-81	2 000 000	
	1612	6- 6-72	15- 6-82	3 000 000	
	3370	8-11-72	15-11-84	3 000 000	
	4706	19-12-73	15- 1-84	1 500 000	
	481	5- 2-75	15- 2-85	2 500 000	
Matane	2829	11- 8-71	{ 1-11-78 1- 9-81	820 000 1 000 000	3 820 000
	2572	11- 7-73	15- 7-81	1 000 000	
	3846	3-11-76	1-11-81	1 000 000	
Montmorency, Laval	2830	11- 8-71	1- 9-81	2 000 000	18 500 000
	3421	19- 9-73	1-10-93	2 000 000	
	3860	30-10-74	15-11-84	3 000 000	
	153	15- 1-75	15- 1-95	3 000 000	
	671	19- 2-75	1- 3-85	4 500 000	
	575	23- 2-77	1- 3-87	4 000 000	
Nord-Ouest	2901	24- 9-69	1-10-89	1 300 000	8 800 000
	3360	1-10-71	15-10-81	2 000 000	
	2808	20- 9-72	1-10-92	2 000 000	
	849	13- 3-73	15- 3-84	3 500 000	
Outaouais	2926	11- 9-68	{ 15- 9-78 15- 9-93	1 007 000 544 000	14 901 000
	3406	10- 9-70	15- 9-78	850 000	
	2769	25- 7-73	1- 8-93	1 500 000	
	572	13- 2-74	1- 3-84	2 000 000	
	2126	12- 6-74	3- 7-84	3 000 000	
	4212	20-11-74	1-12-84	3 000 000	
	5229	3-12-75	3-12-85	3 000 000	
Rimouski	2825	27- 8-68	{ 1- 9-78 1- 9-91	2 256 000 3 244 000	11 770 000
	270	29- 1-69	1- 2-79	1 920 000	
	3037	12- 8-70	15- 8-78	850 000	
	1252	4- 4-73	15- 4-83	1 500 000	
	771	26- 2-75	1- 3-81	2 000 000	
Rivière-du-Loup	3413	5-11-69	1-11-89	436 000	5 436 000
	706	24- 2-71	15- 3-81	1 000 000	
	3713	6-12-72	15-12-82	1 000 000	
	483	5- 2-75	15- 2-85	3 000 000	
Rosemont, Montréal	3229	22-10-69	{ 1-11-89 1-11-99	1 023 000 1 623 400	14 646 400
	2578	21- 7-71	1- 8-81	2 000 000	
	3371	8-11-72	15-11-82	2 000 000	
	195	28- 1-76	2- 2-96	4 000 000	
	3131	15- 9-76	30- 9-96	4 000 000	

ENGAGEMENTS

(suite)

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

(suite)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Saguenay-Lac St-Jean (Régional)	2761	21- 8-68	{ 1- 9-78 1- 9-98	3 204 000 626 000	
	2504	24- 6-70	{ 15- 7-77 15-7-2000	1 200 000 2 400 000	
	3523	17- 9-70	1-10-80	2 000 000	
	3769	14-10-70	1-11-84	2 000 000	
	822	3- 3-71	15- 3-81	2 000 000	
	2038	9- 6-71	15- 6-83	2 000 000	
	3845	22-10-73	1-11-83	2 000 000	
	4213	20-11-74	1-12-84	2 000 000	
	973	12- 3-75	15- 3-85	2 500 000	21 930 000
Ste-Foy	562	10- 2-71	{ 1- 9-2013 15- 2-83	368 251 3 000 000	
	1558	27- 4-73	1- 5-83	3 500 000	6 868 251
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	1634	8- 4-70	1- 5-95	1 254 000	
	663	1- 3-72	15- 3-92	1 500 000	
	3349	29- 9-76	15-10-86	1 000 000	3 754 000
St-Jérôme	673	18- 2-70	15- 3-90		
	871	22- 3-72	15- 3-2000	1 564 000	
	850	13- 3-73	15- 3-83	3 000 000	
	573	13- 2-74	1- 3-84	2 000 000	
	3745	23-10-74	1-11-84	3 000 000	
	772	26- 2-75	1- 3-85	3 000 000	
	1058	30- 3-77	15- 3-90	200 000	12 764 000
St-Laurent	672	18- 2-70	1- 8-87	2 902 500	
	826	3- 3-71	15- 3-81	2 000 000	
	2200	13- 6-73	1- 7-83	2 000 000	
	1059	30- 3-77	1- 2-90	647 000	7 549 500
Shawinigan	2832	11- 8-71	1- 9-81	1 500 000	
	3714	6-12-72	15-12-82	2 500 000	
	2089	6- 6-73	15- 6-83	3 000 000	
	2908	14- 8-74	15- 8-84	3 000 000	
	4050	17-11-76	15-11-86	1 000 000	11 000 000
Sherbrooke	3602	23- 9-70	{ 1- 3-80 15-10-82 15-10-95	611 000 1 100 000 1 273 000	
	3889	17-11-71	1-12-91	1 500 000	
	3220	5- 9-73	15- 9-80	1 500 000	
	4225	21-11-73	1-12-83	1 000 000	
	2083	4- 6-74	15- 6-84	2 000 000	
	154	15- 1-75	15- 1-85	3 000 000	
	4755	29-10-75	3-11-85	4 000 000	
	196	28- 1-76	2- 2-96	3 000 000	
	3852	3-11-76	1-11-86	2 000 000	20 984 000
Thetford Mines	3124	19- 8-70	1- 9-90	950 000	
	3113	18-10-72	1-11-82	1 000 000	
	420	6- 2-74	15- 2-84	1 000 000	
	3451	6-10-76	15-10-81	3 000 000	5 950 000
Trois-Rivières	480	16- 2-72	1- 3-92	1 500 000	
	1559	27- 4-73	1- 5-83	2 000 000	
	4052	17-11-76	1-12-86	2 000 000	
	1060	30- 3-77	1- 3-90	225 000	5 725 000

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Valleyfield	3228	22-10-69	{ 15-10-89 15-10-94 1-9-2016	400 000 1 103 875 898 724	
	1839	16-5-73	15-6-83	2 000 000	
	387	11-2-76	16-2-86	1 500 000	
	341	2-2-77	2-2-87	2 000 000	7 902 599
Vanier, Montréal	1635	8-4-70	{ 1-4-90 1-4-2000	256 000 2 640 000	
	633	17-2-71	15-3-81	2 000 000	
	3294	31-10-72	1-11-92	2 000 000	
	3422	19-9-73	30-9-93	1 500 000	
	983	13-3-74	1-4-84	2 000 000	
	3961	10-11-76	17-11-86	1 000 000	11 396 000
Victoriaville	3973	28-10-70	{ 1-4-81 1-11-84 1-11-90 1-9-2013	372 000 1 000 000 826 000 209 756	
	32	8-1-75	15-1-85	1 500 000	
	3745	25-10-76	1-11-86	2 000 000	5 907 756
Vieux-Montréal	1636	8-4-70	{ 15-4-90 15-4-2000	1 920 000 2 952 000	
	3621	29-11-72	1-12-84	3 000 000	
	851	13-3-73	15-3-85	3 000 000	
	2911	14-8-74	15-8-84	3 000 000	
	4510	11-12-74	3-1-85	3 000 000	
	881	5-3-75	1-3-85	4 500 000	
	4876	5-11-75	10-11-85	3 000 000	
	197	28-1-76	2-2-96	3 000 000	
	2655	4-8-76	16-8-86	6 000 000	33 372 000
					<u>\$ 429 454 506</u>
Universités					
Bishop's, Lennoxville	1342	30-4-69	15-5-89		1 790 000
Concordia, Montréal	3160	3-10-68	15-10-78	220 000	
	2567	30-6-70	15-7-78	850 000	
	3005	14-8-74	15-12-82	1 500 000	
	4273	18-11-70			
	845	6-3-74	15-3-79	1 000 000	
	3752	13-8-75	15-8-79	2 250 000	
	1504	28-4-76	3-5-86	5 000 000	10 820 000
École des Hautes Études Commerciales, Montréal	4415	2-12-70	15-12-82	4 000 000	
	2497	4-7-73	15-7-93	4 500 000	8 500 000
École polytechnique, Montréal	2566	30-6-70	2-7-90	2 400 000	
	842	6-3-74	15-3-79	1 200 000	
	501	25-2-76	15-3-86	5 000 000	
	1942	2-6-76	15-6-86	5 000 000	13 600 000
Laval, Ste-Foy	3093	24-9-68	15-10-78	10 044 000	
	3767	14-10-70	1-11-84	4 700 000	
	1627	5-5-71	1-1-2021	1 079 943	
	1430	24-5-72	1-6-92	5 200 000	
	2849	1-8-73	15-8-83	3 000 000	
	844	6-3-74	15-3-84	5 000 000	
	4479	5-12-74	15-12-84	5 000 000	
	2499	18-6-75	3-7-81	5 000 000	
	2740	10-8-76	16-8-81	5 000 000	44 023 943

ENGAGEMENTS
(suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
(suite)

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
McGill, Montréal	3317	9-10-68	1-11-78	4 974 000
	2090	27- 5-70	1- 6-90	693 000
	3603	23- 9-70	15-10-82	9 200 000
	3295	31-10-72	1-11-92	2 700 000
	4215	20-11-74	1-12-84	5 000 000
	4754	29-10-75	1-11-85	5 000 000
	1943	2- 6-76	15- 6-86	5 000 000
	3130	15- 9-76	1-10-86	5 000 000
				<u>37 567 000</u>
Montréal	3604	7-11-68	1-12-78	10 044 000
	3764	14-10-70	1-11-84	4 100 000
	3825	10-11-71	1- 2-2021	4 173 786
	1204	3- 5-72	1- 5-92	5 000 000
	3457	15-11-72	15-11-92	3 000 000
	3622	29-11-72	1-12-82	3 300 000
	2571	11- 7-73	1- 8-93	5 000 000
	3846	22-10-73	1-11-83	7 000 000
	3658	16-10-74	1-11-84	5 000 000
	2104	22- 5-75	1- 6-81	5 000 000
	4220	24- 9-75	1-10-85	5 000 000
	870	17- 3-76	16- 2-96	10 000 000
	2419	7- 7-76	15- 7-86	8 000 000
				<u>74 617 786</u>
Sherbrooke	643	5- 3-69	1- 3-2020	2 936 002
	3770	14-10-70	1-11-84	3 700 000
	397	27- 1-71	1- 9-2020	980 547
	1628	5- 5-71	1- 2-2021	798 421
	479	16- 2-72	15- 3-92	6 100 000
	4501	8-10-75	15-10-95	4 000 000
	1944	2- 6-76	15- 6-86	6 000 000
				<u>24 514 970</u>
Université du Québec				
Montréal				
Collège Ste-Marie	3604	23- 9-70	1- 8-80	960 000
	3696	7-10-70		
Rimouski	2913	14- 8-74	1- 3-84	636 000
Trois-Rivières	1414	25- 3-70	15- 4-2000	2 227 000
Siège social, universités constituantes, écoles su- périeures et institutions de recherche	3524	17- 9-70	1-10-80	5 400 000
	4443	2-12-70	15-12-82	7 600 000
	99	12- 1-72	1- 1-82	5 000 000
	100	12- 1-72	15- 1-92	5 000 000
	224	26- 1-72	1- 2-82	5 000 000
	416	8- 2-73	15- 2-83	5 000 000
	756	7- 3-73	1- 3-85	5 000 000
	4315	28-11-73	15-12-83	5 000 000
	2357	26- 6-74	15- 7-94	5 000 000
	478	5- 2-75	15- 2-85	5 000 000
	971	12- 3-75	1- 4-85	7 000 000
	3753	13- 8-75	15- 8-95	6 000 000
	4049	10- 9-75	1-10-85	10 000 000
	502	25- 2-76	1- 3-86	10 000 000
	1272	7- 4-76	15- 4-86	5 000 000
	261	26- 1-77	2- 2-87	4 000 000
				<u>95 000 000</u>

	A.C. ou C.T.		Date du dernier versement		Solde du principal
	No	Date			
Association coopérative d'habitation Durocher, Résidence d'étudiants, Montréal	1436	25- 3-70	1- 7-2019	292 817	
	1629	5- 5-71	1- 4-2020	1 174 782	1 467 599
					315 724 298
Total (voir l'échéancier qui suit)					\$ 1 153 824 196

**Échéancier sommaire des subventions pour le remboursement
d'emprunts relatifs à des dépenses en capital au 31 mars 1977**

Échéance	Institutions de santé et de bien-être	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et pro- fessionnel	Universités	Total
1977-1978	\$ 53 780 033	\$ 20 604 550	\$ 5 459 976	\$ 5 383 610	\$ 85 228 169
1978-1979	67 727 025	33 072 050	22 735 127	30 826 727	154 360 929
1979-1980	36 791 830	25 294 550	5 670 316	3 953 068	71 709 764
1980-1981	30 359 878	34 888 050	22 683 043	17 602 638	105 533 609
1981-1982	44 658 626	73 647 550	32 559 812	40 069 459	190 935 447
1977 @ 1982	233 317 392	187 506 750	89 108 274	97 835 502	607 767 918
1982 @ 1987	170 140 746	169 214 872	281 525 709	163 098 604	783 979 931
1987 @ 1992	22 630 169	32 896 900	23 390 667	11 397 298	90 315 034
1992 @ 1997	20 668 000	19 026 870	30 935 611	33 357 021	103 987 502
1997 @ 2002			2 719 578	1 418 321	4 137 899
2002 @ 2007			818 642	1 389 934	2 208 576
2007 @ 2012			675 454	1 948 831	2 624 285
2012 @ 2017			280 571	2 732 461	3 013 032
2017 @ 2021				2 546 326	2 546 326
		\$ 408 645 392	429 454 506	\$ 315 724 298	
	<u>\$ 446 756 307</u>		<u>\$ 1 153 824 196</u>		<u>\$ 1 600 580 503</u>

Acquisitions de biens en capital payables par versements

	A.C.	Année du dernier versement	Solde du principal
Tourisme, Chasse et Pêche			
Acquisition de certaines îles de l'archipel de Boucherville			
Succession Leonard Lafleur	2829 '76	1983-84	\$ 350 000
Boucherville Entreprises Inc.	2829 '76	1983-84	2 800 000
			<u>\$ 3 150 000</u>

ENGAGEMENTS

(suite)

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

Autorisés par certaines lois	Montant
Sidbec, 1968, c. 77 et modifications	\$ 129 000 000
Société de cartographie du Québec, 1969, c. 39	1 800 000
Société de développement de la Baie James, 1971, c. 34 (partie 1)	40 000 000
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, 1973, c. 21	1 349 900
Société générale de financement du Québec, 1962, c. 54 et modifications	22 142 700
Société québécoise d'exploration minière, 1965, c. 36 et modifications	12 750 000
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, 1975, c. 42	7 000 000
Société québécoise d'initiatives pétrolières, 1969, c. 36 et modifications	45 000 000
	<u>\$ 259 042 600*</u>

* Ces engagements, lorsqu'ils seront liquidés, n'auront aucune incidence, tant sur les dépenses que sur la dette nette, parce que le déboursé sera contrebalancé par une augmentation dans le compte "Placements".

SECTION 7

FONDS SPÉCIAUX

Cette section des Comptes publics couvre les fonds spéciaux créés pour des fins spécifiques et administrés par le Gouvernement. Ils sont identifiés comme fonds spéciaux parce qu'ils ne font pas partie du Fonds consolidé du revenu.

SECTION 7

TABLE DES MATIÈRES

FONDS SPÉCIAUX	PAGE
Fonds en fidéicommis	
Actif et passif	7-4
Notes complémentaires	7-4
Détail	7-5
Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement	
Actif et passif	7-8
État des opérations	7-9
Notes complémentaires	7-9
Fonds spécial olympique	
Actif et passif	7-10
Opérations	7-11
Notes complémentaires	7-11
Fonds des agents de voyage	
Actif et passif	7-12
Notes complémentaires	7-13

FONDS EN FIDÉICOMMIS

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1977 (note 1)

	<u>1977</u>	<u>1976</u>
		(note 2)
ACTIF		
Encaisse	\$ 2 236 281	\$ 3 267 258
Avances au fonds consolidé du revenu	34 526 111	31 039 614
Valeurs détenues		
Chèques visés	71 599	323 577
Dépôts à terme	14 779 880	5 766 600
Obligations (note 1)	<u>16 975 250</u>	<u>14 709 950</u>
	<u>\$ 68 589 121</u>	<u>\$ 55 106 999</u>
PASSIF		
Dépôts judiciaires et autres	<u>\$ 68 589 121</u>	<u>\$ 55 106 999</u>

Les notes afférentes à cet état financier
en font intégralement partie.

Le Sous-ministre des Finances,

MICHEL CARON

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. CONVENTIONS

Cet état comprend les comptes des fonds en fidéicomis inscrits aux ministères des Finances (Bureau général de dépôts) et de la Justice.

Les obligations détenues sont montrées à leur valeur nominale.

L'article 55 de la Loi des dépôts et consignations se lit comme suit:

“Le ministre des Finances doit voir à ce que les dépenses du Bureau général de dépôts n'excèdent pas les intérêts ou les profits qui reviennent au trésor sur les sommes d'argent déposées; il déduit ces dépenses des intérêts ou profits, et, s'il reste un surplus, il est transporté au fonds consolidé du revenu et en forme partie”.

En pratique:

- Les revenus des dépôts à terme et des obligations sont remis aux déposants de ces valeurs;
- Les avances au fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts;
- Les frais de fonctionnement relatifs à l'administration des fonds en fidéicomis sont assumés par le fonds consolidé du revenu.

2. CHIFFRES COMPARATIFS

Les dépôts relatifs aux obligations et coupons de la province échus et non réclamés de \$ 8 687 649 ont été virés au passif du fonds consolidé du revenu au 31 mars 1977; les chiffres de 1976 ont été redressés de \$ 7 831 750 pour les rendre comparatifs.

FONDS EN FIDÉICOMMIS
 (suite)

Détail	Fonds		Dépôts
	Encaisse et avances au Fonds consolidé du revenu	En valeurs (au pair)	
Dépôts judiciaires	\$ 23 342 130		\$ 23 342 130
Autres dépôts			
Affaires culturelles			
Théâtre de l'Escale Inc.	5 365		5 365
Théâtre de l'Estoc	5 307		5 307
Divers	161		161
Affaires intergouvernementales			
Subventions de recherche	4 000		4 000
Affaires municipales			
Commission municipale du Québec, S.R., c. 170	8 921		8 921
Affaires sociales			
Conseil de la recherche médicale	572 277		572 277
Dépôts de garantie	4 000		4 000
Agriculture			
Droits de coupe	10 876		10 876
Loi des produits laitiers, S.R., c. 121		\$ 173 500	173 500
Loi des sociétés coopératives agricoles, S.R., c. 124	46 651		46 651
Loi des sociétés d'agriculture, S.R., c. 112	23 392		23 392
Système comptable Canfarm	16 529		16 529
Dépôts de garantie	494 839	256 100	750 939
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières			
Commission des valeurs mobilières du Québec	10 303	16 000	26 303
Office de protection du consommateur	66 000	88 000	154 000
Loi des assurances, S.R., c. 295	380	8 359 500	8 359 880
Courtier spécial, S.R., s. 8		25 000	25 000
Dépôts de garantie	8 000		8 000
Éducation			
Écoles professionnelles privées	93 302	121 150	214 452
Frais d'inscription au baccalauréat en pédagogie (écoles normales)	3 364		3 364
Dépôts de garantie	15		15
Industrie et Commerce			
Bateaux de pêche	14 176	125 000	139 176
Divers	550		550
Justice			
Consignations de divers greffes	1 763 577		1 763 577
Loi des agences d'investigation ou de sécurité, S.R., c. 42		20 000	20 000

FONDS EN FIDÉICOMMIS
 (suite)

Détail	Fonds		Dépôts
	Encaisse et avances au Fonds consolidé du revenu	En valeurs (au pair)	
Dépôts volontaires, saisies-arrêts et autres dépôts	\$ 2 236 281 (1)		\$ 2 236 281
Revenu			
Fonds de secours aux sinistrés de St-Jean-Vianney	393 460		393 460
Richesses naturelles			
Villages miniers, S.R., c. 89, a. 38	951 996		951 996
Loi des mines, S.R., c. 89, a. 50	16 668		16 668
Dépôts de garantie	66 068	\$ 500	66 568
Terres et Forêts			
Société des Pâtes et Papiers Kruger Ltée	500		500
Coupe de bois pour fins domestiques, S.R., c. 92	16 320		16 320
Dépôts de garantie		100 000	100 000
Transports			
Commission des transports du Québec, 1973, c. 55, a. 11	627 377		627 377
Écoles de conduite	12 000	17 500	29 500
Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles, S.R., c. 232	456 982	105 000	561 982
Dépôts de garantie sur contrats d'excavation et autres	2 363 252		2 363 252
Dépôts de garantie		978 000	978 000
Travail et Main-d'oeuvre			
Comités paritaires	277 397		277 397
Divers	588		588
Travaux publics et Approvisionnement			
Dépôts de garantie	1 500	81 599 (3)	83 099
Fonds d'amortissement, S.R., c. 171			
Commissions scolaires	39 795	845 500	885 295
Municipalités	766 884	5 732 500	6 499 384
Commission administrative du régime de retraite	1 541 082		1 541 082
Ristournes aux cadres et assimilés	283 271		283 271
Cautionnement des employés publics, S.R., c. 12	3 053	2 000	5 053
Déductions sur traitements et salaires des fonctionnaires et employés	160 639		160 639

Détail	Fonds		Dépôts
	Encaisse et avances au Fonds consolidé du revenu	En valeurs (au pair)	
Divers dépôts de garantie	\$ 14 264		\$ 14 264
Les Cris de la Baie James et les Inuit du Québec		\$ 14 779 880 (4)	14 779 880
Association d'hospitalisation du Québec	20		20
Divers	38 880		38 880
	<u>13 420 262</u>	<u>31 826 729 (5)</u>	<u>45 246 991</u>
	<u>\$ 36 762 392 (2)</u>	<u>\$ 31 826 729</u>	<u>\$ 68 589 121</u>

(1) Encaisse

(2) Représenté par:

Encaisse

\$ 2 236 281

Avances au Fonds consolidé
du revenu

34 526 111

\$ 36 762 392

(3) Y compris des chèques visés totalisant \$71 599

(4) Dépôts à terme

(5) A l'exception des items mentionnés aux notes 3 et 4, soit
\$71 599 et \$14 779 880, le solde des valeurs soit
\$16 975 250 représente des obligations.

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE DES ACHATS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ACTIF ET PASSIF **au 31 mars 1977**

	<u>1977</u>	<u>1976</u>
ACTIF		
Encaisse	\$ 995 406	\$ 780 247
Intérêts courus sur dépôts bancaires	5 234	5 117
Comptes à recevoir		
Ministères et entreprises du gouvernement du Québec	598 564	727 928
Stocks—évalués au dernier coût d'acquisition	811 184	886 943
	<u>\$ 2 410 388</u>	<u>\$ 2 400 235</u>
PASSIF		
Fournisseurs	\$ 364 492	\$ 373 632
Bénéfice net de l'année financière à verser au Fonds consolidé du revenu (note 2)	102 517	83 224
	<u>467 009</u>	<u>456 856</u>
Apport du ministère des Travaux publics et de l'approvisionnement		
Avance	900 000	900 000
Valeur des stocks mis initialement à la disposition du Fonds renouvelable	1 043 379	1 043 379
Solde du fonds au 31 mars	<u>1 943 379</u>	<u>1 943 379</u>
	<u>\$ 2 410 388</u>	<u>\$ 2 400 235</u>

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

APPROUVÉ PAR:

GASTON OUMET, Directeur général des achats

ÉTIENNE GENEST, Directeur du Service de la comptabilité

ÉTAT DES OPÉRATIONS**de l'année financière terminée le 31 mars 1977**

	1977	1976
VENTES	<u>\$ 4 117 540</u>	<u>\$ 4 062 299</u>
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES		
Stocks au début	886 943	1 043 379
Achats	<u>4 028 797</u>	<u>3 879 475</u>
	4 915 740	4 922 854
Stocks à la fin	<u>811 184</u>	<u>886 943</u>
	<u>4 104 556</u>	<u>4 035 911</u>
BÉNÉFICE BRUT	<u>12 984</u>	<u>26 388</u>
AUTRES REVENUS		
Escomptes au comptant sur achats	19 923	16 022
Intérêts sur dépôts bancaires	<u>69 610</u>	<u>40 814</u>
	<u>89 533</u>	<u>56 836</u>
BÉNÉFICE NET (note 2)	<u>\$ 102 517</u>	<u>\$ 83 224</u>

Les notes afférentes aux états financiers en font
intégralement partie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES**1. FRAIS D'OPÉRATION**

Les frais d'opération du Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement, à l'exception du coût des marchandises vendues, sont assumés par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

2. BÉNÉFICE NET DE L'ANNÉE FINANCIÈRE

Selon la directive du Conseil du trésor, tous les surplus découlant de l'opération du Fonds renouvelable doivent être versés annuellement au Fonds consolidé du revenu de la Province.

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE **(Chapitre 14 des lois de 1976)**

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1977

ACTIF

Encaisse	\$ 8 848 605
Placements temporaires - (au coût)	80 703 896
Comptes à recevoir	5 199 471
Intérêts courus et à recevoir	517 420
	<u>\$ 95 269 392</u>

PASSIF

Intérêts courus sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques	\$ 7 180 282
Fonds administrés pour le compte de la Régie des installations olympiques (note 1)	33 618 709
Solde du fonds (note 2)	<u>54 470 401</u>
	<u>\$ 95 269 392</u>

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

Le Sous-ministre des Finances

MICHEL CARON

OPÉRATIONS DE L'EXERCICE

du 30 juin 1976, date de sa constitution, au 31 mars 1977

PROVENANCE DES FONDS

Taxe spéciale sur le tabac (note 3)		\$ 65 080 047
Loto-Canada:		
Part destinée à la Régie des installations olympiques	\$ 22 343 425	
Part destinée au gouvernement du Québec	<u>1 623 460</u>	23 966 885
Intérêts sur dépôts bancaires et placements temporaires		2 959 736
Produit de l'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie des installations olympiques		<u>664 217</u>
		92 670 885

UTILISATION DES FONDS

Intérêts sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques	<u>38 200 484</u>
---	-------------------

SOLDE DU FONDS AU 31 MARS 1977\$ 54 470 401

Les notes afférentes aux états financiers en font intégralement partie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES**1. FONDS ADMINISTRÉS POUR LE COMPTE DE LA RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES**

La Régie a confié au Fonds spécial olympique l'administration d'un surplus d'encaisse de \$ 56 770 709 sujet à rappel pour ses déboursés relatifs aux travaux de construction; des sommes totalisant \$ 23 152 000 ont été remises à la Régie à cet égard.

2. AFFECTATION DU FONDS SPECIAL OLYMPIQUE

Selon la Loi constituant un Fonds spécial olympique, ce

fonds et les revenus qu'il produit sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques.

3. TAXE SPÉCIALE SUR LE TABAC

Les fonds provenant du ministère du Revenu concernant la taxe spéciale sur le tabac couvrent la perception de cette taxe auprès des consommateurs du 12 mai 1976 au 31 mars 1977.

FONDS DES AGENTS DE VOYAGE
administrés par le Ministre
du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche

(Chapitre 53 des lois de 1974)

ACTIF ET PASSIF (note 1)
au 31 mars 1977

FONDS EN FIDÉICOMMIS—CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS

ACTIF

Encaisse	\$ 155 000
Obligations détenues (note 1)	<u>732 000</u>
	<u>\$ 887 000</u>

PASSIF

Cautionnements individuels des agents de voyage (note 2)	<u>\$ 887 000</u>
	<u>\$ 887 000</u>

FONDS DES CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

ACTIF

Encaisse et dépôts à terme	\$ 713 750
Intérêts courus (note 1)	<u>5 019</u>
	<u>\$ 718 769</u>

PASSIF

Fonds des cautionnements collectifs (note 3)	
Contributions de base	\$ 713 750
Revenus de placements de l'exercice	<u>5 019</u>
	<u>\$ 718 769</u>

Les notes afférentes à cet état financier en font
intégralement partie.

Approuvé par:

Le Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche
YVES DUHAIME

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Le présent état de l'actif et du passif des fonds des agents de voyage est le premier état financier préparé depuis la constitution de ces fonds dont l'administration est confiée au ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Avant le 29 septembre 1976, les cautionnements individuels des agents de voyage étaient déposés par le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche au Bureau général de dépôts du ministère des Finances. Le règlement relatif aux agents de voyage approuvé par l'arrêté en conseil 3351 du 29 septembre 1976, a constitué des fonds de cautionnements collectifs propres à chaque catégorie d'agents de voyage.

Les cautionnements individuels et les contributions de base aux fonds des cautionnements collectifs sont comptabilisés selon la méthode de caisse.

Les obligations détenues sont montrées à leur valeur nominale.

Les revenus de placements des fonds des cautionnements collectifs sont comptabilisés selon la méthode d'exercice.

2. CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGE

Les cautionnements fournis par les agents de voyage sous forme de polices individuelles de garantie, inscrits à un registre spécial, se totalisent à \$ 3 925 000 au 31 mars 1977.

3. FONDS DES CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

Provenance des fonds propres à chaque catégorie d'agents de voyage et solde au 31 mars 1977:

	Exercice du 29 septembre 1976 au 31 mars 1977		
	Contributions de base	Revenus de placements	Solde au 31 mars 1977
Fonds des cautionnements collectifs			
Agents de voyage - détaillants	\$ 371 250	\$ 2 660	\$ 373 910
Agents de voyage - grossistes	342 500	2 359	344 859
	<u>\$ 713 750</u>	<u>\$ 5 019</u>	<u>\$ 718 769</u>

Chacun des fonds des cautionnements collectifs doit être débité des frais de gestion qui lui sont imputables; il n'y a pas eu de frais de gestion imputés pour l'exercice terminé le 31 mars 1977.

INDEX

Gestion budgétaire et politique administrative	1-150	Pêches maritimes, Développement	1-231
Gestion de la caisse et de la dette publique	1-200	Permis d'alcool, Contrôle	1-249
Gestion du personnel	1-212	Placement d'étudiants	1-333
		Placements	6-10
		Placements temporaires	6-4
		Plan comptable (voir Conventions comptables)	
		Planification économique et régionale	1-142
H		Policiers	
Habitation	1-61; 1-64	Formation et perfectionnement	1-254
Hébergement	1-84	Normalisation et surveillance	1-255
Hydrocarbures et électricité, Etudes et recherches	1-284	Prêts et avances	6-11
		Production agricole, Aide	1-102
		Professions, Organisation et réglementation	1-144, 1-191
		Protecteur du citoyen	1-118
		Protection civile	1-256
		Protection du consommateur	1-156
		Protection de la société	1-257
		Provenance et utilisation des fonds	21; 4-4
I		R	
Immigration, Ministère	1-218	Réadaptation de l'enfance et des adultes	1-83
Impôt foncier scolaire, Contribution	1-94	Recherche économique	1-225
Industrie des courses de chevaux, Aide financière	1-268	Recherche: santé et services sociaux	1-89
Industrie et Commerce, Ministère	1-222	Recherche sur la rémunération	1-213
Industrie minière, Soutien et surveillance	1-278	Régie de la langue française	1-146
Industrie secondaire, Orientation et développement	1-226	Régie de l'assurance-récolte du Québec	1-103
Intérêts courus et à recevoir	6-8	Régie de l'électricité et du gaz	1-285
Intérêts courus	6-25	Régie des marchés agricoles du Québec	1-106
		Régie des services publics	1-129
		Régime de retraite	1-214
		Réinsertion sociale des délinquants	1-245
		Relations de travail	1-329
		Renseignements, Communications gouvernementales	1-125
		Réseaux et équipements de communication	1-124
		Réseaux routiers	
		Conservation	1-318
		Construction	1-317
		Information, contrôle et sécurité	1-316
		Revenu, Ministère	1-262
		Revenus, Sommaire	16; 1-4, 1-6
		Richesses naturelles, Ministère	1-272
J		S	
Jeux de hasard et courses, Contrôle	1-248, 1-269	Salubrité du milieu	1-65
Justice, Ministère	1-236	Sécurité au travail et dans les lieux publics	1-334
		Sécurité - incendie	1-60
		Services communautaires	1-79
		Services de main-d'oeuvre	1-332
		Services en milieu scolaire	1-80
		Société d'aménagement de l'Outaouais	1-59
		Société de développement industriel du Québec, Administration	1-228
		Société du parc industriel du centre du Québec, Administration	1-229
		Soins spécialisés, ultra-spécialisés et prolongés	1-86, 1-87
		Soutien aux organismes volontaires	1-81
		Soutien du revenu familial	1-76
		Sport, Promotion du Sport	1-187
		Statistiques, Services centraux	1-232
		Statut de la femme, Promotion du droit	1-145
		Sûreté du Québec	1-258
		Système judiciaire, Fonctionnement	1-240
L		T	
Législation	1-114	Télécommunications, Développement	1-128
Livres et autres imprimés	1-38	Terres et Forêts, Ministère	1-288
Logements, Aide à la réalisation et à l'acquisition	1-62	Terres publiques; Gestion	1-297
Logements municipaux, Aide à l'exploitation	1-63	Tourisme	
Loisirs, Développement	1-188	Formation professionnelle	1-307
		Promotion	1-305
		Tourisme, Chasse et Pêche, Ministère	1-300
		Transport aérien gouvernemental	1-323
M			
Mandats spéciaux	1-10		
Mesures anti-inflationnistes	1-205		
Moyens d'enseignement	1-168		
Municipalités			
Aide et surveillance administratives et financières	1-56		
Redistribution d'une partie du produit de certaines taxes à la consommation	1-266		
N			
Normes de travail	1-330		
Notes complémentaires	22; 5-7		
Nouveau-Québec	1-283		
O			
Obligations	6-26		
Office franco-québécois pour la jeunesse	1-48		
Office des professions	1-191		
Office de radio-télédiffusion du Québec	1-130		
O. P. D. Q.	1-142		
Opérations budgétaires	1-4		
Opérations de la dette	3-4		
Opérations non budgétaires	2-4		
Organismes-conseils auprès du Premier ministre	1-138		
P			
Parcs et réserves et établissements touristiques et récréatifs	1-308		
Passif éventuel	6-57		

Transports maritime et aérien	1-322
Transports, Ministère	1-312
Transport scolaire	1-324
Transports terrestres	1-315
Travail et Main-d'oeuvre, Ministère	1-326
Travailleurs autonomes, Remboursements de leurs contributions	1-267
Travaux publics et Approvisionnement, Ministère	1-338

V

Vérificateur général	1-119
----------------------	-------

Veillez rapporter ou re-
nouveler ce volume avant
ou à la dernière date ci-
dessous indiqués.
